



# LA LUTTE DU PEUPLE TOUT ENTIER





# Comité de rédaction

**ILIE CEAUȘESCU**  
(président  
de la Commission  
Roumaine  
d'Histoire Militaire  
**CONSTANTIN ANTIP**  
**ION ARDELEANU**  
**CONSTANTIN**  
**CĂZĂNIȘTEANU**  
**FLORIN**  
**CONSTANTINIU**  
**MIRCEA MUȘAT**  
**ȘTEFAN PASCU**  
**ȘTEFAN**  
**ȘTEFĂNESCU**  
**FLORIAN TUCĂ**  
**GHEORGHE TUDOR**  
**GHEORGHE ZAHARIA**

## SOMMAIRE

|  |     |
|--|-----|
| ● L'œuvre du président Nicolae Ceaușescu sur deux réalisations historiques du peuple roumain : la Grande Union de 1918 et la proclamation de la République au 30 Décembre 1947 — ION COMAN   | 1   |
| ● Les racines et les prémisses historiques de la Grande Union des Roumains de 1918 — general-lieutenant ILIE CEAUȘESCU, docteur en histoire  | 4   |
| ● Témoignages étrangers sur l'évolution du peuple roumain dans son foyer ancestral — ION ARDELEANU, docteur en histoire, maître de conférences   | 10  |
| ● Le peuple et l'Etat daces en contact avec les grandes civilisations de l'Antiquité — DUMITRU BERCIO, professeur d'université, docteur en histoire  | 11  |
| ● La formation du peuple roumain — MIHAIL ZAHARIADE  | 21  |
| ● «La langue roumaine est ma patrie» — ALEXANDRU ROSETTI, de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie  | 26  |
| ● Maximes et pensées   | 28  |
| ● L'organisation politico-étatique du peuple roumain aux III <sup>e</sup> —IX <sup>e</sup> siècles — SERGIU IOSIPESCU  | 29  |
| ● L'établissement de populations étrangères sur le territoire roumain et l'intégration de celles-ci dans la vie économique et sociale du peuple roumain — CAMIL MUREȘAN, professeur d'université, docteur en histoire  | 33  |
| ● L'historiographie hongroise et le chroniqueur Anonymus de la reconnaissance à la contestation — LIVIU BORCEA, docteur en histoire  | 40  |
| ● La formation des États féodaux roumains indépendants — contribution de marque à la réalisation de la configuration politico-étatique de l'Europe médiévale — DORINA N. RUSU, docteur en histoire   | 43  |
| ● La lutte permanente du peuple roumain pour défendre l'indépendance et réaliser l'unité politique. La constitution de l'Etat roumain centralisé en 1600 — colonel VASILE MOCANU, docteur en histoire  | 47  |
| ● La révolution, voie de réalisation du progrès social et national de la société roumaine à l'époque moderne — GHEORGHE PLATON, professeur d'université, docteur en histoire   | 50  |
| ● Une synonymie tragique: dualisme et horthysme — occupation et terreur — La situation dramatique du peuple roumain en Transylvanie dans la période de l'occupation hongroise — ANDREI BUSUIOCANU  | 53  |
| — Les mêmes buts inhumains poursuivis par des méthodes et moyens toujours plus sauvages — OLIVER LUSTIG, docteur en sciences économiques   | 56  |
| ● Oradea. Le 12 octobre 1918: la Déclaration d'indépendance nationale — VIOREL FAUR, docteur en histoire   | 59  |
| ● La Grande Union de 1918, la volonté et la victoire de toute la nation roumaine — ȘTEFAN PASCU, de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie   | 62  |
| ● Les significations internes et internationales de la Grande Union — MIRCEA MUȘAT, maître de conférences, docteur en histoire   | 65  |
| ● Interférences millénaires: civilisation roumaine, civilisation universelle — RĂZVAN THEODORESCU, docteur en histoire   | 68  |
| ● L'élimination de la domination hitlérienne et la libération du nord-ouest de la Roumanie de l'occupation horthyste — objectifs majeurs de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-imperialiste — commandant IOAN TALPEȘ, docteur en histoire  | 71  |
| ● L'unité et fraternité de tous les fils de la patrie dans la lutte pour l'épanouissement et la défense de la Roumanie socialiste — colonel GHEORGHE ARĂDOVAICE, docteur en philosophie  | 75  |
| ● La lien indestructible: Roumain — Roumanie, ION TOMA, docteur en philologie  | 77  |
| ● 1947 — Res publica — 1987  | 79  |
| — Le Parti Communiste Roumain, promoteur constant de la lutte pour l'instauration de la République — commandant ALEXANDRU DUȚU   | 79  |
| — 30 Décembre 1947. La Roumanie est république — MARIA SINESCU   | 81  |
| — L'adhésion et la participation de l'armée roumaine à l'édification de la République — capitaine ȘTEFAN PASLARU, docteur en histoire  | 83  |
| — L'élection de Nicolae Ceaușescu à la haute fonction de président de la République, événement crucial dans l'histoire de la nation roumaine — ȘTEFAN LACHE, docteur en histoire   | 86  |
| ● Vérités fondamentales de l'histoire nationale. Les sources historiques attestent que les habitants de la Transylvanie ont constitué et constituent une partie organique du peuple roumain et qu'ils ne sauraient donc faire l'objet d'aucune transaction usuaire, d'aucune polémique, d'aucune discussion — général-lieutenant ILIE CEAUȘESCU, docteur en histoire | 94  |
| ● Grands chefs d'armées — colonel CONSTANTIN CĂZĂNIȘTEANU, capitaine VLADIMIR ZODIAN   | 98  |
| ● Grandes batailles du peuple roumain pour la liberté, l'unité nationale et l'indépendance — colonel VASILE ALEXANDRESCU, docteur en histoire  | 101 |
| ● Monuments du combat — FLORIAN TUCĂ, docteur en histoire  | 108 |
| ● Attitudes  | 110 |
| — Une exigence pressante: chaque citoyen doit connaître et défendre l'histoire nationale — commandant MIHAIL E. IONESCU, docteur en histoire   | 114 |
| — Historia, magistra vitae — colonel GHEORGHE TUDOR, docteur en histoire   | 116 |
| — Une pratique nocive, de l'historiographie révisionniste: la falsification de l'histoire du peuple roumain — LADISLAV GYEMANT, docteur en histoire  | 119 |
| — Vaines tentatives de falsifier l'histoire de la Roumanie — FLORIN CONSTANTINIU, docteur en histoire  | 120 |
| ● Historiens en dialogue Athènes. Les colloques de la Commission internationale de l'Histoire Militaire (16-31 août 1987) — commandant MIHAIL E. IONESCU, docteur en histoire  | 122 |
| ● Le trésor monétaire du Vadu... — SERGIU IOSIPESCU  |     |
| ● Le livre d'histoire — NICOLAE PETREANU, professeur d'université, docteur en histoire; lieutenant-colonel AURFI. PENTELESCU; MIRCEA SOREANU; lieutenant-colonel ANGHEL FILIP  |     |

PARAÎT sous l'égide de la Commission Roumaine d'Histoire Militaire — supplément de la revue «**VIAȚA MILITARĂ**»

ADRESSE : Commission Roumaine d'Histoire Militaire, 5—7, Drumul Faberei, secteur 6, Bucarest, tél. 31.30.44

LES LECTEURS DE L'ETRANGER peuvent se procurer des abonnements en s'adressant à ROMPRESFILATELIA — département Export-Import presse, 64—66, Calea Griviței, secteur 1, Bucarest, Roumanie. P.O. 12-201. télex 10376



# L'OEUVRE DU PRÉSIDENT NICOLAE CEAUȘESCU

sur deux des réalisations historiques  
du peuple roumain:

*LA GRANDE UNION DE 1918  
ET LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE  
LE 30 DÉCEMBRE 1947*

par ION COMAN



Le premier président de la Roumanie socialiste (reproduction  
d'après une peinture)

Réalisant une synthèse fructueuse et véridique des processus historiques, du développement de la société roumaine à travers les millénaires, le camarade Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du Parti Communiste Roumain, président de la République Socialiste de Roumanie, a présenté — avec une force de pénétration exemplaire — le glorieux passé plurimillénaire du peuple roumain.

En connaisseur avisé de l'histoire de notre peuple, lui-même bâtisseur d'histoire, présent depuis plus de cinquante ans aux grands moments qui ont marqué la marche du peuple roumain sur la voie des importantes transformations révolutionnaires de la société, le camarade Nicolae Ceaușescu a montré que, confrontés aux adversités des temps passés, aux invasions répétées des migrants, aux ambitions expansionnistes des grands empires, nos ancêtres ont héroïquement défendu leur foyer et leur civilisation. La vérité historique — maintes fois soulignée par le camarade Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du Parti Communiste Roumain — atteste que le peuple géto-dace, ensuite le peuple roumain, son continuateur légitime, ont agi avec esprit de suite et énergie, faisant preuve d'un remarquable sens de l'histoire, pour la constitution et la défense de leur Etat ; en ce sens, sont significatifs l'Etat de Burebista et Décébale, les romanies populaires, les Etats féodaux roumains indépendants, l'évolution irréversible vers la consolidation de leur unité. La lutte séculaire de notre peuple pour l'indépendance a été sans cesse corrélée à la lutte pour l'unité ; cette corrélation est un trait fondamental de notre devenir historique. Des vicissitudes de toutes sortes — dont mentionnons les permanentes



réalités entre les royaumes et les empires voisins pour la domination de l'espace roumain, de même que les raptus territoriaux des XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles — ont constitué autant d'obstacles dans la voie de la réalisation de notre unité et de notre liberté, mais elles n'ont pu arrêter le cours naturel et légitime vers l'accomplissement de l'État national unitaire et indépendant roumain, le 1<sup>er</sup> Décembre 1918. «La domination étrangère — souligne le camarade Nicolae Ceaușescu — n'a pas réussi à étouffer la soif de liberté de notre peuple, à éteindre sa puissante volonté d'unité. Les difficultés et les souffrances ne faisaient que rendre encore plus puissante la flamme de la lutte pour l'unification de la nation, que renforcer le sentiment du patriotisme, de la dignité nationale»<sup>1</sup>.

Les efforts fournis à travers les siècles par le peuple et ses représentants pour l'unité nationale se sont remarquablement matérialisés en 1600 sous Michel le Brave, puis, plus tard, en 1859, suite à la double élection d'Alexandru Ioan Cuza comme prince régnant, aboutissant à l'édification de la Roumanie moderne par l'union de la Valachie et de la Moldavie. Pendant les années de la Première Guerre mondiale, après deux années de neutralité active, les milieux dirigeants du pays ont décidé l'entrée de la Roumanie en guerre, aux côtés de la Grande-Bretagne, la France et la Russie, qui promettaient de satisfaire le desideratum de l'unité nationale. Le camarade Nicolae Ceaușescu montre : «Le déroulement des événements historiques prouve de la manière la plus catégorique que l'Union n'a pas été l'effet du hasard, le résultat d'une simple conjoncture favorable ou d'un accord survenu à la table des négociations ; elle représente le résultat de la lutte décisive des masses les plus larges du peuple, un acte de profonde justice nationale, la réalisation d'une concordance nécessaire entre, d'une part, la réalité objective et les droits inaliénables du peuple, et, d'autre part, le cadre national instamment réclamé par ces réalités»<sup>2</sup>.

Les traités de paix ultérieurement conclus — Saint-Germain (1919) et Trianon (1920) — ont consacré en fait l'état créé par suite des actions déterminées du peuple entier. Le niveau de conscience, la combativité et l'organisation propres au prolétariat, ont permis à celui-ci d'apporter une importante contribution à l'accomplissement de l'État national unitaire roumain. «Un rôle particulièrement actif dans le mouvement pour l'union de la Transylvanie avec la Roumanie — souligne le secrétaire général du parti — a été joué par le prolétariat, par le mouvement ouvrier et socialiste. La preuve en est fournie par la composition même du Conseil National, formé de six représentants du Parti National et six représentants du mouvement socialiste. Le mouvement ouvrier et socialiste a énergiquement affirmé sa volonté et sa détermination par de puissantes grèves et démonstrations politiques, par la

création des conseils ouvriers qui ont assumé la direction de plusieurs centres transylvains, après avoir écarté les autorités autrichiennes»<sup>3</sup>.

Afin d'écarter toute interprétation simpliste ou erronée concernant la légitimité de l'acte historique du 1<sup>er</sup> Décembre 1918 dans la vie du peuple roumain, le président de la Roumanie socialiste a fait une précision impérieusement nécessaire : «Mettre en question la justesse ou l'opportunité de la constitution d'États nationaux c'est, en essence, faire l'apologie de la domination et de l'oppression, nier le rôle révolutionnaire, progressiste de la lutte des peuples pour la libération. C'est mépriser non seulement les principes du socialisme scientifique, mais même les conceptions bourgeoises-démocratiques les plus élémentaires. Pareilles positions sont à plus forte raison inconcevables aujourd'hui, à l'époque de l'affirmation la plus impétueuse de la volonté des peuples de rejeter tout joug étranger, de s'affirmer en tant que nations libres, à droits égaux dans la grande famille des nations du monde»<sup>4</sup>.

Dans ses écrits, le dirigeant du parti et de notre État a mis en évidence les conséquences profondes de la Grande Union pour tout le développement économique, social et politique de la Roumanie, pour l'évolution ultérieure de notre peuple. «L'accomplissement de l'unité de l'État roumain — œuvre des larges masses de tout le pays, de notre peuple tout entier — a réalisé le cadre national et socio-politique nécessaire pour un développement plus rapide des forces productives ; le rassemblement des énergies et des capacités créatrices de notre peuple a favorisé l'activité des forces progressistes de la société, du mouvement ouvrier révolutionnaire»<sup>5</sup>.

Les années qui ont suivi ont été des années de consolidation de l'État national unitaire, de développement des forces productives et de puissant essor révolutionnaire. Le peuple, ses forces avancées, révolutionnaires, aux rangs desquelles le Parti Communiste Roumain, fondé en 1921, s'affirmait distinctement, ont milité activement pour consolider l'État national unitaire, pour défendre l'être national contre la politique expansionniste et révisionniste menée par les États fascistes et notamment par l'Allemagne hitlérienne.

La révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste accomplie par le peuple sous la direction du parti communiste a ouvert la voie de transformations révolutionnaires sans précédent. «Le renversement de la dictature militaire-fasciste et de la domination de l'Allemagne hitlérienne — précise le secrétaire général du parti — a marqué un tournant historique dans la vie de notre peuple, en vue du passage à l'accomplissement des transformations démocratiques, révolutionnaires, de la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté du pays»<sup>6</sup>.

Dans le cadre de ces transformations, la proclamation de la République, le 30 Décem-



bre 1947, acte décisif qui marquait le commencement du processus d'édification de la société socialiste en Roumanie, a constitué l'accomplissement d'une longue lutte des générations de militants pour le renouveau social et national de la société roumaine, pour la liberté et le progrès social. C'est à juste titre que le président Nicolae Ceaușescu souligne que **«les patriotes les plus éclairés ont aspiré à une forme d'État démocratique, progressiste, capable d'assurer la liberté et la justice sociale pour les masses, l'indépendance politique et l'épanouissement économique du pays, de garantir le droit sacré du peuple d'être seul maître dans sa patrie ancestrale»**<sup>7</sup>.

L'instauration de la république s'est imposée comme une nécessité objective de l'évolution de toute la vie socio-politique qui, pendant la période qui a fait suite à l'insurrection d'août 1944, s'est caractérisée par une puissante effervescence révolutionnaire, solde par de profondes transformations économiques et socio-politiques, par le changement radical du contenu du pouvoir d'État, devenu un pouvoir ouvrier-paysan, ce qui le rendait incompatible avec l'ancienne forme d'organisation d'État. C'est le mérite du Parti Communiste Roumain que d'avoir réussi à réunir en un front unique toutes les forces avancées de la nation, assurant par là la conquête de nouvelles positions dans la vie du pays, isolant progressivement, de 1944 à 1947, les classes exploiteuses et le roi, afin de les renverser finalement du pouvoir.

Avec son exceptionnelle capacité de relever la continuité de l'idée de république chez les Roumains, idée aux profondes racines dans l'histoire, la pensée et la spiritualité de notre peuple, le camarade Nicolae Ceaușescu a le mérite d'avoir saisi le fait que la création même de la République a constitué **«le couronnement de la lutte menée au fil des siècles par le peuple roumain, par ses forces avancées, pour la libération nationale et sociale, pour l'indépendance, le progrès social et une vie meilleure»**<sup>8</sup>.

**«La réalisation de la République — souligne le camarade Nicolae Ceaușescu — vieille et brûlante aspiration du peuple, a trouvé un profond écho dans les consciences des millions de travailleurs de tout le pays»**<sup>9</sup>.

Pendant les années qui ont suivi l'acte historique du 30 Décembre 1947, de profondes transformations révolutionnaires se sont produites dans l'essence de l'État socialiste, dans sa base socio-politique, dans le perfectionnement de ses formes d'activité. Un rôle décisif dans l'accomplissement des transformations révolutionnaires fondamentales en Roumanie est revenu au camarade Nicolae Ceaușescu, dont les exceptionnelles qualités politiques et organisationnelles ont trouvé, surtout après le IX<sup>e</sup> Congrès du parti, quand il a accédé à la tête du parti et du peuple, un large cadre de manifestation et d'affirmation. C'est au cours de ces années que l'on a adopté la nouvelle Constitution qui prévoit

le changement de la dénomination de l'État en République Socialiste de Roumanie, que le premier président de la République, le camarade Nicolae Ceaușescu a apporté une contribution décisive au perfectionnement de l'activité de l'État.

Se guidant sur la conception que le socialisme est le résultat de la création consciente des masses, une société construite par le peuple et pour le peuple, le président Nicolae Ceaușescu a déployé une vaste activité théorique et pratique, pour une plus ample participation des travailleurs à l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre des décisions. **«Nous disposons aujourd'hui — souligne le camarade Nicolae Ceaușescu — d'un large cadre démocratique, unique en son genre. Les Conseils des travailleurs et les assemblées générales — organes de direction des propriétaires, producteurs et bénéficiaires des entreprises et des institutions —, les conseils départementaux, les conseils nationaux et les congrès des travailleurs de l'industrie, l'agriculture, l'enseignement, la science, la culture assurent la participation organisée des larges masses à la direction de l'activité économique et financière, de toute notre société socialiste»**<sup>10</sup>.

À la veille du 70<sup>e</sup> anniversaire de la Grande Union de 1918 et dans la 40<sup>e</sup> année de son existence héroïque, la République Socialiste de Roumanie est un État libre et indépendant, où le peuple est effectivement son propre souverain. Un État apprécié dans le monde entier pour ses importantes réalisations sur le plan intérieur, pour sa politique de paix, dont le brillant promoteur est le président du pays, le camarade Nicolae Ceaușescu, éminente personnalité du monde contemporain.

<sup>1</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul dezvoltării construcției socialiste*, vol. I, Editura Politică, București, 1988, p. 396.

<sup>2</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 17, Editura Politică, București, 1979, p. 275.

<sup>3</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 22, Editura Politică, București, 1982, p. 12.

<sup>4</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 16, Editura Politică, București, 1979, p. 274.

<sup>5</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 10, Editura Politică, București, 1974, p. 623.

<sup>6</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul dezvoltării construcției socialiste*, vol. I, Editura Politică, București, 1968 p. 117.

<sup>7</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul dezvoltării construcției socialiste*, vol. I, Editura Politică, București, 1968, 6.

<sup>8</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 7, Editura Politică, București, 1973, p. 951.

<sup>9</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 7, Editura Politică, București, 1973, p. 958.

<sup>10</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 28, Editura Politică, București, 1985, p. 56.



# DE LA GRANDE UNION DES ROUMAINS DE 1918

par le général-lieutenant **ILIE CEAUȘESCU**  
docteur en histoire

La Grande Union des Roumains en 1918 a été l'expression d'une nécessité objective, affirmée par la lutte multimillénaire du peuple roumain pour accomplir son unité politique. L'événement du 1<sup>er</sup> Décembre 1918, qui couronnait les actes plebiscitaires d'union avec la mère-patrie des territoires roumains se trouvant sous dominations étrangères est le résultat objectif de plus de vingt siècles de luttes du peuple roumain, représente le couronnement du processus complexe, multilatéral, continu, irréversible et progressiste de reconstitution de l'unité étatique.

L'unité politique et territoriale — fondée sur l'unité géographique et sur l'homogénéité du fonds ethnique — est une partie intégrante du système de valeurs historiques fondamentales du peuple. Dans tout leur espace d'habitation, ayant la même ancienneté et la même origine, parlant la même langue, vivant constamment sur le même territoire harmonieusement constitué et généreusement comblé par la nature, ayant identiques ou complémentaires les occupations, les traditions et les coutumes, affirmant les mêmes composantes de vie économique, sociale, politique, juridique, militaire, religieuse, culturelle etc., les

Géto-Daces d'abord, puis leurs successeurs, les Roumains, ont créé cette réalité emblématique appelée «l'union d'avant l'Union», qui s'est affirmée en même temps qu'une autre coordonnée essentielle de leur évolution historique : la lutte pour la liberté et l'indépendance. Ce n'est que par l'unité qu'on peut comprendre les victoires de nos ancêtres dans leurs actions politico-militaires, économiques, diplomatiques etc., affrontant les agresseurs les plus puissants que l'histoire du Sud-Est européen a connus au cours des 2 500 dernières années. Pendant toute cette période, la grandiose et tourmentée épopée géto-dace-roumaine atteste par chacun de ses moments d'affirmation de l'unité, de la liberté et de l'indépendance autant de puissantes racines et prémisses de l'acte crucial de 1918.

La première attestation documentaire de l'existence de nos ancêtres géto-daces les présente affrontant héroïquement l'armée envahissante de la plus grande puissance militaire du VI<sup>e</sup> siècle av.n.ère. Hérodote affirme que, pendant la campagne perse de l'an 514 av.n.ère — qui avait engagé d'immenses forces terrestres et navales (700 000 combattants et 600 navires) — les seuls à s'opposer aux agresseurs



Le peuple roumain a hérité de ses ancêtres lointains, les Daces, les plus nobles des vertus — bravoure et dignité, amour ardent de la patrie. (Dans la photo : Burebista, roi des Daces. Sculpture moderne)

ont été les Géto-Daces, «les plus braves et les plus justes des Thraces»<sup>2</sup>. Cette résistance organisée contre l'agresseur perse, supérieur au point de vue numérique et de la dotation militaire, prouve le stade élevé de développement politique, économique et social atteint par le peuple géto-dace, stade qui a permis son union à l'ère I<sup>er</sup> siècle av.n.ère, sous une autorité unique ; le grand roi Burebista exerçait ses prérogatives d'illustre dirigeant sur un vaste territoire, qui s'étendait des Monts Slovaques au nord-ouest jusqu'au delà de Tyras vers le nord-est,



jusqu'au littoral occidental de la mer Noire vers le sud-est et aux Balkans vers le sud. La lutte pour la défense de l'unité était favorisée par l'existence de l'État dace centralisé et indépendant; le grand potentiel économique de celui-ci, son exceptionnelle force militaire — Burebista pouvait engager dans la lutte, écrit Strabon, environ 200 000 combattants —, le rétablissement de l'autorité dace sur les cités pontiques de Tyras, Histria, Tomi, Callatis, Dionysopolis, par la campagne-éclair des années 55—48 av.n.ère, la politique promue dans le vaste espace sur lequel le génial dirigeant exerçait ses prérogatives — tout ceci détermina la transformation de l'idéal de l'union politique d'une possibilité en une réalité.

C'est au service de l'unité politico-étatique et de la défense de celle-ci contre l'expansion de l'Empire romain que le roi-héros Décébale allait mettre toute sa capacité. L'État dace — l'unique force politique et militaire qui s'opposa longtemps à l'expansion romaine — mobilise à la lutte toute la population valide, pour résister à l'agression déclenchée par l'empire le plus puissant du temps. Les années 87, 88, 101—102 et 105—106 ont été des années de combats acharnés du peuple dace pour la défense de chaque lopin de terre ancestrale, pour le maintien de son unité. Au bout de longs affrontements acharnés, les Romains ont occupé une partie de la Dacie, la transformant en province impériale. Mais le peuple dace n'a pas pu être vaincu, et d'autant moins anéanti, ainsi que l'attestent la totalité des témoignages archéologiques et des sources écrites. Ceux qui nient cette vérité, cette réalité, le font pour des raisons politiques, personnelles, agressives, contraires à la vérité scien-

tifique. Le peuple dace a emprunté la langue latine, certains éléments de la civilisation des Romains, qui ont pénétré dans la structure, la conscience et la culture de celui-ci, marquant de leur sceau sa physionomie et lui conférant les attributs d'une nouvelle entité, le peuple roumain. Ce processus, loin de conduire à la liquidation du peuple dace comme structure et comme entité, a marqué, par l'apport d'éléments nouveaux de langue et de civilisation, une nouvelle étape dans l'évolution du peuple roumain.

Après 271—275, lorsque les principaux éléments de l'occupation — l'armée, l'administration, la magistrature<sup>3</sup> — ont été retirés au sud du Danube, le peuple roumain, est resté dans ses foyers ancestraux, s'organisant en communautés — structures d'une vitalité et d'une viabilité exceptionnelles — si puissantes que, l'empereur Probus (276—282), successeur de Trajan, fondait la résistance de la frontière nord de l'empire justement sur ses alliés nord-danubiens restés dans leur foyer ancestral («*omnes geticos populos in amicitiam receptam*»).

C'est avec amertume et stupefaction que nous constatons que pareilles réalités historiques sont aujourd'hui délibérément falsifiées sous l'égide de l'Académie hongroise des Sciences, qui a forgé de toutes pièces une soi-disant histoire d'une partie de la Roumanie, la Transylvanie, avant recours à une incrovable mystification de vérités fondamentales, niant ou interprétant de manière malveillante ou offensatrice certains moments essentiels de l'évolution du peuple roumain ayant trait à son ancienneté, à son origine, à sa formation et à sa continuité dans le foyer ancestral.



Miron Costin (1633—1691), chroniqueur roumain, grand dignitaire du pays roumain de Moldavie, dans l'œuvre duquel on rencontre de nombreuses pages consacrées à l'origine et à la continuité de notre peuple

Des études scientifiques pluridisciplinaires — fondées sur des sources écrites et des preuves archéologiques probantes — attestent indéniablement que ces territoires ont toujours eu, de fait et de droit, un seul maître : le peuple géto-dace, ensuite le peuple roumain ; que cette terre n'a pas été «à tous et à personne», mais qu'elle fut, est et sera nôtre ; que rien ni personne n'a pu disloquer, au fil des siècles, le vigoureux et constant bloc ethnique géto-dace de son foyer ; que devant les migrants et l'agression des États voisins, le peuple roumain a mené de nombreux combats acharnés pour la liberté, l'unité et l'indépendance.

La continuité du peuple roumain dans l'espace carpatodanubien-pontique est démontrée par tous les témoignages archéologiques, les sources écrites, les faits historiques, linguistiques, religieux etc. relevant par leur persistance même après le retrait romain sous Aurélien. Organisé dans des «*romanies populaires*», des knéazats et des voïvodats constitués sur toute l'étendue de la terre ancestrale,



le peuple roumain s'est opposé avec succès aux vagues successives des populations migratrices, restant inébranlable dans son foyer d'habitation. Si bien que l'invasion des Hongrois «en 896 les trouva en Transylvanie et en Hongrie en deçà du Danube... Les Valaques vivaient également depuis des temps très reculés en Valachie et en Moldavie»<sup>4</sup> — ainsi que faisait judicieusement remarquer l'érudit allemand I. Thunmann. En effet, la chronique du notaire anonyme du roi Béla relate que, au moment de l'arrivée des Hongrois dans le pays roumain de Transylvanie (Xe siècle), il y avait plusieurs formations politiques roumaines, qui se caractérisaient par un fort degré d'unité : les voïvodats de Crişana, du plateau de Transylvanie et du Banat, dirigés par Menumurut, Gelu *dux blachorum* et Glad<sup>5</sup>. Il y existait aussi de nombreux knézats et des groupes de «pays» sur toute l'étendue du grand Pays Roumain, qui correspondait à l'ancienne Dacie — Cîmpulung Moldovenesc, Vrancea, Cîmpulung Muscel,

Loviştea, Mehedinţi, Severin, Zarand, Silvania, Oaş, Lăpuş, Sălaj, Hateg, Maramureş, Covasna etc. Ces formations politiques — similaires au point de vue de l'organisation et incluant tout le territoire roumain des Carpates au Danube et à la mer Noire — constituaient un puissant facteur unificateur du fait des liens existant entre eux, impliquant «les provinces qui englobent aujourd'hui la Hongrie orientale, le Banat, la Valachie, la Moldavie, la Bucovine et la Transylvanie»<sup>6</sup>, donc les territoires compris «entre la Tisza et la mer Noire, entre le Dniestr et le Danube»<sup>7</sup>. Indiscutablement, dans ce territoire les Roumains sont — comme l'historien Huszti András allait écrire en 1791 — «les plus anciens... Les descendants des Gètes vivent encore de nos jours et ils habitent les contrées que leurs parents habitaient, ils parlent la langue que leurs parents parlèrent jadis...»<sup>8</sup>.

Le caractère unitaire et roumain de l'espace carpato-danubien-pontique n'a pas pu être annihilé par la longue série des vicissi-

tudes de l'histoire. Le cas historique du pays roumain de Transylvanie est exemplaire. Comme on le sait, à partir du Xe siècle, les tribus hongroises sédentarisées dans la Plaine Pannonienne ont commencé la longue série de leurs agressions contre le territoire roumain transylvain. Or, en dépit des agressions répétées, le caractère roumain de la Transylvanie n'a pu être annihilé. Ni la politique d'agression du royaume hongrois, ni l'offensive du catholicisme, ni les colonisations des XIIe et XIIIe siècles (Saxons, Chevaliers teutoniques et Szeklers), rien n'a pu disloquer le peuple roumain de son foyer. Maintenant inaltérée son identité le pays roumain de Transylvanie sera toujours une réalité vivante et évidente, situation qui déterminera les historiens hongrois A. Szilágyi et Laslo Kóvary à affirmer que «la Transylvanie et la Hongrie ne se sont jamais confondues et elles ont toujours formé deux pays différents», respectivement «deux pays distincts»<sup>9</sup>. La classe privilégiée des nouveau ve-

## TÉMOIGNAGES ÉTRANGERS SUR L'ÉVOLUTION DU PEUPLE ROUMAIN DANS SON FOYER ANCESTRAL

par ION ARDELEANU  
maître de conférences  
docteur en histoire

S'étant formé en tant que peuple unitaire sur le sol de la Dacie, le peuple roumain a maintenu constamment, le long du temps, sa continuité sur le territoire respectif, ce aussi bien en ce qui concerne la vie matérielle que la communauté ethnolinguistique et la spiritualité, et en dépit de toutes les vicissitudes auxquelles il s'est trouvé confronté. Le passé exemplaire des Roumains, qui abonde en faits d'authentique héroïsme, a réuni les appréciations de générations successives d'érudits et hommes de science de notre pays, et de l'étranger, à attiré et continue d'attirer l'attention de grands représentants de l'historiographie universelle.

La plus ancienne mention écrite relative aux Daces appartient à Hérodote (Ve siècle av. n.è.). Le texte d'Hérodote traite de la résistance opposée par les Géo-Daces — «les plus vaillants et les





L'Union des trois pays roumains sous Michel le Brave en 1600, bien que de courte durée, est restée profondément gravée dans la mémoire des contemporains et de toutes les générations qui ont suivi. Le grand voïvode (1593—1601), avec quelques-uns de ses dignitaires (peinture de Theodor Aman)

nus — Hongrois et colons — a déclenché une ample politique de répression des Roumains, sur le plan social aussi bien que national, étouffant dans le sang la révolte de ceux-ci de 1437. La résis-

tance héroïque et prolongée du peuple roumain à l'agression hongroise a permis au pays roumain de Transylvanie de conserver son statut de voïvodat, avec des institutions et des lois propres, se trouvant par rapport à la Hongrie dans des relations de vassalité, courantes dans le cadre du système de relations internationales féodales.

Un moment remarquable dans le processus irréversible d'unification politique a été la constitution de l'État féodal du sud des Carpates. Ici, les knézzats et les voïvodats roumains — dont l'existence est attestée en 1247 dans le Diplôme des chevaliers hospitaliers — étaient dirigés par Ioan et Farcaș, respectivement Litovoi et Seneslau. Ces formations étatiques ont formé un front commun contre le danger extérieur, et à l'époque de Basarab Ier — successeur au trône de Litovoi, Bârbat et Tihomir — elles constituaient un État féodal unitaire. De 1324 à 1328, le pays roumain de Valachie, dirigé par Basarab Ier, a libéré de sous l'occupation tatar le ter-

ritoire du nord de l'embouchure du Danube, appelé depuis lors la Bessarabie, et les 9—12 novembre 1330 il devenait indépendant grâce à l'éclatante victoire remportée à Posada sur les armées hongroises envahissantes dirigées par le roi Charles Ier Robert d'Anjou. L'indépendance étatique a consolidé tant l'unité intérieure que l'unité avec les autres États roumains.

À l'est des Carpates, les *Walatii* — nom sous lequel les Roumains étaient désignés au XIII<sup>e</sup> siècle dans les documents émis par la chancellerie pontificale — connaissaient un processus accéléré d'unification politique dans le cadre d'un État qui s'étendait des Carpates au Dniestr et à la mer Noire, affrontant les envahisseurs mongolotatars. En 1359, après la défaite infligée aux Tatars, le pays roumain de Moldavie obtenait, sous Bogdan Ier, son indépendance étatique, repoussant aussi les prétentions de suzeraineté des rois de la Hongrie angevine.

Entre le Danube et la mer Noire, le territoire ancestral roumain était lui

plus justes des Thraces» —, aux armées de Darius, roi des Perses, lequel, lors de l'expédition entreprise par celui-ci contre les Schytes, en l'an 514 av.n.è.

À l'époque s'étendant du II<sup>e</sup> siècle de notre ère, les Géo-Daces étaient devenus si puissants et si connus, que nul historien de l'époque ne put omettre l'importance de leurs actions dans l'évolution des événements dans l'Est du continent. Ainsi, par exemple, Strabon parlait de leur passé lointain, mais surtout du niveau élevé de développement qu'avait atteint l'État dace au temps du grand roi Burebista : «le Gète Boirebistas, accédant à la tête de son peuple l'a tellement élevé en l'astreignant à l'exercice, en le faisant s'abstenir du vin et en lui imposant le respect des ordres, que, au bout de quelques années, il édifia un royaume puissant et assujéti aux Gètes la plupart des populations voisines, de-

venant redoutable même pour les Romains.»<sup>1</sup>

Le même Strabon nous fournit d'importantes informations qui, corroborées aux découvertes archéologiques, attestent l'unité ethno-culturelle de la civilisation géto-dace : «Je nomme les uns Daces, et les autres Gètes. Les Gètes sont ceux qui vivent dans les contrées s'étendant vers Pastos et vers l'est, tandis que les Daces sont ceux qui vivent du côté opposé, vers la Germanie et les sources de l'Istros»<sup>2</sup>.

L'historien Dion Cassius expliquait, à son tour : «Moi je nomme Daces les gens susmentionnés, comme ils se font appeler eux-mêmes et comme les appellent les Romains, bien que je sache que certains des Hellènes les nomment Gètes, à raison ou à tort»<sup>3</sup>.

L'unité du peuple Géo-Dace, élément de base dans le processus de l'ethno-



aussi le témoin des luttes d'émancipation de sous la domination étrangère dirigées par le «jupan» Dimitrie (943), Tatu-Tatos, Sacea-Satza et Sestlav (1086). Pendant la seconde moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, sous la direction de Dobrotici, l'État roumain de Dobroudja consolidait son autonomie, s'opposant énergiquement à l'expansion ottomane. À l'effort de défense de la Dobroudja devant l'agression étrangère vint se joindre le ferme appui de Mircea le Grand, voïvode qui a réalisé, en 1388, l'union de cette province avec le pays roumain de Valachie.

La constitution, sur la terre ancestrale, des États féodaux roumains indépendants a représenté une victoire de l'unité roumaine dans chacun des territoires habités depuis toujours de Roumains. Entre les trois pays roumains les liens multilatéraux se sont sans cesse amplifiés — processus objectif, expression du développement unitaire du peuple roumain, fondé sur une même tradition historique, sur l'identité d'origine et de langue, sur les ressorts similaires de l'é-



Démètre Cantemir, (1673—1723), prince régnant du pays roumain de Moldavie, fut l'un des savants les plus grands de son époque, auteur de nombreux ouvrages historiques où il tentait de clarifier — en ayant recours aux sources anciennes — le problème de l'origine du peuple roumain et de son unité ethnique (peinture de Romeo Zamfirescu)

volution sociale et économique. Ce sont là d'ailleurs les fondements objectifs de la constitution du front commun des pays roumains de lutte contre l'agression étrangère — des royaumes polonais et hongrois, des empires ottoman, autrichien et russe. Après la bataille de Mohacs (1526), la liquidation du royaume hongrois et la transforma-

tion de celui-ci en pachalik (1541), le pays roumain de Transylvanie est entré en relations de vassalité par rapport à la Porte ottomane, tout comme, avant lui et dans des conditions similaires, les deux autres pays roumains : la Valachie et la Moldavie, entre 1538 et 1540. Afin de conserver leur identité étatique — sous la direction de Mircea le Grand, Vlad l'Empaleur, Iancu de Hunedoara, Étienne le Grand, Michel le Brave et d'autres princes héros du peuple roumain — ceux-ci ont fait à maintes reprises front commun contre les envahisseurs, les luttes d'émancipation étant pour les Roumains un puissant facteur d'unité. L'histoire médiévale a consigné la légitimité de la collaboration politico-militaire des pays roumains de Valachie, de Moldavie et de Transylvanie — séparés par des frontières temporaires et arbitraires — devant le danger extérieur, l'unité de leur lutte de défense étant le ressort de leur survie sur la carte de l'Europe médiévale à une époque où, au sud du Danube et

nèse des Roumains, fut constamment mis en évidence par les scientifiques de l'époque moderne, et elle est devenue, de nos jours, pour la plupart des historiens étrangers, une certitude. Le chercheur soviétique N. S. Derjavine, parlant de l'aire d'habitation des Daces et des combats qu'ils livrèrent contre l'Empire romain, précisait : «Pendant de longues décennies, une résistance particulièrement acharnée contre les conquérants romains fut opposée par les Daces qui occupaient le territoire de la Transylvanie, de la Valachie, de la Moldavie et de la Besarabie, jusqu'à la mer Noire et du Dniestr»<sup>3</sup>.

L'historien hongrois Huszti András écrivait : «Les Géo-Daces étaient les plus anciens habitants de la Transylvanie, de la Moldavie et de la Valachie, étant très vaillants et inégalés au combat. Certains affirment que le mot Gète signifierait arme

de jet ou lance, ce qui voudrait dire que Gètes ne signifierait autre chose que peuples de vaillants, de lanciers. D'autres érudits considèrent que ce nom de Dacus signifierait combattant, c'est-à-dire vaillant»<sup>5</sup>.

Des personnalités prestigieuses de l'historiographie universelle — de Jules Michelet à Rambaud et de Mommsen à Carcopino — ont mis en relief la continuité de la vie roumaine dans le foyer dace à l'époque ayant succédé au départ de l'administration romaine. Contestant les thèses dénuées de caractère scientifique des adeptes de la théorie «immigrationniste», maints chercheurs ont mis en relief l'effort défensif fourni par les Roumains à l'époque des «grandes migrations» (IV<sup>e</sup>—XIII<sup>e</sup> siècles), l'originalité de la civilisation médiévale roumaine, le rôle des États féodaux Valachie, Moldavie et Transylvanie dans les luttes de défense



et dans le centre du continent des États puissants, dont l'Empire byzantin et la Hongrie étaient disparus sous les coups de la Porte.

L'événement le plus marquant du Moyen Âge roumain a été la première union politique des pays roumains de Valachie, de Transylvanie et de Moldavie, réalisée en 1600 par le voïvode Michel le Brave. L'acte de 1600 a mis fortement en évidence les aspirations, la volonté du peuple roumain d'en delà et d'en deçà de la chaîne des Carpates, de toute l'aire de l'ancienne Dacie, d'avoir un État centralisé et indépendant. Ce fait répondait à une nécessité objective, à une exigence du progrès du peuple roumain, unique et unitaire. «L'histoire même — relève le président de la Roumanie — a confirmé la justesse et la nécessité objective de l'acte accompli par Michel le Brave, par la réalisation ultérieure de son idéal — idéal de tous les Roumains —, par la réalisation, à l'époque moderne, de l'État national roumain unitaire»<sup>10</sup>. Mises devant

ce fait, les forces étrangères habsbourgeoises, polonaises et ottomanes, contraires à l'unité étatique roumaine, ont réagi sans tarder par des interventions militaires, rétablissant l'anachronique situation antérieure — un seul et le même peuple vivant dans trois pays artificielle-

ment séparés —, et le grand unificateur a été lâchement assassiné. Les malveillants qui falsifient l'histoire tentent aujourd'hui de le tuer pour une seconde fois. Ce «brave prince, honoré dans tous les empires» — comme le qualifiait le Grec Stavrinou, en consensus avec les



Trois des grandes personnalités roumaines qui illustrent la lutte multiséculaire pour l'unité et l'indépendance — Etienne le Grand, Michel le Brave et Alexandru Iona Cuza (allégorie d'Albin Stănescu)

de l'Europe centrale et de l'est lors de la phase culminante de l'expansion ottomane (XV<sup>e</sup>—XVI<sup>e</sup> siècles).

Les faits glorieux des Roumains ont profondément impressionné les érudits de Prague, Varsovie, Vienne, Buda, Rome, Paris, Londres, etc. Déjà au moyen âge, dans les milieux universitaires, dans les bibliothèques laïques et religieuses, dans les publications éditées en Italie, Autriche, France, Angleterre, circulaient de précieuses informations relatives à Mircea le Grand, Iancu de Hunedoara, Etienne le Grand, Vlad Tepeș, Petru Rareș. Mircea est demeuré dans le mémoire de ses contemporains comme le plus illustre «prince des chrétiens», comme le désignait Leunclavius; Iancu de Hunedoara était considéré comme une «lumière au monde», tandis qu'Etienne le grand était considéré par l'historien Cromerus comme étant le seul entre les dirigeants euro-

péens capable de refouler les Ottomans en Asie. Pour Cromerus, Dulgosz, Leunclavius, Enea Silvio Piccolomini, Ducas, Baudinus, etc. les Roumains étaient des hommes vaillants, fiers de leur ascendance, ayant un jugement sain, ouverts à l'égard de leurs amis et implacables avec les ennemis qui osaient fouler leur terre ancestrale.

Un ample écho fut éveillé, à l'époque, dans les milieux humanistes européens, par les événements de 1599—1600, qui ont abouti à la création de l'État médiéval unifié roumain. Les historiens s'employaient à l'union. «Le nom du voïvode acquit par ceci (par les victoires sur les Ottomans et l'union des trois pays roumains — N.D.L'A.) — montrait Bisselius Eanis — une grandeur et une célébrité extraordinaires, qui le firent circuler sur toute la face de la Terre, de sorte que



appréciations unanimes des contemporains, bons connaisseurs des réalités de l'époque de l'Union de 1600 —, ce voïvode héros est calomnié et appelé «mercenaire» et instrument de l'empereur Rodolphe, dans la soi-disant Histoire du pays roumain de Transylvanie inventée à Budapest. La révoltante impiété et la vaine mystification de la réalité historique sont vouées à l'échec, car le grand Unifi-

cateur et son œuvre trouvent leur légitimité dans l'évolution unitaire multi-séculaire du peuple roumain dans son foyer ancestral, et la perspective historique a validé et consolidé le renom et les faits de Michel le Brave. L'idéal de l'union n'a pu être jamais tué; les révolutions roumaines de l'époque moderne l'ont réaffirmé avec encore plus de vigueur.

Le credo de la liberté et de l'unité a été énergi-

quement exprimé en 1784 par celui qui était — selon l'expression de K. Marx — «le symbole de la renaissance de la Dacie», Horea, rex *Daciae*. C'est, au fond, toujours à l'union de la Transylvanie avec la mère-patrie qu'aspirait le *Supplex Libellus Valachorum* envoyé en 1791 à la Cour de Vienne, qui aurait dû prendre acte que «la nation roumaine» avait ce droit «en raison des témoignages historiques, d'une tradition jamais interrompue, de la similitude de la langue, des us et coutumes»<sup>11</sup>. En 1821, pour «la terre de la Dacie» luttaient Tudor Vladimirescu et l'Assemblée du peuple du pays roumain de Valachie, alors que «le petit prince Todoruș» était attendu par ses frères d'outre-monts, qui voyaient en lui l'homme capable de les affranchir de l'oppression étrangère. L'union était aussi l'idéal des révolutionnaires moldaves, valaques et transylvains de 1848. Elle constituait un des objectifs à caractère de programme de leurs actions légitimes. Pour empêcher l'union des Roumains en un seul État —



L'idée de liberté, indépendance et unité a animé les militants révolutionnaires de 1848 dans les trois pays roumains («Révolutionnaires roumains», peinture de Gh. Labin)

Annulée par l'intervention extérieure de l'Empire des Habsbourgs, de l'Empire ottoman et de la Pologne, l'Union de 1599—1600 allait demeurer des armais présente dans la conscience des Roumains, devenant l'idéal qui, aux côtés de ceux de la modernisation et de l'indépendance, allait galvaniser toutes les énergies du peuple, de la nation, dans les circonstances adverses qui furent celles des XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles. L'émancipation

Les grands esprits de l'Europe ont compris quels étaient les ressorts de la lutte de libération, d'unification et d'indépendance dans laquelle s'étaient engagés les Roumains, décelant, au-delà des apparences, les significations réelles d'événements historiques tels que les révolutions de 1784, 1821, et 1848—1849.

Se référant à la personnalité de Horea, dirigeant de la révolution de 1784, et aux idéaux nationaux, Karl Marx montrait

que ce héros voulait obtenir «la libération de son peuple», devenant ainsi un «symbole de la résurrection de la Dacie»<sup>7</sup>. Un vibrant plaidoyer en faveur des Roumains était formulé par Jacques Pierre Brissot, future personnalité marquante de la Révolution française dans sa deuxième lettre adressée en 1785 à l'empereur Joseph II, où, entre autres, il écrivait : «Ils étoient tyrannisés par des monstres, ils ont pu leur résister, et s'ils ont été coupables, c'est d'avoir attendu si longtemps à venger la nature outragée !.../ (Horea) voulait les délivrer de la servitude, et ce but légitimait tout»<sup>8</sup>. Trois quarts de siècle après les événements de 1784, Elias Régnault relevait la signification de ces événements pour le développement de la conscience de l'unité nationale des Roumains, en affirmant que, si par ses idées, Horea avait représenté un espoir, par sa mort il était devenu un



éventualité qui inquiétait les cabinets impériaux — les armées tsariste, ottomane et autrichienne ont cruellement étouffé la révolution des trois pays roumains. Onze ans après, le 24 janvier 1859, le peuple roumain vivait «une journée dorée du siècle»: l'union de la Moldavie et de la Valachie, accueillie avec un grand enthousiasme par les Roumains transylvains. Réalisé par plebiscite, l'acte historique de 1859 annihilait la variante proposée par les grandes puissances, qui préconisaient la confédération partielle des deux pays. Le peuple a décidé l'union par l'élection d'un seul prince régnant en Moldavie et en Valachie, et les grandes puissances ont dû la reconnaître. L'union de 1859 a jeté les bases de l'État national roumain moderne, a dynamisé le développement intérieur et la modernisation des structures politico-sociales, économiques, culturelles et militaires, a stimulé le mouvement politique et national des autres territoires roumains, qui se trouvaient sous domination étrangère. Dans le pays

roumain de Transylvanie, après l'institution de la suzeraineté des Habsbourg, en 1699, en dépit de la politique d'oppression nationale et sociale menée par la Cour de Vienne, les Roumains ont continué à constituer la majorité absolue de la population de la principauté. Le jésuite Freiberger, dans un rapport adressé à la chancellerie impériale en 1701, affirmait que «les Roumains sont répandus dans toute la Transylvanie, même parmi les Szeklers et sur les terres et dans les districts saxons. Il n'y a pas de village, de bourg, de banlieue où les Roumains ne soient présents»<sup>12</sup>. Selon les données fournies par une conscription autrichienne pour les années 1760—1762, les Roumains représentaient 66,46% de la population de la Transylvanie<sup>13</sup>. Se référant à cette réalité, l'historien hongrois Iosif Benkő affirmait que «le nombre des Roumains est tellement grand, qu'il non seulement égale, mais surpasse de beaucoup celui des autres peuples de Transylvanie pris ensemble»<sup>14</sup>. Cette réalité ethnique allait être reconnue par l'im-

pératrice Marie-Thérèse elle-même, qui appelait le pays roumain de Transylvanie «notre principauté roumaine»<sup>15</sup>. Restée sous la domination des Habsbourg, la Transylvanie a connu au XIX<sup>e</sup> siècle, après une période d'accès plus large des Roumains à la vie politique, la situation tragique déclenchée par l'institution, le 27 juin 1867, du dualisme austro-hongrois. Contrairement aux normes de droit international, par une violation flagrante de la justice historique, la Transylvanie a été annexée à la Hongrie jusqu'en 1918, se voyant ainsi priver, durant 51 ans, de son statut de principauté autonome qu'elle avait conservé pendant près d'un millénaire. Par des iniquités, des abus, des pressions de toutes sortes, promus dans l'école, l'administration, l'église, l'armée — dont la magyarisation des noms de personnes, des dénominations géographiques, des enseignes etc. — par une impitoyable politique de dénationalisation, on a vainement tenté d'interrompre le développement de la nation et des institutions

martyr, son nom étant inscrit parmi ceux des héros nationaux. Il relevait également que depuis la mort de Horea, le parti national de Transylvanie avait pris conscience de soi<sup>9</sup>.

Les révolutions de 1784, 1821, 1848—1849 ont démontré la vitalité des Roumains et ont exprimé, en même temps, leur refus de se laisser écraser par les circonstances adverses, leur refus de renoncer à leurs buts suprêmes: l'union et l'indépendance. En même temps, les énergiques mouvements révolutionnaires des XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles ont mis en évidence les caractéristiques unitaires de la société roumaine, l'identité d'origine, de langue et d'aspirations propre de notre nation toute entière. Karl Marx écrivait: «Les Valaques ou Daco-Romains, lesquels constituent la masse principale de la population dans la région comprise entre le cours inférieur du Danube et le Dniestr, sont un

peuple très mélangé, de religion orthodoxe et parlant une langue d'origine latine, à maints égards ressemblante à l'italien. Ceux de Transylvanie et de Bucovine sont soumis par l'Autriche, ceux de Bessarabie — par l'Empire de Russie, et ceux de Moldavie et de Valachie — les seules principautés dans lesquelles la race daco-romaine a acquis une existence politique — ont leurs propres princes, qui se trouvent sous la suzeraineté de la Porte, mais en réalité sous la suprématie de la Russie»<sup>10</sup>.

La même idée de l'unité et de la continuité du peuple roumain qui réclamait son unité nationale-étatique comme une nécessité historique, mais aussi comme un droit imprescriptible de notre nation, était mentionnée par Paul Bataillard qui précisait que le peuple roumain, qui persistait non seulement en Valachie et en Moldavie (sans oublier la Bessarabie et la



roumains en Transylvanie, où le peuple roumain était de toujours majoritaire. Jusqu'aux statistiques officielles hongroises attestent cette réalité historique incontestable<sup>16</sup>. Et pourtant, ainsi que le constatait aussi Georges Clémenceau — futur premier ministre de France — «les Roumains sont privés de tout droit politique»<sup>17</sup>. À son tour, le député hongrois Ludovic de Mocsary, contrarié par certaines «actions vraiment extravagantes», demandait «pourquoi est-ce qu'on applaudit frénétiquement dans les quatre coins du pays toutes les fois que ce grand chauvin de Banffy répète que notre patrie ne sera pas heureuse avant que le dernier invalide appartenant à la race roumaine ou slovaque ne soit transformé en un Magyar véritable !»<sup>18</sup>.

Un moment d'une haute importance dans l'évolution historique du peuple roumain a été marqué par la proclamation au parlement de la Roumanie, le 9 Mai 1877, de l'indépendance absolue d'État, consacrée ensuite dans les terribles combats de la guerre

d'Indépendance. Comme toujours, l'armée et le peuple ont compris les commandements suprêmes de l'histoire et ont agi avec héroïsme pour sortir le pays de la sphère de domination de la Porte. La guerre d'indépendance a permis la réaffirmation de l'unité roumaine par la participation à l'effort militaire de tout le peuple, y compris des Roumains des territoires subjugués : le Banat, la Transylvanie, la Bucovine. L'indépendance d'État roumaine obtenue sur les champs de bataille été consacrée par le traité de paix de Berlin (1878), qui a aussi marqué la reconnaissance juridique internationale du droit historique de la Roumanie sur son territoire ancestral compris entre le Danube et la mer Noire : la Dobroudja. Continuait pourtant de demeurer sous domination étrangère la Transylvanie, d'où en 1884, l'écrivain Ioan Slavici lançait, dans les pages du journal «Tribuna» de Sibiu le mot d'ordre : «Pour tous les Roumains, le soleil se lève à Bucarest». Et, en effet, le soleil des Roumains s'est levé, lorsqu'ils

se sont retrouvés entre les frontières du même État, accomplissant par plebiscite — comme en 1859 ! — la Grande Union de 1918. Celle-ci s'inscrit dans l'histoire du peuple roumain comme un moment crucial parmi les nombreux moments qu'il a vécus dans sa lutte pour la préservation de son identité nationale, pour la liberté sociale et nationale. Ainsi que relève le président de la Roumanie socialiste, ce mémorable événement «n'a pas été le résultat de quelque traité de paix, n'a pas été l'expression de quelque pression du dehors ; l'union a été le résultat de la volonté du peuple roumain»<sup>19</sup>. On voyait ainsi s'accomplir une loi historique au nom de laquelle, depuis les temps les plus reculés et jusqu'au seuil de l'époque moderne avaient agi, une génération après l'autre, tous les fils de cette terre de l'espace carpatodanubien-pontique. Par la Grande Union de 1918 s'accomplissait, indiscutablement, la Grande Justice Historique du peuple roumain, autchtone et constant dans

Bucovine, portions détachées de la Moldavie), mais aussi en Transylvanie et au Banat et qui comptait aussi des membres répandus dans une mesure considérable sur l'autre rive du Danube également, dans ce qu'on appelait «Turquie d'Europe», est un peuple complètement latin, comme l'indique son nom, et que le territoire que ce peuple occupe en masse compacte — territoire qu'il venait d'indiquer — correspond approximativement à l'ancienne Dacie trajane<sup>11</sup>.

Le révolutionnaire démocrate russe N. A. Dobrolioubov écrivait, au sujet de la situations des Roumains : «Leur union définitive en un seul État indépendant reste, comme par le passé, un désir du peuple, désir qui a été exprimée maintes fois dans son histoire»<sup>11</sup>.

Soutenue avec des arguments scientifiques par les historiens roumains Petru Maior, Gheorghe Șincai, Nicolae Bălcescu,

Mihail Kogălniceanu, etc., la cause de l'unité et de l'indépendance de la patrie roumaine a gagné de nouveaux adhérents à l'étranger dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Les interventions de ces derniers en faveur des Roumains ont exercé une influence grandissante sur l'opinion publique internationale, sur les hommes politiques de France, Angleterre, Autriche, Russie, etc. Dans un appel au Congrès de paix de Paris, en 1856, Edmond Texier plaidait pour l'union immédiate de la Moldavie et de la Valachie, les Roumains, qui avait tant fait pour la cause de la civilisation, et qui allaient faire, à l'avenir, encore davantage pour cette cause demandaient que cet état de choses prenne fin et que de ces petits États, spoliés par les voïvodes et les boyards, envahis successivement par des voisins avides et ambitieux, soit constitué un seul État puissant, homogène et indé-



son foyer de tous les temps.

La réalisation de l'État national roumain unitaire a créé les conditions favorables pour le passage à une étape supérieure de développement de la société roumaine. L'application des réformes électorale et agraire, l'adoption de la nouvelle Constitution (28 mars 1923), la loi fondamentale du pays, qui garantissait à tous les Roumains «sans distinction d'origine ethnique, de langue ou de religion»<sup>20</sup>, la liberté de la conscience, de l'instruction, la liberté de la presse, la liberté des réunions, la liberté d'association ont assuré le cadre juridique requis pour édifier les structures caractéristiques d'un État bourgeois-démocratique à régime parlementaire. La politique de consolidation de l'unité nationale-étatique a été unanimement soutenue par toutes les forces politiques, à partir du Parti Communiste Roumain et jusqu'aux partis bourgeois au pouvoir.

Dans les conditions où, sur le plan international, les États révisionnistes et fascistes ont entrepris de

contester la légitimité des traités de paix conclus après la Première Guerre mondiale, du droit sacré des peuples sur les territoires où ils se sont formés, le peuple roumain a serré ses rangs, étant décidé de défendre, l'arme à la main, l'intégrité de la terre ancestrale. Le déclenchement de la seconde conflagration mondiale, les concessions faites au hitlérisme, le manque de fermeté et d'unité des États européens et d'autres pays devant la politique agressive de l'impérialisme allemand, le changement du rapport des forces sur le plan européen en faveur des États révisionnistes ont contribué à l'isolement de la Roumanie dans la vie internationale. Dans cette situation, par l'odieux Diktat de Vienne du 30 août 1940, le territoire nord-ouest de la Roumanie a été arraché du corps du pays et annexé à la Hongrie horthyste. Installant ici un régime d'occupation impérialiste, du type fasciste, les horthystes ont déchaîné une impitoyable terreur, avec le but manifeste d'annihiler physiquement l'élément roumain

prépondérant; dans l'espoir de pouvoir rendre ainsi permanente l'occupation de ce territoire et d'occuper d'autres territoires roumains. Le démantèlement territorial de la Roumanie n'a pas empêché la lutte unie de toute la nation, à la tête de laquelle se trouvait le Parti Communiste Roumain, pour l'accomplissement de ses nobles idéaux de liberté nationale et de progrès socio-économique, pour le rétablissement de l'indépendance et de la souveraineté d'État de notre pays.

La victoire de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste s'est accompagnée de l'affranchissement de la partie nord-ouest de la Roumanie de sous d'occupation horthyste et de sa réintégration à tout jamais dans le territoire national. Le peuple roumain entrait dans l'ère nouvelle de l'édification du socialisme et du communisme.

Dans le cadre du processus d'édification du nouvel ordre social se détache nettement la période inaugurée par le IX<sup>e</sup> Con-

pendant. Il ajoutait que, devenant les habitants d'un grand État, les habitants des Principautés allaient avoir plus confiance en eux-mêmes, ce qui est la première condition pour la force d'un peuple<sup>12</sup>.

Contre la volonté des grandes puissances, le 5 janvier 1859, l'Assemblée électorale de Iași proclama le colonel Alexandru Ioan Cuza prince régnant de la Moldavie, puis, le 24 janvier, l'Assemblée électorale de Bucarest élit comme prince régnant de la Valachie le même Alexandru Ioan Cuza. Était ainsi accomplie l'union des deux principautés. L'acte historique du 24 janvier 1859 a imposé dans la pratique juridique internationale l'acceptation de la volonté nationale comme élément susceptible de déterminer des modifications qualitatives fondamentales dans le statut politique et territorial des États. Une première brèche avait été pratiquée dans la politique des grandes puissances

de maintien du *statu quo*. L'Union de 1859 s'est accomplie en tant qu'expression de la volonté du peuple roumain, constituant, pour les peuples d'Europe, surtout pour ceux du centre et du sud-est de ce continent, un exemple probant de l'application dans la vie du principe du droit à l'autodétermination, de l'union sur la base de plebiscite de deux territoires appartenant à un seul et même peuple.

L'Union des Principautés a éveillé des échos dans les autres provinces roumaines également. Les Roumains de ces provinces qui se trouvaient encore sous la domination étrangère, raffermis leur espoir de s'unir dans le cadre d'un seul État. Parlant de l'existence de la Valachie et de la Moldavie en tant que principautés autonomes, Elias Régnauld avait écrit, déjà en 1855, que celles-ci étaient considérées comme le berceau des souvenirs et des espoirs, et que tous les



grès du parti — étape la plus fertile et la plus fructueuse de toute l'histoire du pays. La Roumanie d'aujourd'hui se présente comme un pays industriel-agraire, avec une industrie puissante, moderne, une agriculture en plein essor et une culture florissante, un pays auquel sa politique de paix et de collaboration a valu un grand prestige international. Un des grands acquis de l'édification socialiste dans notre patrie est la création de conditions de travail et de vie égales pour tous les citoyens du pays, sans égard à leur origine ethnique. «La réalité roumaine, sous une perspective nationale — montrait un des participants à la Sénece commune des conseils des travailleurs de nationalité magyare et allemande du 27 février 1987 — constitue une expression exemplaire des droits fondamentaux de l'homme et du citoyen, de l'égalité sociale et nationale»<sup>21</sup>.

Synthétisant on peut affirmer que les racines de la Grande Union des Roumains de 1918 sont présentes dans toute l'histoire

nationale. De la civilisation avancée des Géo-Daces à la civilisation roumaine médiévale, moderne et contemporaine, de l'État dace de Burebista et de Décébale à la Roumanie médiévale créée par Michel le Brave et de celle-ci à la Roumanie moderne et contemporaine on peut distinguer, tel un fil rouge, les traits fondamentaux de l'évolution du peuple roumain à travers les âges : l'ancienneté, la continuité et l'unité. Ce sont là les traits qui le définissent dans l'histoire, légitimant ses droits et ses aspirations au progrès, à l'indépendance et à la paix.

<sup>1</sup> Herodot, *Istoriei*, vol. I, București, 1961, p. 345.

<sup>2</sup> *Istoria militară a poporului român*, vol. I, București, 1984, pp. 151—170.

<sup>3</sup> Abdonymy Ubicini, *Les origines de l'histoire roumaine*, Paris, 1886, pp. 74—75.

<sup>4</sup> I. Thunmann, *Untersuchungen über die Geschichte der ostlichen europäischen Völker*, Leipzig, 1774, p. 240, 324. 360.

<sup>5</sup> Anonymi Gesta Hungarorum, in *Scriptores Rerum Hungaricarum*, ed. E. Szentpetry, vol. I, Budapest, 1987, pp. 49—50, 89.

<sup>6</sup> Louis Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, depuis les origines jusqu'à l'année 1878, Paris, 1879, p. 14.

<sup>7</sup> Felix Solon, *La Roumanie et régénération des aysans moldo-valaques*, Paris, 1862, pp. 17—18.

<sup>8</sup> Huszti András, *O és új Dacia*, I. I., 1791, p. 5, 8.

<sup>9</sup> Apud I. Lupaș, *Réalités historiques dans le voïvodat de Transylvanie*, in vol. La Transylvanie, Bucarest, 1938, p. 235.

<sup>10</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. II, Editura Politică, București, 1975, p. 692.

<sup>11</sup> D. Prodan, *Supplex Libellus Valachorum*, București, 1967, p. 493.

<sup>12</sup> Apud 1918 : *Unirea Transilvaniei cu România*, ed. a III-a, revăzută și adăugită, Editura Politică, București, 1978, p. 72.

<sup>13</sup> Apud D. Prodan, *Teoria emigrației românilor din Principatele Române în Transilvania în veacul al XVIII-lea*, Sibiu, 1944, pp. 18—19.

<sup>14</sup> Din istoria Transilvaniei, vol. I, ed. a II-a, Editura Academiei, R. P. Române, București, 1961, p. 247.

<sup>15</sup> Apud Mircea Mușat, *Ion Ardeleanu. De la statul geto-dac la statul român unitar*, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1983, pp. 310—320.

<sup>16</sup> Milton Lehrer, *Transilvania. History and Reality*, Maryland, 1986, pp. 19—21, 33, 40—42.

<sup>17</sup> *Le journal «La Justice»* du 12 mai 1894.

<sup>18</sup> *Le journal «Egyetértés»* du 25 décembre 1907.

<sup>19</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste*, vol. 3, Editura Politică, București, 1939, pp. 697—698.

<sup>20</sup> «Montiorul oficial», nr. 282 din 29 martie 1923.

<sup>21</sup> «Scinteia» din 28 februarie 1987.

Roumains de Transylvanie, de Banat et de Bucovine considéraient leur même-patrie comme une garantie de leur avenir. Un peu plus loin, le même auteur se demandait pourquoi les Roumains de Transylvanie, de Bucovine ou de Bessarabie devraient rester séparés de leurs frères des autres provinces et pourquoi s'acharnait-on à les exclure de leur patrie commune qu'ils invoquaient, soulignant qu'ils avaient démontré lors de la révolution de 1848 qu'ils voulaient être libres et qu'ils savaient défendre, leur liberté<sup>14</sup>.

S'étant engagé dans un ample processus de modernisation capitaliste, le peuple roumain allait imposer aux grandes puissances européennes la reconnaissance de l'indépendance d'Etat de sa patrie, proclamée le 9 mai 1877 et consacrée les armes à la main dans la guerre de 1877—1878. La guerre d'indépendance de

la Roumanie a mis en évidence l'existence de la conscience de l'unité du peuple roumain, la solidarité de tous les Roumains en dépit des frontières temporaires et injustes qui les divisaient encore, leur aspiration commune à accomplir l'État national unitaire et indépendant.

Parlant de l'état d'esprit des Roumains de Transylvanie, dominé par le désir et la volonté d'accomplir l'union à la mère-patrie, l'écrivain anglais Charles Bonner notait, lord d'un voyage fait en 1865 dans cette province roumaine, que «rien n'attire les Roumains vers l'Ouest», et que «tous leurs espoirs se dirigent vers l'Est et tous vivent avec l'espoir secret de former un jour un grande et puissante nation roumaine»<sup>15</sup>. Dans un rapport adressé par le consul britannique à Budapest, Arthur Nicholson, en juin 1891, au ministre britannique des Affaires étran-



# LE PEUPLE ET L'ÉTAT DACES

## en contact avec les grandes civilisations de l'Antiquité

par DUMITRU BERCIU

professeur d'université, docteur docent en histoire

La continuité et l'unité sont une permanence de l'histoire du peuple roumain. Dans le cadre physico-géographique carpatique-danubien-pontique et nord-est-balkanique allait se constituer, dans les VIII<sup>e</sup>-VII<sup>e</sup> siècles avant notre ère, la grande entité nord-thrace, à savoir celle des Géo-Daces, qui ont joué un rôle particulièrement important dans cette partie de l'Europe. Ils sont entrés dans la lumière de l'histoire universelle du monde antique

par la plume d'Hérodote, «père de l'histoire», qui les considérait comme *«les plus justes et les plus vaillants des Thraces»*. Les Géo-Daces furent les seuls à s'opposer, les armes à la main, à la plus puissante armée de l'époque, celle du roi des rois, Darius, fils de Hystaspe. Les Gètes ont été capables de s'opposer à l'Empire persan du fait de leur niveau élevé de développement socio-économique et de leur organisation politico-militaire, qui étaient déjà des réalités assez

anciennes, car les Géo-Daces étaient parvenus à créer une unité de culture bien structurée au moins deux cents ans avant l'événement de 514 avant notre ère. Les fouilles archéologiques et les découvertes historiques attestent une semblable unité culturelle, laquelle allait correspondre quelques siècles plus tard à une unité linguistique, ethnique et politique — pan-dace — de l'époque de Burebista.

Le facteur grec allait exercer son influence dans

gères, on pouvait lire les lignes suivantes : «Lors du voyage que je viens de faire en Transylvanie, j'ai trouvé chez tous les intellectuels roumains le sentiment d'un très grand mécontentement, qui a trouvé son expression dans un système d'opposition bien organisé. En même temps, le Royaume de Roumanie ne se borne pas à exprimer ouvertement ses sympathies à l'égard des frères roumains opprimés, mais, plutôt, il existe là le souci de trouver les moyens adéquats pour les soutenir dans leur lutte»<sup>16</sup>.

Le mouvement du *Memorandum*, en 1892—1894, a mis clairement en évidence le consensus de la nation roumaine dans sa lutte pour l'unité, manifesté par la solidarité témoignée par tous les Roumains à l'égard des militants du *Memorandum*, à l'égard des leaders de ce mouvement, lesquels, lors du procès qu'on leur intenta à Cluj en 1894, furent condamnés

à de lourdes peines de prison. Cet événement éveilla au plan international aussi maintes actions de sympathie et de solidarité à l'égard de la cause juste des Roumains. Faisant une analyse des causes qui avaient engendré le mouvement du *Memorandum* et les grandes actions politiques des Roumains, le ministre de Belgique à Vienne, Berchgräve, dans un rapport adressé le 19 novembre 1892 au ministre belge des Affaires étrangères, montrait que : «Des tous le peuples qui vivent sous la domination magyare, ce sont les Roumains qui sont les plus mécontents. Ces descendants de Trajan, au nombre de près de 3 millions, dont près de 2 millions en Transylvanie, ne peuvent oublier qu'ils sont les frères des Roumains du royaume florissant et prospère, à présent gouverné par un Hohenzollern»<sup>17</sup>. Dans le journal «La Justice» (numéro du 12 mai 1894), Georges Cle-



le cadre de cette grande unité à partir des VII<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles d'avant notre ère, époque où furent fondées les colonies d'Histria, Tomi et Callatis, véritables foyers de rayonnement de la civilisation hellénique vers l'intérieur du monde géto-dace. Après une période de tâtonnements, matérialisés par des comptoirs temporaires, les Grecs anciens se sont établis sur le territoire du littoral ouest de la mer Noire. Ce phénomène est important non seulement pour avoir permis un contact entre les Gètes et les créateurs d'une civilisation matérielle et spirituelle supérieure ; il témoigne du fait que les autochtones avaient atteint un niveau de développement suffisamment élevé pour permettre l'assimilation des acquis d'une civilisation supérieure et leur adaptation à leurs propres goûts et nécessités. Les Géo-Daces ont joué un rôle actif dans ce processus complexe ; ils furent non seulement récepteurs, mais également émetteurs. Orphée et Dionysos étaient d'origine thrace, et les performances des Géo-Daces en médecine,

ciné et astronomie étaient connues et reconnues par les Anciens, y compris les Grecs. D'autre part, les Géo-Daces n'ont pas emprunté de manière mécanique, passive, des éléments de civilisation étrangers, mais les ont reçus de manière créatrice, sans altérer pour autant l'originalité et la vitalité de leur propre civilisation. Ainsi, par exemple, les Géo-Daces ont emprunté des Grecs diverses formes de vases en terre cuite ou en métal, mais, dans tous les cas, ils leur ont imprimé une note originale, spécifique. Cela explique pourquoi le contenu de la culture géto-dace s'est sans cesse enrichi, mais n'a jamais perdu son identité. L'influence de la grande civilisation grecque, puis de la civilisation hellénistique ne s'est pas exercée au niveau de tous les compartiments de la vie des autochtones. Le facteur grec n'a pas eu le pouvoir de transformer la société géto-dace en une société esclavagiste, comme l'était la société grecque. Les Géo-Daces n'ont pas adopté l'esclavagisme : ils vivaient dans le cadre d'un

système social de caractère spécifique, mais qui n'était pas esclavagiste. Dans le domaine des arts, l'influence grecque s'est manifestée notamment durant l'époque hellénistique. En outre, des influences scythes ont pénétré chez les Géo-Daces surtout dans le domaine artistique (motifs



D'innombrables vestiges archéologiques découverts sur tout le territoire habité des Roumains attestent l'interférence ininterrompue avec les grandes civilisations du monde antique. (Dans la photo : stèle funéraire d'un soldat dace, découverte à Tomi-Constanta, datant du III<sup>e</sup> siècle de notre ère)

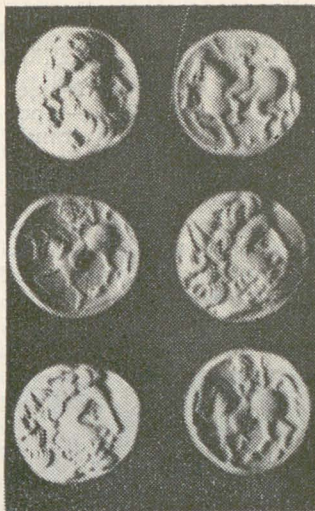
mengeau, futur président du Conseil, écrivait que les écoles roumaines de Transylvanie étaient financées par souscription privée, que l'enseignement devait y être dispensé en hongrois, que les Roumains étaient privés de tout droit politique. Clemenceau remarquait que, vu leur nombre total de trois millions et demi, les Roumains de Transylvanie et de Hongrie avaient le droit d'avoir, selon le critère de la représentation proportionnelle, 75 députés sur les 417 députés de la Chambre, et ils n'en avaient aucun. Il remarquait également que la liberté de la presse était absolument illusoire<sup>18</sup>. Après avoir montré que cet état de faits avait déterminé le mécontentement et les protestations des Roumains, l'auteur, en se référant au procès intenté aux militants du mouvement du Memorandum, concluait que les Magyars, si jaloux de leur liberté, devaient recon-

naître aux autres également ce droit que, pour eux-mêmes, ils avaient tant revendiqué. Dans «Le Figaro» du 8 mai 1834 on pouvait lire, à ce même sujet, des prises de position favorables aux Roumains. On y montrait notamment qu'il était rare de voir un peuple qui avait lutté des années d'affilée pour conquérir l'indépendance et les libertés qui lui semblaient nécessaires pour son développement — il s'agissait des Hongrois — opprimer à son tour ceux qui étaient plus faibles que lui, et on précisait qu'il y avait, en Hongrie et en Transylvanie, trois millions et demi de Roumains qui, bien que sujets de l'Empire d'Autriche-Hongrie, cultivaient une vie nationale très intense, jaloux qu'ils étaient de leur identité nationale, de leur langue et de leur religion. Le libéralisme dont le gouvernement de Budapest faisait grand cas n'existait pas quand il s'agissait des na-



de style animalier), mais le fonds ancestral, thracodace, était décisif. Des Scythes, les Géo-Daces ont également emprunté une certaine forme de coutelas à deux tranchants (akinares), et des Illyres — les centres métallurgiques illyriques du nord-ouest des Balkans étaient renommés dans l'Europe de l'époque —, certains types d'armes et d'outils.

Ce fut toujours par le truchement des Grecs que l'influence macédonienne est pénétrée dans les contrées du Danube et des Carpates. Un témoignage de cette influence sont les monnaies traditionnellement géto-daces, du type gréco-macédonien, répandues pendant plus de deux siècles et achevant leur évolution à l'époque de Burebista, après avoir marqué un certain stade du développement social et politique des Géo-Daces, à savoir le stade des unions de tribus amples, manifestant la tendance, toujours plus accentuée, à confédérer dans le cadre d'une formation étatique plus vaste. Les différentes variétés de ces monnaies daces attestent justement l'existence



Monnaies géto-daces frappées selon le modèle des monnaies grecques, découvertes sur le territoire de notre patrie

de semblables petites formations politiques et le processus progressif de leur fusion, ce au fur et à mesure que nous nous approchons de l'époque de Burebista.

Il convient de mentionner le contact des Géo-Daces avec la grande civilisation persane, qui ne s'est pas limité à l'événement de l'an 514 avant notre ère. Même si l'expédi-

tion de Darius se solda par un échec, l'influence persane sur l'artisticratie sud-thrace et thraco-gète fut puissante. Elle s'est exercée notamment au niveau des arts, insufflant à ceux-ci un certain «air oriental», aristocratique, «princier». Nous pensons, en affirmant cela, aux trésors et aux sépultures thraco-gétiques de Agighiol, Peretu, Craiova, Poiana-Coțofenești, Băiceni-Iași, et à ceux découverts au sud du Danube, dont le plus récent est celui de Rogozen, région de Vratsa. Toutes ces découvertes archéologiques attestent l'influence persane, mais conjuguée avec l'influence grecque. Le contact avec la société des Perses achéménides a eu des conséquences non seulement au niveau des objets d'art, mais aussi à celui de la vie des chefs de l'aristocratie autochtone, ceux-ci empruntant des Persans le goût du faste et des richesses. Les casques d'or de ceux-ci étaient des pièces de parade, tout comme dans l'Orient antique. Un écho lointain et aux reminiscences hellénistiques peut être perçu dans les titres attribués à

tionalités, lesquelles avaient été juridiquement supprimées par l'élément magyar<sup>19</sup>.

Dans les circonstances internationales déterminées par l'accentuation de la rivalité entre l'Empire d'Autriche-Hongrie et l'Empire de Russie pour ce qui était de la domination et de l'influence dans la région sud-est de l'Europe, au début du XX<sup>e</sup> siècle, la situation des Roumains qui vivaient sous leur domination a sensiblement empiré. «La politique sauvage de magyarisation — montrait l'historien britannique Kenneth Johnstone relativement à la situation des Roumains de Transylvanie — poursuivie par le gouvernement hongrois durant le demi-siècle qui a suivi a dissipé tout espoir en une solution, sauf celle de la capitulation totale; le compromis de 1867 a anéanti à jamais tout rêve relatif à une province roumaine autonome sous la couronne im-

périale».<sup>20</sup> Analysant les traits de la politique intérieure et extérieure de ce que Lloyd George avait appelé «empire de la ruine» à l'époque d'essor de la lutte de libération nationale, l'historien américain Arthur J. May décrit la situation des Roumains et souligne que la question de la Transylvanie a dominé l'évolution des rapports entre l'Autriche-Hongrie et la Roumanie.<sup>21</sup>

Dans la première guerre mondiale — déclenchée, le 28 juillet 1914, par les puissances impérialistes qui visaient un repartage du monde —, la participation de certaines nations et États petits et moyens d'Europe fut subordonnée exclusivement à des objectifs d'intérêt national: la défense contre l'agression, la libération de territoires se trouvant sous domination étrangère, la constitution ou la restitution des États nationaux, indépendants et souverains. Tel fut le cas des



Burebista dans le décret d'Acornion : «*le premier et le plus grand des rois qui ont régné sur la Thrace, également maître des contrées des rives gauche et droite du Danube*».

Le premier Etat dace centralisé et indépendant créé par Burebista fut le résultat naturel du développement d'une société en permanent essor économique, politique et militaire, ouverte aux acquis des grandes civilisations de l'Antiquité, mais conservant toujours sa propre identité. Selon les sources antiques, les Gètes et les Daces étaient un seul et même peuple, parlant une seule et même langue, le thrace. A l'unité ethnique et linguistique s'ajoutait l'unité de civilisation, puissamment cimentée jusqu'au II<sup>e</sup> siècle avant notre ère. L'Etat de Burebista s'est situé sur le plus élevé sommet du développement historique enregistré par les Géo-Daces jusqu'au moment respectif. Burebista a conféré à l'entité ethnique, linguistique et culturelle géto-dace son unité politique étatique, sur toute l'aire peuplée de Géo-Daces. Ainsi, en ce

foyer géto-dace depuis longtemps déjà unitaire, prenait naissance, dans la première moitié du I<sup>er</sup> siècle avant notre ère — époque dominée par la grande personnalité historique que fut Burebista —, un Etat redouté par Rome même et qui allait faire l'objet de l'attention de César, conquérant de la Gaule. Une source datant de l'Antiquité consignait que Bure-



Statuette de la déesse Diana (II — III siècles) découverte dans le département de Cluj

bista pouvait lever une armée de 200 000 hommes. L'introduction, sous le règne de Burebista, d'une monnaie unique — le dernier républicain romain et les imitations rigoureuses de celui-ci — atteste que l'unité de l'Etat était consolidée des points de vue économique et politique ; en même temps, la Dacie se trouvait ainsi intégrée dans le circuit économique universel de l'époque, lequel était romain. Par le commerce, les biens — et donc la civilisation — romains pénétraient intensément dans les contrées des Carpates et du Danube : bien avant la conquête, le processus unitaire de romanisation s'amorçait.

Les sources antiques mettent en évidence assez clairement le rôle historique que jouait alors la Dacie, en tant qu'Etat, dans le sud-est de l'Europe. La Dacie était un Etat reconnu en tant que tel par Rome. Lors de la guerre civile qui opposa César et Pompée, Burebista s'est placé du côté de ce dernier, car c'était lui qui était, à ce moment-là, le chef de l'Etat romain et, en recevant Acornion, am-

Roumains, des Belges, des Tchèques, des Croates, des Polonais, des Serbes, des Slovaques, etc. En Roumanie, le déclenchement de la première guerre mondiale a déterminé l'amplification du courant populaire qui exerçait des pressions sur le gouvernement pour demander la libération des frères se trouvant sous domination étrangère.

De 1914 à 1916, la Roumanie a gardé la neutralité : cet intervalle fut utilisé par le gouvernement roumain pour assurer les conditions politiques et diplomatiques, ainsi que militaires, qui étaient nécessaires pour l'accomplissement de l'idéal national. A l'été de 1916, au moment où les pressions visant à déterminer la Roumanie à quitter l'état de neutralité et à s'engager dans les hostilités avaient atteint leur point culminant, Robert Lansing, ambassadeur des Etats-Unis à Vienne constatait la généralisation

du désir de ramener la Transylvanie à sa place légitime, c'est-à-dire entre les frontières de l'Etat roumain<sup>22</sup>. La Roumanie est entrée dans la guerre en août 1916 pour libérer les territoires qui se trouvaient sous la domination austro-hongroise et pour accomplir l'idéal de l'unité nationale des Roumains dans le cadre d'un seul Etat. Le fait était consigné dans le traité conclu le 4/17 août 1916 entre la Roumanie et les quatre puissances de l'Entente (Grande-Bretagne, France, Russie et Italie), dont le 3<sup>e</sup> article mentionnait de manière expresse la reconnaissance par les Alliés du droit historique de la Roumanie de réunir à la mère-patrie les provinces roumaines se trouvant sous la domination de l'Empire d'Autriche-Hongrie. L'un des premiers documents à consigner l'entrée de la Roumanie en guerre du côté de l'Entente est la lettre du ministre belge des Affa-





Statuette de bronze représentant Apollon et pointe d'étendard ou de baldaquin découvertes à Lacul-Tei, Bucarest (I<sup>er</sup>—II<sup>e</sup> siècles)

bassadeur de Burebista, il reconnaissait l'État dace.

La tradition étatique fondée, sur le foyer de la Dacie ancestrale, par Burebista, a persisté dans nos contrées, dans la conscience du peuple roumain, représentant une des permanences de notre histoire nationale, qui vient des profondeurs millénaires et se trouve à la base de

l'État national unitaire roumain créé en 1918.

Cette tradition étatique s'est conservée à l'époque de Décébale aussi. Décébale a régné pendant 19 ans (87-106), période qui fut une véritable épopée de faits grandioses et pleins de courage, d'efforts héroïques pour la défense de la liberté du peuple et de l'intégrité territoriale de l'État, dans les guerres daco-romaines. Par le traité de paix conclu en l'an 89 avec Domitien, l'Empire romain reconnaissait l'unité étatique de la Dacie et l'unité de la royauté. Dans la conscience de l'Antiquité, l'État dace était considéré comme un État souverain et Décébale était considéré roi, égal aux chefs d'État de l'époque. L'État dace était, à cette époque-là, la seule puissance militaire et politique capable de s'opposer à l'expansion romaine. Le peuple dace participait, cette fois-ci également, à des événements de portée universelle, par sa participation effective au déroulement des événements his-

toriques de la région du Danube et des Carpates.

La transformation d'une partie de la Dacie en province romaine allait modifier la destinée historique du peuple dace. Ce peuple, qui avait créé son propre État, avait créé aussi une civilisation apte à assimiler les biens de civilisation romaine, dans le cadre du processus de romanisation, processus qui a eu lieu non seulement en Dacie Trajane, mais a embrassé également la Dacie libre, restée à l'extérieur de la province romaine, en tant que processus unitaire et irréversible, qui a abouti finalement à la naissance d'un peuple nouveau — le peuple roumain. **«Sur la base de la conjugaison étroite des deux civilisations — souligne le camarade Nicolae Ceaușescu — qui ont coexisté pendant longtemps, la vie économique, sociale et culturelle de ces contrées a connu un nouveau et puissant progrès. De l'union des Daces et des Romains s'est formé, au cours des siècles, un peuple nouveau, plein**

ières étrangères, Boyens, lequel, le 29 août 1916, écrivait à son homologue roumain F. G. Djuvara qu'il se réjouissait, car il ne doutait pas que, à ce moment décisif des combats en Europe, la Roumanie, ralliant le camp de la justice et de la résistance à l'égard de l'agression allemande, parviendrait à réaliser glorieusement ses aspirations nationales et à réunir dans la grande famille roumaine ses fils de l'autre côté des montagnes, lesquels en étaient injustement séparés<sup>23</sup>. La décision du gouvernement roumain d'engager le pays contre l'Autriche-Hongrie «sous l'empire de la nécessité de sauver ses intérêts de race» et pour assurer «l'accomplissement de son unité nationale» a réuni l'accord unanime des masses larges, de l'opinion publique roumaine. Dans un rapport rédigé le 15 août 1916, le colonel Andronović, attaché militaire de la Serbie à Bucarest, mention-

nait que la nouvelle de l'entrée de la Roumanie en guerre fut accueillie par «des manifestations de rue des citoyens, des femmes et de la jeunesse. La proclamation du roi au peuple est brève et on y parle de l'union des Roumains depuis la Tisa et jusqu'à la Mer.»<sup>24</sup>

Les sacrifices faits par l'armée roumaine — laquelle n'avait pas reçu l'assistance promise à la mesure des nécessités —, de même que l'attitude des masses découlaient de la compréhension du caractère libérateur de la guerre. Le premier britannique Lloyd George allait reconnaître lors du premier anniversaire de l'entrée de la Roumanie dans la guerre que «la reconstitution de l'armée roumaine et la résistance ferme — résistance combien précieuse pour la cause des Alliés — que cette armée oppose en ce moment à l'ennemi, dans des conditions exceptionnellement difficiles, représen-



**d'énergie et de vigueur, héritier des grandes vertus et traditions de ses glorieux devanciers — le peuple roumain».**

La synthèse daco-romaine a été possible grâce à plusieurs facteurs, à savoir : le prestige et la supériorité de la civilisation romaine ; la continuité de la population dace sur son territoire ; le degré élevé de la culture de celle-ci ; une massive colonisation romaine, et ce dans les centres urbains, dans les centres militaires (camps fortifiés à caractère permanent, etc), ainsi que dans le milieu rural local (jusqu'à présent, on connaît quelque 600 sites à vestiges d'agglomérations daco-romaines en milieu villageois, en Dacie) ; le contact permanent et direct entre les deux civilisations et les latinophones. La romanisation a embrassé intégralement le milieu villageois des Daces libres, dans leur totalité ; était, ainsi, refait, sous forme daco-romaine, puis romane, c'est-à-dire

roumaine, le foyer ancestral de la Dacie de Burebista et de Décébale, foyer millénaire du peuple roumain et de son État national, unitaire.

Vu ces réalités historiques incontestables, on est effectivement révolté de voir de soi-disant historiens d'un pays socialiste voisin falsifier à bon escient des problèmes fondamentaux de l'histoire du peuple roumain, tels que : la continuité des ancêtres Géo-Daces, l'origine daco-romaine et la présence permanente dans le foyer ancestral. Conscients du fait que personne ne pourrait tenter de modifier la date de l'arrivée des premières tribus hongroises dans la Plaine Pannonienne, ils s'emploient — en vain — à contester l'ancienneté et la permanence plurimillénaire des Roumains dans leur territoire ancestral, ce afin de pouvoir présenter, ensuite, le sol roumain de la Transylvanie foulé par les

sabots des chevaux des guerriers d'Arpad comme «un pays qui appartenait à tous et à personne». Mais il est difficile de contester aujourd'hui ce que le «père de l'Histoire», Hérodote, avait vu de ses propres yeux il y a 2 500 ans. De même qu'il est tout aussi difficile de mettre sous le signe du doute l'évocation de l'héroïsme légendaire des Roumains conduits par Gelu, Glad ou Menu-morut, lesquels n'entendaient céder pas un seul arpent de la terre héritée de leurs aïeux, ce d'autant plus que les faits sont consignés par une des sources principales de l'historiographie hongroise. Sans aucun doute, la récente contrefaçon d'Histoire de Transylvanie, éditée à Budapest, est viciée par des idées préconçues, étrangères à la réalité démontrable et démontrée, ce qui lui confère un caractère tendancieux, contraire au processus de rapprochement et de connaissance entre les peuples.

tent un exemple magnifique de la force que la liberté confère à un peuple libre»<sup>25</sup>.

Impressionné par la vigueur dont ont agi les troupes roumaines à l'été de 1917 et par leur héroïsme de masse, le général Cardona, commandant des armées italiennes, télégraphiait à son représentant auprès du Grand Quartier Général Roumain : «Exprimez au Commandant suprême roumain ma vive admiration pour l'épreuve marquée donnée par les troupes roumaines dans les combats des régions Mărăști, Mărășești et Oituz».

Dans le mouvement des peuples européens pour l'autodétermination nationale et la libération de sous la domination étrangère, mouvement déployé en 1918, s'encadrait aussi la lutte des Roumains pour le parachèvement de leur unité nationale. L'accomplissement de la Grande Union de 1918 a constitué le but et l'ac-

tion de toute la nation roumaine, et toutes les forces de base de la société ont agi en vue de la réalisation de cet idéal. Au sujet de l'état d'esprit des Roumains, à qui revenait le rôle décisif quant au choix de la future forme politique de la Transylvanie, un rapport adressé le 8 novembre 1918 par le consul de l'Allemagne à Bucarest, Derchen, au chancelier Max von Baden, consignait : «Quant à la forme que prendra plus tard la Transylvanie [...] décisifs en ce sens seront en tout cas les Roumains qui, numériquement, forment, et de loin, la majorité de la population. Pour la Transylvanie, un Conseil National Roumain a été créé, avec le siège à Arad, et le dimanche dernier a été créée une sous-section à Cluj, où ont apparu des délégués de toutes les parties de la Transylvanie. L'assemblée a décidé que la nation roumaine doit tenir inébranlablement au droit



## La formation DU PEUPLE ROUMAÎN

Dans le cadre du processus multimillénaire du devenir historique du peuple roumain, son ethnogénèse, sous la forme et dans le contenu que l'histoire universelle connaît depuis près de deux mille ans, constitue incontestablement un moment fondamental. Le peuple roumain, maître légitime de son foyer ancestral, allait accomplir — ainsi que le montre le président de la Roumanie, Nicolae Ceausescu — «le long d'une existence de près de deux millénaires, une héroïque, tourmentée et grandiose destinée historique»<sup>1</sup>.

L'épopée de la défense héroïque, par le peuple dace, de sa liberté et de son indépendance pendant les deux terribles guerres avec les Romains, en 101—102 et 105—106, a illustré une série de traits moraux qui se retrouvent trempés le long des deux millénaires et demi de luttes pour la conservation de l'identité et de la typologie psychologique du peuple roumain.

L'important événement politico-militaire survenu au début du II<sup>e</sup> siècle, à savoir la conquête d'une partie de la Dacie par les Romains, a marqué non pas le commencement, mais l'élargissement et l'approfondissement d'un processus de synthèse ethnoculturelle entre les civilisations dace et romaine, dont les prémises remontent aux

II<sup>e</sup>—I<sup>er</sup> siècles av.n.èr. C'est à juste titre que le grand historien roumain Vasile Pârvan estimait que «les guerres de l'empereur Trajan des Romains contre le roi Decébale des Daces ont représenté non pas le commencement, mais la fin de la formation de notre peuple. Les premières semences romaines avaient été jetées à notre Danube deux cents ans auparavant»<sup>2</sup>. L'acte de la création et de l'organisation de la province de Dacie en 106<sup>3</sup> a marqué en même temps l'inclusion, dans le cadre de celui-ci, d'importants territoires et d'une masse appréciable de population daces. Voici donc apparaître, avec le II<sup>e</sup> siècle, des prémises favorables pour ce que, aux côtés du monde thrace sud-balkanique auquel il était de près apparenté et des Illyriens, la majeure partie du monde gëto-dace, des Balkans aux Carpates septentrionales participât constamment et directement à l'ample processus de synthèse qui a eu pour résultat direct l'apparition, dans l'espace carpato-danubien-pontique, d'un peuple nouveau, le peuple roumain.

Ainsi que le prouvent pertinemment tant les sources historiques que les fouilles archéologiques, le peuple dace a continué de vivre dans son foyer ancestral, n'étant ni disloqué ni exterminé par les Romains. Le

sacré de décider elle-même de son propre sort. La décision relative au vote de l'appartenance étatique du peuple roumain tout entier reste réservée exclusivement à l'Assemblée Nationale Roumaine»<sup>27</sup>.

La convocation de la Grande Assemblée Nationale à Alba Iulia, qui, le 1<sup>er</sup> décembre 1918, a décidé de l'union de la Transylvanie à la Roumanie, événement de signification et de résonance historiques particulières dans la conscience des Roumains, fut commentée et consignée par de nombreuses personnalités diplomatiques se trouvant, en ces jours-là, en Roumanie. Ainsi, l'ambassadeur de l'Espagne à Bucarest, Manuel Múltedo, dans un rapport du 22 novembre / 5 décembre 1918, adressé à son ministre des Affaires étrangères, García Pietó, écrivait que : «Ce qui n'a jusqu'à présent eu lieu qu'une fois et pour un bref intervalle

détemps — pendant le règne du prince roumain Michel le Brave, en 1600 —, à savoir le fait que toute la nation roumaine s'est trouvée uni entre les frontières de l'ancienne Dacie de Trajan, se réalisera, semble-t-il, de nouveau, et ce non pas par la force des armes, mais par la libre volonté des provinces qui forment ce pays. [...] Le 20 novembre, le Grand Conseil de la nation roumaine de Hongrie et de Transylvanie a adressé une proclamation à tous les Roumains vivant de l'autre côté des Carpates, leur lançant l'appel patriotique à réaliser les actes que l'histoire demande d'eux. Les exhortant à manifester leur volonté nationale, cette proclamation appelle les Roumains de Transylvanie et de Hongrie à décider de leur propre sort dans le cadre d'une Assemblée Nationale qui aura lieu dans la ville historique d'Alba Iulia (ce fut dans cette ville justement que fixa la



fait que le peuple n'a été ni décimé ni disloqué de sa terre ressort également du fait que, de même que «*Chez le Dace la base est thrace*», selon l'expression de Nicolae Iorga, le peuple géto-dace «*a formé la base ethnique du roumanisme, sur laquelle est venue s'ajouter la puissante influence romaine*...! A l'heure actuelle personne ne saurait contester l'importance des Gètes et des Daces dans le processus de formation de l'homme national roumain»<sup>4</sup>. D'ailleurs, le comportement romain envers les peuples soumis visait, fait notoire, à attirer et à utiliser la population autochtone dans tous les domaines de la vie économique, et non pas à l'exterminer, idée aberrante qui, bien qu'elle ne soit pas soutenue par des preuves matérielles, est véhiculée pour les territoires daciques dans certains ouvrages de date plus récente. La théorie de l'extermination des Daces — profondément réactionnaire, non scientifique et manifestement anti-roumaine, mise en circulation par R. Roesler et véhiculée sans interruption jusqu'à nos jours par les adversaires de la continuité du peuple roumain — est complètement invalidée par des arguments solides, documentaires, offerts aussi bien par les sources écrites que par les vestiges archéologiques. Il est révoltant de constater qu'une telle théorie rétrograde est relancée aujourd'hui par certains soi-disant historiens, brouillés avec l'éthique professionnelle, dans un récent ouvrage intitulé par ses rédacteurs de la R. P. Hongroise l'*Histoire de Transylvanie*, ouvrage qui s'évertue à



Vase dace de céramique (fragment) portant l'inscription DECEBALUS PER SCORILLO, témoignage de la pénétration d'éléments de latin dans la Dacie préromaine

soutenir une imaginaire liquidation de la population dace, des transferts de population et partant l'impossibilité d'une synthèse daco-romaine. «*Un peuple des dimensions du peuple dace — montrait Simion Mehedinți — répandu sur une aire géographique si étendue et protégée par un relief tellement varié (au point de vue orographique et de la végétation) ne pouvait pas être liquidé. Cette conception catastrophique contrevient à tout ce que nous connaissons de l'histoire d'autres peuples*»<sup>5</sup>. Il est d'ailleurs significatif que, les documents officiels émis dans l'empire, soit à l'occasion des guerres contre les Daces, soit au cours

capitale de son royaume le prince de tous les Roumains, Michel le Brave».<sup>28</sup>

L'union de 1918 est un acte de profonde justice nationale, la réalisation d'une concordance réclamée par les lois objectives entre, d'une part, la réalité et les droits inaliénables du peuple, et, d'autre part, le cadre national réclamé par ces réalités. Les traités de paix de 1919—1920 n'ont fait que venir consacrer juridiquement un état de faits déjà existant, la situation créée par la lutte des masses populaires, de toutes les classes et catégories sociales, de la nation roumaine toute entière.

La conférence de paix de Paris devait refaire la carte politique de l'Europe selon la volonté des peuples, de sorte que nulle nation ou partie de nation ne fût désormais incorporée à un État étranger. Les participants à la Conférence constataient la chute des grands empires et

avaient la mission de consacrer au plan international les nouvelles frontières des États, frontières tracées par la lutte et la volonté des masses populaires. «En fait — constate l'historien J. A. S. Grenville, — les Alliés et les États-Unis sont venus à Paris pour confirmer les États nouveaux, successeurs de l'Empire d'Autriche-Hongrie, qui s'était effondré suite à sa défaite»<sup>29</sup>.

La délégation roumaine à la conférence fut confrontée à maintes difficultés dans le débat et l'adoption des décisions qui la concernaient directement, dans des questions fondamentales relevant de la reconnaissance internationale du nouveau cadre national-étatique réalisé par les actes plébiscitaires de 1918. Le comte de Saint-Aulaire montrait, dans ses Mémoires, que, après cette *guerre du droit, la Roumanie*, de tous les Alliés de la France, a eu le plus à souffrir et subit



de la période qui en fit suite, enregistrent exactement les conséquences de ces guerres : une «victoire», un «triomphe» sur la Dacie, la «soumission» de celle-ci et des Daces.

De la persistance d'une population dacique dense dans la province romaine parlent, d'ailleurs, toutes les catégories de documents, à partir des images de la Colonne Trajane et des textes épigraphiques et jusqu'aux découvertes archéologiques qui offrent le matériel le plus diversifié et le plus consistant pour élucider ce problème<sup>6</sup>.

De prestigieuses recherches entreprises ces dernières années par l'historiographie roumaine ont démontré pertinemment la continuité qualitative et quantitative exceptionnelles de la population dace dans son foyer ancestral, le long des trois premiers siècles de notre ère. Aussi a-t-on identifié approximativement 260 à 280 villages daces avec des traces d'habitation, dont Archiad, Cașolt, Cernatu, Cipău, Lechința de Mureș, Locusteni, Soporu de Cîmpie, Mugeni, Noșlac<sup>7</sup>, qui indiquent la présence d'une dense population distribuée de manière relativement égale sur le territoire de la province. À tout ceci s'ajoute la constatation que la céramique de facture dacique, associée à des produits romains, peut être rencontrée pendant l'époque en question dans environ 21 sur les 100 *castra* connus jusqu'ici, indice des rapports étroits établis entre les garnisons locales et la population autochtone.

Un fait significatif pour la continuité *de facto* de l'élément dace autochtone dans la Dacie romaine est la création, par les auto-

rités impériales, d'un cadre politico-administratif qui venait consacrer une situation que les autorités impériales rencontraient à tout pas — l'existence d'une population locale porteuse de l'ancienne toponymie et de l'onomastique de la période antérieure — et qui, cela va sans dire, a été entièrement prise en considération au moment de la constitution des nouvelles structures. Il s'agit tout d'abord de la conservation de la quasi totalité des dénominations géographiques, à partir de celle de la province — *Dacia* — et jusqu'à celles de rivières et de montagnes, de villes et de villages : Apulum, Arcidava, Dierna, Drobeta, Germisara, Napoca, Potaissa, Sucidava (localités) ; Alutus, Crisia, Marisus, Samus, Tisia, Carpathes (rivières et montagnes). Un fait qui en dit beaucoup sur l'existence d'une nombreuse population dace, qui véhiculait des termes ancestraux est qu'en 118, la nouvelle capitale de la province, la Colonia Ulpia Traiana Augusta Dacia, recevait aussi le nom de *Sarmizegetusa*<sup>8</sup>.

Aux côtés des Daces de la province romaine — qui représentaient la population majoritaire dans ces territoires et avaient un rôle décisif dans la production des biens matériels et spirituels — une importante contribution à l'éthnogenèse roumaine ont apporté les Daces de la Dacie libre (les Carpes, les Costoboques). Ceux-ci ont continué à mener une existence indépendante sur les territoires compris entre la Tisza, le Dniestr, les Carpates septentrionales et le Danube, à proximité des trois provinces ro-

le pire traitement. Il écrivait également que le Conseil Suprême ne pouvait pas, sans abdiquer le principe des nationalités, qui était son principe essentiel, l'empêcher d'appliquer ce même principe par la réalisation de son unité et l'accroissement de son territoire ; aussi la justesse évidente de la cause roumaine et la pression de l'opinion publique européenne, impressionnée par les immenses sacrifices de ce pays, ont-elles triomphé d'une malveillance très accusée<sup>31</sup>.

L'une des formules par lesquelles l'on tentait une restauration camouflée d'un Etat multinational dans le centre de l'Europe (cette fois-ci sous l'égide de la Hongrie) consistait dans le projet d'une Confédération danubienne. Le lancement de ce projet et les discussions qu'il suscita constituèrent des moments difficiles dans l'histoire de la négociation du traité de paix avec la Hongrie. Au sujet de

cette tentative, le délégué américain Charles Seymour, professeur d'histoire à l'Université de Yale, notait qu'«une semblable idée n'avait la moindre chance de succès, les peuples danubiens ne voulaient même pas en entendre parler. Ils s'étaient libérés par leurs propres efforts et se méfiaient instinctivement de toute fédération qui eût pu déterminer une survivance ou une restauration de la tyrannie détestée qui leur avait provoqué tant de souffrances. La Conférence n'avait ni le droit, ni le pouvoir de leur imposer une union qu'ils refusaient. En vertu du principe, proclamé, du droit de chaque peuple de disposer de lui-même les nations danubiennes étaient les seules en mesure à décider de leur sort»<sup>32</sup>.

Le traité de paix signé au Trianon le 4 juin 1920 a consacré la décision d'union de la Transylvanie à la Roumanie pro-



maines — la Pannonie, la Dacie et la Mésie Inférieure, entretenant la lutte de résistance du peuple dace dans son ensemble contre la domination romaine, lutte qui a augmenté en ampleur et en intensité au fur et à mesure de l'approfondissement de la crise intérieure de l'Empire romain et de l'intensification de la lutte d'autres peuples contre celui-ci<sup>9</sup>.

Il est intéressant de mentionner que le phénomène de l'augmentation du nombre et de la densité de la population a été également remarqué chez tous les groupes de Daces libres, particulièrement en Munténie et en Moldavie. L'accroissement démographique est confirmé par l'identification, pour la période qui va de 106/107 à 300, d'un nombre important d'agglomérations et de nécropoles attribuées exclusivement aux différents groupes de Daces libres; il s'agit, plus exactement, de quelque 100 agglomérations et nécropoles en Munténie, dans l'aire de la culture Chilia-Militari, 400 en Moldavie dans l'aire de la culture carpique et 100 dans la Crișana et au Maramureș<sup>10</sup>. Ce processus a eu pour résultat principal l'accroissement de la masse de population dace entrée en relations directes avec la civilisation romaine, autrement dit le renforcement du substrat autochtone tant dans la province qu'en dehors d'elle, pratiquement dans tout l'espace carpatodanubien-pontique. À la longue, les effets se sont avérés d'une importance considérable pour le sort de la romanité danubienne. La ténacité dont le peuple roumain a survécu au retrait

romain sous Aurélien ne saurait s'expliquer qu' par le poids detenu par les Daces dans sa structure ethnique. Eux seuls pouvaient avoir des racines tellement profondes, que rien et personne ne pût les disloquer de la terre ancestrale. Des éléments matériels et spirituels fondamentaux de la civilisation romaine ont été assimilés par la population autochtone dans leur quasi-totalité. Ainsi les Daces ont emprunté des techniques et des méthodes de réalisation de la céramique, dans la métallurgie, l'orfèvrerie, la technique de construction. La langue, la pratique des édifices et des inscriptions funéraires, l'art, la mythologie greco-romaine, la littérature ont été adoptées par les autochtones daces sinon immédiatement, après tout au plus deux ou trois générations. Dans les conditions de la promulgation de l'édit de Caracalla le sentiment de l'appartenance à Rome, la patrie commune (*Roma, communis patria*) doit s'être consolidé. Autrement, on ne saurait expliquer la conservation de la langue et du nom de roumain dans les provinces orientales de l'empire, dont l'unique héritier est resté le peuple roumain<sup>11</sup>.

La conservation de certains procédés artisanaux traditionnels, tout d'abord la céramique réalisée à la main, avec ses formes typiques (l'urne ou le vase-bocal, la tasse, l'encensoir), des motifs et des techniques décoratifs spécifiques (le cordon alvéolaire, les boutons), le rite et le rituel funéraires (le rite d'incinération, avec dépôt des cendres dans une urne à couvercle ou dans une fosse

clamée par la Grande Assemblée Nationale à Alba Iulia le 1<sup>er</sup> décembre 1918, éliminant toute tentative de contestation de ces actes historiques. Le traité de Trianon, éliminant toute prétention ou possibilité de domination étrangère, se fondait sur le droit historique du peuple roumain de cette province, partie inséparable de son foyer ancestral, d'être maître dans son pays, de se développer en totale unité avec la mère-patrie. L'historien anglais R. W. Seton-Watson appréciait que «Le Traité de Trianon a conclu la plus importante époque de l'histoire de la nation roumaine»<sup>12</sup>.

Dans la perspective de l'histoire, la création de l'État national unitaire roumain, accomplie en 1918 et confirmée par les décisions et les traités signés dans le cadre de la Conférence de Paix de Paris en 1919—1920, fut l'expression vi-

vante, dynamique de la nation roumaine, des aspirations séculaires d'un peuple résolu à vivre uni, libre et indépendant.

<sup>1</sup> Izvoarele istoriei României, vol. 1, București, Editura Academiei R.P.R., 1964, Strabon, Geografia, VII, 3, p. 237.

<sup>2</sup> Ibidem, p. 239.

<sup>3</sup> Ibidem Dio Cassius, Istoria romană, p. 683.

<sup>4</sup> N.S. Derjavin, Istoria Balgariei, Editions de l'Académie des Sciences de l'U.R.S.S., Moscou 1945, p. 60.

<sup>5</sup> Huszti András, O és új Dacia (La Dacie archaïque et nouvelle) 1791, p. 5—6.

<sup>6</sup> Bisselius Ioanis, Aetatis nostrae gestorum eminentium metulhistorica, per aliquot septennia digesta. Septennium I ab anne MDCl VII inclusive, Auberger, Ioan Burger, 1675, p. 141—152.

<sup>7</sup> Karl Marx, Înmernări despre români, Editura Academiei R.P.R., București, 1964 p. 115.

<sup>8</sup> Ap. David Prodan, Răscoala lui Horea, vol. II, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1979, p. 695—696.

<sup>9</sup> Elias Régnault, Histoire politique et sociale des Principautés danubiennes, Paris, 1855, in



simple) font partie de tout un bagage de la culture matérielle et spirituelle dace traditionnelle qui survit dans la province romaine, fait archéologiquement saisissable.

Par ailleurs, il est indubitable que le costume dace s'est conservé presque intégralement, conclusion qui s'impose des données et des études ethnographiques comparatives entre les costumes représentés sur les monuments romains (la Colonne Trajane et la monument d'Adamclisi) et le costume populaire roumain. Nul doute que d'autres formes de culture se sont également conservées: les pratiques magiques, les motifs épiques, les récits mythologiques, une littérature orale. La force du substrat dace s'est manifesté, avant tout, par la transmission dans le latin parlé dans les provinces du bas Danube d'un nombre de mots et de certaines formes grammaticales qui distinguent le roumain par rapport à d'autres langues romanes.

Par delà les frontières arbitrairement imposées au monde dace, l'unité ethno-linguistique et culturelle s'est maintenue intacte, de même que les liens entre les Daces libres et ceux de la province. Le rôle important et distinct joué dans le monde antique par la Dacie libre, l'essor de la lutte des Daces libres, appartenant au même peuple que les autochtones exploités, les nombreux soulèvements en masse, l'aggravation de la crise intérieure de l'Empire romain ont conduit au retrait de l'armée et de l'administration romaines de Dacie, ce qui a permis, après 275, le rétablissement

de l'intégrité de celle-ci dans ses frontières légitimes et de l'unité du peuple autochtone.

La présence du peuple dace autochtone, qui représentait la base ethnique dans la province romaine et, d'autant plus, dans la Dacie libre, de même que la présence de l'élément romain ont créé la prémisse d'un vaste et complexe processus d'imbrication et d'influence réciproque des deux civilisations sur tout le territoire de l'ancienne Dacie. Ainsi, l'éthogenèse roumaine qui a eu lieu sur le plan matériel et spirituel et dans les deux milieux spécifiques du monde dace, rural et urbain, a signifié tant l'emprunt, par les Romains, de certains éléments de civilisation des Daces, que l'adoption et l'assimilation rapide par le peuple dace des facteurs fondamentaux de civilisation romaine, en premier lieu la langue, le nom de *romanus* = *român* (roumain) et la culture matérielle. C'est là l'essence du processus de formation du peuple roumain qui a eu lieu dans tout l'espace carpatodanubien-pontique.

Le processus de synthèse culturelle, amorcé longtemps avant et ayant duré plusieurs siècles, a atteint à son apogée aux Ier—IIIe siècles, à l'époque de la présence romaine au nord du Danube, tant dans la province romaine que dans le reste de l'espace carpatodanubien-pontique. Marquant de leur «sceau» la physionomie morale et spirituelle du peuple dace, les Romains ont pleinement

MIHAIL ZAHARIADE

(Suite page 33)

Românii la 1859, vol. II, Editura științifică și enciclopedică, București, 1984, p. 13—14.

<sup>10</sup> K. Marx și Fr. Engels, Opere, vol. 9, Editura Politică, București, 1960, p. 29.

<sup>11</sup> Paul Bataillard, Premier point de la question d'Orient. Les Principautés de Moldavie et de Valachie devant le Congrès, Paris, 1856, în Românii la 1859, vol. II, p. 21.

<sup>12</sup> N.A. Dobroliubov, Sobranie sochinenii, tom. IV. Stati i retsenzii, Ianvarium, 1859, Moskva-Leningrad, 1962, p. 258.

<sup>13</sup> Edmond Terrier, Appel au Congrès en faveur des Roumains, Paris, 1856, în Românii la 1859, vol. II, p. 76, 78.

<sup>14</sup> Elias Régnault, op. cit., loc. cit., p. 14, 18.

<sup>15</sup> Ch. Bonner, Siebenbürgen, Land und Leute, Leipzig, 1868, p. 419.

<sup>16</sup> Ap. Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, De la statul geto-dac la statul român unitar, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1983 p. 362.

<sup>17</sup> Ibidem, p. 370, 372

<sup>18</sup> Ibidem, p. 373.

<sup>19</sup> Idem.

<sup>20</sup> Kenneth Johnstone, Romania's place in European history in «History Today», iunie 1978, p. 397.

<sup>21</sup> Arthur J. May, The Habsburg Monarchy, 1867—1914. Harvard University Press, 1965, p. 100—101.

<sup>22</sup> 1918 la români, vol. I, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1983, p. 730.

<sup>23</sup> Ibidem, vol. II, p. 819.

<sup>24</sup> Ibidem, p. 812.

<sup>25</sup> Mircea Djuvara, La guerre roumaine. 1916—1918. Paris, 1919, p. 130

<sup>26</sup> Comte de Saint-Aulaire, Confesion d'un vieux diplomate, Paris, Flammarion, 1953, p. 341—342.

<sup>27</sup> 1918 la români, vol. II, p. 1209

<sup>28</sup> Ibidem, p. 1254—1255.

<sup>29</sup> J.A.S. Grenville, The Major International Treaties, 1914—1973 Methuen Co Ltd. p. 45

<sup>30</sup> Raymond Poincaré, Histoire politique. Chroniques de quinzaine, vol. III, Plon, Paris, 1921, p. 223.

<sup>31</sup> Saint-Aulaire, op. cit. p. 485

<sup>32</sup> Charles Seymour, La fin d'un empire: les débris de l'Autriche-Hongrie, în Ce qui se passa réellement à Paris en 1918—1919. p. 81

<sup>33</sup> R. W. Seton-Watson, A. History of the Romanians, Oxford, 1934, p. 445.



# «LA LANGUE ROUMAINE EST MA PATRIE»

par ALEXANDRU ROSETTI

de l'Académie

de la République Socialiste de Roumanie

La langue roumaine fait partie, incontestablement, de par sa structure et son vocabulaire, de la famille des langues néolatines, pouvant être définie comme étant le latin vulgaire parlé par les habitants des provinces danubiennes romanisées, depuis le moment du début de la pénétration romaine et jusqu'à nos jours.

La grande aire de culture romaine de l'est de l'Europe comprenait ces régions, organisées au point de vue politique et militaire, où la langue latine fut parlée et se développa : c'étaient les provinces romaines de Pannonie, de Dacie, de Dardanie et les deux Mésies. L'existence, dans l'est de l'Europe, de la grande souche indoeuropéenne des Thraco-Géto-Daces — ayant pour voisine, à l'ouest, la souche apparentée des Illyres — conféra une note distincte, spécifique, à la langue latine parlée dans la zone géographique en question.

Les Thraces — qu'Hérodote mentionnait comme étant l'un des plus nombreux peuples de l'Antiquité — peuplaient l'espace carpatobalkano-danubien. Les terres qu'ils habitaient s'étendaient, à l'est, jusqu'à l'Olbia, au sud — jusqu'à la mer Égée et jusque dans le nord de l'Asie mineure, à l'ouest — jusqu'au cours moyen du Danube, et au nord — jusqu'aux Carpates Boisées. Dans le cadre

de cette région, au nord des Monts Balkans et au nord du Danube, vivaient les Géto-Daces, qui étaient individualisés, sous le rapport culturel, par égard au grand peuple thrace, dès la période moyenne de l'âge du fer. Le peuple géto-dace représentait une des souches de l'énorme et vigoureuse souche des Thraces. Dans les sources littéraires antiques, les Géto-Daces sont mentionnés sous les dénominations de Getae, Gétai et Daci, Dakoi ; Daces et Gètes y sont qualifiés comme étant *omologlotei*, c'est-à-dire parlant la même langue, et, en même temps, comme étant apparentés aux Thraces sud-balkaniques. Le thrace était une langue du type *satem*, tandis que les Illyres des tribus de l'ouest de la Péninsule Balkanique parlaient une langue *centum*.

Dans la vaste aire d'habitation thraco-daco-illyre, la pénétration romaine — tout d'abord par des marchands, puis par l'armée et par l'administration — a représenté le processus aux conséquences les plus puissantes, complexes et profondes pour la transformation de la vie matérielle et spirituelle des peuples locaux et, implicitement, de la langue de ceux-ci. Inaugurée dès le I<sup>er</sup> siècle de notre ère par la consolidation de la domination romaine sur le Danube, la romanisation a fait des pas

rapides, initialement surtout dans les territoires situés au sud du fleuve, notamment après la transformation de cette zone en province romaine (Mésie). Entourée de provinces romaines et confinant avec le Danube devenu fleuve romain, la Dacie ne pouvait pas se soustraire à la romanisation, ce d'autant plus que la langue latine, écrite et parlée, y avait pénétré depuis longtemps. Ensuite, la conquête romaine et l'établissement de la frontière nord de l'Empire romain sur les Carpates et le Danube a ouvert la voie à une intense colonisation, avec des colons provenant «de tout le monde romain». Désormais, pour les Daces, le latin était nécessaire non seulement pour communiquer avec l'administration romaine, mais aussi pour pouvoir parler avec les gens venus en Dacie de toutes les provinces de l'Empire romain. L'utilisation du latin était donc une nécessité, et sa diffusion parmi les Daces s'explique en premier lieu par le besoin de communiquer avec des gens qui parlaient des langues différentes. La Constitution d'Antonin, rendue en l'an 212 de notre ère, qui accordait la qualité de citoyen romain à tous les habitants de l'Empire, a fortement impulsé le processus de romanisation. Les habitants de la Dacie étaient devenus, en masse, citoyens romains. Ceci ne veut pas dire, évidemment, que les langues locales eussent disparu en faveur de la langue des conquérants, mais que la population conquise avait appris la langue latine et l'utilisait dans ses rapports avec l'administration et avec les colons venus d'autres régions, tout en continuant à utiliser la langue locale à l'intérieur de la famille, comme un





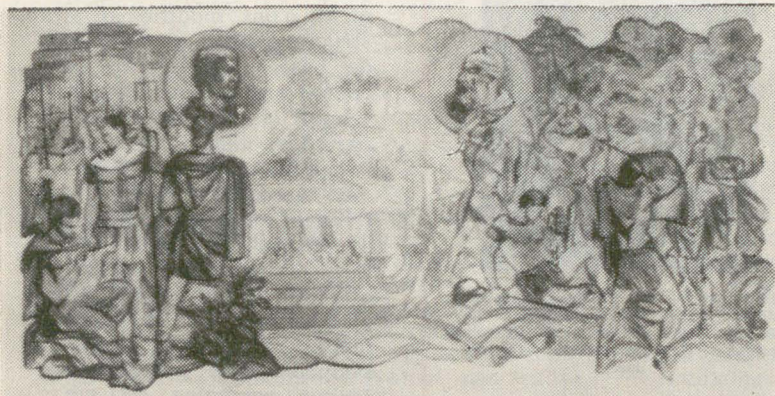
parler spécialisé. Il s'agissait, donc, du phénomène nommé bilinguisme.

L'orientation politique et économique de la Dacie vers les provinces occidentales de l'Empire romain, l'incorporation de la Dacie dans la circonscription douanière de l'Illyricum et l'établissement, en Dacie, de colons provenant de

En 271—275, l'armée et l'administration romaines ont quitté la Dacie. Désormais, Rome n'allait plus avoir le pouvoir d'imposer à l'ancienne province ses innovations en matière lexicale. Un autre aspect de la discussion est constitué par le fait que le substrat thraco-dace a constitué un élément important

administrative et militaire ne pouvait pas progresser sans une langue connue par tous, or cette langue, c'était justement le «latin parlé», qui se trouve à la base de la langue roumaine. Voici donc que, en Dacie, il y avait non seulement un grand nombre de transmetteurs, mais aussi des récepteurs du latin, fait nié par les auteurs de la soi-disant *Histoire de Transylvanie* récemment éditée à Budapest, lesquels, de mauvaise foi, falsifient des réalités depuis longtemps reconnues par le monde scientifique international. D'autre part, le christianisme devait être et était prêché dans un latin que tous pouvaient comprendre, donc très proche du latin parlé. Evidemment, la langue autochtone, dace, s'est conservée pendant un certain temps après la conquête romaine, et non moins de 170 mots de la langue roumaine sont d'origine dace.

L'adoption de la langue latine par les Géo-Daces a constitué l'un des plus amples et fondamentaux processus ayant eu lieu dans l'espace carpatodanubien-pontique, similaire aux processus ayant eu lieu dans d'autres régions de l'Empire romain où les autochtones ont abandonné — totalement ou partiellement — leur langue initiale pour adopter le latin. La manière dont les Thracodaces parlaient le latin, les particularités de prononciation — modifications de consonnes et de voyelles, etc. — imprimées par ceux-ci au latin vulgaire, ont conféré au latin parlé dans les contrées carpatodanubiennes-balkaniques et, en général, au latin parlé dans les provinces orientales de l'Empire sa spécificité. En roumain, ces modifications linguistiques ont pénétré



Dans le caractère des Roumains, dans leur soif inextinguible de liberté et indépendance, se retrouvent les hautes vertus des ancêtres : la ténacité, la fierté et la sagesse des Daces et des Romains, l'héroïsme et la bravoure de Décébale et de Trajan (dans la photo : «Nos ancêtres», allégorie de M. Mustățâ)

Dalmatie sont des éléments qui, considérés ensemble, nous font comprendre les causes des ressemblances entre la langue roumaine et les dialectes italiens centraux et méridionaux, ressemblances qui ne peuvent pas s'expliquer par une évolution similaire mais indépendante, ce dernier phénomène étant observé quelquefois chez des dialectes dérivant d'une langue primitive commune.

À partir du milieu du III<sup>e</sup> siècle et notamment au IV<sup>e</sup> siècle, le christianisme pénètre massivement en Dacie, ce qui contribue dans une mesure considérable à l'unification, au point de vue spirituel, des communautés vivant dans tout l'espace carpatodanubien-pontique.

dans l'appréciation des différences des langues romanes actuelles. Les populations autochtones, qui constituaient le substrat maintenu dans diverses parties de l'Empire romain, ont conservé pendant assez longtemps leurs langues respectives initiales et, une fois romanisées, ont transformé, chacune d'entre elles d'une manière différente, la langue latine, imposant une série de mots du substrat dans le vocabulaire de base. Mais ce qui est plus important, c'est le fait que le latin était devenu, dans les contrées danubiennes, une langue universellement connue, servant à assurer la communication entre toutes les communautés humaines qui y vivaient. La vie économique, politique,



par l'intermédiaire du latin — lequel avait, à son tour, emprunté du fonds autochtone des termes, notamment les toponymes et les hydronymes importants, sur toute l'aire carpatodanubienne-pontique —, et ces termes, appartenant aux autochtones sédentaires, n'allaient pouvoir être arrachés de la mémoire des sédentaires par aucune des populations migratrices venues ultérieurement en ces lieux. En outre, sont passés dans le latin des termes désignant des réalités des plus divers domaines, mais ayant une circulation restreinte. Ce fut le «latin parlé» qui triompha, de sorte que la syntaxe, la morphologie et le lexique principal de la langue roumaine sont entièrement latins.

La langue roumaine est donc une langue néolatine, formée au terme d'un processus qui est allé de pair



Interférences daco-romaines. Stèle funéraire, découverte à Căsei-Dej. Le défunt — un vétéran de l'armée romaine yst représenté en vêtements daces

avec l'évolution de la société, de la vie économique et spirituelle, spécifiques du peuple qui parlait cette langue et qui, tout en conservant certains éléments du lexique antérieur, s'est transformé, au point de vue linguistique, en peuple porteur du latin parlé. Certaines influences extérieures qui se sont exercées ultérieurement n'ont modifié ni la structure, ni le vocabulaire de base, ces éléments se conservant presque intacts, tels qu'ils avaient été reçus par les Géto-Daces des Romains, dans les périodes de contacts et d'interférence maximum, et tels qu'allaient les garder intacts les Roumains, en tant que l'un de nos biens les plus précieux: la douce langue roumaine ou, comme s'exprimait le poète, «La langue roumaine est ma patrie».

## Maximes et pensées

• La force et la puissance de toute armée populaire consistent dans les liens qui la relient au peuple, dans leur lutte commune.

NICOLAE CEAUȘESCU

• Les Roumains ont vécu pendant des siècles d'affilée dans le cadre de formations étatiques différentes, mais, en dépit de ce morcellement, dans leur conscience est demeuré toujours vive l'idée de l'unité, de l'appartenance à un même et seul peuple.

NICOLAE CEAUȘESCU

• L'union relie hommes et pays.  
• Les petits ruisseaux font les grandes rivières.

PROVERBES ALLEMANDS

• L'union est plus forte qu'une forteresse.

PROVERBE ITALIEN

• Nulle puissance n'est plus forte que l'union et la fraternité de tous les membres d'une communauté.

• Un — c'est aucun; deux — c'est vingt.  
• Quand deux s'allient, leur force s'accroît.

• L'union mène au triomphe, la division — à la défaite.

• Grain après grain, voici l'épi, épi après épi, voici la gerbe.

PROVERBES ROUMAINS

• Mais les parties du monde ont toutes un tel rapport et un tel enchaînement l'une avec l'autre, que je crois impossible de connaître l'une sans l'autre et sans le tout.

BLAISE PASCAL

• Jamais il ne me viendrait l'idée d'effacer l'individualité des races et des êtres. Il ne faut pas appauvrir le monde.

ROMAIN ROLLAND

• Nous ramons tous sur le même navire.

PROVERBE GREC



# L'ORGANISATION POLITICO-ÉTATIQUE

## DU PEUPLE ROUMAIN

### AUX III<sup>e</sup>—IX<sup>e</sup> SIÈCLES

Les territoires du bassin des Carpates, du moyen et du bas Danube, du littoral nord-ouest du Pont et des Balkans enregistraient aux III<sup>e</sup>—IX<sup>e</sup> siècles d'importantes mutations politiques. Les deux légions, la XIII<sup>e</sup> Gemina et la V<sup>e</sup> Macedonica, de l'armée romaine furent déplacées, en 271 de notre ère d'Apulum (Alba Iulia) et de Potaissa (Turda) à Ratiaria (Arçar) et, respectivement, Oescus (Ghigen), dans la vallée du bas Danube, les troupes étant accompagnées par l'administration impériale de l'ancienne province des trois Dacies nord-danubiennes. L'empire maintenait sa domination sur toute la vallée du Danube des deux côtés du grand fleuve, de même que sur le littoral pontique du nord du delta, Rome continuant à imposer son autorité dans tout le Sud-Est européen. Les migrants germaniques durent s'incliner devant cette réalité ; en effet, les autorités romaines n'avaient pas quitté les trois Dacies nord-danubiennes par suite d'invasions, d'une pression ou d'une défaite militaire, mais sous l'effet d'une involution provoquée par la crise intérieure, de l'abandon définitif de la grande idée d'expansion romaine de la zone du bas Danube jusqu'aux bords de la mer Baltique, dans le but de réduire le monde germanique. Rien d'étonnant donc si le siècle qui suivit le retrait administratif-politique romain produit sous Aurélien (271—275) s'écoula dans une atmosphère de calme relatif dans les territoires carpato-danubiens-pontiques. La civilisation roumaine continua à se développer, son existence étant attestée archéologiquement par la culture Bratei qui, fait significatif, recouvre toute l'aire de l'ancienne Dacie romaine, de même que les territoires des Daces libres, des Carpes, ainsi que les Mésies administrées par l'Empire romain. La culture Bratei<sup>1</sup> (IV<sup>e</sup>—VI<sup>e</sup> siècles), qui porte le nom de la localité du département de Sibiu où les fouilles ont mis au jour les premières découvertes révélatrices, représente donc le creuset d'un mode de vie matérielle et spirituelle commune pour tous les habitants des territoires compris entre le bassin de la Tisza et celui du Dniestr, des Carpates boisées aux Balkans.

Ce qui caractérise la culture Bratei du haut Moyen Âge est son caractère romain et chrétien, attesté aussi bien par le connu *donarium* de Biertan (dép. de Sibiu), que

par d'autres objets de culte, symboles ou inscriptions, telles celle de Porolissum (Moișgrad, dép. de Sălaj), incisée sur un vase de céramique<sup>2</sup>.

Ensuite, la civilisation roumaine traversa les terribles épreuves des invasions des Huns, des Slaves, des Avars, des Bulgares, invasions localisées, il est vrai, surtout le long du cours des grandes rivières qui entouraient la couronne carpatique et sur le Danube. La culture Ipotești-Cindești (VI<sup>e</sup>—VII<sup>e</sup> siècles) reflète l'évolution, dans ces circonstances difficiles, de la société des contrées carpato-danubiennes-pontiques-balkaniques, sa capacité de survivre et d'assimiler les éléments ethniques allogènes — Gépides, Slaves.

Le long d'une nouvelle étape historique — elle aussi marquée par de nouvelles et graves invasions de populations migratrices (les Slaves) — les formations étatiques roumaines continuent leur existence, comme l'attestent les découvertes archéologiques à Alba Iulia, où est attestée, au VIII<sup>e</sup> siècle, une formation étatique. De même, la culture Dridu (VIII<sup>e</sup>—XI<sup>e</sup> siècles) témoigne du développement progressif de la civilisation roumaine depuis les formes embryonnaires aux formes médiévales classiques. Les découvertes archéologiques de Sărășău, sur la Tisza, de même que celles, de date relativement récente, du site dit «La Metereze» de Dridu, indiquent justement les chaînons intermédiaires, les degrés évolutifs de la civilisation roumaine.

Outre l'impressionnante continuité de la vie matérielle et spirituelle sur les territoires carpato-danubiens-pontiques-balkaniques attestée par les vestiges archéologiques, des sources des plus variées du point de vue de leur nature et de leur provenance, des témoignages toponymiques et des formes linguistiques offrent des renseignements sur l'organisation sociale-politique des Roumains, sur leur résistance aux invasions et aux envahisseurs.

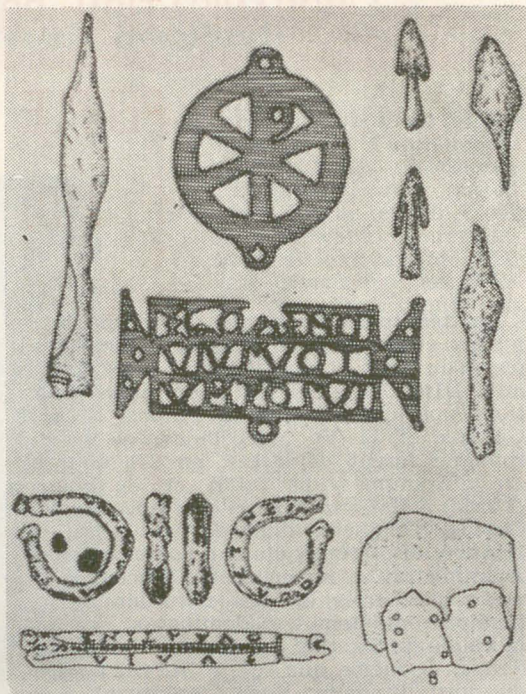
À l'exception d'une importante région placée dans le sud et le sud-est de la zone danubienne-pontique, l'aspect général du bassin carpatique au haut Moyen Âge est celui d'une société ruralisée, avec des communautés villageoises situées dans des contrées bénéficiant de protection naturelle, dans les vallées des rivières, dans des dépressions intracollinaires, intramontagneuses ou entou-



rées de massifs boisés. Ces communautés villageoises conservent pourtant le fort souvenir du milieu urbain et des fameuses voies romaines de communication, car, pour les Roumains, la dénomination même du sol terrestre, du *pămînt*, provient du latin *pavimentum* (pavement). La même origine urbaine se retrouve pour les mots désignant les juges (*juzi* ou *judeci*) de ces communautés, qui rappellent les *duumviri iuridicundes* des *municipia* et des *coloniae*, continués par les juges du VI<sup>e</sup> siècle et annonçant la division administrative-territoriale médiévale des départements (*județe*)<sup>3</sup>. La défense des villages, dont le nom, *sate*, renvoie à celui des habitats entourés d'un fossé — *fossatum*<sup>4</sup> — généralement attestés au bas Danube au VI<sup>e</sup> siècle, était organisée par les «*oamenii buni și bătrîni*» (hommes bons et vieux), les dernières générations de *veterani* (d'où le roumain *betrani*, *bătrîni*) de l'armée romaine, bons connaisseurs des affaires militaires. Les décisions étaient prises par tous ceux qui avaient un mot à dire dans le cadre des assemblées des communautés (*conventus*), et tous les hommes en état de porter les armes devaient aller contre l'ennemi *ad hostem*, d'où l'armée (*oastea*) des Roumains, aux correspondances dans toute la famille des peuples latins<sup>5</sup>.

À la charnière des Ve et VI<sup>e</sup> siècles on constate aussi d'autres similitudes avec le monde roman, notamment méditerranéen. La hiérarchie ecclésiastique détient, dans les contrées ponto-danubiennes aussi, un rôle appréciable dans l'organisation politique-étatique embryonnaire de la Scythie Mineure (la future Dobroudja); c'est là aussi que l'évolution des villes-cités prouve, par exemple, par l'urbanisme tardif de l'Istros (Histria), la «*médiévalisation*» graduelle, elle aussi freinée, malheureusement, par les invasions et leurs conséquences du VII<sup>e</sup> siècle. Mais sur tout le territoire roumain la reprise de l'action de fortification, surtout des constructions réalisées avec et en pierre, sera associée à l'ancienne terminologie romaine, le terme *cetate* (forteresse) dérivant de *civitas*.

La société roumaine a connu un processus graduel de stratification médiévale, économique, sociale, politico-ecclésiastique et militaire. Des *romaines populaires* — nom que Nicolae Iorga donnait aux formes embryonnaires d'organisation<sup>6</sup>, les démocraties populaires paysannes, qui comportaient également la hiérarchie épiscopale caractéristique de la vie chrétienne archaïque, supérieures (tout comme le réseau épiscopal de l'Occident européen) à n'importe laquelle des formes d'organisation des peuples migrants — elle évolue vers des structures féodales avec une hiérarchie cléricale et politique, capables de s'affirmer sur le plan extérieur et militaire. La représentation sur des cartes des habitats — dont l'existence a été attestée, grâce aux fouilles archéologiques, en



Objets découverts dans des agglomérations et des nécropoles du IV<sup>e</sup> siècle

fonction des divisions naturelles du relief, des cours d'eaux et de l'ancienne diffusion des forêts — permet de distinguer pareilles structures féodales, aux superficies de 500 à 5 000 km<sup>2</sup> et comptant 3 à 60 habitats chacune<sup>7</sup>. Une expression militaire concluante de ces structures est constituée par les fortifications de Fundul Hertii, Dersca, Cobila, Horodiștea, Ibănești, Baranca, Alcedar, Echimăuți, Calfa, Merești, Tudora, Ivănești, Poiana de Cetate, Pocreaca, Strimba, Slon, Comana, Blandiana, Laz, Chinari, Morești, Moldovenesti, Dăbica, Cuzdrioară, Șirioara, Bulci, Sona, Cluj-Mănăstur, Ujgorod, Voivozi, Biharea, Cenad, Glogovaț (Vladimirescu), Pincota, Ursca (Orșova)<sup>8</sup>. La terminologie des structures féodales embryonnaires, *knězats* et *voivodats*, reflète en même temps l'assimilation des migrants, les termes *kněze* et *voivode* étant respectivement les adaptations roumaines du germanique *Könige* et de son correspondant slave. Une autre étape est celle des pays, les *țări* (terres) roumaines, dont plus de vingt sont identifiées dans les sources écrites : l'Oaș et le Maramureș, le Chioar-Lăpuș, le Năsăud, le Bihor, la Transylvanie, le pays de l'Olt transylvain ou Făgăraș, la Bîrsa, le Zarand, l'Almaj, le Hațeg, le Severin, le Lythua, le Romanati, la Vlașca, la Cărvuna, la Vrancea, le Severin, le Pays des Roumains du Danube maritime, la Parathalassia de Cetate Albă, le Pays de Bolohoveni, le Sepeniț, le Pays moldave de la rivière Moldova etc.



Ce tableau est complété par des forêts (*sylvae*) telles l'Ardud (Codru ou Sylvania), le Teleorman, l'Adiorman, la Vlăsia, le Tigheci, et des plaines (*cimpulunguri*) — celles des Muscel ou celles du cours supérieur de la Moldova.

Les anciennes annales *Gesta Hungarorum*, rédigées vers 1200 par un anonyme, «l'edit P., magistre et notaire» du roi Béla de Hongrie, présentent le développement étatique roumain dans le bassin carpatique pendant le bref intervalle de temps écoulé entre l'effondrement du pouvoir avar sous les coups de l'Empire carolingien et le commencement des invasions avec la migration des Hongrois. Le versant ouest des Carpates occidentales était recouvert par deux duchés qui s'étendaient jusqu'à la Tisza, le duché de Menumorut au nord du cours inférieur du Mureș, et celui de Glad au sud. De l'autre côté des montagnes, au delà du Codru (Sylvania), sur le plateau intracarpatique, il y avait un autre duché, «*Țara Ultrasilvană*», sur lequel régnait Gelu le Roumain<sup>9</sup>.

On trouve dans les annales des références à la structure socio-militaire des formations étatiques roumaines. Les habitants (*habitatores*) étaient partagés en combattants (*militēs*), archers (*sagittarii*), soit pédestres (*pedites*), soit cavaliers (*equites*), soit ceux qui vivaient aux environs des cités et avaient le devoir de contribuer à la défense de celles-ci. Les combattants formaient l'armée du pays, destinée aux affrontements sur le champ de bataille ou à la résistance dans les fortifications. Parmi ces fortifications, la chronique mentionnait celles du Bihor, du Sătmar, «la forteresse située près de la rivière Someș» dans les contrées ultrasylvaines, de même que les places fortes de Cuvin, Horom et Urschia. En ce qui concerne l'architecture militaire, la forteresse du Bihor avait une enceinte entourée d'une muraille (*murum*), assez large pour protéger les combattants et leurs biens. La forteresse était entourée d'un fossé (*fossa*), modalité commune, attestée par les fouilles archéologiques. Dans la pratique militaire du temps, outre les fortifications, tout obstacle naturel — les cours d'eau, tels celui du Cris, les massifs montagneux et les bois (spécialement aménagés, comptant des ruchers (*indagine*) et des abattis) — contribuait à échelonner la défense dans la profondeur du territoire, ce qui s'avérait très utile dans le cas d'une résistance de durée<sup>10</sup>.

À la tête de la hiérarchie politique se trouvait le *duce* (duc) (le «duc du Bihor», le «duc d'au-delà de la forêt» — «ultrasylvain» ou encore le «duc des Roumains») ou bien, selon une source hagiographique, la *Légende de Saint Gérard*, le chef politique était appelé *principe* (prince), tel celui de la ville de Morisena, du duché du Banat. Le titre de duc, utilisé par les autochtones<sup>11</sup> et expressément consigné dans la chronique du Notaire anonyme, reflète les liens poli-

tiques extérieurs des États roumains avec l'Empire byzantin, où cette dignité était en usage. Dans les milieux roumains, le terme *duce*, d'origine latine, était doublé de celui de *voievod*, qui finit par le remplacer peu à peu sur tout le territoire carpatodanubien-pontique. Le caractère roumain traditionnel de l'institution du voïvodat a été démontré par notre éminent historien et philologue Ioan Bogdan<sup>12</sup>, lequel a également établi la spécificité des attributions du voïvode chez les Roumains, par rapport à celles du monde slave.

Par ailleurs, la succession de la dignité voïvodale et ensuite princière au Banat, dans la famille de Glad, par la présence ultérieure à la tête de l'État du neveu de celui-ci, Ahtum, est attestée documentairement. Les fouilles archéologiques et les recherches historiques d'anthropologie sociale entreprises au Maramureș ont mis en évidence l'existence, au cours du haut Moyen Âge roumain, d'une étape de connexion des fonctions politico-militaires et sacerdotales dans une même personne et, ultérieurement, dans une même famille<sup>13</sup>.

Le caractère spécifiquement roumain de l'institution du voïvodat à l'intérieur de l'arc carpatique est également prouvé par la perpétuation, jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, du nom officiel du pays : le *voïvodat de Transylvanie*. Ce caractère est en même temps soutenu par la persistance des autonomies socio-économiques et politiques roumaines, des pays et des districts du Maramureș, du Chioar, de ceux du Banat etc.

Les fouilles archéologiques et les recherches linguistiques confirment essentiellement le sens des *Gestes* hongroises, œuvre du notaire anonyme du roi Béla. C'est ce qui rend d'autant plus étrange — après les remarquables résultats enregistrés par la critique historique hongroise à la fin du siècle dernier et pendant les premières décennies du nôtre, résultats marqués par les noms de Sándor Szilagyi, Imre Szentpétery, Gyula Pauler, Bálint Homán — la nouvelle démarche de l'historiographie académique du pays voisin, sa tentative de contester toute valeur à l'œuvre du notaire anonyme. Il s'agit là du cas unique d'une culture qui renie ses fondements, dans un effort visant à discréditer le principal monument de la littérature hongroise ancienne. Tentative fondée sur une pénible contrefaçon des données de la toponymie, qui, selon une logique aberrante, peuvent refléter en même temps les noms de personnages historiques réels, s'ils sont des Hongrois, et fabuleux, s'ils appartiennent au passé roumain. L'atteinte portée au statut de la toponymie historique s'ajoute à la profanation de la mémoire du plus grand érudit hongrois du XII<sup>e</sup> siècle. Pareillement à d'autres attaques audacieuses à l'adresse de la vérité historique, celle dirigée contre les *Gestes* hongroises n'a aucune chance d'atteindre son but. L'œuvre du Notaire anonyme reste un monument fonda-



mental du passé commun des peuples roumain et hongrois.

Ainsi, à la lumière de la restitution d'Anonymus, des diverses sources littéraires et linguistiques, l'évolution étatique roumaine de l'Antiquité au Moyen Âge classique présente un modèle propre, synchrone avec les autres cristallisations politiques qui se trouvent à la base de l'Europe moderne.

### SERGIU IOSIPESCU

<sup>1</sup> Ion Nestor, Eugenia Zaharia, Raport preliminar despre săpăturile de la Bratel, jud. Sibiu (1959—1972), in MCA, X, 1973, pp. 191—201.

<sup>2</sup> N. Gudea, Vasul cu inscripție creștină de la Moigrad. Contribuții la istoria creștinismului în Dacia după retragerea aureliană, in «Acta Musei Porolissensis», 3, 1979, pp. 515—523.

<sup>3</sup> Dimitrie Onciul, Scrieri istorice, ed. Aurelian Sacerdoțeanu, vol. II, București, 1958, pp. 308—309.

<sup>4</sup> V. Bogrea, Originea românească a sat, in «Dacoromania», I, 1921, pp. 253—257.

<sup>5</sup> Valentin A. Georgescu, Instituțiile statelor românești de sine stătătoare, in Constituirea statelor feudale românești, București, 1980, p. 233.

<sup>6</sup> N. Iorga, România dunăreană și barbarii în secolul al VI-lea, in N. Iorga, Studii asupra evului mediu românesc, ed. Șerban Papacostea, București, 1984, pp. 29—37.

<sup>7</sup> Ștefan Olteanu, Societatea românească la cumpăna de mileniu, București, 1983, p. 22—57.

<sup>8</sup> Istoria militară a poporului român, vol. I, București, 1984, pp. 261—271.

<sup>9</sup> Radu Popa, Istoria militară a poporului român, vol. I, pp. 273—285.

<sup>10</sup> Scriptores Rerum Hungaricarum, ed. E. Szentpétery, vol. I, Budapest, 1937, p. 40 et suiv.

<sup>11</sup> Mircea Rusu, Cetățile transilvănene din secolele IX—XI și importanța lor istorică, in «Ziridava», X, 1978, p. 161.

<sup>12</sup> Ioan Bogdan, Originea voievodatului la români, in Scrieri alese, ed. Gh. Mihăilă, București, 1968, pp. 165—179.

<sup>13</sup> Radu Popa, Premisele cristalizării vieții statale românești, in Constituirea statelor feudale românești, pp. 30—31.



Une carte inédite du globe terrestre. Elle est signée du monogramme A Certel, près duquel se trouve inscrite l'année de réalisation : 1590. La carte, en couleurs, est richement ornementée de motifs géométriques et végétaux. Le continent européen apparaît sur un fond vert. S'y trouvent mentionnés une série de pays, dont Italia, Hispania, Gallia, Germania, Graecia, Russia. En ce qui concerne notre pays, on y observe, superposé à grandes lettres à l'espace correspondant aux trois pays roumains, le mot Dacia, comme anticipant le «Siècle de l'Union» de Michel le Grand. Un exemplaire similaire se trouve à la Bibliothèque de l'Université d'Amsterdam.

IONIȚĂ DUMITRU — Bistrița



# La formation...

(Suite de la pag. 25)

participé, par des éléments de civilisation matérielle et spirituelle, à la grande symbiose. La structure de fond du peuple dace n'a été néanmoins par altérée, car une importante partie de ses traits distinctifs se conservèrent. C'est ainsi que le peuple roumain est né, comme résultat de la symbiose daco-romaine aux I<sup>er</sup>—III<sup>e</sup> siècles de notre ère, dans le domaine de la vie matérielle et spirituelle déroulée aussi bien dans la province romaine de Dacie que sur tout le territoire de la Dacie libre.

Par conséquent, le peuple roumain s'est formé et a affirmé son identité distincte dans une période qui remonte à voici près de deux mille ans, et non pas au IX<sup>e</sup>, au Xe ou au XIII<sup>e</sup> siècle, ainsi que certains historiens étrangers tentent de démontrer en contrefaisant des vérités fondamentales de notre histoire, poussés par des intérêts politiques qui sont loin de servir la cause du rapprochement entre les nations. À l'encontre de ces affirmations tendancieuses, nous soulignons

avec toute la certitude la vérité historique indubitable que le peuple roumain est le descendant direct et légitime du peuple gëto-dace qui, durant la période de contacts directs avec les Romains a emprunté à ceux-ci la langue et les éléments fondamentaux de civilisation.

<sup>1</sup> Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 14, Editura Politică, București, 1977, p. 31.

<sup>2</sup> V. Pârvan, Începuturile romane la gurile Dunării, ediția a II-a, București, 1974, p. 39.

<sup>3</sup> M. Macrea, Viața în Dacia romană, București, 1969, pp. 29—43.

<sup>4</sup> V. Boldur, apud col. dr. Gheorghe Tudor, Armata geto-dacă, București, 1986, p. 177.

<sup>5</sup> S. Mehedinți, Coordonate geografice, București, 1930, p. 94.

<sup>6</sup> Istoria militară a poporului român, vol. I, Editura Militară, București, 1984, pp. 182—229.

<sup>7</sup> D. Protase, Autohtonii în Dacia, București, 1980, pp. 42—154.

<sup>8</sup> \*\*\* Inscriptiile Daciei Romane, vol. III/2, București, 1980, nr. 2.

<sup>9</sup> General-locotenent Dr. Ilie Ceaușescu, Transilvania străvechi pământ românesc, București, 1983, pp. 14—15.

<sup>10</sup> I. Ioniță, Din istoria și civilizația dacilor liberi, Iași, 1982, pp. 14—88 ; Gh. Bichir, Geto-dacii din Muntenia și epoca romană, București, 1984, pp. 86—136.

<sup>11</sup> I. I. Russu, Etnogeneza românilor, București, 1981.

## L'ÉTABLISSEMENT DE POPULATIONS ÉTRANGÈRES SUR LE TERRITOIRE ROUMAIN ET L'INTÉGRATION DE CELLES-CI DANS LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU PEUPLE ROUMAIN

par CAMIL MUREȘAN

professeur d'université, docteur en histoire

Le peuple roumain — peuple sédentaire par excellence — fut confronté, dès le début de son existence, à une réalité nommée, dans l'historiographie, «invasion des peuples migrants». Certains de ces peuples n'ont fait que traverser le territoire roumain, d'autres se sont établis dans l'espace des Carpates, du Danube et de la mer Noire, peuplé de Roumains. L'établissement

dans ces contrées des populations dont descendent les citoyens roumains appartenant aux nationalités cohabitantes est, pour la grande majorité de celles-ci, assez ancienne, et c'est, donc, à juste titre qu'on peut apprécier qu'en fait, la patrie de ces citoyens est la Roumanie. Ces populations ont contribué le long des siècles au développement de la culture et de la civilisation en ces

contrées et ont lutté, côte à côte avec le peuple roumain, contre les oppresseurs et pour l'édification d'un avenir meilleur. Leur physionomie même diffère de celle de leurs ancêtres.

L'établissement de ces groupes ethniques dans diverses régions du territoire roumain date, en général, de l'époque de la grande migration des populations, qui a eu lieu entre le retrait de l'admi-



nistration et de l'armée romaines et le XIII<sup>e</sup> siècle.

Après le retrait de l'administration et de l'armée romaines de Dacie, le peuple roumain — formé par un processus complexe de symbiose des Daces et des Romains — est demeuré dans ses foyers ancestraux, sur son territoire d'origine. Il allait être confronté, des siècles durant, au passage des vagues successives de populations migratrices. Les premières populations de ce genre à s'être établies à l'intérieur de l'ancienne province romaine furent de souche germanique (Goths, Gépides). Ces populations ont laissé de nombreuses traces, dont certaines de grande importance. La plus connue d'entre elles est le «Trésor de Pietroasa», d'origine probablement wisigothique (ou, selon d'autres hypothèses, de circulation plus restreinte, ostrogothique), lequel est probablement resté sur le territoire actuel de la Roumanie au moment de l'exode des tribus germaniques vers la Péninsule Balkanique devant la terrifiante invasion des Huns, au IV<sup>e</sup> siècle de notre ère.

L'on a affirmé que certains mots d'origine germanique existant en Roumain auraient été empruntés de ces populations; en fait, les termes germaniques de cette provenance sont bien moins nombreux que ne l'ont cru, à un moment donné, ceux qui ont fait des recherches en la matière<sup>1</sup>.

Ni les Huns, ni les Avars — bien qu'ayant atteint une puissance militaire remarquable et ayant constitué des unions de tribus recouvrant d'amples étendues — n'ont laissé dans l'histoire du peuple roumain des traces durables. A partir du VI<sup>e</sup> siècle, des Slaves ont pénétré sur le territoire de notre patrie et s'y sont fixés. Ils ont contribué à l'enrichissement du lexique de la langue roumaine — langue qui, à l'époque

respective, était déjà formée dans sa structure essentielle.

A la fin du IX<sup>e</sup> siècle, les Hongrois ont pénétré dans la Plaine Pannonienne, empruntant les cols des Carpates Boisées. Population d'origine finno-ougrienne, ayant leur territoire d'origine quelque part sur la Volga supérieure et dans le bassin de la Kama, affluent de ce fleuve, les Hongrois ont migré vers le sud et se sont fixés, pendant un certain temps, au nord des bouches du Danube et de la mer Noire. De là, suite aux attaques continuelles des Pétchénéges, population de souche turque, ils sont allés s'établir en Pannonie.

Les Hongrois ont fondé, comme on le sait, un Etat qui, par des conquêtes, s'est accru dans toutes les directions et s'est consolidé grâce à l'adoption du christianisme et au développement de la société féodale, dans le cadre d'un processus assez rapide de sédentarisation, déterminé par le passage du stade d'éleveurs de bétail à celui de cultivateurs de la terre. Leur expansion territoriale a déterminé la résistance des Etats pré-féodaux roumains qui s'étaient constitués sur les rivières Criș, Someș et Mureș.

La chronique d'Anonymus et d'autres sources écrites, confirmées par les recherches archéologiques effectuées dans le bassin intracarpatique, attestent cette réalité. On voit donc combien tendancieuse et fautive est l'assertion — que nous avons, avec amertume, retrouvée dans certaines «Histoires» — selon laquelle les dirigeants mentionnés nominalelement dans de précieux écrits historiques et les actions de résistance entreprises par ceux-ci contre l'expansion hongroise sont considérés comme des «personnages romantiques» et, respectivement, comme des «lutes sans importance».

Car on sait bien qu'Arpad avait envoyé des ambassadeurs justement chez ces «personnages» pour leur demander à céder certaines de leurs terres, terres pour la défense desquelles, aussitôt, tout un peuple s'est dressé fermement, les armes à la main. Alors, si ce territoire «n'appartenait à personne», pourquoi avoir envoyé des ambassadeurs?

Un cas spécial est celui de la population Szekler, établie dans l'est de la Transylvanie. Les différences existant entre la langue parlée par les Szeklers et le hongrois proprement dit, auxquelles s'ajoutent l'organisation sociale spécifique et certaines traditions propres à la société szekler, attestées le long du Moyen Âge, montrent que l'origine des Szeklers n'est pas identique à celle des Magyars. Les Szeklers étaient, une tribu apparentée, soumise et attirée dans l'orbite des tribus magyares à un certain moment de la migration de ces dernières, et qui était chargée de missions de combat à l'avant-garde et de garde des zones exposées des territoires récemment conquis. Ceci expliquerait leur établissement à l'extrémité est du territoire conquis par les Magyars, dans une zone où ils ont conservé une organisation militaire spécifique et des missions de garde de la frontière.

Le royaume féodal hongrois a encouragé, pour des raisons économiques et militaires, des colonisations dans le sud de la Transylvanie également. Dès la fin du XII<sup>e</sup> siècle, un acte papal fait mention des «hôtes» existant dans la région mentionnée, les appelant «flamands» («flandrenses»). C'est le plus ancien document faisant mention de l'établissement des Saxons en Transylvanie, établissement qui, selon certaines sources, aurait eu lieu à partir du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, à savoir durant le règne



du roi hongrois Geza II (1141—1161). La colonisation des Saxons en Transylvanie a continué en plusieurs étapes. En 1224, leur nombre était suffisamment important et la superficie des terres qu'ils occupaient assez étendue pour que le roi André II leur accordât un privilège solennel, incluant, par ses stipulations, un territoire s'étendant entre Orăştie et le Pays de Bârsa<sup>2</sup>. Bien que nommés „Saxons“, ces colons germaniques n'étaient pas originaires de la Saxe actuelle, ni de la Saxe Inférieure, ou Basse-Saxe, grand-duché ayant existé, aux IX<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècles dans le nord-ouest de l'Allemagne. Leurs lieux d'origine, identifiés à partir des particularités de leur dialecte, semblent avoir été les régions du Luxembourg<sup>3</sup>, de Franconie et de Thuringe. Les Saxons ont eu une contribution importante au développement matériel et spirituel de la Transylvanie. Ils ont pratiqué les métiers artisanaux et le commerce, ont développé les villes. Les Saxons ont introduit en Transylvanie des techniques de construction et, les mettant en pratique, avec le concours du peuple roumain majoritaire ont érigé d'imposantes fortifications (murailles qui ceignaient des villes dont Sibiu, Braşov et Sighişoara), des édifices de culte de grande valeur artistique (Sebeş, Braşov), ainsi que les nombreuses églises-forteresses, qui servaient de places fortes aux localités de moindres dimensions et qui, répandues dans le sud de la Transylvanie, ont représenté autant de points de résistance dans le combat de défense contre les incursions des Ottomans.

La population serbe qui vit dans la région du Banat s'y est établie notamment lors de l'avance des Ottomans dans la Péninsule Balkanique et après la conquête, par ceux-ci, de l'Etat serbe (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles); une date anté-

rieure ne peut, cependant, pas être totalement exclue. Quand les Ottomans ont conquis le Banat aussi, le transformant en pachalyk (1552), la circulation entre le territoire de l'ancien Etat serbe et le Banat est devenue plus aisée: le fait que tous ces territoires se retrouvaient maintenant sous le même régime d'occupation ottomane était propice à des déplacements de population, et des Serbes en ont profité pour aller se fixer dans les zones périphériques de l'Empire, dans l'intention de s'évader au-delà de la frontière de celui-ci, pour échapper à l'exploitation féodale, aux charges fiscales et à l'oppression administrative auxquelles ils étaient sujets. Le processus a continué, voire s'est accentué quand les Ottomans ont été chassés d'Europe centrale, de Transylvanie et du Banat (1683—1718); la population serbe, qui opposait une résistance ferme à l'occupant de son pays, trouvait souvent refuge devant la répression dans les régions sises au nord du Danube et de la Sava.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, quand les Ottomans eurent été chassés d'Europe centrale et la Hongrie, la Transylvanie et le Banat eurent été conquis par l'Empire des Habsbourg, la cour impériale de Vienne a encouragé une nouvelle vague de colonisation d'éléments d'origine allemande. Ces colonisations ont commencé vers 1723, se déroulant en plusieurs étapes: 1723—1726, 1763—1773 et 1782—1787. Etablis pour la plupart dans le Banat, mais aussi, en plus petit nombre, dans les environs de la ville de Satu Mare, les «Souabes», constituèrent le second groupe ethnique allemand, comme importance, groupe ethnique qui vit de nos jours également sur le territoire de notre patrie. Ces colons allemands provenaient surtout du duché de Wurtemberg ainsi que d'Alsace,

région qui, au Moyen Âge, était nommée Souabie: de là, le nom qu'on leur a attribué.

Du fait de la longue coexistence avec le peuple roumain et de la lutte menée aux côtés du celui-ci, les citoyens d'autre nationalités ont acquis une physionomie spécifique, différant de celle de leurs ascendants. Ils participent directement à l'accomplissement du complexe processus d'homogénéisation sociale dans la patrie commune...

Les populations qui se sont établies le long du temps sur le territoire de notre patrie ont non seulement contribué au développement économique, par leur travail quotidien, mais ont également lutté, aux côtés du peuple roumain, pour la défense de la patrie commune contre tous les envahisseurs de l'extérieur et contre les oppresseurs du rang des classes exploiteuses de l'intérieur<sup>4</sup>.

On peut citer maints moments illustratifs de cette tradition de lutte conjointe; tels que: les grandes révoltes paysannes de la Transylvanie féodale; la présence des Szekler, aux côtés des Roumains, dans les combats de défense livrés sous la conduite d'Etienne le Grand et de Michel le Brave; le rôle des villes saxonnes dans la vitalisation du commerce entre les trois pays roumains; la collaboration lors de la révolution de 1848, puis, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans le cadre du parti social-démocrate et des luttes révolutionnaires de la classe ouvrière.

En 1918—1919, la population de nationalité allemande de Transylvanie et du Banat a déclaré son adhésion à l'union de la Transylvanie avec la Roumanie, par des rassemblements populaires tenus à Mediaş et à Timişoara. Des déclarations similaires ont été également faites des rangs des nationalités magyare et serbe, exprimant



le désir de vivre ensemble avec le peuple roumain, dans le cadre du même Etat, de la même patrie.

Dans les années de l'édification du socialisme, cette coexistence a acquis des dimensions et des significations nouvelles et profondes. «...Dans tout ce qui a été accompli dans notre pays dans les années de la construction socialiste — montrait le secrétaire général du parti —, dans tout le développement économique et social de la patrie, se trouve incorporé le travail des Roumains, des Magyars, des Allemands, de tous les citoyens, sans distinction de nationalité, qui édifient, sur le sol de la Roumanie l'avenir libre, en indépendance — l'avenir communiste»<sup>5</sup>. Cette fraternité dans le travail et la lutte pour les idéaux communs à toute la nation est le

fruit de la politique de notre parti relative aux nationalités, politique par laquelle l'on a assuré à tous les citoyens, sans discrimination, la totale égalité des droits, dans le sens réel — et non purement déclaratif — du terme. Cette politique est et sera poursuivie avec esprit de suite. „Notre parti et notre Etat socialiste — disait le camarade Nicolae Ceaușescu lors de la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'Etat national unitaire — veilleront en permanence à ce que soient fermement appliqués dans la vie les principes du socialisme scientifique dans le problème national, que soient respectée la totale égalité des droits et soient créées les conditions requises pour assurer la participation active de tous les citoyens, sans distinction de natio-

nalité, en tant que fils dignes et libres de la patrie commune, à la direction de la société, considérant ceci comme une partie composante de l'œuvre d'édification du socialisme multilatéralement développé en Roumanie...”<sup>6</sup>

<sup>1</sup> C. Diclescu, Die Gepiden, Leipzig, 1922.

<sup>2</sup> Pour des raisons militaires, le même roi avait fait venir, en 1210, dans le Pays de Bârsa, des membres de l'ordre monacal militaire des Teutons, mais, peu après (1225), suite à des différends, les avait chassés.

<sup>3</sup> C'est de qui explique, probablement, le nom de «flandernes» qui apparaît dans les documents...

<sup>4</sup> Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 5, pp. 829—830.

<sup>5</sup> Nicolae Ceaușescu, op. cit., vol. 7, București, Editura Politică, 1973, p. 558.

<sup>6</sup> Nicolae Ceaușescu, op. cit., vol. 17, București, Editura Politică, 1979, p. 286.

## L'HISTORIOGRAPHIE HONGROISE ET LE CHRONIQUEUR ANONYMUS:

### de la reconnaissance à la contestation

par LIVIU BORCEA  
docteur en histoire

L'une des sources narratives de base relatives à l'histoire du moyen âge en Europe centrale, source dont on a beaucoup discuté et qui ne peut être négligée lors de toute approche de l'histoire des peuples de la région concernée, est la chronique due au notaire anonyme (et pour cela, justement, dénommé Anonymus par l'historiographie) de l'un des quatre rois de Hongrie ayant porté le nom de Béla, chronique connue sous le titre de GESTA HUNGARORUM. Source d'importance majeure pour l'histoire du peuple hongrois, dont elle présente les débuts, cette chronique représente une importante source d'information pour l'his-

toire du peuple roumain aussi, car elle atteste ce que, entre temps, l'histoire, l'archéologie, la linguistique et la toponymie ont prouvé: la continuité ininterrompue de l'habitation du peuple roumain dans l'espace carpatodanubien-pontique.

Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire au moment où elle était intégrée au circuit scientifique, cette chronique représentait l'un des — à l'époque — peu nombreuses sources narratives à attester la présence des Roumains dans l'espace géographique mentionné, mais, depuis, d'autres sources de ce genre, parues dans différents pays et provenant de différents milieux, sont venues



s'ajouter à celle-ci, en soulignant et enrichissant d'arguments nouveaux ce qui se trouvait mentionné dans les *Gesta Hungarorum*. L'historien roumain Dimitrie Onciul remarquait, à juste titre, au sujet de la chronique d'Anonymus : «Notamment pour ce qui est de l'histoire des Roumains en Dacie, elle constitue la plus précieuse source historique pour l'époque concernée. L'authenticité des informations fournies par Anonymus à ce sujet, contestée par Roesler et ses adeptes, est confirmée par des recherches plus récentes»<sup>1</sup>.

La chronique d'Anonymus se trouve aujourd'hui à la bibliothèque Széchényi, à Budapest, où elle fut transférée en 1932 de la Bibliothèque nationale de l'Autriche (Österreichische Nationalbibliothek). Elle est écrite sur 24 feuillets (donc 48 pages) de parchemin, ayant le format 17×24 cm. Le manuscrit n'est pas orné de manière particulière. Le texte est écrit en minuscules gothiques, les titres sont écrits à l'encre rouge et le seul ornement se trouve à l'initiale «P», première lettre du texte. Le manuscrit n'a pas de page de titre, de sorte que le texte commence au verso du premier feuillet, c'est-à-dire en page 2, par le titre *Incipit prologus in gesta Hungarorum* (Commence le prologue à la geste des Hongrois).

Le «maître» anonyme s'est donc résolu à écrire «suivant l'exemple de divers historiens»<sup>2</sup>, concluant qu'«il vaut mieux que l'on sache, clairement, la vérité, par l'examen sûr des documents écrits et par l'interprétation des faits historiques»<sup>3</sup>.

La chronique d'Anonymus fut publiée pour la première fois en 1746, à Vienne, par Johannes Georgius Schwandter, dans la collection *Scriptores Rerum Hungaricarum*, avec une préface appartenant à l'érudit slovaque Matej Bel.

Le contenu de celle-ci fut accepté, lors de sa publication, comme la plus vraisemblable relation de l'établissement des tribus hongroises dans la plaine Panonienne. Le succès qu'enregistra l'ouvrage est d'ailleurs attesté par les éditions qui se sont succédé (deux éditions en 1747, puis en 1765, 1766, 1772). La première traduction en hongrois parut à Pest en 1790.

Il nous semble plus intéressant de nous en tenir à l'attitude de l'historiographie hongroise à l'égard de cette importante source narrative. Dès le début, il nous faut préciser que cette attitude a oscillé en fonction de la manière dont étaient portés les débats et des arguments que les historiens, les paléographes, les linguistes, les ethnologues invoquaient en faveur de l'une ou l'autre des opinions à l'égard de la crédibilité du texte. Il faut remarquer que le mouvement d'émancipation nationale des Roumains de Transylvanie — lesquels extraient des arguments historiques, entre autres, de cette chronique — a indirectement contribué à créer une certaine opinion défavorable à Anonymus aux rangs de l'historiographie hongroise.

Un des premiers à en avoir fait une analyse critique fut Kollár Ferenc Ádám, homme de confiance de Marie Thérèse et directeur de la bibliothèque de la cour impériale viennoise, lequel aboutit à la conclusion qu'il s'agissait d'un des plus véridiques ouvrages présentant l'histoire hongroise.<sup>4</sup> Un peu plus tard, un prêtre hongrois d'origine slovaque, Szklenár György, qui avait essayé de réaliser une description de la Grande Moravie, fâché de ne pas avoir trouvé chez Anonymus aucune mention relative à ses conationaux — lesquels, selon lui, étaient présents, à l'époque de l'arrivée des Hongrois, sur une aire qui s'étendait jusqu'en Transylvanie —, refuse d'accorder la moindre importance à l'auteur anonyme, le qualifiant de «menteur»<sup>5</sup>.

À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, certains ont poussé l'étude de la chronique sur la pente des discussions passionnées : cela s'expliquait par leur mécontentement à l'égard du décret de tolérance donné par l'empereur Joseph II, en 1781, et qui énonçait l'égalité des Roumains par rapport avec les autres «nations» de Transylvanie<sup>6</sup>. Quelques années plus tard, la Transylvanie allait être ébranlée par la révolution de Hores (1784), puis, en 1791, les Roumains ont adressé à l'empereur une supplique exprimant leurs doléances (*Supplex Libellus Valachorum*). À cette pétition, Iosef Karl Eder avit réagi en contestant la continuité des Roumains en Transylvanie. Par ailleurs, Cornides Dániel, disciple de Matej Bel, professeur d'héraldique et de diplomatique à l'Université de Budapest, étudia attentivement le manuscrit de la chronique d'Anonymus, établissant qu'il avait été rédigé pendant le règne de Béla III (1172—1196) ; l'un des arguments dont il étayait son affirmation consistait dans le fait que la chronique utilisait, pour désigner les Roumains, le terme de «blaci», mot qui, à l'époque du règne de Béla IV (1235—127) était utilisé sous la forme «valachi»<sup>7</sup>.

En 1827 et 1847, St. L. Endlicher fait de nouveau imprimer la *Gesta Hungarorum*, à Vienne. L'époque était agitée, les événements révolutionnaires approchaient. Plus tard, les débats continuent dans le monde germanophone, culminant, en 1860, par l'ouvrage d'Eduard Roesler, lequel contestait en totalité ce qu'affirme la chronique d'Anonymus, lançant sa bien connue théorie de l'immigration des Roumains dans l'espace carpatodanubien-pontique. Ses idées furent reprises par le linguiste magyar Hunfalvy Pál, qui, par le ton méprisant et passionné dont il aborde l'histoire des Roumains s'exclut de la sphère des débats scientifiques de la question. Son oeuvre<sup>8</sup> est traversée par la haine et ses «arguments» n'étaient en fait, que des répliques données au congrès des Roumains transylvains qui, en 1881, avait demandé l'autonomie de cette province roumaine<sup>9</sup>.

En 1883, une nouvelle édition de la chronique, due à Mátyás Flórian (M. Florianus) est imprimée, dans la collection *Historiae*



*Hungaricae fontes domestici*. Dans son commentaire de la chronique, cet éditeur est le premier à tenter d'interpréter la formule «*pascua Romanorum*» (pacage des Romains). Du dernier passage du IX<sup>e</sup> chapitre ressortent avec évidence deux aspects : 1. à leur arrivée dans la plaine Pannonienne, les Hongrois y ont trouvé les Slaves, les Bulgares et les «*blachii ac pastores Romanorum*» (les Valaques, c'est-à-dire les pâtres des Romains), réalité existant après la mort d'Attila, donc bien avant l'arrivée des Hongrois ; 2. l'auteur de la chronique précise : „de nos jours aussi les Romains paissent sur les terres de Hongrie»<sup>10</sup>. Dans ce dernier passage, Florianus — et d'autres, après lui — a vu une allusion pleine d'amertume à l'adresse de la papauté, dont les représentants «paissaient» les richesses de la Hongrie, se les appropriant, et, donc, «*pascua Romanorum*» serait une formule péjorative, utilisée dans ce sens. Même s'il en était ainsi, nous ne pouvons cependant pas ignorer la première partie de l'expression, qui présente les Roumains, «blachi, c'est-à-dire les pâtres des Romains», comme préexistant, dans la plaine Pannonienne et dans l'espace carpatique, à l'arrivée des Hongrois.

La véracité de ce passage est confirmée non seulement par la chronique de son compatriote Simon de Keza, qui a rédigé sa chronique vers 1282, sans connaître celle d'Anonymus, mais aussi par une „Géographie" anonyme, due à un prêtre franciscain ou dominicain qui écrivait que „entre la Macédoine, l'Achéa et Salonique se trouve un certain peuple très grand et répandu, au nom de Valaques (vlachi), lesquels autrefois aussi étaient pâtres des Romains et qui, à cause des terres fertiles et verdoyantes, vivaient autrefois en Hongrie où se trouvaient les *pacages des Romains*. Plus tard, étant chassés de là par les Hongrois, ils se sont enfuis en ces lieux-là" (les soulignements nous appartiennent — n.d.l'a.).<sup>11</sup>

De 1892 à 1896, en Hongrie l'on célébra le Millénaire — mille ans depuis l'établissement des Hongrois dans la plaine Pannonienne —, ce qui donna lieu à d'amples manifestations politiques qui visaient non seulement d'évoquer l'événement historique mentionné, mais aussi d'intimider les mouvements d'émancipation nationale de l'empire austro-hongrois.

Dans cette période, l'on dut de nouveau honorer Anonymus, car sa chronique était le seul document narratif qui décrivit l'établissement des sept tribus hongroises dans la Plaine Pannonienne. La célébration du Millénaire comprenait diverses manifestations telles que : une immense exposition rétrospective ; des inaugurations de monuments, dans diverses villes de Hongrie, évoquant des personnalités de l'histoire hongroise ; des congrès et réunions solennelles par professions, etc. Et, dans ce contexte, par exemple, la municipalité de la ville d'Oradea a passé au renommé peintre d'art monumental

Feszty Árpád une commande consistant dans un tableau destiné à la grande salle de l'Hôtel de ville, tableau qui devait évoquer un moment consigné par la chronique d'Anonymus, à savoir le mariage de la fille de Menumurut avec Zoltán, fils d'Árpád. Sur le site de la cité de Biharea l'on fit ériger un monument commémorant la bataille qui y avait été livrée au début du X<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. Les intérêts politiques du moment avaient rejeté au second plan les discussions relatives à la crédibilité des faits relatés par Anonymus. Les recherches en la matière ont ultérieurement continué et, en 1898, Sebestyén Gyula, directeur du Musée National Hongrois, fait paraître deux tomes sous le titre *Ki volt Anonymus?* (Qui a été Anonymus?), sans réussir à convaincre les deux grands spécialistes en la matière — Fejérpataki L. et Pauler Gy. — qui avaient lancé, au nom de l'Académie hongroise, un concours pour un ouvrage sur ce thème.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle paraît la plus massif ouvrage (plus de 1300 pages) traitant d'Anonymus<sup>13</sup>. L'auteur, Kubinyi Ferenc, y affirmait que l'anonyme avait été le notaire du roi Béla I<sup>er</sup>, et que tout ce dont il faisait mention était intégralement vrai. Au sujet de «*pascua Romanorum*» il formulait une nouvelle hypothèse, considérant que les «pâtres des Romains» qui paissaient les richesses de la Hongrie à l'époque du chroniqueur étaient les Allemands venus de l'Empire romain germanique en Pannonie à l'époque de Geza et d'Étienne I<sup>er</sup>. Il considérait que le style, l'onomastique et la toponymie indiquaient l'époque de Béla I<sup>er</sup>.

À la veille de la seconde guerre mondiale, un jeune historien des Archives Nationales de Budapest, Szilágyi Lóránd, consacre une vaste étude à l'ouvrage d'Anonymus, s'occupant de près de la crédibilité de celui-ci. Cette étude, parue dans la revue *Századok* en 1937, soulignait l'existence de très nombreux éléments qui pouvaient être acceptés, éléments qui avaient probablement été repris de gestes de date plus ancienne et offrant des informations plus correctes que celles fournies par des chroniques ultérieures. Le notaire anonyme, sur la base des traditions conservées dans le cadre des «gens» magyares qui se sont établies en Pannonie, donne une image correcte de l'établissement des Hongrois dans les contrées respectives. Szilágyi Lóránd affirmait que l'ouvrage d'Anonymus représente une source importante d'histoire de la langue, car il a conservé plus de 200 toponymes dans leur forme archaïque ; en même temps il affirmait que la chronique est une importante oeuvre historique, où histoire et littérature se conjuguent d'une manière spécifique aussi, par exemple, des chroniques françaises ou anglaises, sans pour cela entraîner une altération de l'information réelle. L'historien n'osait pas aller plus loin avec ses considérations, affirmant que la chronique contiendrait aussi des erreurs inhérentes, dont, entre autres, l'affirmation concernant



la présence des Roumains en Transylvanie avant l'établissement des tribus magyares<sup>14</sup>.

En 1937 également a paru la meilleure édition critique de la chronique d'Anonymus, due à Szentpétery Imre, par les soins de Jakubovich Emil et avec des notes de Pais Dezső<sup>15</sup>.

Après la seconde guerre mondiale, en 1946, I. Tóth Zoltán s'occupe des chapitres 24 à 27 de la chronique, lesquels relatent les luttes de Tuhutum avec Gelu le Roumain. Avant lui, Karácsonyi János, évêque catholique d'Oradea, devenu membre de l'Académie hongroise des sciences<sup>16</sup>, avait lancé une idée qui n'était venue à l'esprit de nul autre chercheur jusqu'alors : à son avis, cette partie de l'ouvrage, qui fait mention des Roumains de Transylvanie, aurait été interpolée au XIII<sup>e</sup> siècle par le copiste et, donc, n'aurait rien à voir avec l'original ! I. Toth Zoltán partageait, dans une certaine mesure, cette opinion, s'employant à démontrer que l'auteur a travaillé à sa chronique pendant deux décennies et que, à cause de cela, le texte comporterait certaines inadverances<sup>17</sup>.

Ces derniers temps, Györffy György, spécialiste de la géographie historique de la Hongrie médiévale, qui s'est occupé entre 1948 et 1975 de la chronique d'Anonymus, a essayé de contester en grande partie la crédibilité du contenu de celle-ci, affirmant qu'il s'agirait d'un écrit tendancieux, destiné à défendre les intérêts de la noblesse des «gens» hongroises face aux tentatives de centralisation excessive entreprises par la couronne. Il a affirmé qu'Anonymus n'aurait disposé d'aucune source relative à l'histoire de l'établissement des Hongrois en Pannonie. À son avis, à l'exception de certains noms propres et toponymes, tout n'y est qu'invention pure. Se fondant sur l'étymologie des toponymes, le chroniqueur aurait créé des anthroponymes et transformé ces noms de personnes en «figures de roman historique». Méconnaissant les réalités de cette partie de l'Europe au IX<sup>e</sup> siècle, Anonymus aurait placé à l'époque en question des réalités de sa propre époque, c'est-à-dire des environs de l'an 1200. En 1975, dans le but d'imposer davantage son point de vue, cet auteur a fait paraître une édition de la chronique en fac-similé, comorenant aussi une traduction du texte ainsi que toutes les invectives formulées à l'égard de l'auteur anonyme dans les ouvrages antérieurs<sup>18</sup>.

Enfin, les auteurs de l'*Histoire de Transylvanie* parue récemment en Hongrie sont purement et simplement fâchés contre Anonymus, lequel «n'a la moindre idée des événements véritables de l'établissement des Hongrois»<sup>19</sup>. Conséquents dans leur inconscience, ils se réfèrent, pourtant maintes fois, à divers passages de la chronique, y recherchant un support pour l'une ou l'autre de leurs affirmations. Les auteurs de cet

ouvrage démontrent, ainsi, que, près d'un quart de millénaire après la publication de la chronique et son introduction dans le circuit scientifique, ils ne peuvent pas, malgré leur attitude de fond à son égard, se dispenser de l'information qu'elle renferme. Des débats portant sur la datation de cet ouvrage ou sur sa conception, dans l'historiographie hongroise l'on est arrivé jusqu'à la contestation totale de la chronique, à laquelle l'on dénie toute crédibilité. Serait-ce là le dernier mot de la science historique du pays voisin à l'égard de cet important érudit, ou bien avons-nous à faire à la manifestation d'une aversion temporaire (qui, il est vrai, est commencée tout de suite après la seconde guerre mondiale et dure jusqu'à nos jours) ?

Quant à nous, nous ne pouvons que souscrire à ce qu'affirmait il y a une vingtaine d'années l'historien hongrois Melich János : «Anonymus a voulu écrire, avec les méthodes scientifiques de l'époque, l'histoire pragmatique de sa nation... tout homme de science devra situer le „fabuliste“ Anonymus là où il aurait dû être placé depuis longtemps du fait de son immense érudition et de ses vastes connaissances, à savoir au rang des plus remarquable historiens hongrois.»

<sup>1</sup> D. Onciul, *Scrieri istorice*, vol. I, București, 1968, p. 469.

<sup>2</sup> Bont Dares Frigius, auteur grec qui a vécu au V<sup>e</sup> siècle de notre ère et dont l'oeuvre a largement circulé au moyen âge, en traduction latine, étant la principale source d'information en ce qui concerne les guerres de Troie. Le «maître P.», Chaucer, Benoît de Saint More, Konrad de Wurzburg et d'autres auteurs s'en sont inspirés.

<sup>3</sup> G. Popa-Lisseanu, op. cit., p. 72.

<sup>4</sup> Cs. Csapodi, *Az Anonymus-kérdés története (L'histoire de la question d'Anonymus)*, Budapest, 1978, p. 20.

<sup>5</sup> Ibidem, p. 23.

<sup>6</sup> N. Stoicescu, *Continuitatea românilor*, București, 1980, p. 25.

<sup>7</sup> Cs. Csapodi, op. cit., p. 29.

<sup>8</sup> Die Rumänen und ihre Ansprüche, Wien, 1883.

<sup>9</sup> N. Stoicescu, op. cit., p. 46-47.

<sup>10</sup> G. Popa-Lisseanu, op. cit., p. 32 et p. 81.

<sup>11</sup> Idem, ibid., vol. II, p. 17. Au sujet de la place d'Anonymus et de son oeuvre du paysage de l'historiographie de son époque, ainsi que de la manière dont il a été interprété dans l'historiographie hongroise, v. l'ouvrage de l'érudit Gh. I. Brătianu, *Tradiția istorică despre întemeierea statelor românești. (La tradition historique au sujet de la fondation des Etats roumains)*, București, 1980, p. 189-225.

<sup>12</sup> S. Borovszky, *Biharmegye és Naggyvárad (Le comitat de Bihar et Oradea)*, Budapest, 1900, p. 598.

<sup>13</sup> Béla király névtelen jegyzőjének kora és hitelessége (L'époque et l'authenticité du notaire anonymus du roi Béla), Balassagyarmat, 1902.

<sup>14</sup> Cs. Csapodi, op. cit., p. 88, p. 92.

<sup>15</sup> E. Szentpétery, *Scriptores rerum Hungaricarum ducum regumque stirpis Arpadianae gestarum*, vol. I, Budapest, 1937, pp. 13-117.

<sup>16</sup> V. des références in N. Stoicescu, op. cit., p. 54.

<sup>17</sup> Cs. Csapodi, op. cit., p. 94.

<sup>18</sup> Anonymus, *Gesta Hungarorum*, édition-facsimilé, introduction par Györffy György, avec traduction et notes de Pais Dezső, Budapest, 1975.

<sup>19</sup> Erdély története (Histoire de Transylvanie), vol. I, Budapest, 1986, p. 194.



# LA FORMATION DES ÉTATS FÉODAUX ROUMAINS INDÉPENDANTS—CONTRIBUTION DE MARQUE À LA RÉALISATION DE LA CONFIGURATION POLITICO-ÉTATIQUE DE L'EUROPE MÉDIÉVALE

par **DORINA N. RUSU**  
docteur en histoire

La formation des États féodaux roumains représente un moment de la plus haute importance dans le processus du devenir historique du peuple roumain, qui, ainsi que souligne le secrétaire général de notre parti, le camarade Nicolae Ceaușescu, a ouvert «la voie vers le développement des forces productives, a assuré la conservation des coutumes, des traditions, de la langue propre, et — à partir des intérêts économiques communs et de la communauté de territoire — a formé le peuple roumain, et plus tard la nation roumaine, l'État national unitaire»<sup>1</sup>.

Pour le peuple roumain, l'institution de l'État ne représentait pas une nouveauté; elle a chez les Roumains de profondes racines, qui remontent au I<sup>er</sup> siècle av.n.èr., lorsque le développement des forces productives, l'intensification des échanges commerciaux, l'amplification du danger extérieur avaient conduit à l'apparition de l'État dace centralisé et indépendant de Burebista, ayant atteint à son apogée sous Décébale. Seul un État puissant, avec une économie développée et une population nombreuse, aux structures intérieures bien articulées, aux relations extérieures étroites pouvait tenir tête à l'armée de l'Empire romain — le plus puissant du temps — luttant pour transmettre aux successeurs, libre et indépendant, le territoire hérité des ancêtres. Même après que les Romains eurent quitté la Dacie, le peuple roumain, resté vivre dans son foyer ancestral, a organisé ses propres formes institutionnelles. Élément constant de l'histoire roumaine, l'institution de l'État devait représenter au Haut Moyen Âge une préoccupation majeure, vers laquelle se dirigeaient tous les efforts, ce d'autant plus que les circonstances réclamaient la défense du territoire roumain contre les invasions des différentes populations migratrices qui voulaient occuper le territoire situé entre les Carpates, le Danube et la mer Noire.

Telles sont les circonstances dans lesquelles «le village est devenu pour une

longue période de temps — remarquait Nicolae Iorga — la forme naturelle d'organisation de nos ancêtres»<sup>2</sup>, ici prenant naissance une série de formations politiques — les communautés villageoises, dirigées par «des hommes bons et vieux», et les unions de communautés, dénommées de manière inspirée «romanies populaires», c'est-à-dire «pays de romanité nationale, dont la mémoire est perpétuée dans le nom de la Romagna italienne, des Romanches des Alpes, dans celui de Roumains, des Roumains de la péninsule des Balkans et du territoire de l'ancienne Dacie»<sup>3</sup>. Les communautés villageoises et les «romanies populaires» — entités étatiques aux fonctions économiques, politiques, militaires distinctes — ont représenté un véritable pont de liaison entre l'État géto-dace et celui féodal.

Le développement des forces productives et le changement du caractère des rapports sociaux sur tout le territoire roumain, de même que la nécessité d'accroissement de la force de résistance devant les expansions étrangères ont déterminé la transformation progressive des communautés et des unions de communautés villageoises en knézats et voïvodats, formations étatiques supérieures. Apparues sur tout l'espace roumain — intra- et extracarpatique — ces formations représentent en même temps une haute expression de l'unité du peuple roumain, mise en évidence non seulement par leur organisation similaire, mais aussi, et surtout, par le fait que dans leur formation on n'a pas tenu compte des frontières géographiques représentées par la chaîne des Carpates et le Danube.

En dépit de toutes les vicissitudes, à l'intérieur de l'arc carpatique — berceau de l'État de Burebista et de Décébale — les puissants voïvodats formés sur les rivières Someș et Criș et au Banat, qui s'affirment fortement à l'époque de Gelu, Glad et Menumorut, ont réussi à s'unir en un État indépendant et pleinement consolidé au IX<sup>e</sup> siècle — le pays roumain de Transylvanie —, organisé sous la forme d'un voïvodat. L'institution au-



tochtone du voïvodat, de vieille tradition, à dû, dès le début, tenir tête aux tentatives répétées de la royauté hongroise de s'emparer de cette partie du territoire roumain. Les tentatives des tribus hongroises établies dans la Plaine Pannonienne d'imposer une forme étatique, autre que celle autochtone, se sont heurtées à la résistance de l'État roumain existant à l'est de la Tisza, dont la force venait, avant tout, de la tradition du peuple roumain, qui repoussait tout ce



Les voïvodes Gelu, Glad et Menumorut, chefs de formations politiques roumaines constituées sur le territoire de Transylvanie aux VIII<sup>e</sup> — IX<sup>e</sup> siècles (sculpture de Pavel Mercea)

qui était étranger à sa structure et à ses intérêts. Le pays roumain de Transylvanie s'est maintenu en tant que voïvodat autonome — donc un pays souverain au point de vue constitutionnel — avec des organismes juridiques, ecclésiastiques, administratifs spécifiquement roumains, donc complètement différents de ceux du royaume de Hongrie. Ainsi qu'affirmait notre grand historien Nicolae Iorga, «de toutes les provinces se trouvant sous la domination de la couronne hongroise, la seule à avoir conservé comme chef un voïvode fut la Transylvanie»<sup>3</sup>, réalité reconnue, d'ailleurs, aussi par l'historien hongrois Farczády Elek : «Les rois de Hongrie ont dû accepter l'organisation séparée de la Transylvanie, avec des voïvodes puissants à sa tête, sous la pression de la nécessité, car le sentiment de l'indépendance était ici si profondément enraciné, que la formation étatique une fois constituée ne pouvait plus être arrêtée»<sup>5</sup>.

La vigueur du voïvodat transylvain a été mise en évidence lors de la grande invasion mongole de 1241—1242, qui a détruit des villages et des agglomérations urbaines, des biens et des vies humaines,

a désorganisé la vie économique, sociale, culturelle et politique. Elle n'a pu pourtant annihiler l'État roumain de Transylvanie, qui non seulement a résisté à l'orage, mais a trouvé les ressources intérieures nécessaires pour refaire ses structures après 1242. Pleinement consolidé, le voïvodat transylvain constituait ultérieurement un vrai modèle pour les autres États roumains, du sud et de l'est des Carpates, à la formation desquels il contribua d'ailleurs effectivement en vertu de liens durables, issus de la communauté d'intérêts — économiques, sociaux, culturels, politiques : le même développement socio-économique caractérisait tout l'espace d'habitation roumaine, la même langue, les mêmes traditions et coutumes unissaient tous les Roumains, les mêmes tendances expansionnistes les menaçaient. L'exemple du voïvodat transylvain — un État indépendant et puissant, reconnu comme tel tant à l'intérieur que dans les relations internationales — a été suivi de près par les formations politiques du sud et de l'est des Carpates.

Les attaques de plus en plus fréquentes et vigoureuses de la même royauté hongroise, qui tentait d'étendre sa domination sur tout l'espace roumain ont accéléré l'unification des formations du sud des Carpates en un État puissant, similaire à celui transylvain. Pendant la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, la direction d'une telle action est revenue à Basarab I<sup>er</sup>. Il a réuni sous son autorité les formations existant à gauche et à droite de l'Olt, jetant ainsi les bases du pays roumain de Valachie et devenant, sous le nom de Basarab le «Fondateur» un véritable symbole «des commencements, mais aussi de la continuité étatique en dignité, de la durabilité, des vertus et de la création roumaines»<sup>6</sup>.

Tout comme le pays roumain de Transylvanie, l'État féodal de Basarab s'est vu obligé de défendre son indépendance l'arme à la main, dans un affrontement inégal, où son armée se trouvait face à face avec une armée puissante, expérimentée, dirigée par Charles I<sup>er</sup> Robert d'Anjou. Mais, comme les ancêtres daces l'avaient fait jadis, les Roumains dirigés par Basarab se sont tous levés comme un seul homme, «ont fraternisé avec les bois et les montagnes», réussissant à opposer à la masse des envahisseurs leur amour du pays et leur volonté de défendre et consolider l'indépendance de l'État qui venait à peine de se former. Choissant habilement l'endroit de la bataille — un chemin «tortueux et fermé des deux côtés et d'un bout à l'autre par de hauts ravins»<sup>7</sup>, dans un endroit connu sous le nom de Posada — et utilisant tout ce que la nature environnante offrait, «la foule sans nombre des Valaques, du haut des ravins fonda de toutes parts en lançant des flèches sur l'ar-



mée du roi, qui se trouvait au fond d'une vallée profonde, qui n'en était à proprement dire une, mais, plutôt, une sorte de nef étroite, où à cause de la bousculade les plus lestes des chevaux et des soldats tombaient en lutte»<sup>8</sup> selon la description que la *Chronique peinte de Vienne* donne du dur combat de 9-12 novembre 1330. Pendant les quatre jours que dura la bataille, les Roumains ont su non seulement résister aux envahisseurs, mais aussi sceller l'indépendance de l'État féodal de Valachie par une éclatante victoire — «grande et totale, riche de conséquences, car la lutte suivait la direction naturelle de notre développement et se donnait sur notre terre protectrice pour les siens»<sup>9</sup>.

Dans l'espace roumain situé à l'est des Carpates, le processus de cristallisation, pendant la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, d'un État indépendant a suivi, en lignes générales, le même cours, ce qui prouve une fois de plus la vérité du développement unitaire de la société dans tout l'espace roumain. Les formations politiques qui existaient à l'est des Carpates se sont avérées assez puissantes, dès lors qu'elles ont réussi à résister aux pressions fréquentes venues de la part de la royauté hongroise ou à la grande invasion mongole du milieu du XIII<sup>e</sup> siècle. Qui plus est, elles ont réussi à établir des liens durables avec les formations politiques similaires de l'intérieur de l'arc carpatique où du sud des Carpates. C'est ainsi que s'explique l'aide reçue par Dragoș, voïvode de Maramureș, de la part du voïvode de Transylvanie, de même que le fait qu'il a été rapidement «adopté» par les milieux politiques

dirigeants roumains de l'est des Carpates. Les désaccords survenus entre les successeurs de Dragoș, de même que l'accroissement du danger extérieur ont été enrayés par Bogdan — ancien voïvode, jusqu'en 1343, du Maramureș — devenu le principal promoteur de la lutte pour la préservation de l'autonomie du pays roumain de Moldavie. Passant du Maramureș à l'est des Carpates, il a réussi non seulement à mettre fin aux dissensions locales, mais encore à consolider l'État et à éliminer le danger extérieur.

La constitution, au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, du troisième État féodal roumain — la Moldavie, dénommé ainsi d'après le lieu de départ du processus d'unification (la vallée de la Moldova) et pour la distinguer de «l'autre Valachie», du sud des Carpates, — a représenté une nouvelle victoire du peuple roumain sur la voie de la consolidation de son institution étatique. Du fait de sa position géographique, le pays roumain de Moldavie allait constituer pour les deux autres États roumains un véritable rempart devant les invasions étrangères venues du nord et de l'est, de même que les pays roumains de Transylvanie et de Valachie allaient protéger la Moldavie contre les éventuelles agressions du sud et de l'ouest. Leur développement similaire, qui allait jusqu'à l'identité, les étroites relations économiques, politiques, militaires, culturelles, les contacts permanents entre les Roumains des deux côtés des Carpates ont démontré, tout au long du Moyen Âge, que, par delà l'existence de trois États distincts, la lutte du peuple roumain avait pour but principal et légitime la reconstitution de l'ancienne Dacie de Burebista et de Décébale.

Enfin, toujours au XIV<sup>e</sup> siècle, sur le territoire compris entre le Danube et la mer Noire, prenait naissance, sous la direction du despote Dobrotiță, l'État roumain de Dobroudja qui, vers la fin du siècle, allait devenir une importance force politique dans le bassin occidental de la mer Noire et la péninsule des Balkans.

Par conséquent, au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, de nouvelles formations apparaissent sur la carte politique de l'Europe — les États féodaux roumains — qui se sont dès le début affirmés comme des États indépendants, dont on devait désormais tenir compte dans toutes les grandes actions entreprises au niveau européen. En dépit de l'existence de plusieurs États — le phénomène est d'ailleurs propre à la féodalité, où le pluralisme étatique peut être rencontré dans toute l'Europe, de France en Italie, d'Allemagne en Russie — «l'homogénéité de la structure économique, sociale et culturelle de tout l'espace habité de Roumains, la langue unitaire, de même que la puissante conscience de l'origine commune des ha-



Dans la galerie des princes roumains unificateurs, qui ont frayé le chemin vers le développement et l'affirmation de notre peuple, s'inscrivent les voïvodes Balica, Dobrotiță et Ioanču, des vieilles contrées roumaines du bas Danube et de la mer Noire (dessin de Florin Creangă)



bitants ont déterminé le développement de contacts permanents et de rapports multilatéraux entre les trois États. «**En permanence** — montre le camarade Nicolae Ceausescu — avaient lieu des échanges de biens matériels, une puissante circulation des idées, d'œuvres de culture et d'art et, par dessus tout, se cristallisait la conscience de la nécessité d'une lutte unie contre les agresseurs, contre les ennemis communs»<sup>10</sup>.

Événement aux significations et implications profondes pour le processus du devenir historique roumain, la constitution des États féodaux a représenté non seulement un moment de marque dans l'histoire nationale, mais aussi une contribution importante au patrimoine universel, les États roumains devenant des entités distinctes dans le cadre des relations internationales. Ils allaient faire obstacle aux invasions vers l'Europe occidentale, allaient être mentionnés dans des conventions et des traités, allaient servir de lieu de refuge ou de point de départ pour des actions entreprises par différentes personnalités étrangères.

Constitués par les efforts et la lutte du peuple roumain, les États féodaux ont maintenu intacte leur indépendance grâce

aux actions de ce même peuple, actions par lesquelles les Roumains préparaient les conditions pour s'unir entre les frontières de l'ancienne Dacie. 1600, «l'union d'un instant sous Michel le Brave», 1859, «la petite union» de la Moldavie et de la Valachie, 1877—1878, la proclamation et la conquête de l'indépendance absolue, 1918, le parachèvement de l'État national unitaire — ce sont là les pierres angulaires que le peuple roumain a mises au fondement de l'édifice de l'État roumain.

<sup>1</sup> Nicolae Ceausescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 11, București, 1975, p. 691.

<sup>2</sup> N. Iorga, Istoria românilor, vol. I partea a II-a, București, 1936, p. 353.

<sup>3</sup> Idem, La Roumanie danubienne et les barbares au VI-e siècle, Bucarest, 1924, p. 36.

<sup>4</sup> Idem, Români și slavi. Români și unguri, București, 1922, p. 48.

<sup>5</sup> Farczády Elek Az erdély vajdák igazságszolgáltatási katasköre és külödése 1437 előtt, apud Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, De la statul geto-dac la statul român unitar, București, 1983, p. 101.

<sup>6</sup> Constituirea statelor feudale românești, București, 1980, p. 7.

<sup>7</sup> Apud Istoria militară a poporului român, vol. I, București, 1984, p. 349.

<sup>8</sup> Ibidem, p. 350.

<sup>9</sup> N. Iorga, Istoria armatei românești, București, 1970, p. 43.

<sup>10</sup> Nicolae Ceausescu, România pe drumul dezvoltării construcției socialiste, vol. 3, București, 1969, p. 707.

## LA LUTTE PERMANENTE DU PEUPLE ROUMAIN

pour défendre l'indépendance et réaliser l'unité politique.  
La constitution de l'État roumain centralisé en 1600

par le **colonel VASILE MOCANU**  
docteur en histoire

La formation des États féodaux roumains indépendants — la Valachie, la Moldavie, et la Transylvanie — a ouvert la voie vers le développement des forces productives, de la culture matérielle et spirituelle, ont assuré la conservation de la langue propre, des coutumes, de l'identité même du peuple roumain, son évolution historique unitaire. Le fait que les Roumains ont vécu, longtemps durant, dans le cadre d'entités politico-étatiques différentes n'a pas affecté l'unité ethnique du peuple roumain, exprimée dans la communauté de langue et de culture, dans la similitude des structures politiques, économiques, sociales et militaires dans tout l'espace habité par les Roumains, dans des contacts permanents et des liens multilatéraux.

Le voisinage des États féodaux roumains avec de grandes puissances expansionnistes — les royaumes hongrois et polonais, l'Empire ottoman d'abord, les Empires autrichien et russe plus tard — «a fait que pendant plus de 400 ans notre peuple fit l'objet d'une permanente politique de domination étrangère, qu'il endurât de grandes privations, qu'il menât des luttes difficiles, afin de défendre sa liberté, son indépendance son identité, la terre ancestrale»<sup>1</sup>. Conscients du fait que les États roumains se trouvaient dans une zone où s'entrechoquaient les tendances expansionnistes de ces grandes puissances, les princes roumains ont eu recours, dans l'intérêt de la sauvegarde et de la continuité de l'État, tant à une tenace résistance armée, qu'à une diplo-

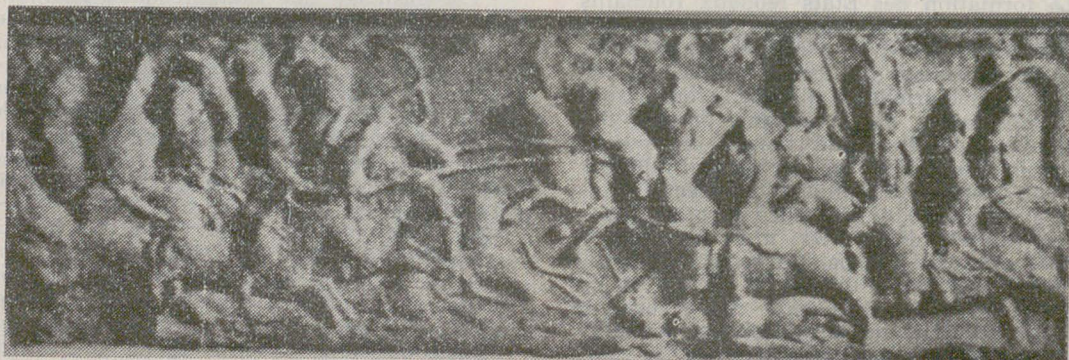


matie sage. Ils ont compris que, pour assurer la survie de leurs États, il était besoin, outre la consolidation intérieure, d'établir de vastes liens politiques, de connaître à fond l'ensemble des relations extérieures, de suivre attentivement les mutations politiques survenues dans le système des alliances, afin de savoir à tout moment d'où pouvait venir le danger principal et comment l'éviter. D'autre part, les dirigeants des États roumains ont compris, à partir de leur propre expérience, que l'indépendance et l'intégrité territoriale d'un État ne pouvaient être viables sans la constitution d'un système militaire puissant, sans le raffermissement de la capacité défensive du pays<sup>2</sup>. Par ailleurs, les Roumains ont dès le début compris la nécessité de la lutte commune contre le danger extérieur. Un fait significatif à cet égard est que, dès le temps de Basarab I<sup>er</sup>, dans les luttes contre les Tatars «un effort roumain commun s'est manifesté, pour la première fois, devant le danger étranger; à ces luttes ont participé, parfois dans le cadre des mêmes campagnes, tant les Roumains de Valachie, que ceux de Transylvanie et de Moldavie»<sup>3</sup>. Pareils moments allaient se multiplier par la suite, conduisant au renforcement de l'unité des Roumains des trois principautés sœurs.

C'est par la force armée et la capacité diplomatique que des princes tels Basarab I<sup>er</sup>, Vlaicu Vodă et Mircea l'Ancien, Bogdan I<sup>er</sup>, Petru Mușat et Alexandru le Bon ont préservé l'indépendance des pays roumains de Valachie et de Moldavie contre l'expansion tatare, hongroise, polonaise, ottomane et qu'ils ont réussi à réunir entre leurs frontières légitimes tous les territoires habités des Roumains, à faire croître le prestige des États roumains dans le cadre des relations internationales<sup>4</sup>. Leurs successeurs, Iancu de Hunedoara, Vlad l'Empaleur, Radu le Grand et Étienne le Grand, Radu d'Afumați, Petru Rareș, Ioan Voivode et Michel le Brave — brillantes figures d'hommes politiques et chefs d'armées — ont su faire de l'énergie populaire une résistance invincible, surtout devant la pression otto-

mane, mais aussi devant celles hongroise et polonaise, insuffler la confiance dans la victoire de la cause qu'ils défendaient — l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'être du peuple roumain —, obtenir des victoires de résonance internationale, et tout ceci dans les conditions où aucune aide ne venait du dehors et les États voisins — la Bulgarie, la Hongrie et la Serbie — étaient transformés en provinces (*pachaliks*) ottomanes. À Posada et Rovine, à Sibiu et Vaslui, à Baia et Codrîi Cosminului, Jilștea et Călugăreni, Șelimbăr et Guruslău, dans les places fortes de Suceava et Chilia, Hotin et Țirgoviste, Neamț et Bistrița, Cetatea Albă et Ciceu, Giurgiu et Timișoara et dans d'autres endroits de tout l'espace habité des Roumains, transformés en puissants bastions, veillant aux envahisseurs, dans nos montagnes et nos bois — frères du Roumain, comme dit le poète — on a écrit d'impérissables pages d'héroïsme sous l'étendard de la liberté et de l'indépendance<sup>5</sup>. D'autres noms de héros, de lieux mémorables, ornent, par leur éclat et leur signification de nombreux moments du long chemin du peuple roumain vers la liberté et la justice, vers l'unité et l'indépendance. «Le peuple roumain a inscrit beaucoup de pages glorieuses dans sa lutte pour la liberté et le socialisme — souligne le camarade Nicolae Ceaușescu. Les paroles ne peuvent exprimer la grandeur de ces luttes; elles confirment maintenant et confirmeront à travers les siècles la vitalité et la sagesse de notre peuple, qui, passant par de dures épreuves, en est sorti encore plus ferme et plus vigoureux, s'élevant, tel le chêne après l'orage, encore plus fier vers le soleil»<sup>6</sup>.

Les luttes héroïques du peuple roumain contre les envahisseurs, la force économique et politique des États roumains, le prestige acquis dans de glorieux combats ont fait que les pays roumains de Valachie, de Moldavie et de Transylvanie ne puissent pas être transformés en provinces (*pachaliks*) ottomanes; au contraire, la Porte a été déterminée de conclure les traités connus sous le nom de «capitulations», par lesquels elle reconnaissait le pouvoir souverain des



Sous la direction de Iancu de Hunedoara (1441-1456), grand chef d'armées, les Roumains transylvains ont opposé une résistance acharnée à l'armée ottomane envahissante (Dans la photo: Bas-relief se trouvant sur le sarcophage du voivode)



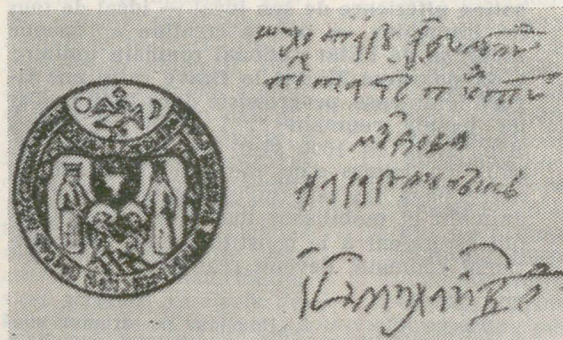
princes, le droit des pays roumains à l'autodétermination, selon des lois et des institutions propres, et, en échange de certaines sommes (tribut) que ces pays s'engageaient de payer au sultan, ce dernier s'obligeait à son tour à les respecter et à défendre leur intégrité territoriale<sup>7</sup>. Nicolae Bălcescu écrivait d'ailleurs que, en vertu de ces traités, «le pays conserve son droit de se gouverner selon ses propres lois, le droit de faire la guerre et la paix, le droit de choisir le chef de la nation, n'ayant qu'à payer un léger tribut [...] Tels sont nos droits. Nos parents ont versé leur cher sang pour nous les léguer et notre devoir est de les garder avec la même vigueur pour nos fils»<sup>8</sup>. Synthétisant la signification interne et internationale de l'autonomie des pays roumains au Moyen Âge, le camarade Nicolae Ceaușescu souligne : «Le statut d'autonomie des pays roumains a assuré des conditions

par les ennemis, ses villes et ses villages détruits, ses champs brûlés, ses biens matériels et ses créations spirituelles anéantis ou volés, ses fils versant leur sang dans des combats acharnés, des enfants et des familles enlevés et menés en captivité. Cependant, les hommes politiques, les dirigeants du peuple roumain ont chaque fois trouvé des solutions pour sortir des situations les plus difficiles, pour maintenir et consolider les États féodaux roumains, pour éviter leur inclusion dans de grands et puissants États voisins.

Dans le feu des luttes pour la liberté et l'indépendance on a vu prendre des contours de plus en plus nets la nécessité impérieuse d'accomplir l'unité politique des pays roumains — objectif fondamental, déterminé par l'évolution historique de notre peuple —, de reconstituer l'unité territoriale de l'ancienne Dacie<sup>10</sup>. Cette tendance et cette volonté étaient présentes dans les actions politiques et militaires, dans les rapports de bon voisinage, dans les relations économiques et culturelles entre les pays roumains. L'idée de l'unité s'est concrétisée dans les actions et les faits de nombreux princes des trois États roumains. Iancu de Hunedoara et ses contemporains, Bogdan II et Alexandru désiraient voir s'unir la Transylvanie et la Moldavie sous l'autorité unique de Iancu ; Vlad l'Empaleur considérait la Valachie et la Transylvanie comme «un seul pays». Étienne le Grand était lui aussi préoccupé par l'idée de l'union, à preuve les princes qu'il aida à accéder au trône de l'«*altra Valachia*» et tout ce qu'il fit pour et dans la Transylvanie. Le «*plan dacique*» a également été présent dans la pensée et les actions de nombreux princes roumains : Petru Rares, à propos duquel N. Iorga affirmait qu'il avait tenté de réaliser «une véritable union dacique»<sup>11</sup>, Alexandru Lăpușneanu et Despot-voïvode, voïvodes de Moldavie, lesquels s'intitulaient aussi princes régnants de Valachie.

Au XVI<sup>e</sup> siècle, l'idée de l'unité des pays roumains était exprimée toujours plus souvent et plus clairement, étant soutenue par des arguments invoquant des droits historiques — l'origine commune et la communauté ethnique —, et par des arguments de nature politique ou par les uns et les autres à la fois<sup>12</sup>.

C'est Michel le Brave qui, en 1600, a accompli l'Union, réalisant l'État centralisé roumain, idéal séculaire de tout le peuple roumain. Après avoir obtenu l'indépendance de la Valachie, Michel opta pour la mise en œuvre du «*plan dacique*», ce qui lui valut d'être appelé, dans les sources contemporaines, «*Restitutor Daciae*» ou prince des «*pays daces*», preuve de l'existence de la conscience de l'unité ethnique, issue de l'identité d'origine, de langue et de religion des habitants des trois pays roumains. Michel était conscient de réunir sous son sceptre un seul et même peuple, et ne visait pas d'être un «conquérant», ainsi qu'il est injustement considéré par certains historiens étrangers



Le sceau de Michel le Brave, avec les armoiries réunies des pays roumains de Valachie, de Transylvanie et de Moldavie (1600); signature autographe du grand voïvode unificateur

pour un progrès plus intense des forces productives, pour l'apparition des nouveaux rapports capitalistes, de même que pour la consolidation de la conscience de l'unité nationale et le déroulement de la lutte en vue de l'édification de l'État unitaire pleinement souverain. Cela a fait que les pays roumains puissent lutter avec succès contre les agresseurs, tout en offrant, à des représentants avancés des peuples voisins subjugués par l'Empire ottoman, la possibilité de se réfugier sur les territoires de nos pays et d'organiser la lutte pour la libération, pour l'affirmation de ces peuples comme des entités nationales distinctes»<sup>9</sup>.

C'est pourtant un fait que personne ne saurait contester que la défense des pays roumains et la mission de défense de la civilisation européenne ont été réalisées au prix de maints sacrifices de vies humaines. Ne recevant, la plupart des fois, aucune aide, trahi souvent, dans des circonstances difficiles, par des alliés qui ne suivaient que leurs propres buts de conquête, le peuple roumain a plus d'une fois vu son territoire envahi, occupé et même démantelé, déchiré





Dans la série ininterrompue des luttes que le peuple roumain a dû livrer pour défendre la terre ancestrale, la liberté et l'indépendance, s'inscrit également la bataille de Vaslui (1475), entre les Roumains conduits par Étienne le Grand et les armées de l'Empire ottoman (peinture d'Oscar Obedeaneu)

qui ne connaissent pas notre histoire ou qui, pour des raisons politiques, la falsifient délibérément. C'est justement pour cela qu'il n'a pas choisi le «plan byzantin» — la lutte pour le refoulement des Turcs d'Europe et la reconstitution des États balkaniques —, plan séduisant pour un homme ambitieux et qui lui aurait permis de ressusciter l'Empire byzantin, prenant le trône que lui offraient les peuples des Balkans. L'option pour le «plan dacique» constitue donc une preuve incontestable que Michel le Brave voulait unir les pays roumains non pas à des fins expansionnistes, qui étaient tout à fait étrangères à l'esprit et à l'action de notre peuple<sup>13</sup>, mais parce qu'il était conscient que, dans les trois pays roumains, vivait un seul et le même peuple.

Voilà pourquoi il est difficile d'imaginer la mauvaise foi avec laquelle les historiens hongrois falsifient-ils, à bon escient, l'époque et les réalisations de Michel le Brave. À l'encontre de la vérité historique, le prince roumain est étiqueté d'«instrument à la solde des Habsbourgs», de «conquérant armé», «attiré par le mirage du pillage en pays étranger», où le gouvernement roumain «ne pouvait se justifier par aucun droit ethnique, historique ou d'autre nature». L'œuvre unificatrice du grand prince roumain est considérée comme une «conquête» de la Transylvanie et de la Moldavie<sup>14</sup>. Les historiens hongrois, en proie à des passions politiques, ne veulent pas voir et écrire que ce n'est que du fait de l'existence d'une puissante conscience nationale que la victoire de Michel à Șelimbăr et son entrée triomphale à Alba Iulia ont engendré de puissantes actions de solidarité de la population roumaine de Transylvanie avec l'armée de Michel, ce qui a facilité l'union de Transylvanie avec la Valachie à l'automne de 1599. C'est la même conscience de l'unité ethnique qui a fait que Michel le Brave ne

rencontrât pratiquement pas de résistance en Moldavie, qui rejoignit les deux autres pays roumains au printemps de 1600. Par conséquent, la formation de l'État centralisé roumain a eu pour fondement une puissante et solide solidarité roumaine, issue de la conscience de l'appartenance des Roumains au même peuple, c'est-à-dire de la conscience de leur unité.

Accomplissant son programme politique, Michel le Brave allait s'intituler, le 27 mai 1600, «prince de la Valachie et de la Transylvanie et de tout le pays de Moldavie»<sup>15</sup>. Il est entré dans la conscience des Roumains comme «le Brave» ou «l'Unificateur», car c'est lui qui réalisa, le premier, les aspirations de son peuple à refaire, sous un seul règne, entre les mêmes frontières, le foyer dace ancestral. «L'histoire même — affirme le camarade Nicolae Ceaușescu — a confirmé la justesse et la nécessité objective de l'acte accompli par Michel le Brave, par la réalisation ultérieure de son idéal — idéal de tous les Roumains —, par la création à l'époque moderne de l'État national roumain unitaire. C'est pourquoi Michel le Brave reste une figure lumineuse, progressiste dans le livre d'or du peuple roumain»<sup>16</sup>. L'union réalisée à Alba Iulia en 1600 s'est inscrite à tout jamais, en lettres d'or, dans la chronique de notre pays, en tant qu'un brillant symbole, animant et mobilisant toutes les générations qui aspiraient à la constitution de l'État national roumain, devenu réalité en 1918.

<sup>1</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 13, Editura Politică, București, 1977, p. 37.

<sup>2</sup> *Istoria militară a poporului român*, vol. 2, Editura Militară, București, 1986, pp. 32–109 ; vol. 3, 1987, pp. 37–98.

<sup>3</sup> Șt. Ștefănescu, *Lupta pentru afirmarea de sine-stătătoare a poporului român, constantă a istoriei medievale romanesti*, în *Independența României*, Editura Academiei R. S. România, București, 1977, pp. 45–46.

<sup>4</sup> *Istoria militară a poporului român*, vol. 2, pp. 151–177 ; 202–210.

<sup>5</sup> *Ibidem*, vol. 2, pp. 119–143, 167–172, 223–230, 270–282 ; 297–304 ; 311–321 ; 344–383 ; 399–406 ; vol. 3, pp. 115–128 ; 140–168 ; 180–216.

<sup>6</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvârșirii construcției socialiste*, vol. 1, Editura Politică, București, 1968, p. 117.

<sup>7</sup> Mihai Mazim, «Capitulațiile» în istoria relațiilor româno-otomane în Evul Mediu, în *Din cronica relațiilor poporului român cu popoarele vecine*, Editura Militară, București, 1984, p. 69–118.

<sup>8</sup> Nicolae Bălcescu, *Opere*, tom. I, partea I, București, 1940, p. 263–264.

<sup>9</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 14, Editura Politică, București, 1977, p. 323.

<sup>10</sup> Ștefan Andreescu, *Restituția Daciae*, Editura Albatros, București, 1980, p. 21–47, și urm.

<sup>11</sup> N. Iorga, *Istoria Românilor*, vol. IV, București, 1937, p. 409.

<sup>12</sup> Nicolae Stoicescu, *Unitatea românilor în Evul Mediu*, Editura Academiei R. S. România, București, 1983, p. 26–48.

<sup>13</sup> Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, *De la statul geto-dac la statul român unitar*, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1983, p. 151.

<sup>14</sup> Erdély Tötenete, vol. I, Akadémiai Kiadó, Budapest, 1986, p. 1000–1016.

<sup>15</sup> Cf. Mircea Mușat, Ion Ardeleanu, op. cit., p. 157.

<sup>16</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 11 Editura Politică, București, 1975, p. 692.



# LA RÉVOLUTION

## voie de réalisation du progrès social et national de la société roumaine à l'époque moderne

par GHEORGHE PLATON

professeur d'université, docteur en histoire

Les révolutions, ces «locomotives de l'histoire», comme les appelait Karl Marx, ont constitué des modalités pour réaliser et imposer le nouveau, pour faire s'affirmer la dignité et la personnalité des nations. Elles ont permis à l'humanité de s'engager dans une étape moderne de son développement historique, éliminant «l'ancien régime». L'immense processus de transformation s'est accéléré au siècle des lumières (le XVIII<sup>e</sup>) ; les profondes révolutions qui se sont produites dans la structure et la superstructure de la société européenne ont préfacé et accompagné les révolutions politiques qui ont imposé le nouvel ordre, organisant la société en accord avec les principes de la raison. Amorcé aux États-Unis d'Amérique, dès 1773, et continué par la Révolution française (1789), le cycle appelé de la *Révolution atlantique*<sup>1</sup> s'est déroulé sans interruption tout au long du siècle des nationalités (le XIX<sup>e</sup>), contribuant à l'instauration et au perfectionnement de l'ordre nouveau, moderne, capitaliste<sup>2</sup>. Les révolutions européennes de 1848, point final de cet effort, représentent le résultat du processus de développement que le continent enregistra durant cent ans et plus.

Le développement de la société roumaine s'est intégré au cycle européen,

connaissant la même modalité — la révolution — de réalisation et d'affirmation du progrès social et national. La révolution roumaine de 1848, partie composante de la révolution européenne, par le truchement de laquelle les Roumains se sont inscrits dans le «calendrier du monde»<sup>3</sup>, a été préparée par de profondes transformations intérieures (elles aussi de véritables révolutions), qui ont eu lieu, le long d'une période de plus de cent ans, dans les domaines démographique, agraire, industriel, de même que dans l'idéologie. Cette révolution a fixé le contexte de l'évolution ultérieure, à l'époque moderne, de la société roumaine. Sous une telle perspective, l'année 1848 représente un point nodal autour duquel gravitent plus de deux cents ans d'histoire roumaine.

Les révolutions roumaines se sont déroulées dans un contexte international toujours difficile, qu'elles ne pouvaient pas ignorer. Situés à la confluence des trois empires réactionnaires, qui étendaient leur domination sur des parties du territoire national et exerçaient sur les Principautés leur suzeraineté (l'Empire ottoman) ou leur protectorat (l'Empire russe), en une Europe dominée par le légitimisme et par l'esprit de la Sainte Alliance, où l'on respectait

le consensus sur les intérêts des grandes puissances<sup>4</sup> dans leurs zones d'influence, les Roumains se sont vus contraints de faire preuve de patience, de tact diplomatique et d'habileté politique. Ils ont toujours fait appel à l'observance des lois internationales et à l'esprit du siècle, sachant se montrer audacieux quand les circonstances l'exigeaient. La position géographique et leur destin historique leur ont toujours imposé de s'appuyer sur leurs propres forces. Ils ne pouvaient pas se permettre une «politique du balancement» (s'appuyer sur une puissance contre les autres, en mettant à profit les contradictions qui les opposent). Une telle politique n'était pas possible, et elle ne convenait d'ailleurs pas à l'esprit et aux objectifs nationaux roumains. Par conséquent, les révolutions doivent être comprises et appréciées en fonction des circonstances internationales, qui ont tellement influencé le destin historique de notre nation.

À la base du processus révolutionnaire roumain au siècle des nationalités, N. Bălcescu place le grand soulèvement des paysans de Transylvanie — la Révolution dirigée par Horea (1784) — qui a établi les impressionnantes dimensions sociales du mouvement national roumain. Selon l'appréciation du grand historien,



«Horea prit la hâche dans sa main et... écrivit avec, les droits de la nation roumaine et le programme politique et social de ses révolutions futures...»<sup>5</sup>

Bien que déroulé en Transylvanie, le mouvement revêt, du fait des ses implications, de son écho et de ses conséquences, une valeur générale roumaine; il inscrit à l'ordre du jour la question de la liquidation des rapports de servage et le problème de l'égalité et de la dignité humaines et nationales, avant que la Révolution française les eût définitivement imposés dans le monde. Continuant le mouvement politique dont le promoteur avait été Inochentie Micu, annonçant le *Supplex* de 1791 — l'«acte de naissance de la nation roumaine» —, ce grand soulèvement offre les fondements, assure la valeur et l'efficacité de l'activité du généreux courant de l'École transylvaine.

De même que Inochentie Micu, esquissant le programme politique des Roumains de Transylvanie, se guidait sur l'*Histoire de l'ancienneté des Romano-Moldo-Valaques* de Démètre Cantemir<sup>6</sup>, Tudor Vladimirescu, dans l'autre pays roumain, du sud des Carpates, clarifiait sa conception et établissait sa stratégie politique en assimilant les enseignements de l'apôtre transylvain Petru Maior, compris dans l'*Histoire des commencements des Roumains en Dacie*<sup>7</sup>, livre de chevet de la nationalité. La nation roumaine vibrait à l'unisson. Selon Nicolae Bălcescu, la révolution de 1821 «a clamé justice et a voulu que tous les Roumains fussent libres et égaux, que l'État devînt roumain. Elle fut une révolution démocratique»<sup>8</sup>.

Toute l'importance de la révolution, mais aussi son exemplaire beauté et la grandeur humaine et roumaine de ce mouvement national qui se proposait de renverser le régime

spoliateur des phanariotes — ne peuvent être dégagées que par une ample vision, qui situe la révolution de 1821 à la postérité du mouvement politique national de l'époque antérieure et dans le contexte international qui la complète et la rend plus claire. Partie du phénomène révolutionnaire européen, la révolution roumaine de 1821 s'est déroulée ici, à la confluence des intérêts contradictoires des trois empires. Sans léser ces intérêts, ni ceux des puissances engagées dans la question orientale, qui veillaient à l'intégrité de l'Empire ottoman, les Roumains devaient défendre et promouvoir leurs propres intérêts (totalement contraires aux intérêts impériaux); imposer leurs anciens droits, transgressés par le droit de la force; s'intégrer dans le nouvel ordre continental par l'obtention de la garantie collective des puissances, régime juridique international qui devait les affranchir de l'arbitrage des empires limitrophes. Jusqu'alors, ces empires avaient utilisé le territoire roumain comme théâtre de guerre et source de ravitaillement, en avaient fait une «monnaie d'échange» et un «objet de compensations»<sup>9</sup> lors des nombreux conflits militaires de cette zone.

Défaite au point de vue du déroulement militaire, la révolution des Roumains a pourtant triomphé (au moins en partie) par ses visées politiques. Le sacrifice de Tudor Vladimirescu n'a pas été vain. Le régime politique phanariote a été écarté, des princes régnants autochtones sont venus au pouvoir. L'autonomie des deux Principautés et leur droit à une organisation intérieure ont été reconnus et ensuite insérés dans un traité international (Andrinople, 1829).

«Développement progressif» de la révolution de 1821, partie du phénomène général, européen, concen-

trant tout le développement antérieur de la société roumaine, qu'elle projette vers l'avenir, la nouvelle révolution, selon l'expression du même Bălcescu, s'est fixé pour objectif «de sauver le peuple par le peuple». Il ne suffisait plus, notait l'historien, de vouloir seulement que l'État devienne roumain, il fallait résoudre le problème de la pauvreté du peuple, donner «une autre organisation à la propriété...» De là le caractère de la révolution de 1848, qui a été «démocratique et sociale», a voulu «que le Roumain soit non seulement libre, mais aussi propriétaire, sans quoi la liberté et l'égalité ne sont que mensonge»<sup>10</sup>.

La conjoncture politique internationale n'a pas permis la proclamation officielle de l'unité (l'intégration des Roumains «dans leurs droits de nation»). Les Roumains ont dû se contenter de la lettre des traités qui leur garantissaient le droit d'autonomie; ils ont adopté, en revanche, un ample programme de réformes intérieures pour rattacher la société roumaine à l'esprit du siècle. Par ce programme, mais, surtout, par la participation du peuple au déroulement et à la défense de la révolution, le mouvement d'envergure de 1848 s'inscrit parmi les mouvements les plus beaux et les plus significatifs de l'époque.

Victorieuse à l'intérieur, la révolution roumaine des Principautés a été défaite par l'intervention militaire des deux puissances — suzeraine et protectrice. En Transylvanie également, elle a été réprimée par la réaction habsbourgeoise. Cependant, le programme de la révolution, au centre duquel se trouvaient, comme nous l'avons montré, l'unité et l'indépendance du pays et l'organisation d'un régime démocratique, a constitué le fondement du développe-



ment ultérieur de la société roumaine moderne.

Dégageant les conclusions qui s'imposaient, N. Bălcescu — dans l'ouvrage auquel nous nous reportons — note succinctement: «...Nous voulons être une nation, une nation puissante et libre par notre droit et notre devoir; ces conditions de force... nous ne pouvons les trouver que dans la solidarité de tous les Roumains, dans leur union en une seule nation. La révolution future, continue l'historien, ne pourra plus se limiter à vouloir que les Roumains soient libres, égaux, propriétaires de terre et de capital. Elle ne se contentera pas à réclamer la liberté à l'intérieur, qui est impossible à obtenir sans la liberté du dehors... la libération de sous la domination étrangère; elle réclamera donc l'unité et la liberté nationales. Son mot d'ordre sera *Justice, Fraternité, Unité*. Elle sera une révolution nationale<sup>11</sup>. Dans un autre contexte, l'historien (mort avant de voir s'accomplir ses prévisions) exprimait sa conviction que, après 1848, les Roumains devaient encore accomplir deux autres révolutions: une *révolution pour l'unité* et une autre pour l'*indépendance nationale*<sup>12</sup>. Soutenues par la logique du développement de la société roumaine, ces prévisions se sont réalisées au cours des décennies qui ont suivi.

Une profonde indignation, tel est le sentiment qu'on éprouve, naturellement, devant les considérations offensatrices et contraires à la vérité historique que les auteurs de la soi-disant Histoire de Transylvanie se sont permis de faire et qui, en fait, portent atteinte à l'histoire et au foyer du peuple roumain, indivisibles. Comment est-il possible de qualifier la révolution dirigée par Avram Iancu de «Vendée», la

comparant ainsi au mouvement contre-révolutionnaire de la province française homonyme? On se plait par là à détourner la réalité historique irréversible, en ignorant les erreurs commises par Kosuth Lajos à l'endroit des Roumains et en appréciant l'anachronique décision prise par la noblesse hongroise concernant l'union du pays roumain de Transylvanie avec la Hongrie comme ayant été dictée par des raisons d'«autodéfense»<sup>13</sup>.

La première étape de la *révolution nationale* se situe entre 1859 et 1866. La constitution de l'État national par l'«acte énergique» de la nation, du 24 janvier 1859, et la période de profondes troubles novateurs inaugurée par le règne d'Alexandru Ioan Cuza ont été l'expression d'une véritable *révolution*, déroulée au nom et sous le signe du même droit imprescriptible à la liberté intérieure. Réalisée dans un contexte international favorable — au cours de la crise orientale provoquée par le déclenchement de la guerre de Crimée — l'Union de 1859 aurait été inconcevable sans l'appui actif du peuple, sans la capacité et l'intelligence, le dévouement et le patriotisme des dirigeants, qui ont assuré le triomphe de la cause nationale.

«Rêve chéri de nos vailants voïvodes»<sup>14</sup>, l'Union a ouvert la voie des transformations intérieures, a tracé le chemin du passage de la révolution nationale à sa deuxième étape, *l'étape de la conquête de l'indépendance*. Les réformes progressistes proposées et accomplies par Alexandru Ioan Cuza ont préparé le terrain en ce sens. L'installation, au trône de la Roumanie, en 1866, d'un prince étranger et la ratification, la même année, de la Constitution libérale qui s'est trouvée

à la base de la création de l'État moderne, ont marqué le commencement de cette étape qui allait s'achever en 1878, lorsque, au Congrès de paix de Berlin on reconnaissait l'indépendance de la Roumanie, proclamée le 9 mai 1877, consacrée par les sacrifices des soldats roumains au champ d'honneur, par la participation de tout le peuple à l'effort visant à l'affirmer et à l'imposer. Le parachèvement de l'Union, en 1918, représente le couronnement de la *révolution nationale*, commencée par l'acte de 1859.

<sup>1</sup> Jacques Godechot, La Grande Nation. L'expansion révolutionnaire de la France dans le monde 1789—1799, Paris, 1956; R. R. Palmer, The Age of the Democratic Revolution t. I—II, Princeton, 1959, 1964.

<sup>2</sup> De 1815 — lorsque l'expansion du phénomène révolutionnaire prend, pratiquement, fin — à 1849, l'Europe a connu trois vagues successives de révolutions, 1820—1821, 1830—1831, 1848. Cf. J. E. Duroselle, L'Europe de 1815 à nos jours, Paris, PUF, 1967, p. 96. et suiv. Directement, ou indirectement, l'espace roumain a été englobé dans ce déroulement.

<sup>3</sup> Nicolae Bălcescu, Mersul revoluției în istoria românilor, în Opere, t. I, ediția G. Zane, București, 1940, p. 103.

<sup>4</sup> Maurice Ferro, Kissinger et Brzezinski. Destinées et pensées parallèles, «Monde et nation», Albatros, Paris, 1978.

<sup>5</sup> Nicolae Bălcescu, loc. cit., p. 126 (Miscarea Românilor din Ardeal la 1848).

<sup>6</sup> David Prodan, Supplex Libellus Valachorum. Din istoria formării națiunii române, nouvelle édition aux adjonctions et précisions, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1984, p. 154.

<sup>7</sup> Nicolae Stoica de Hațeg, Cronica Banatului, ediția D. Mloc, Edit. Academiei, p. 304.

<sup>8</sup> Nicolae Bălcescu, Mersul revoluției, loc. cit., 106.

<sup>9</sup> Hurmuzaki, Documente, XVII, p. 384, 919.

<sup>10</sup> Nicolae Bălcescu, Mersul revoluției, loc. cit., pp. 103, 106.

<sup>11</sup> Ibidem, pp. 106—107.

<sup>12</sup> Idem, Opere. Corespondență, IV, ediția G. Zane, Edit. Academiei, București, 1964, p. 277.

<sup>13</sup> Idem, Mersul revoluției, loc. cit., p. 105.



# LA SITUATION DRAMATIQUE DU PEUPLE ROUMAIN EN TRANSYLVANIE DANS LA PÉRIODE DE L'OCCUPATION HONGROISE

Dans l'histoire plusieurs fois millénaire de la vieille terre roumaine de Transylvanie, les deux périodes où cette province s'est trouvée sous occupation hongroise — par son incorporation forcée dans les structures politico-administratives de l'État hongrois — ont représenté des pages d'oppression et de souffrances pour les Roumains, peuple autochtone et majoritaire de la Transylvanie.

L'organisation de la Transylvanie en tant que voïvodat, création politique des Roumains<sup>1</sup>, s'est longtemps conservée. Jus-

qu'à la chute du royaume hongrois après la bataille de Mohács (1526), suivie de l'institution du pachalik de Buda (1541), le voïvodat de Transylvanie a conservé son individualité politique distincte.

La pratique de discrimination politique et confessionnelle à l'égard des Roumains transylvains — pratique inaugurée en 1366 par le roi Louis I<sup>er</sup> d'Anjou et couronnée par l'alliance conclue en 1437 entre la noblesse hongroise, le patriciat saxon et la couche dirigeante des Szeklers, alliance sur laquelle allait reposer le régime po-

litique de la Transylvanie et qui représentait une exclusion des Roumains de la vie publique du voïvodat — fut poursuivie dans la période où la Transylvanie devint une principauté autonome sous la suzeraineté de l'Empire ottoman (1541—1691). Le premier diplôme donné par Léopold (4 décembre 1691) a maintenu en vigueur le régime des trois «nations» (en fait, il ne s'agissait pas de nations, mais de couches privilégiées).

La crise de l'Empire d'Autriche — lequel représentait un conglomerat hétérogène de territoires conquis ou acquis le long des siècles par les Habsbourgs — fut mise en évidence et aggravée par les défaites essuyées dans la guerre avec la Prusse, en 1866. Les facteurs de direction de l'Empire ont cru pouvoir éviter la faillite qui se dessinait à l'horizon par une modification de la structure politique de l'Empire, transformé désormais en double monarchie, austro-hongroise. Dans le cadre de cette

Première page du Mémoire (à gauche). Les mémorandistes condamnés à la suite du procès intenté, en 1894, par les autorités austro-hongroises





nouvelle formule, aux termes de la loi XLIII de 1867, la Transylvanie fut arbitrairement incorporée à la Hongrie, situation qui allait durer 51 ans. Ce que le gouvernement de Kossuth avait voulu faire lors de la révolution de 1848 était accompli maintenant sous l'égide de la Cour de Vienne, laquelle donnait ainsi satisfaction à la demande des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie magyars de Transylvanie, classes résolues à s'assurer un contrôle absolu sur la province, par une collaboration avec la classe des grands propriétaires terriens et avec la bourgeoisie de Hongrie.

L'institution du dualisme austro-hongrois et l'entrée de la Transylvanie sous la juridiction directe de l'administration hongroise équivalaient à l'instauration d'un véritable régime d'occupation dont les sévices étaient dirigés en premier lieu vers les Roumains transylvains. Le cadre législatif des mesures de discrimination et de terreur visant la population autochtone et majoritaire de la Transylvanie fut créé par la loi XLIV relative à la situation des nationalités et par la loi XXXVIII relative à l'enseignement, votées toutes les deux en 1868.

La première de ces lois était un «monument inégalable d'hypocrisie politique et juridique»<sup>2</sup>, parce que, caché sous des phrases sur l'égalité des droits, elle représentait un terrible instrument d'oppression. Pour pouvoir saisir le caractère aberrant des stipulations de fond de cette loi, il faut préciser que, dans le cadre de la Hongrie telle qu'elle était délimitée dans la double monarchie, la population hongroise était minoritaire, et les «minorités nationales» prises ensemble constituaient la majorité de la population. Or, en dépit de cette situation, la loi soutenait qu'en Hongrie exis-

tait une seule nation, «une et indivisible», à savoir la nation hongroise. Toutes les nationalités non-hongroises étaient donc incluses, de manière arbitraire, dans la nation hongroise. La loi des nationalités, plaçant la nation hongroise dans une situation privilégiée par rapport à toutes les autres nationalités, démontrait, une fois de plus, que le dualisme austro-hongrois n'était, en réalité, que — pour reprendre une formule de l'époque même — *unio duarum nationum contra plures* (union de deux nations contre plusieurs). Les milieux dirigeants de Vienne et de Budapest s'alliaient pour endiguer le mouvement d'émancipation nationale des nationalités opprimées et pour consolider l'édifice fragile de la triste «prison des peuples» qu'était la double monarchie. Proclamant l'existence d'une seule nation — celle hongroise —, la loi des nationalités visait à bloquer un processus historique de caractère objectif : celui de la constitution et de l'affirmation des nations et la conséquence de ce processus — le développement de la conscience nationale.

Le principal moyen qui fut pris en considération afin d'annuler l'identité nationale des peuples non-hongrois et de les magyariser consistait à proclamer la langue hongroise comme langue officielle et à imposer l'étude obligatoire de cette langue dans toutes les institutions d'enseignement. Les stipulations de la loi sur les nationalités, lesquelles admettaient, en certains cas, l'emploi de la langue maternelle pour la population et les organes de rang inférieur de l'administration, n'ont jamais été observées. La «nation unique et indivisible» et sa langue devaient, à l'avis des gouvernants, aboutir à magyariser les Roumains et les autres nationalités de Hongrie.

Toute une série de mesures ont été prises afin d'abolir l'identité ethnico-linguistique des peuples non hongrois. Et ce furent les Roumains de Transylvanie qui furent le plus lourdement frappés par les dispositions du gouvernement de Budapest. Déjà, pendant des siècles d'affilée — et à la différence des nationalités cohabitantes —, ils avaient subi un régime de discrimination, qui avait entravé leur développement économique, social et culturel. Le dualisme austro-hongrois menaçait d'aggraver considérablement leurs conditions de vie matérielle et spirituelle.

Particulièrement durs furent les mesures des autorités visant la magyarisation forcée des Roumains par la magyarisation des noms de personnes et des toponymes roumains, ainsi que par la magyarisation des écoles roumaines. Cette dernière mesure se fonda notamment sur la loi Trefort de 1897 (laquelle stipulait l'introduction de la langue hongroise dans toutes les écoles élémentaires et l'obligation, pour les instituteurs, de connaître bien le hongrois, afin de pouvoir l'enseigner dans les écoles primaires)<sup>3</sup> ainsi que sur la loi Appony de 1907, qui rendait plus rigoureuses les mesures de magyarisation de l'enseignement des nationalités non magyares.

À ces mesures se sont ajoutées aussi d'autres décisions à caractère discriminatoire, dont le maintien, en Transylvanie, d'un cens électoral élevé, supérieur à celui de Hongrie (ce afin de réduire le nombre des électeurs roumains), ou l'utilisation de manière abusive des stipulations de la loi de la presse pour empêcher l'expression, dans les journaux roumains, des aspirations des Roumains transylvains à la liberté et à l'unité nationales et la répression brutale du mouvement roumain d'émancipation nationale. Ainsi, les



dirigeants du Parti National Roumain, qui avaient adressé à la Cour de Vienne un mémorandum où ils dénonçaient la politique d'oppression sur tous les plans visant les Roumains transylvains se virent traduits en justice et, par la sentence rendue à l'issue du procès tenu à Cluj (1894) furent condamnés à des peines de prison totalisant des dizaines d'années de réclusion ; par ailleurs, dans l'intervalle avril 1906-août 1908, une série de leaders politiques et de publicistes roumains furent condamnés à des peines de plus de 126 années de réclusion et à des amendes de plus de 200 000 couronnes-or<sup>4</sup>.

Le comte Andrassy Gyula reconnaissait, en 1914, que «seules la terreur et la corruption peuvent assurer le caractère magyar du parlement de Hongrie»<sup>5</sup>.

L'entrée de la Roumanie dans la première guerre mondiale pour libérer les frères d'outre-Carpates déclencha une vague d'actions de terreur dirigées par les autorités magyares contre les Roumains de Transylvanie. Déportations, arrestations et exécutions visaient à épouvanter les Roumains et à les faire s'abstenir de collaborer avec l'armée roumaine libératrice. Environ 10 000 paysans roumains qui vivaient près de la frontière qui séparait arbitrairement la Transylvanie de la Roumanie furent déportés en Hongrie, et environ 6 000 Roumains furent incarcérés dans les prisons de Cluj, Aiud, Arad, Szeged et Vác, ou internés dans des camps, à Sopron, Veszprem, Ruszt, Komárom, Keskement, Cegled, etc.<sup>6</sup>.

En 1916—1918, les autorités hongroises, centrales et locales, ont cruellement frappé la population roumaine, essayant de la disloquer et de la démoraliser : c'était là un dernier effort d'empêcher la constitution de l'Etat national

unitaire roumain par l'union de la Transylvanie avec la Roumanie. C'était une tentative inutile, vouée à l'échec, car contraire au cours inexorable de l'histoire. Le vote unanime de la Grande Assemblée Nationale des Roumains transylvains, le 1<sup>er</sup> décembre 1918, à Alba Iulia, allait parachever le processus de constitution de l'Etat national unitaire roumain : la nation roumaine se trouvait désormais à l'intérieur des frontières d'un seul Etat, son Etat, édifié par ses luttes et ses sacrifices.

À l'été de 1940, la Roumanie, se trouvant dans un total isolement politique et militaire, abandonnée par toutes les puissances européennes qui auraient pu l'aider, fut contrainte à subir l'odieux Diktat fasciste-impérialiste de Vienne, aux termes duquel le nord-ouest du pays était incorporé à la Hongrie horthyste.

Les Roumains du nord-ouest du pays allaient connaître, pendant quatre années, une terreur et des atrocités qui figurent parmi les grandes horreurs accomplies par le fascisme pendant la seconde guerre mondiale. Les atroces massacres de Trăsnes, Ip et Moisei furent possibles du fait de l'exacerbation du nationalisme et du chauvinisme pratiquée par les classes dirigeantes de la Hongrie d'avant la première guerre mondiale, puis par le régime fasciste instauré par Horthy en 1920.

L'entrée des troupes horthystes dans la partie nord-ouest de la Transylvanie a ressuscité des scènes des invasions des Huns ou des Tartars. Les horreurs accomplies par les occupants horthystes à Trăsnea, Ip, Moisei, Hueidin, Mureşenii de Cîmpie, Camăr, Păuşa, Ciurmăna, Şimleul Silvaniei et dans maintes autres localités transylvaines se situent au rang de celles perpétrées

par les incendiiaires et assassins hitlériens à Lidice et Oradour-sur-Glanne.

Dans l'histoire des invasions et occupations qui ont ensanglanté la terre ancestrale roumaine de Transylvanie dans son histoire millénaire, les années de l'occupation hongroise (1867—1918 et 1940—1944) représentent les pages les plus sombres.

ANDREI BUSUIOCEANU



Répression sanglante de la révolte d'Aleşd (1904)

<sup>1</sup> Général-locotenent Dr. Ilie Ceaşescu, Transilvania, străvechi pământ românesc, Ed. Militară, p. 45.

<sup>2</sup> Mariana Lupaş-Vlasiu, Aspecte din istoria Transilvaniei, Sibiu, 1945, p. 230.

<sup>3</sup> E. Brote, Cestiunea română în Transilvania şi Ungaria, Bucureşti, 1895, p. 202—205.

<sup>4</sup> I. Lupaş, Istoria unirii românilor, Bucureşti, 1938, p. 339.

<sup>5</sup> Mariana Lupaş-Vasiliu, op. cit., p. 261.

<sup>6</sup> România în anii primului război mondial (coordonator principal general-locotenent Dr Ilie Ceaşescu), vol. II, Ed. Militară, Bucureşti, 1987, p. 493.



# Les mêmes buts inhumains poursuivis par des méthodes et moyens toujours plus sauvages

par OLIVER LUSTIG

docteur en histoire

Qui aurait cru, à l'époque où le peuple roumain parachevait la Grande Union, que 22 ans plus tard le pouvoir serait détenu à Budapest par le régime horthyste qui, dans le nord de la Transylvanie, allait exacerber — au-delà des limites concevables — la politique d'oppression et de dénationalisation, héritage de la monarchie dualiste austro-hongroise ? Envahissant notre sol ancestral, Hitler et Mussolini ont arraché cette partie du territoire de la Roumanie et l'ont offerte à Horthy et aux siens, pour les services qu'ils avaient rendus au nazisme. Les troupes horthystes — soldats et officiers —, les détachements de fonctionnaires de l'Etat excités par les idées nationalistes, racistes et révisionnistes les plus nuisibles propagées sans cesse pendant deux décennies, amplifiées jusqu'au paroxysme à la veille de la seconde guerre mondiale et pendant son déroulement, se sont précipitées avec une férocité sans pareille sur les villes et les villages pacifiques du nord-ouest de la Roumanie, y semant la mort.

Parmi les martyrs des premiers jours de la terreur horthyste il y a les 157 innocents — vieillards, femmes enceintes et enfants en bas âge — de la commune d'Ip. Par leurs dimensions, les carnages commis dans les communes d'Ip et de Treznea sont comparables avec les plus grandes horreurs de la seconde guerre mondiale.

Kisfalusi Sándor était de garde la nuit du 13/14 septembre 1944, l'effrayante nuit du carnage. Il a accompagné dans une ruelle un groupe de soldats de la honved ; ils ont fouillé toutes les maisons, ont massacré jusqu'au plus petit enfant les Roumains qui mangeaient, qui dormaient, qui s'étaient cachés dans les greniers ou les fenils, qui ouvraient courageusement les portes aux soldats qui les frappaient de la crosse des fusils. En 1946, le Tribunal du Peuple de la ville de Cluj condamnait Kisfalusi Sándor, aux côtés d'autres accusés, à dix ans de prison. Quelques décennies se sont écoulées depuis, et l'été dernier j'ai discuté avec son frère Bálint (j'ai imprimé notre discussion sur la bande de magnétophone) : celui-ci, essayant toujours de motiver l'attitude de son frère, a déclaré : « Cette nuit de malheur, justement avant le commencement du carnage, c'est-à-dire à minuit, mon frère Sándor a monté la garde

à ma place. Je suis rentré chez moi, tandis qu'il a dû accompagner un groupe de soldats de la honved.

Après cette nuit, épouvanté, terrifié par ce qu'il avait vu, horrifié par tant de sang, par tous ces morts, il n'a jamais voulu raconter, en détail, ce qui s'était passé. Il répétait toujours que c'avait été affreux, un grand ravage, que ce qui s'était passé avait été par trop inhumain, sauvage ; il n'a pas été capable, il n'a pas voulu ou il n'a pas pu relater comment les choses s'étaient passées dans telle ou telle maison, chez l'une ou l'autre des familles qu'on connaissait. Il répétait qu'il avait plusieurs fois essayé de dire aux soldats de la honved de s'arrêter, qu'il est impossible que Dieu ne châtie de telles infamies. Il a même essayé une fois ou deux de les persuader de ne pas entrer dans les cours des gens, en disant qu'il connaissait bien les familles en question, que c'était des gens honnêtes, tranquilles, qui n'avaient jamais fait de mal à personne. Mais ils le remettaient à sa place, furieux : „Halgass! vagy téged is falhoz állitunk“ (Tais-toi ou on va te fusiller toi aussi). Ton affaire est de nous dire s'ils sont Roumains ou non ; la nôtre est qu'ils ne soient pas vivants. „Oláh mentes hazát akarunk“ (Nous voulons la patrie sans Roumains). La férocité et la barbarie avec lesquelles les soldats de la honved se sont déchaînés contre les Roumains avaient dépassé toute mesure.

« Je vous prie de me croire — a ajouté Borbála, la femme de Kisfalusi Bálint — que plusieurs jours d'affilée après cette nuit infame nous n'avons pas pu manger ; la vue de tant de cadavres, de tant de sang innocent nous avait fait pâlir ; on était livides de l'épouvante qui nous dominait. Nous avions honte de regarder les uns dans les yeux des autres. Ce n'était pas nous qui avions commis ces crimes, mais les assassins avaient été Hongrois, et nos voisins roumains, avec qui on avait vécu et on s'était entendu si bien étaient morts d'une mort terrible ».

Sans nul doute, les horthystes de Budapest avaient ordonné de sang-froid des actions cruelles, impitoyables, afin d'épouvanter la population roumaine, de la déterminer de se réfugier au-delà des frontières imposées temporairement, modifiant ainsi le rap-



port démographique en faveur des Hongrois dans le territoire occupé. Les brutalités, les assassinats se sont succédés sans interruption au cours des quatre ans d'occupation. Synthétisant les méthodes utilisées par les éléments fascistes horthystes afin de maltraiter et de terroriser la population roumaine, un document du ministère roumain des affaires étrangères affirmait : «Soldats, gendarmes et bandes de civils armés parcouraient les villages roumains dévastant les maisons et torturant la population roumaine pacifique et sans défense. On a brisé les os des gens à l'aide de gourdins, d'autres gens ont été tailladés à coups de baïonnette, à d'autres on a crevé les yeux, on leur a coupé les oreilles, on a versé du pétrole lampant sur la tête d'une petite fille de quatre ans de Suncuiuș (dép. de Bihor) et on l'a incendiée, à d'autres gens on a cassé les dents, on leur a arraché les cheveux et le cuir chevelu (cas de Maria Dobra de Cluj), on les a forcés à boire le sang qui coulait de leurs blessures ; deux jeunes filles, l'une de 18 ans et l'autre de 14 ans, de la commune de Mihai Bravu (dép. de Bihor) ont été torturées avec bestialité parce qu'elles se sont opposées aux tentatives de possession ; à d'autres gens on a mis de la soude caustique sur la tête et ensuite on a versé dessus de l'eau chaude (cas de Coci Florea de Voiniceni, dép. du Someș). On a crevé les yeux à Dumitru Matei (ville d'Oradea), à coups de baïonnette (18 septembre 1940)»<sup>1</sup>.

Parallèlement, on a adopté une série de mesures visant à l'élimination brutale des Roumains de la vie économique, afin de rendre impossible leur existence dans le territoire occupé et de les déterminer à se joindre à ceux expulsés par force, enlevés de leurs maisons, entassés dans des wagons, en des conditions absolument inhumaines. Ce sont quelques-unes de ces mesures, notées dans un document du ministère roumain des affaires étrangères :

«On a détruit les firmes des entreprises roumaines ; les Roumains ont été obligés à magyariser leur nom, leurs enseignes, à utiliser seulement des formulaires, carnets, actes et registres en hongrois.

On a pris en possession, par des curateurs hongrois, les entreprises des Roumains réfugiés.

On a retiré les autorisations de fonctionnement des entreprises roumaines de toutes les catégories, grandes ou petites, entreprises privées ou sociétés qui n'ont pas accepté de céder aux Hongrois leurs biens, à des prix dérisoires.

On a organisé le boycottage des entreprises roumaines, on les a empêchées de s'approvisionner avec les matières premières et les marchandises nécessaires, afin de les obliger à accepter des associations avec les protégés des autorités magyares ou à liquider dans des conditions désastreuses.

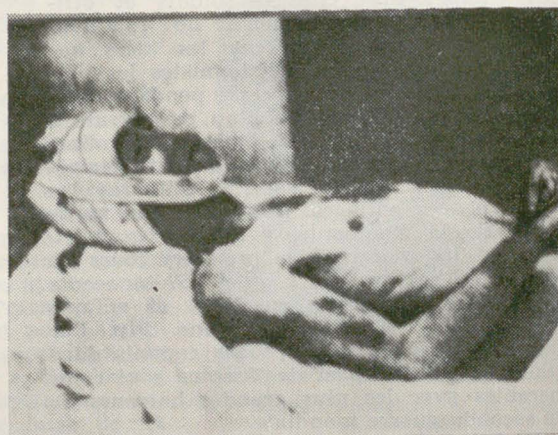
Par l'Ordonnance no. 9 270 de 1941 on a décidé la liquidation de toutes les succursales

des entreprises de Roumanie dans le nord de la Transylvanie.

Par l'Ordonnance no. 1 150 de 1941 en a interdit la vente au marché et sans autorisation des produits alimentaires des fermes individuelles, afin de mettre les Roumains dans l'impossibilité de gagner de quoi vivre par le rejet de leurs sollicitations»<sup>2</sup>.



Paysans roumains du département de Trei Scaune maltraités et ensuite expulsés par les autorités horthystes à l'automne 1940



Un des nombreux attentats commis par les horthystes — le paysan Onuș Petre, sauvagement torturé, décédé le 31 octobre 1940



Inscription sur la tombe commune des 157 Roumains assassinés par les troupes horthystes dans la commune d'Ip (dép. de Sălaj)



Les mesures discriminatoires ont impitoyablement frappé les *fonctionnaires roumains* aussi. L'ordre du 30 septembre 1944 du commandement de la 1ère Armée Royale Hongroise de Cluj, relatif à l'élimination des fonctions publiques de tous les Roumains, reprenant les ordres nos. 625, 766 et 1 188 de 1940 du Commandement Suprême de l'Armée hongroise, a été envoyé à tous les commandements militaires des départements, des arrondissements et des villes de la zone occupée ; on y montre que «*tous les fonctionnaires dont la langue maternelle est le roumain doivent être renvoyés*» et qu'ils «*seront à l'avenir aussi soumis individuellement à des recherches sévères, dans le sens des dispositions comprises dans le règlement no. 60 de l'Administration Militaire de la Capitale*». Dans le même ordre, qui invoque des normes gouvernementales, on demande que «*les fonctionnaires dont la langue maternelle est le roumain, renvoyés — au sens des précisions antérieures —, soient sommés à s'installer dans le territoire se trouvant sous l'administration roumaine*»<sup>3</sup>.

On a déclenché de sauvages persécutions contre la vie spirituelle des Roumains. On fermait les écoles primaires roumaines à des rythmes catastrophiques. On frappait sans pitié dans toute institution qui aurait pu constituer un appui moral contre la terreur ; on a démoli, détérioré ou profané nombre d'églises, tandis que les prêtres ont été poursuivis avec férocité ; la fréquence des atrocités dirigées contre eux a été terrifiante.

Sans nul doute, les paysans roumains furent les plus frappés. Par l'annulation abusive de la réforme agraire réalisée en Roumanie après la première guerre mondiale, des milliers et des milliers de paysans ont été obligés à céder leurs terres aux nobles magyars et privés des moyens de subsistance. Si l'on y ajoute les brutalités qui se succédaient dans les villages roumains — les notaires et les gendarmes horthystes ne connaissaient pas de limite à cet égard —, les requisitions arbitraires, etc., il est facile de comprendre pourquoi des dizaines et des dizaines de milliers de paysans abandonnaient leurs maisons, le peu qui leur restait et cherchaient refuge ; aussi plus de 250 000 Roumains ont-ils dû se réfugier pour échapper au fléau horthyste. Dans l'ample campagne de magyarisation de la Transylvanie au slogan «*Oláh mentes hazát*» (La patrie sans Roumains) on en a ajouté un autre : «*Zsidó mentes hazát*» (La patrie sans Juifs). Moins de cinq semaines (3 mai 1944-7 juin 1944) ont suffi aux horthystes pour entasser dans des ghettos les plus de 166 000 Juifs de tous les villages et les villes du nord de la Transylvanie, pour les piller dans des conditions barbares pour les embarquer (80 à 90 personnes par wagon) et expédier (quatre trains de 50 wagons chacun par jour) à Auschwitz.

L'idée — née à l'époque dualiste — conformément à laquelle d'amples actions auxquelles fussent entraînées toutes les forces de l'Etat, de la société auraient été nécessaires pour magyariser la Transylvanie, en premier lieu par la modification du rapport démographique, depuis toujours en faveur des Roumains, a acquis dans les têtes échauffées des horthystes, des proportions monstrueuses ; aussi ont-ils essayé de l'appliquer avec une férocité sans pareille. C'était à juste titre que, dans un document de l'époque du ministère roumain des affaires étrangères, on tirait la conclusion suivante : «*Le but que poursuivait le gouvernement de Budapest par des mesures prises contre les Roumains du nord de la Transylvanie était évident : comprenant que la présence des masses compactes roumaines, supérieures numériquement, rendait problématique la domination magyare, le gouvernement visait purement et simplement à l'extermination de l'élément roumain ou à sa fusion par la magyarisation, ce qui, dans le fond, revenait au même. Les moyens d'accomplir cet idéal (...) ont été méticuleusement étudiés et appliqués, avec une ténacité et une énergie effrénées, au cours des quatre ans de domination hongroise dans le nord de la Transylvanie (...) Les premiers mois de l'occupation magyare se sont caractérisés par une série infinie d'assassinats, de brutalités et de tortures, de pillages et de dévastations. La terreur sauvage et épouvantable a régné d'un bout à l'autre du territoire occupé*»<sup>4</sup>.

Les envahisseurs horthystes n'ont pas pu achever leurs plans criminels : à l'automne de 1944 ils ont été écrasés et chassés une fois pour toutes des contrées transylvaines par l'héroïque armée roumaine qui, aux côtés de la glorieuse armée soviétique, a libéré le 25 octobre 1944 tout le territoire de la patrie, continuant ensuite la lutte victorieuse pour la libération de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, d'une partie de l'Autriche, jusqu'à l'anéantissement de l'Allemagne hitlérienne.

C'est le mérite éternel de la Roumanie socialiste, de son président Nicolae Ceaușescu, de la sage politique qu'il élabore à la tête du Parti Communiste Roumain d'avoir œuvré, d'œuvrer afin que tous ceux qui vivent aujourd'hui dans les contrées ancestrales de la Transylvanie — Roumains, Magyars, Allemands, Juifs — travaillent, pensent et agissent en frères pour l'élévation aux sommets du communisme de la patrie commune — la République Socialiste de Roumanie.

<sup>1</sup> Arhivele M.A.E., fond Conferința de pace de la Paris, 1946, vol. 108.

<sup>2</sup> Ibidem, fond 71/1920-1944, Transilvania, vol. 363, p. 210-211.

<sup>3</sup> Ibidem, p. 211.

<sup>4</sup> Arhivele M.A.E., fond Transilvania, 1940-1944, vol. 362, p. 40.



le 12 octobre 1918:

## LA DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE NATIONALE

par VIOREL FAUR

docteur en histoire

Dimension de premier ordre de l'existence du peuple roumain, la lutte pour l'unité et l'indépendance nationale a connu, notamment au cours des deux derniers siècles, des moments d'incandescence, des moments d'accomplissements majeurs, couronnés par la création de l'Etat national unitaire roumain, constitué par l'acte historique du 1<sup>er</sup> Décembre 1918. Sur la verticale de ces progrès politiques roumains on trouve, à une place digne d'intérêt, l'historique conférence tenue à Oradea le 12 octobre 1918. Lors de cette conférence, les leaders du mouvement national des Roumains transylvains ont élaboré un document politique notable : la *Déclaration d'autodétermination nationale* des plus de 3 millions et demi de Roumains vivant en Transylvanie, Banat, Crişana et Maramures. Ce document s'inscrit dans la lignée du *Supplex Libellus Valachorum* (document rédigé, dans sa forme définitive, dans la même ville d'Oradea, au printemps 1791), et du *Memorandum* de 1892 — témoignages de portée européenne de la volonté de liberté de la branche transylvanie du peuple roumain. Ce document exceptionnel, dans lequel les créateurs de la *România Mare* (la Grande Roumanie), de même que les historiens, voient une authentique *Déclaration d'indépendance* des Roumains de cette région, est en fait une *préface* de la Grande Assemblée Nationale tenue à Alba Iulia le 1<sup>er</sup> Décembre 1918. Par ce document, la ville roumaine des bords du Crişul Repede était propulsée sur les coordonnées majeures de notre histoire politique.

Au début du mois d'octobre 1918, il était évident que l'anachronique monarchie austro-hongroise était en dissolution et qu'aucune tentative de sauver ce conglomerat de nations n'avait de chance de réussir. Dans ce contexte, les actions des Roumains transylvains pour la transposition en actes de l'idéal de l'unité nationale sont entrées dans une étape décisive, à une cadence alerte. Suite aux propositions avancées par Teodor Mihali et Ioan Suci, les membres du Comité Exécutif du Parti National Roumain se sont rencontrés à Oradea, le 12 octobre 1918, tombant d'accord sur les significations profondes du déroulement vertigineux des événements et adoptant une attitude solidaire face aux épreuves que leur réservait l'avenir. La con-

férence (appelée par certains «séance») d'Oradea — à laquelle participaient Vasile Goldiş, Teodor Mihali, Stefan Cicio Pop, Ioan Suci, Alexandru Vaida-Voievod, Aurel Lazăr, Aurel Vlad et Ioan Ciordaş, ayant pour invités Sever Dan, Gheorghe Popovici et Gheorghe Crişan, — est importante par la concentration de l'attention des leaders politiques roumains sur l'élaboration de la *Déclaration* en termes aussi clairs et concis que possible, avec des formules énergiques et edificatrices quant à l'esprit progressiste qui présidait à la rédaction d'un document d'une telle portée. Le 18 octobre 1918, Alexandru Vaida-Voievod lisait ce document devant le parlement de Budapest. Par son contenu d'un radicalisme politique prononcé, la *Déclaration* a produit une réelle surprise aux rangs des parlementaires hongrois, obligés de prendre connaissance d'une expression marquée de la volonté de liberté et unité nationale des Roumains transylvains. Les commentateurs malveillants qu'on a pu entendre de la part de certains députés, leurs ironies n'étaient à ces moments-là que des formes extérieures de l'incapacité des gouvernants de s'opposer au cours normal de l'histoire. «Sur la base du droit naturel — soulignait-on dans la *Déclaration d'autodétermination nationale* des Roumains transylvains — selon lequel toute nation peut disposer et décider elle-même de son sort, la nation roumaine...souhaite faire usage maintenant de ce droit et prétend en conséquence pour soi-même le droit de décider, libre de toute influence étrangère, de s'aligner aux nations libres». La pleine indépendance des Roumains de Transylvanie est ainsi proclamée, vérité soulignée aussi dans un autre passage du document : «l'organe national de la nation roumaine ne reconnaît pas au parlement et au gouvernement hongrois le droit de la représenter, pour qu'il puisse représenter lui-même au congrès général de paix les intérêts de la nation roumaine». Pour dissiper tout doute concernant les intentions des Roumains transylvains, on précise dans la *Déclaration* que «la population roumaine de Transylvanie ne saurait confier la défense de ses propres intérêts qu'à des facteurs désignés dans sa propre Assemblée nationale». On voit ici formuler, très clairement, l'idée de la nécessité d'une décision collective, l'unique valable



d'ailleurs, qui devait être prise par une future assemblée nationale, selon le modèle de celle réunie le 3/15 mai 1848 à Blaj. Il convient donc de retenir que c'est toujours à Oradea, dans la maison du militant national le docteur Aurel Lazăr, qu'avait été prise l'initiative d'un immense *forum populaire*, ayant une finalité historique décisive : le parachèvement du processus de création de l'Etat national unitaire roumain. Avant que celle-ci n'ait eu lieu, le document attirait, particulièrement, l'attention des anciens gouvernants sur le fait que «en dehors du Comité Exécutif du Parti National Roumain, personne n'est plus en droit de traiter dans des affaires concernant la situation politique de la nation roumaine. Toutes les décisions que l'on prendrait (par des facteurs politiques extérieurs — N.D.L.A.) sans son approbation sont nulles et non advenues».

L'insistance avec laquelle on s'appuie dans ce document sur le concept de libre disposition nationale n'est pas fortuite : on connaissait l'opposition farouche des oppresseurs au principe de l'autodétermination nationale. Les anciens gouvernants devaient être convaincus de ce que le temps des discussions, des arrangements conjoncturaux et des manœuvres politiques leur assurant une position privilégiée était passé. C'est pourquoi, même dans la partie finale du document, on insiste sur la résolution définitive des Roumains de Transylvanie de réclamer, après des siècles de souffrance, l'affirmation et la valorisation de leurs droits inaliénables et imprescriptibles à une vie nationale à part entière».

Admirable acte de dignité nationale, la *Déclaration* atteste concomitamment la séparation définitive des Roumains de Transylvanie, Banat, Crişana et Maramures de l'Etat multinational à une structure tellement compromise qui était la monarchie bicephale austro-hongroise, leur irrévocable «divorce». Se considérant dorénavant libres et maîtres de leur propre sort, les Roumains transylvains entamèrent, les jours suivant la *Déclaration*, une série de démarches visant à assurer ce qui allait devenir la grande et incomparable victoire du 1er Decembre 1918, qui a condensé les aspirations de tous les Roumains. La *Déclaration* du 12 octobre 1918 d'Oradea a été couronnée par la décision prise à la suite d'un plébiscite concernant l'union de la Transylvanie avec la Roumanie — l'une des pierres angulaires de l'édifice de l'Etat national unitaire roumain.

La *Déclaration d'autodétermination nationale* a éveillé un vif écho à l'époque, ce qu'attestent de nombreux commentaires dans la presse, certains documents et considérations formulées ultérieurement par les participants à la conférence du 12 octobre 1918. Dans la perspective actuelle, cet aspect se révèle d'un intérêt scientifique certain, reflétant la manière dont les contemporains ont accueilli son contenu d'idées, son puissant effet sur la conscience des Roumains des deux versants des Carpates, stimulant leurs actions convergentes vers la réalisation du

desideratum séculaire de l'unité nationale.

Dans un texte autobiographique, Vasile Goldiş notait : «La *Déclaration*... a fait l'effet d'un coup de foudre dans le parlement hongrois. C'était en fait une héroïque manifestation pour la liberté du peuple roumain... Elle a eu un profond écho ici comme de l'autre côté des Carpates et a été considérée partout un prélude à l'union des Roumains de Hongrie avec la patrie-mère<sup>2</sup>. A son tour, l'historien Ioan Lupaş, profond connaisseur de l'état d'esprit des Roumains en ces moments d'une rare intensité émotionnelle, avouait : «Quand on eut annoncé sur les parages transylvains que le Comité National Roumain avait décidé dans la séance d'Oradea (du 12 octobre 1918) la séparation d'avec la Hongrie ... tout le peuple roumain a été saisi par une joie extrême»<sup>3</sup> (notre soulignement). Relatant sur la Séance du Comité National Roumain d'Oradea, le journal *Nagyvárad* *Napló* (du 15 octobre 1918) informait ses lecteurs sur la décision des membres marquants de la direction du Parti National Roumain lesquels avaient constaté, «avec satisfaction, que les principes wilsoniens une fois acceptés, les Roumains pourront réaliser leur voeu séculaire, le droit à l'autodétermination des peuples». Le même journal écrivait : «La conception de tous les Roumains est unitaire, sans distinction d'orientation politique et couche sociale»<sup>4</sup> ; on avait donc à faire à un consensus et non à une position isolée de certains leaders politiques. Un autre quotidien magyar d'Oradea estimait que «l'enthousiasme des Roumains a atteint des proportions fantastiques et le monde brûle d'impatience de voir le fait accompli»<sup>5</sup>. Remarquant le puissant écho de la *Déclaration* aux rangs des Roumains transylvains, le journal *Aradi Hirlap* (du 15 octobre 1918) tirait la conclusion que «toutes les couches et les courants roumains sont unanimes à reconnaître que seul en ces moments de tournant à pouvoir représenter la nation roumaine de Hongrie et de Transylvanie et de décider sur tout problème est le Comité national».

En tant que document de portée majeure, la *Déclaration* a rapidement pénétré dans le circuit public d'informations, la presse s'avérant réellement prompte à diffuser des appréciations sur son fonds national et politique. Qui plus est, on a intégralement reproduit son texte dans plusieurs périodiques roumains et hongrois.

La *Déclaration* a été saluée avec enthousiasme aussi par les militants politiques roumains de la Bucovine<sup>6</sup>, entraînés dans une action à finalité identique ; on pouvait saisir la synchronisation des efforts entrepris en direction de la proclamation de la pleine indépendance nationale. Dans le document élaboré à l'occasion de la réunion tenue à Cernăuţi le 11 octobre 1918, par des leaders politiques de la région, «on a prononcé à peu près les mêmes mots»<sup>7</sup> sur les intentions des Roumains visant leur émancipation nationale. D'après les constatations de Sextil Puşcariu,



impliqué dans les événements de Cernăuți, ces formulations politiques étaient «dictées par l'instinct et la sagesse des mêmes cœurs roumains»<sup>8</sup>. Dans un article paru dans le périodique *Glăsur Bucovinei*, intitulé *Frères, nous sommes avec vous*, on reproduisait les passages les plus significatifs de la *Déclaration d'autodétermination nationale* d'Oradea. Exprimant leur solidarité avec leurs frères de Transylvanie, les rédacteurs du journal en question se montraient confiants dans l'avenir : «Par-dessus les monts qui nous séparent ... nous tendons la main à nos frères de Transylvanie et de Hongrie avec lesquels nous sommes unis dans les cœurs et dans les esprits et dont nous voulons partager le sort. Avec eux, nous ne sommes plus trois cent mille, mais... une masse compacte de près de quatre millions, dont la voix sera entendue quand la situation politique sera assez claire pour que nous puissions formuler définitivement nos postulats et dire au monde comment nous envisageons notre avenir»<sup>9</sup>. Les Roumains de l'ancien Empire austro-hongrois se trouvaient donc sur les mêmes barricades de la lutte pour l'union avec la Roumanie ; au début d'octobre, ils proclamaient eux aussi le principe de l'autodétermination nationale en tant qu'expression de plates-formes politiques similaires et d'une nécessité historique objective.

Publié dans certains périodiques du temps et véhiculé dans divers milieux sociaux, le texte de la *Déclaration* est aussi parvenu aux hommes politiques de Roumanie. Un article portant le titre *L'heure de la libération des Roumains a sonné. L'assemblée roumaine d'Oradea Mare* était publié dans le journal *Galati noi* (du 23 octobre 1918). Il est à noter que des informations concernant la *Déclaration* circulaient aussi à Bucarest, où l'on exprimait par ailleurs la conviction que ceci «ouvrirait toute une série d'actions»<sup>10</sup> d'autres personnalités de Transylvanie et de Roumanie.

Les habitants de Iași ont eux aussi connu le contenu de la *Déclaration* dans la presse locale. Par l'article sur *Les événements de Hongrie et l'attitude des Roumains de Hongrie*<sup>11</sup>, le journal *Evenimentul* diffusait des informations exactes sur la conférence tenue à Oradea. Après avoir relevé que cette *Déclaration* avait été lue devant le parlement hongrois, le journal de Iași *Mîscarea* insiste sur le fait que «les Roumains d'outre-monts ne reconnaissent ni au parlement, ni au gouvernement hongrois le droit de représenter la nation roumaine au Congrès de paix et ne permettent aucune ingérence dans la manière dont cette nation sera constituée»<sup>12</sup>. Sans doute, les volontaires transylvains de l'armée roumaine ont appris de la même source le document politique dont il est question en ces lignes, ce qui ne manqua pas d'affermir leur confiance dans la victoire finale.

La *Déclaration d'autodétermination nationale*, document-programme d'une portée incontestable, a réellement eu un écho interna-

tional, les agences de presse de Vienne, Paris, Rome, Berlin et autres centres en ont rendu compte<sup>13</sup>. Elle a été portée à la connaissance des gouvernements des alliés<sup>14</sup>, pour que ceux-ci soient en possession de données exactes sur l'orientation et les actions des Roumains de Transylvanie, notamment aux fins de les informer que ces derniers avaient adhéré sans équivoque au principe de l'autodétermination nationale soutenu par le président américain Wilson. Le Conseil National de l'Unité Roumaine à Paris transmettait, le 4 novembre 1918, une note au ministre français des affaires extérieures, Stéphane Jeun-Marie, précisant ce qui suit : «Le Comité (exécutif du P.N.R. — N.D.L.A.) a décidé de se constituer comme une nation indépendante, séparée de l'Autriche et de la Hongrie. Cette décision a été présentée à la tribune du parlement hongrois par le député Alexandru Vaida, qui a, en même temps, nié au parlement hongrois le droit de représenter la nation roumaine»<sup>15</sup>. Le journal *La Roumanie* faisait une propagande active en faveur des manifestations politiques des Roumains transylvains se trouvant sous le signe de la lutte pour l'unité et l'indépendance. Contrecarrant la campagne antiroumaine déployée à l'étranger par les représentants des anciens gouvernements oppresseurs, le périodique mentionné attirait fermement l'attention sur le fait que «Les Roumains ne sont pas une nationalité, mais une nation. La monarchie austro-hongroise est toujours en retard : aujourd'hui le temps des

(suite page 106)

<sup>1</sup> Le député, Szilagyi Lajos a qualifié la *Déclaration d'acte «de provocation»*, Kun Béla la considérait un «discours antinational», et le ministre B. Iosif Sterényi utilisait à son propos des paroles indignes d'une tribune parlementaire (Ország-gülesi Ertésítő du 20 octobre 1918).

<sup>2</sup> Gh. Șora, O autobiografie înedită a lui Vasile Goldis, in A.I.I.A. 1983—1984, p. 480—481.

<sup>3</sup> Ioan Lupaș, Adunarea Națională de la Alba Iulia, in Cele trei Crisuri, 1928, no. 11—12, p. 162.

<sup>4</sup> Ioan Popovici et collaborateurs, 1918. Bihorul in epopeea Unirii, Oradea, 1978, p. 111.

<sup>5</sup> Nagyvárad, 1918, no. 238, p. 3.

<sup>6</sup> «La déclaration des Roumains transylvains — se souvient Sextil Pușcariu, qui était alors en Bucovine — y fit une impression profonde» (Memorii ed. Minerva, București, 1978, p. 321).

<sup>7</sup> Ibidem, p. 323.

<sup>8</sup> Ibidem.

<sup>9</sup> *Glăsur Bucovinei* du 22 oct. 1918 (Apud Unirea București, 1972, ps 531—532).

<sup>10</sup> Transilvaniei cu România, 1 Decembrie 1918, II ed.

<sup>11</sup> Apud Desăvîrșirea unificării statului național român. Unirea Transilvaniei cu vechea Românie, Ed. Acad. R.S.R., București, 1968, p. 368.

<sup>12</sup> Evenimentul du 10 oct. (ancien style) 1918, p. 1.

<sup>13</sup> Mîscarea du 11 oct. (ancien style) 1918, p. 1.

<sup>14</sup> Unirea Transilvaniei cu România... p. 532.

<sup>15</sup> Desăvîrșirea unificării statului național român, ... p. 368.

<sup>16</sup> Desăvîrșirea unității național-statale a poporului român. Recunoașterea ei internațională. 1918. Documente interne și externe, Ed. Șt. și Encicl., București, vol. III, 1986, p. 43.

<sup>17</sup> La Roumanie, 1918, no. 42, p. 1.

<sup>18</sup> Un protest român in parlamentul de la Budapesta (apud C. Botoran, O. Matichescu, Documente străine despre lupta poporului român pentru făurirea statului național unitar, Editura Dacia, Cluj-Napoca, 1980, p.102).

<sup>19</sup> Ibidem, p. 232—233.

<sup>20</sup> Ibidem, p. 250—251.



# LA GRANDE UNION DE 1918 LA VOLONTÉ ET LA VICTOIRE DE TOUTE LA NATION ROUMAINE

par **ȘTEFAN PASCU**

de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie

Une réalisation telle celle de 1918 a été le fruit d'une volonté, transformée en tendance, puis en facteur combattant actif, et, finalement, en victoire. Le réalisateur en a été le peuple roumain dans son ensemble, le peuple de Roumanie et celui des territoires roumains se trouvant sous la domination étrangère, qui a consenti, des siècles durant, à d'immenses sacrifices sur l'autel de son unité nationale et d'Etat. Le facteur extérieur, la Première Guerre Mondiale, n'a représenté que la conjoncture. Les contradictions sociales et nationales de l'Autriche-Hongrie étaient tellement fortes, que sa dissolution était inévitable. Avec ou sans guerre, cet empire, comme l'empire russe, étaient en décomposition ; la guerre n'a fait qu'accélérer le processus. La participation de la Roumanie à la Première Guerre Mondiale, aux fins de la libération des Roumains de sous la domination étrangère et de leur union avec la Roumanie, a eu pour but la libération, et non point l'invasion et la domination de territoires étrangers. Ayant le même but,

la libération et l'unification, les milliers d'habitants de la Transylvanie et de la Bucovine se sont engagés volontairement dans l'armée roumaine, se sacrifiant dans la grande épopée de l'été 1917, marquée par les batailles de Mărăști, Mărășești et Oituz.

Les conditions extérieures, de conjoncture, à rôle secondaire, ont formé l'«occasion» et non point la cause de l'accomplissement de cette évolution historique objective. La révolution d'octobre 1917 de Russie et la Déclaration du droit des peuples de l'empire des tzars de décider de leur avenir, ont facilité l'accomplissement du voeu et de la volonté des Roumains d'entre le Prut et le Dniestr de s'unir à la grande patrie, la Roumanie, au printemps 1918, après que des étapes préparatoires fussent traversées : l'autonomie de la Bessarabie, à l'automne 1917, la République Fédérative Démocratique Moldave, en l'hiver 1917.

L'exemple a été encourageant aussi pour les autres territoires roumains sous domination étrangère : la Transylvanie et la Bu-



Le Comité de direction de l'Union  
des Roumains (1914-1916)



covine. Et ceci de plus en plus, au fur et à mesure que la crise de l'empire austro-hongrois s'aggravait. Aucune tentative du dernier des Habsbourg de surmonter la crise de son empire moribond ne pouvait avoir d'écho favorable au sein des nations si longtemps opprimées. Dans la situation interne et externe où se trouvait la monarchie bicéphale, l'automne 1918 fut décisif. Dans le calendrier des événements des mois d'octobre et novembre 1918 il y a plusieurs dates marquant des événements importants, qui ne sont pas de simples coïncidences.

● Le 6 octobre, le comité des Roumains d'Autriche-Hongrie se réunit à Iași, où il déclare les territoires roumains séparés de la monarchie austro-hongroise, proclamant leur union à la Roumanie. C'est alors également que les étudiants de Bucovine assurent le Conseil National des Roumains de Bucovine de leur soutien dans la réalisation de l'union de cette province avec la Roumanie, et la direction du Parti National Roumain de Transylvanie est convoquée à Oradea pour décider des mesures à prendre en ces temps «de tournant». De grandes grèves à Timișoara et Arad pour du pain, pour la paix et la libération nationale complètent les événements de ces jours-là. Tout ceci confère à la journée du 6 octobre l'importance de représenter une période décisive pour le grand accomplissement objectif : le parachèvement de l'unité nationale et d'Etat du peuple roumain. Le journal «The New York Times» écrivait en ces circonstances, le même jour du 6 octobre, que tous les 4 000 000 Roumains de Transylvanie, Banat et Bucovine, vivant «sous l'oppression hongroise et autrichienne ont considéré la guerre comme leur propre guerre tellement attendue de libération, qui les affranchira de la domination étrangère et les unira aux 8 000 000 de Roumains du Royaume Roumain, ce qui constitue le salut de la nation roumaine».

● Les 12 et 13 octobre, le comité du Parti National Roumain de Transylvanie proclame le droit du peuple roumain de Transylvanie à l'autodétermination : le lendemain, les socialistes roumains décident d'appuyer l'application du droit à l'autodétermination.

● Le 18 octobre est lue dans le parlement de Budapest la déclaration d'autodétermination des Roumains de Transylvanie, accompagnée d'une ample motivation. Le même jour, la société «Petru Maior» des étudiants roumains adresse à la communauté estudiantine l'appel à soutenir la lutte du Parti National Roumain de Transylvanie dans l'application de l'autodétermination. La déclaration d'autodétermination des 12—18 octobre est un événement historique décisif pour la nation roumaine, pour le parachèvement de son unité politique et d'Etat. Aux termes de cette déclaration et au nom des principes qu'on y englobait, on prend toutes les décisions marquant la seconde moitié du mois d'octobre et le mois de novembre, couron-

nées par l'historique résolution de décembre 1918 de Alba Iulia.

● Le 27 octobre a lieu à Cernăuți une grande réunion de proclamation de l'Assemblée Constituante. La première décision de celle-ci a été «l'union de la Bucovine avec les autres pays roumains en un Etat national indépendant, en parfaite solidarité avec les Roumains de Transylvanie et de Hongrie». La Constituante élit le même jour le Conseil National, qui se charge du gouvernement de la Bucovine. A son tour, le Conseil élit le gouvernement de la Bucovine présidé par Iancu Flondor. Le même jour les marins des ports Pola et Rijala s'insurgent ; à cette occasion, les marins roumains déclarent leur adhésion à la décision d'autodétermination des 12—18 octobre.

● Les 30—31 octobre on a pu dire que «La Révolution avait vaincu». Se constitue le Conseil National Roumain de Transylvanie, formé, sur base de parité, de 6 représentants du Parti National Roumain et de 6 représentants du Parti Social-Démocrate. Le même jour, la Roumanie décide d'entrer à nouveau dans la guerre ; le même 30 octobre, les sociaux-démocrates de Roumanie proclament la victoire nationale et la victoire sociale. A la même date sont constitués le Comité National des Roumains de Transylvanie et le Sénat national siégeant à Vienne, subordonnés au Conseil National Roumain de Transylvanie, présidé par Ștefan Cicio-Pop. Les 30—31 octobre on assiste aussi à la constitution du commandement des Conseils militaires ou gardes nationales. Le 31 octobre encore, le gouvernement des Etats-Unis reconnaissait la légitimité de l'Union de la Transylvanie à la Roumanie.

● Le 2 novembre inscrit dans son calendrier l'Appel du Conseil National Roumain adressé à la nation roumaine, faisant valoir le droit de libre «disposition» des nations, leur égale légitimité, lui demandant de se montrer digne de la confiance placée en elle par d'autres nations, pour que «la jeune et la magnifique nation roumaine» puisse se présenter devant le monde «dans toute sa pureté, immaculée, dans toute sa splendeur». Le même jour, le Conseil National Roumain adresse un autre appel à toute la population de Transylvanie, lui annonçant qu'il se charge du gouvernement de la Transylvanie. Le même jour marque le début de l'ample processus de constitution des conseils nationaux et des gardes nationales locales. C'est le jour où un changement fondamental intervient dans l'histoire de la Transylvanie, quand le gouvernement de celle-ci est pris en main par les représentants de la nation détenant la majorité absolue.

● Les 10, 11 et 12 novembre apportent d'autres pas décisifs concernant l'accomplissement d'un desideratum historique : la Grande Union. Le 10 novembre, le Conseil National Roumain Central se charge officiellement et effectivement du gouvernement des territoires habités par les Roumains. Le même jour, le roi Ferdinand décrète la mo-



bilisation de l'armée roumaine pour entrer de nouveau dans la guerre; les troupes françaises commandées par le général Berthelot traversaient le Danube pour se joindre à l'armée roumaine. Toujours le 10 novembre dans le journal «Adevărul», les ouvriers roumains se déclarent corps et âme aux côtés du Conseil National Roumain Central. Les événements des 11-12 novembre complétaient ceux de la veille. Le 11 novembre, le Conseil National Roumain Central adresse un ultimatum au Conseil National Magyar, l'invitant à lui remettre officiellement le gouvernement de la Transylvanie afin d'éviter l'agitation et l'effusion de sang. Les Roumains anciens prisonniers en Russie, réunis à Tcheliabinsk, décident avoir «proclamé la séparation des territoires roumains d'Autriche-Hongrie et leur union avec la Roumanie». Le 12 novembre le Conseil National Roumain Central annonce, par une circulaire, avoir pris en main l'administration de la Transylvanie afin d'accomplir la mission historique de notre nation». Le même jour, le Commandement suprême des gardes nationales roumaines fait nommer leur état-major; le gouvernement de la Bucovine, de concert avec le Conseil National, décrète la *Loi fondamentale provisoire sur la Bucovine*, où sont établies les attributions du Conseil National qui «incarne le pouvoir suprême en ce pays».

● Les 15, 16 et 17 novembre, l'on enregistre d'autres pas décisifs dans la voie du parachèvement du commandement historique de la création de l'Etat National roumain. Le 15 novembre, le Conseil National Roumain Central, représentant «la volonté souveraine de la nation roumaine» annonce aux conseils nationaux locaux le règlement pour l'élection des députés à l'assemblée nationale». Le 17 novembre, suite à la résolution du 15 novembre, on organise la cérémonie de consécration du drapeau; les soldats roumains de Vienne prononcent le serment d'être fidèles à «la nation roumaine» et de se soumettre au Conseil National Roumain Central. Le même jour, de nombreux conseils nationaux organisent la même cérémonie. Les étudiants roumains de Bucarest s'engagent, le même 17 novembre, à lutter énergiquement pour l'unité de tous les Roumains. Vasile Goldiș publie, dans le journal «Românul», l'article-programme relatif à l'organisation politique des Roumains.

● Le 20 novembre est une journée importante dans l'accomplissement du commandement historique de l'union. Le «Grand Conseil de la nation roumaine de Transylvanie et Hongrie» convoque la Grande Assemblée Nationale à Alba Iulia, précisant les noms des délégués officiels et des élus dans les circonscriptions électorales. Le commandement des gardes nationales, à son tour, agissant pour appuyer le Grand Conseil, communiquait la représentation de ces gardes à la Grande Assemblée Nationale d'Alba Iulia. Les leaders des étudiants adressent un

appel aux masses estudiantines à faire leur devoir à l'égard de la nation roumaine. Le 20 novembre également, on annonce que l'armée roumaine a traversé les Carpates.

● L'intervalle 25—28 novembre représente le parachèvement du processus objectif d'union pour la Bucovine. Le 25 novembre, respectant les décisions de la Constituante du 27 octobre, le Conseil National convoque le «Congrès du peuple de Bucovine» pour le 28 novembre. Réuni sous la présidence d'Iancu Flondor, le Congrès de la Bucovine, décide «*L'Union sans conditions et à jamais de la Bucovine avec la Roumanie*». A l'unanimité, les participants, mandatés par les électeurs, expriment, dans une atmosphère d'un enthousiasme impressionnant, leur approbation.

Le 1<sup>er</sup> Décembre 1918. La «Grande Assemblée Nationale» est réunie à Alba Iulia, sous la présidence de Gheorghe Pop de Băsești; y participent 1228 délégués officiels ou députés, et une foule de quelque 150 000 personnes, mandatées par tous les habitants de la Transylvanie. Dans une atmosphère de frénétique enthousiasme, l'assemblée a voté à l'unanimité, *l'Union des Roumains de Transylvanie, Banat et du Pays Hongrois et des territoires habités par ceux-ci à la Roumanie*. Cette décision est soulignée par les paroles historiques de Gheorghe Pop de Băsești: «*L'Union de ces provinces roumaines avec la patrie-mère est décidée à tout jamais*».

Au temps où le grandiose acte de l'Union avait lieu à Alba Iulia, ceux qui n'avaient pu participer à la «grande assemblée» célébraient en toute la Transylvanie l'historique événement. Lettres et télégrammes, innombrables et émouvants, complétaient les autres manifestations solennelles.

Le même jour du 1<sup>er</sup> décembre — cette coïncidence fortuite semble invraisemblable — les officiels réfugiés pendant l'occupation allemande à Iași regagnaient Bucarest. Une impressionnante manifestation dans la Capitale réunissait dans une même célébration les deux événements dont les significations s'associaient dans une unité parfaite.

L'importance historique des événements de Bucovine et de Transylvanie est rehaussée par son «large caractère de masse», comme le faisait valoir avec raison le camarade Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du parti, président du pays, car ces événements avaient entraîné «les ouvriers, les paysans, les intellectuels, les milieux avancés de la bourgeoisie, les principales classes et couches de la société»; on peut donc affirmer avec raison que l'Union a été «l'œuvre de tout le peuple, de toute notre nation».

C'est ainsi que, dans une atmosphère sublime, de par la volonté mûrement concertée de tout un peuple, était accompli le plus important événement de l'histoire millénaire des Roumains. Un processus historique objectif était couronné par une apothéose.



## DE LA GRANDE UNION

par **MIRCEA MUŞAT**

maître de conférences, docteur en histoire

Coordonnée fondamentale et permanente de l'histoire de la Roumanie, résultat objectif de l'évolution de la société roumaine, la lutte pour l'unité et l'indépendance nationales a constitué l'idéal et l'aspiration multi-séculaire de notre peuple. Elle s'est appuyée sur les fondements de granit du développement du peuple roumain — peuple formé de manière unitaire sur le sol ancestral de la Dacie et ayant eu depuis toujours la même patrie.

Depuis les temps les plus reculés, le peuple roumain s'est développé en se heurtant sans cesse à toutes sortes d'obstacles et de difficultés, d'adversités et de vicissitudes historiques. Les vagues des peuples migrants, qui des siècles durant se sont abattues sur notre pays, la position géographique — carrefour d'intérêts vitaux des plus grands empires de l'Europe, ottoman, des Habsbourg et russe —, les guerres dévastatrices menées sur le territoire des pays roumains, les destructions et le détournement de nombre de valeurs matérielles et spirituelles, tout cela — et il faut y ajouter parfois la division des pays roumains entre les grands empires de l'époque — a considérablement freiné le progrès socio-économique de notre peuple. En dépit de ces tourments de l'histoire, trouquant au besoin la charrue contre l'épée, il a conservé son être ethnique et étatique, la décision de vivre uni, libre, maître dans son pays.

L'aspiration vers la reconstruction de l'Etat unitaire, libéré totalement et définitivement de l'oppression étrangère, où les Roumains, étroitement unis, affirment leur individualité dans le cadre de l'humanité, s'est maintes fois manifestée au cours du Moyen Age dans la pensée politique et culturelle, dans des plans militaires et diplomatiques de nos devanciers, devenant, à l'époque moderne, l'idéal suprême de la nation roumaine, son but politique fondamental. C'est à juste titre que le grand historien et révolutionnaire démocrate Nicolae Bălcescu écrivait en 1850 : «L'unité nationale a été le rêve chéri de nos vaillants voïvodes, de tous nos grands hommes qui ont personnnifié l'individualité et l'esprit du peuple pour les faire connaître au monde entier. C'est pour elle qu'ils vécurent, travaillèrent, souffrirent et mourirent». L'idéal de la liberté nationale a donné des ailes à la pensée, à l'âme et à la plume des personnalités les plus grandes de la culture roumaine, conférant de la substance aux nombreuses actions organisées d'un côté et de l'autre de la rivière de Milcov, d'un côté et de l'autre des Carpates, alimentant le feu des aspirations séculaires de tous les Roumains vers l'unité, en dépit des frontières fictives que les grands empires avaient tracées sur le territoire unitaire de l'ancestrale Dacie. Embrassé par les larges masses populaires,

cet idéal a acquis une force inébranlable, l'idée de l'union et de l'indépendance se retrouvant dans tous les actes historiques importants de notre nation à l'époque moderne.

La tradition historique du peuple roumain est que les grands dirigeants du pays et les commandants d'armées, les leaders des luttes sociales et politiques consultent le peuple, avant de prendre des décisions importantes, sur les voies à suivre. La tradition des assemblées populaires de Cîmpeni, Padeş, Blaj, Islaz, Filaret, des grandes assemblées populaires de 1858 et 1877 était vive dans l'esprit des dirigeants politiques appelés à consacrer en 1918 l'acte historique de parachèvement du processus d'édification de l'Etat national unitaire roumain. Ce fut le support de la décision du Conseil National Central Roumain, organe collectif qui réunissait toutes les forces politiques de la nation roumaine de Transylvanie, décision qui exprimait la volonté du peuple entier, de consulter de manière expresse les masses en vue de l'Union de la Transylvanie à la mère patrie. Cette attitude du Conseil National Central Roumain se dressait contre ces voix qui, dans ces circonstances particulières, exigeaient que l'union se fit par une décision ou un décret du Conseil même ; c'était de cette manière qu'avaient procédé les autres peuples opprimés de l'Autriche-Hongrie : Tchèques, Slovaques, Polonais, Serbes, Hon-



grois, qui avaient proclamé l'union par des décisions qu'avaient adoptées les conseils et comités nationaux. Devant un acte qui allait avoir des conséquences particulièrement importantes pour le présent et l'avenir de la nation roumaine, les leaders politiques de Transylvanie ont choisi la voie démocratique : aussi a-t-on organisé un plébiscite afin de consulter le peuple entier, aussi a-t-on convoqué la Grande assemblée représentative nationale, élue par suffrage universel fondé sur le droit fondamental à l'autodétermination ; la décision devait conduire à la réunification de l'Etat national. L'organisation de conseils et de gardes nationales dans les villes et les villages, l'élection démocratique de délégués à l'assemblée nationale et le déroulement proprement dit de la Grande Assemblée Nationale à Alba Iulia ont constitué des illustrations de la volonté de tous les Roumains transylvains de s'unir à la mère patrie.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1918, à Alba Iulia, sur le champ de Horea, se sont réunies plus de 150 000 personnes, paysans, ouvriers, intellectuels, artisans afin de consacrer l'acte objectif et progressiste qui parachevait le processus de formation de l'Etat national unitaire roumain.

La décision historique de l'Union a été prise, dans une atmosphère enthousiaste, par la Grande Assemblée Nationale, organe politique représentatif de la nation roumaine de Transylvanie dans son ensemble, formée de 1 228 députés élus par suffrage universel par tous les milieux électoraux ou désignés par toutes les institutions roumaines de Transylvanie. L'assemblée populaire à laquelle ont participé plus de 150 000 personnes venues de toutes les régions de Transylvanie, les assemblées locales de ceux restés chez eux ont ac-

cueilli la décision de l'Union avec un enthousiasme sans pareil.

Aux côtés de bien connus hommes politiques, de personnalités se trouvant aux premiers rangs du mouvement national, à l'assemblée ont participé 150 délégués de la social-démocratie roumaine, représentant presque 70 000 ouvriers organisés. « Ces mots de la Résolution d'Alba Iulia sont gravés en or dans le grand livre d'histoire de la patrie : „L'assemblée nationale de tous les Roumains de Transylvanie et du Banat (...) réunis le 1<sup>er</sup> décembre 1918, par leurs représentants autorisés, à Alba Iulia, décrète leur union et l'union de tous les territoires qu'ils habitent à la Roumanie“ », soulignait le président Nicolae Ceaușescu.

L'acte historique de l'Union de la Transylvanie à la Roumanie a trouvé de l'appui parmi les représentants progressistes du peuple hongrois aussi, des travailleurs d'autres nationalités cohabitantes de Transylvanie intéressés à liquider l'oppression sociale et nationale. Dans le manifeste du 3 novembre 1918, signé par des représentants de marque de la vie culturelle et sociale hongroise dont Ady Endre, Bartok Bela, Kodaly Zoltan, Varga Jenő, on affirmait : « Nous n'avons pas de prétention à l'égard des nations sœurs. Nous nous considérons nous-mêmes une nation renouvelée, une force maintenant libérée sur les ruines de la monarchie. Nous sommes soulagés une fois conscients du fait que nous ne sommes plus obligés d'être les piliers de l'oppression. Vivons en paix les uns aux côtés des autres, en tant que nations libres parmi les nations libres ». A son tour, le préfet magyar du comitat d'Arad, Varjassy Lajos, affirmait : « Je trouve tout à fait naturel qu'un peuple digne ne veuille plus tolérer la sujétion —

nous-mêmes (les Hongrois — n.d.a.) n'avons pas toléré la sujétion à l'Autriche ».

En janvier 1919, un manifeste a rendu publique la décision de la population saxonne de s'unir à la Roumanie ; on transmettait au peuple roumain un « salut fraternel, le souhait cordial d'accomplissement de ses idéaux nationaux ». Les Souabes du Banat ont adopté une position identique ; réunis dans le congrès de Timișoara, dont les travaux ont eu lieu en août 1919, ils ont exprimé leur volonté de s'unir à la Roumanie, en appréciant que la « décision d'Alba Iulia est une garantie du développement ethnique et culturel ». C'est toujours en janvier 1919 que la population juive de Transylvanie a adhéré à la décision d'union à la Roumanie et d'édification de l'Etat unitaire roumain.

En flagrante contradiction avec ce que les événements cruciaux de 1918 ont représenté, en fait, pour toute l'Europe, un certain ouvrage anachronique édité en 1986 à Budapest considère la Grande Union des Roumains comme ayant été l'action « d'un groupe de la bourgeoisie roumaine de la ville d'Arad » (pp. 1717—1718), ignorant le processus historique légitime par lequel toute la nation roumaine du pays roumain de Transylvanie a exprimé sa volonté de s'unir à tout jamais avec la mère-patrie, la Roumanie. Qui plus est, le faux historiographique en question qualifie d'impérialiste le système des traités de paix conclus après la Première Guerre mondiale. On y nie ainsi l'action inexorable d'une loi historique objective, à savoir l'autodétermination des nations à l'égard de la monarchie autrichienne, caractérisée par Engels, dès 1848, comme « un conglomerat bigarré, issu d'héritages et de vols, ce pélemêle organisé où dix lan-



gues et dix nations s'embrouillent, ce mélange fortuit de coutumes et de lois des plus contradictoires».

Parallèlement à la création de l'Etat national unitaire roumain, d'autres Etats indépendants se sont constitués au centre et dans le sud-est de l'Europe : les Etats tchèque, polonais, autrichien, serbe ; c'est dans le cadre de ce processus que prit naissance la République Hongroise Indépendante, ce qui a permis la réalisation de la révolution bourgeoise-démocratique et, ensuite, l'avènement en Hongrie, pour peu de temps, du pouvoir révolutionnaire de la République des Conseils.

**«Il faut affirmer — appréciait le camarade Nicolae Ceaușescu, secrétaire général de notre parti, dans le discours prononcé le 1<sup>er</sup> décembre 1978 — que, malheureusement, ni la révolution bourgeoise ni le pouvoir soviétique instauré en Hongrie en 1919, n'ayant pas compris les principes du droit des peuples à l'autodétermination, n'ont reconnu d'emblée le caractère objectif, donc juste, de l'union de la Transylvanie à la Roumanie».** Ce ne fut que plus tard, dans une note officielle adressée le 30 avril 1919 au gouvernement roumain, que Bela Kun déclarait au nom de la République Hongroise des Conseils que «nous ne nous maintenons plus sur le principe de l'intégrité territoriale».

Ces réalités mettent en pleine lumière le fait que ce ne fut pas le Traité de Trianon qui a conduit à l'avènement en Hongrie du régime horthyste. Le horthysme constitue l'expression de la nostalgie de la monarchie austro-hongroise que continuaient à éprouver des sommets réactionnaires, chauvins et revanchards de la Hongrie, qui voulaient conserver leur position leur permettant d'exploiter les autres classes et d'opprimer les autres peuples d'Autriche-

Hongrie. Ce ne fut pas le Traité de Trianon qui a inauguré le régime fasciste et révisionniste en Hongrie, mais les classes dominantes et la réaction interne et internationale. Après la paix conclue à Paris à la fin de la seconde guerre mondiale, bien qu'elle ait confirmé une fois de plus la justesse du Traité de Trianon, à la direction de l'Etat magyar se sont trouvés la classe ouvrière et son parti communiste ; il n'y a pas eu en Hongrie d'avènement de la dictature, mais d'un gouvernement démocratique qui édifie le socialisme et le communisme.

L'accomplissement de l'unité d'Etat en 1918 — et c'est là la plus grande réalisation nationale de notre peuple — a été gros de conséquences des plus profondes quant à l'évolution de la société roumaine ; on a créé le cadre national et socio-politique qui a permis l'essor plus rapide des forces productives, l'affirmation des forces progressistes de la société à la tête desquelles se trouvait le mouvement ouvrier révolutionnaire, le développement des activités visant le progrès multilatéral de la Roumanie. Saluant l'édification de l'Etat national unitaire roumain, le mouvement révolutionnaire a souligné son caractère objectif, montrant que «les provinces roumaines (...), habitées dans leur grande majorité par une population roumaine opprimée des siècles durant par la domination étrangère, empêchées de se développer des points de vue économique, politique et culturel se sont émancipées de cet assujettissement devenant libres». Le Parti Socialiste et la Commission générale provisoire des syndicats ont adressé, dans le journal «Socialismul» du 17 février/2 mars 1919, un appel à toutes les forces prolétaires et socialistes des territoires réunis «pour leur unification, afin de

constituer un seul bloc socialiste, un seul parti prolétaire qui continue la lutte de la classe ouvrière de la Roumanie nouvelle». Le manifeste se terminait par les mots suivants : «La Roumanie d'aujourd'hui doit devenir la Roumanie socialiste de demain».

L'accomplissement de la Grande Union en 1918 n'est pas dû à une seule classe sociale, à une seule couche ou à un seul parti ; il a constitué la fin et l'action de la nation roumaine entière. Toutes les forces de la société roumaine ont agi afin de matérialiser cet idéal. C'est pourquoi la coordonnée fondamentale de la politique extérieure promue après 1918 par tous les gouvernements et les partis politiques roumains fut l'effort d'imposer, de faire confirmer et reconnaître sur le plan international les énergiques décisions démocratiques, plébiscitaires, que les masses avaient traduites dans les faits par leur lutte inlassable, les 27 mars, 28 novembre et 1<sup>er</sup> décembre 1918.

La Roumanie a participé à la Conférence de paix de Paris, en 1919, comme un pays ayant fait pendant la première guerre mondiale d'immenses sacrifices humains et matériels et respecté les obligations assumées, fait remarqué également par des personnalités politiques de la vie internationale.

La reconnaissance, à plusieurs reprises, par les puissances de l'Entente, du principe de l'autodétermination des peuples et du droit légitime du peuple roumain à l'unité nationale et étatique, l'affirmation des hauts principes d'équité et de justice qui devaient constituer les assises de l'organisation du monde après la guerre étaient de nature à augmenter la confiance de la Roumanie, d'autres Etats petits et moyens en l'oeuvre qu'al-

(Suite page 107)



## CIVILISATION ROUMAINE, CIVILISATION UNIVERSELLE

par RĂZVAN THEODORESCU  
docteur en histoire

«L'universalité est un cœur individuel, puissant et sonore, dont les battements se font entendre dans n'importe quel point du globe et aussi dans l'avenir». Telle est la définition que George Călinescu donnait, par une remarquable métaphore, du rapport, longuement débattu, entre national et universel, de cette chance qui s'offre à toute création culturelle authentique d'accéder à la légitimité mondiale, quelle que soit l'étendue de l'aire géographique et ethnique, politique et spirituelle qui l'a vue naître.

Déceler les modalités par lesquelles la civilisation roumaine a su se projeter sur l'universalité, voilà qui reste, incontestablement, un desideratum de la recherche historique. Le déchiffrement de plus en plus exact, ces derniers temps, des éléments qui confèrent à la création spirituelle roumaine ses particularités dans l'Europe orientale et sur tout le continent — l'équilibre et la logique, l'harmonie pondérée et le manque d'ostentation, la sobriété et l'implantation profonde dans les réalités de la terre et de la vie, l'ouverture vers tous les horizons et la capacité de synthèse, saisissables dans des manifestations qui vont du fait politique à la création littéraire ou plastique, du mythe et de la ballade à la construction philosophique etc. — indique, dès le premier abord, le timbre distinct de la civilisation des «Latins d'Orient» dans le contexte européen et universel.

Ce timbre — si clairement et distinctement perçu à l'époque moderne, depuis la monumentalité de ce demiurge et visionnaire qui fut Eminescu aux ineffables innovations de l'écriture d'Arghezi, de la vastité sans pareille des horizons de Iorga à l'humanisme poétique de la philosophie culturelle proposée par Blaga et aux significations d'une archaïté primordiale de Brâncuși — remonte, en fait, aux sources d'une très longue histoire. Ce qu'on a dit peut-être moins souvent, c'est que de telles affirmations européennes et mondiales ont connu une gamme de beaucoup plus large dans l'ordre de la création culturelle et que d'autres sommets de notre culture se sont inscrits, aux temps les plus reculés, parmi leurs pareils émanant de la civilisation du continent ou du monde ; ils remontent aux âges les plus lointains de la «première histoire», à l'Antiquité et au Moyen Âge, où de longues époques de création anonyme ont conduit à la cristallisation du peuple roumain, de sa langue et de sa spiritualité. On peut dire que, dans une certaine mesure, même l'alignement des territoires carpatodanubiens-pontiques à l'aire plus vaste qui a vu se consommer le processus d'anthropogenèse — illustré par les «outils-gravier» vieux de centaines de milliers d'ans, de la vallée du Dirjov dans les contrées de l'Olt, témoignant d'un effort technologique conscient — peut avoir valeur de symbole pour l'intégra-

tion du territoire roumain dans la dynamique de la vie historique universelle.

Quelques chapitres exceptionnels des arts développés dans l'espace d'aujourd'hui de la Roumanie peuvent servir d'admirables témoignages de la très vieille civilisation de l'humanité. Mentionnons en la céramique néolithique des IV<sup>e</sup>-III<sup>e</sup> millénaires av. n.èr. du complexe archéologique Cucuteni, caractérisée par la peinture polychrome des vases et des objets de culte ou d'usage ménager, découverts dans le site éponyme de Moldavie, de même qu'à Izvoare et Frumușica, à Hăbășești et Trușești, admirable par l'élégance du décor ondulé à spirales, par l'harmonie de la disposition du blanc, du rouge et du noir avant la cuisson, dénotant de surprenantes connaissances techniques, un sens à part de la couleur et de la forme, un univers symbolique de grande complexité ; les statuettes en argile et en pierre, en os et en marbre découvertes dans la plaine de Munténie et en Dobroudja, qui évoquent des pratiques magiques rituelles, et tout d'abord les créations de notoriété mondiale de la culture Hamangia, modelées aux plans simples qui font penser à la sculpture populaire sur bois et à la très moderne sculpture brancusienne, telles le «Penseur» et sa réplique féminine découvertes à Cernavodă, authentiques et émouvants documents quintessenciant la mentalité archaïque ; le fastueux «art princier» de la civilisation gète des Ve



et IV<sup>e</sup> siècles av.n.ère — contemporaine de l'éclat de la Grèce classique et, de plus loin, de celui de la Perse des Achéménides —, avec un décor zoomorphe, au caractère héraldique prononcé, illustré par des épées-emblème, des casques, des cnémides, des vases de bronze, d'argent et d'or découverts à Medgidia et Agighiol en Dobroudja, à Coțofenești en Prahova, à Poroina en Mehedinți, illustrant un style local, unique, le style «thraco-gète»; enfin, l'admirable architecture «royale» des Daces de l'époque de Burebista et de celle de Décébale, exprimant par la force et la sévérité des forteresses carpatiques la puissance d'un État jeune et plein de ressources, héritant à la fois de traditions locales et d'expériences hellénistiques décelables dans le connu «opus dacicum» de Grădiștea Muncelului et Blidaru, de Piatra Roșie et Costești.

Après l'époque romaine — pendant laquelle les territoires de la Dacie et de la Mésie enregistrent des réalisations technico-architectoniques qui sont autant de pièces uniques entre les frontières de l'immense empire, telles le pont de Drobeta (103) et le monument triomphal d'Adamclisi (108—109) — l'espace roumain renferme les somptueux trésors d'or et d'argent qui rehaussent toute la civilisation euro-

péenne du premier millénaire, conservés dans le musée de Bucarest ou faisant partie de collections publiques à Vienne, Budapest ou Leningrad.

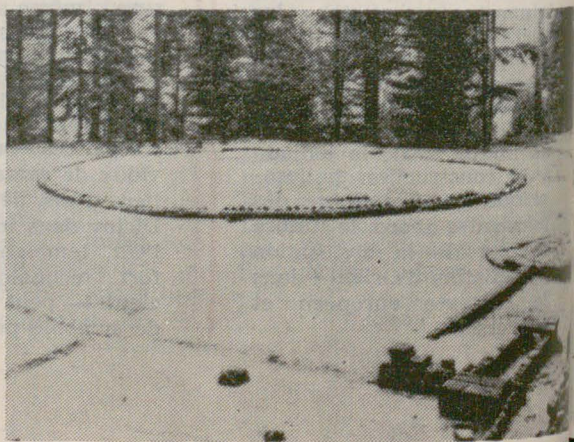
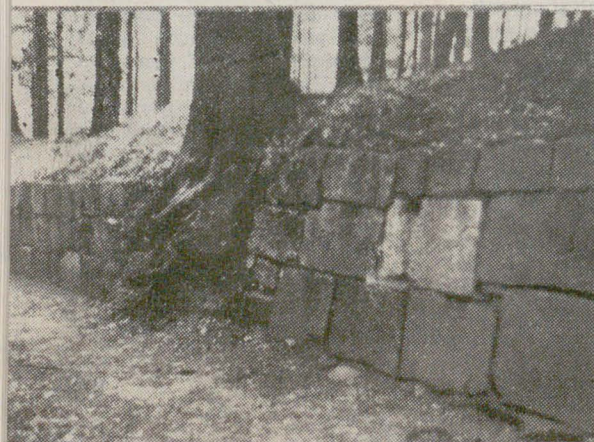
Les trésors de Pietroasa, Concești, Apahida, Cluj-Someșeni, Șimleul Silvaniei et Sinnicolau Mare représentent des documents précieux du chaphitro aulique de la civilisation autochtone, préfaçant les horizons de la civilisation de synthèse qu'on voit se développer aux premiers temps du Moyen Âge roumain. Cette civilisation se révèle par des établissements culturels et des places fortes, par des dalles funéraires et des bijoux, par les costumes des premiers Basarab et Mușat, par la céramique de luxe, les broderies et l'orfèvrerie du temps, participant en égale mesure à la culture de Byzance et à celle de l'Occident gothique, ainsi que nous le font savoir les Cours d'Argeș et Suceava, de Rădăuți et Severin, de Densus et Crișcior, de Cîmpulung et Tirgoviște, de Baia et Putna.

Le siècle, de brillante culture, d'Étienne le Grand — prince dont la renommée européenne est liée à la lutte qu'il mena pour défendre l'entité étatique roumaine contre les pressions du Croissant — s'est fait surtout remarquer par une raffinée synthèse, que l'on peut apercevoir dans les manuscrits et les broderies de Humor et Putna,

dans les fresques de Voroneț et Pătrăuți, dans l'architecture de la fondation de Neamț. De même, le siècle suivant, le XVI<sup>e</sup>, celui de ces monuments uniques de l'art européen qui sont les peintures extérieures des églises des monastères moldaves d'Arbore, Moldovița et Sucevița, a été l'époque d'exubérantes et fastueuses fondations en pierre et marbre, à Dealu et Curtea de Argeș sous Radu le Grand, celui qui a introduit l'imprimerie, et sous Neagoe Basarab, auteur possible d'un recueil d'«Eseignements» à l'intention de son fils, monument d'écriture et de pensée autochtones en 1500. Les voivodes roumains mentionnés ouvraient la série de ceux qui allaient être d'authentiques et munificents protecteurs du Levant chrétien aux siècles de la Turcocratie, Vasile Lupu et Matei Basarab, Șerban Cantacuzino et Constantin Brâncoveanu, donateurs et fondateurs à l'Athos et à Sinaï, à Istanbul, Jérusalem et Alep.

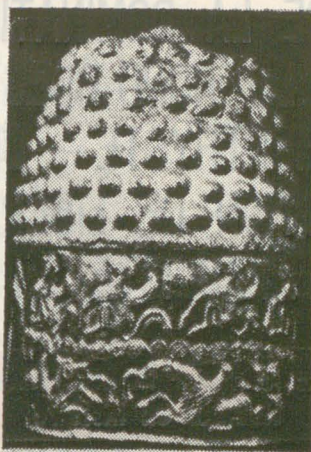
Ouverte ainsi vers l'Orient, la civilisation roumaine n'était pas moins perméable à la culture de l'Occident. Au XVI<sup>e</sup> siècle, l'humaniste Nicolaus Olahus, correspondant apprécié de ce «prince des humanistes» qui fut Erasme de Rotterdam, se référait dans une épitaphe en latin au «pays d'outre Carpates des ancêtres» et, pendant

Vue partielle des vestiges daces de Sarmizegetusa : l'enceinte sacrée, le sanctuaire calendrier et le disque solaire (à droite)  
Murus Dacicus (à gauche)





ses pérégrinations de Bruxelles à Strigonium n'oubliait pas sa patrie ; ce fut lui le premier Roumain à avoir écrit sur la latinité et l'unité se son peuple. Au XVII<sup>e</sup> siècle — époque par excellence de l'humanisme roumain fondé sur les idées qui allaient devenir fondamentales dans la culture moderne, à savoir celles de la romanité et de l'unité, dont parlait Olahus — l'ouverture roumaine vers d'autres cultures est illustrée d'une manière éclatante. Je pense à Pierre Mohila, fils de prince roumain devenu en 1633 métropolite de Kiev, lequel prépara par son œuvre de réformateur dans le domaine de l'instruction, de l'imprimerie, de la spiritualité, la modernisation de l'Europe orientale sous Pierre le Grand ; et je pense aussi à Nicolae Milescu, voyageur infatigable, de Paris en Chine, «homme trop érudit» aux yeux des contemporains, qui a apporté des informations décisives pour la connaissance du monde par les descriptions qu'il nous a laissées des espaces sibérien et chinois qu'il traversait de 1670 à 1678. Pareilles personnalités annonçaient déjà, avec éclat, le sommet de l'humanisme roumain qu'allait atteindre vers 1700 le prince-érudit Démètre Cantemir. Auteur du plus important roman baroque de l'Europe Orientale, *Istoria ieroglică* (*Histoire hiéroglyphique*), d'écrits philosophiques tels *Divanul* (*Le Divan*), d'un traité de musique turque, d'ouvrages historiques, en latin, consacrés à la terre roumaine de Moldavie et à l'Empire ottoman — ce dernier traduit en trois langues de circulation internationale et consulté par Voltaire —, Cantemir annonçait il y a trois siècles, par sa double ouverture vers l'Orient et l'Occident, toute une vocation encyclopédiste de notre culture, tour à tour illustrée par un Hasdeu, un Xenopol, un Iorga. De même que la



Casque gète-dace en or découvert à Cojofenești (VI<sup>e</sup>—V<sup>e</sup> siècles)



Vase-rhyton en argent découvert à Poroina

place à laquelle le prince de Iași, devenu membre de l'Académie de Berlin, a accédé dans d'autres cultures — dont, par exemple, celles de la Turquie et de la Russie — allait préparer la série des personnalités roumaines qui appartiennent, en égale mesure, à d'autres cultures européennes, pour l'honneur de leur patrie : Georges Enesco et Marthe Bibesco, Tristan Tzara et Constantin Brâncuși, Eugène Ionesco et Mircea Eliade, Henri Coandă et Gogu Constantinescu etc.

Méditant posément aux contributions effectives, unanimement reconnues, du peuple roumain au pa-

trimoine de la civilisation du continent et du monde, l'historien roumain — faut le dire, pour conclure — rencontre parfois, avec étonnement, dans des articles, des livres ou des «traités», des pages dont les auteurs semblent vouloir rayer d'un trait de plume malencontreux cette place éminente de la civilisation roumaine sur l'échiquier international.

C'est, par exemple, avec un sentiment étrange que, en lisant voici quelques mois la soi-disant «*Histoire de Transylvanie*» parue à Budapest en 1986, je suis tombé sur de nombreux passages qui marginalisaient constamment une «culture tolérée» telle celle des Roumains transylvains, selon l'optique budapestoise, qui éprouve manifestement la nostalgie de la «culture dominante» qui ne saurait être, évidemment, que celle des cavaliers d'Arpad... ! De même que c'est pour le moins étrange, à mon sens, que d'éluder complètement le rôle de la romanité orientale dans la transmission de certains éléments supérieurs de civilisation romaine et byzantine dans la masse des migrants asiatiques du premier millénaire, ceci au mépris des témoignages historiques sur la conversion au christianisme, au Xe siècle, de plusieurs dirigeants hongrois arrivés dans le sud de la Transylvanie, sous l'influence d'un climat de vieille romanité et de vieux christianisme (on en trouve des informations chez le chroniqueur byzantin Cedrenos et leurs preuves archéologiques à Alba Iulia). Pour le moins curieux me semble aussi le silence des auteurs de Budapest quant aux influences spirituelles des Roumains sur les Hongrois, influences attestées, d'ailleurs, par cet acte papal de novembre 1234, où l'on parle des «Valaques» qui attirait à leur

(Suite page 106)



# L'ÉLIMINATION DE LA DOMINATION HITLÉRIENNE ET LA LIBÉRATION DU NORD-OUEST DE LA ROUMANIE DE L'OCCUPATION HORTHYSTE — OBJECTIFS MAJEURS DE LA RÉVOLUTION DE LIBÉRATION SOCIALE ET NATIONALE, ANTIFASCISTE ET ANTI-IMPÉRIALISTE

par le major **IOAN TALPEȘ**  
docteur en histoire

La révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste déclenchée le 23 Août 1944, s'inscrit dans l'histoire du peuple roumain comme une quintessence des combats séculaires livrés pour la liberté et la justice sociales, pour la délivrance, l'unité et l'indépendance nationales. Accomplie par les forces promotrices du nouveau dans la société, la révolution roumaine d'août 1944 a également témoigné — vu les diverses composantes politiques qui y ont pris part — de la parfaite unité d'action de tout le peuple et de l'armée, en son ensemble, qui se sont engagés en lutte, l'arme à la main. Ce fut là une remarquable contribution roumaine à la pratique révolutionnaire internationale — que les documents de l'époque prouvent sans conteste —, due à la conception, à la force et à la capacité organisationnelle dont le Parti Communiste Roumain fit preuve, comme représentant le plus autorisé de la nation à ces moments cruciaux pour sa destinée.

C'était lui, le parti politique du prolétariat — «le futur responsable du pays», qui se portait «garant de l'existence, de la liberté et de l'indépendance du peuple roumain», tel qu'il était précisé, en décembre 1935, dans un manifeste-appel adressé à toutes les forces politiques patriotiques à ce qu'elles s'unissent dans le Front populaire antifasciste, qui se portait garant «de la sauvegarde des libertés intérieures», de l'existence nationale menacée du fascisme au moment où ces attributs inaliénables de notre peuple furent brutalement transgressés par l'Allemagne nazie et par ses alliés révolutionnistes — qui leva l'étendard de la lutte contre les occupants. Se référant aux conditions politico-militaires internationales où le statut territorial et politique du pays avait changé, à l'automne de 1940, le secrétaire général du Parti Communiste Roumain, Nicolae Ceaușescu, montrait : «Seul devant l'agression du nazisme allemand, sans aucun appui de l'extérieur, le peuple roumain tomba victime au diktat

fasciste de Vienne dans les termes duquel une partie de la Transylvanie était cédée à la Hongrie horthyste, et fut jeté entre les mains de l'Allemagne nazie»<sup>1</sup>. En octobre 1940, suite à l'entrée des troupes hitlériennes dans notre pays, la Roumanie devenait un pays occupé, perdait son indépendance et sa souveraineté nationales. 63 années seulement après la conquête de l'indépendance totale et moins de 22 ans après la réalisation de l'Etat national unitaire, le peuple roumain subissait à nouveau les conséquences tragiques de la politique de force et de diktat pratiquée par les grandes puissances impérialistes engagées dans la lutte pour le repartage des sphères d'influence et de domination.

Une nouvelle étape commençait dans l'histoire bouleversée des Roumains. Étant donné les conditions objectives et subjectives intérieures et extérieures, les forces politiques patriotiques, le Parti Communiste Roumain à leur tête, ont organisé dans cette étape la résistance antifasciste et anti-hitlérienne, ont mis au point les moyens permettant de déclencher la lutte pour éliminer la domination que le troisième Reich y exerçait, renverser le régime Antonescu soutenu par celui-ci et délivrer la partie nord-ouest du pays arrachée suite à l'odieux diktat de Vienne, du 30 août 1940. «La tâche et la responsabilité politiques du Parti Communiste Roumain envers le peuple roumain — précisait-on dans la plate-forme-programme du 6 septembre 1941, suggestivement intitulée „La lutte du peuple roumain pour la liberté et l'indépendance nationales“ — consistent à organiser «la lutte» en Roumanie, «la lutte commune de tous les partis, groupements, personnes politiques et de tous les patriotes roumains», afin de «chasser les occupants fascistes». «Dans l'intérêt du Front Unique National — poursuivait-on dans le même document —, en vue d'écraser le fascisme envahisseur, de conquérir les droits et les libertés démocratiques et civiques, l'indépendance nationale, les communistes renoncent à tout slo-



gan ou à toute action susceptibles de les séparer des autres partis et groupements politiques qui sont pour la délivrance nationale»<sup>2</sup>. La stratégie de la résistance et de la lutte antifascistes organisées et conduites par les communistes revêtait de la sorte les formes qui allaient assurer sa victoire, puisqu'elle se raccordait aux réalités roumaines. D'ailleurs notre peuple a toujours vu dans le troisième Reich et ses dirigeants ceux qui étaient «responsables et qui ont approuvé l'amputation de nos frontières»<sup>3</sup>. Pour la majorité des hommes politiques, depuis les communistes aux nationaux-libéraux, la défaite de l'Allemagne nazie était l'unique solution à même d'assurer la reconquête des attributs essentielles de l'État ; la sortie de la guerre antisoviétique et le ralliement à la coalition des Nations Unies constituaient des actes qui auraient marqué le retour à une politique extérieure traditionnelle conforme aux intérêts majeurs du pays. Tout document à caractère de programme, tout manifeste et tout mot d'ordre élaborés et diffusés à l'époque par la résistance nationale antifasciste et anti-hitlérienne exhortaient expressément à la lutte pour chasser les troupes allemandes d'occupation, pour libérer le nord-ouest de la Roumanie de l'occupation horthyste. Les mêmes idéaux animaient l'armée également — poussée dans la guerre antisoviétique —, où l'opposition et l'hostilité à la politique du régime Antonescu étaient toujours plus évidentes. Le Grand Etat-Major était informé que les militaires de la 3<sup>e</sup> division chasseurs et de la 19<sup>e</sup> division infanterie «ne lutteront qu'en Transylvanie, pour la libération de la Transylvanie et non pas pour d'autres buts»<sup>4</sup>. Le 7<sup>e</sup> Corps d'armée rapportait que les soldats et les officiers «considéraient d'un mauvais oeil la marche plus avant des troupes roumaines en URSS» et affirmaient que «c'est plus opportun de trancher le litige avec la Hongrie»<sup>5</sup>. La Mission militaire allemande de Roumanie se voyait elle-même obligée d'informer le Grand Etat-Major que les officiers revenus du front déclaraient que «Antonescu s'appuie sur les baïonnettes allemandes. Nos troupes saignent pour Hitler sur le front de l'est. Nous ne voulons pas la Transnistrie, mais nous voulons nos anciens territoires que l'arbitrage de Vienne nous a ravis»<sup>6</sup>. Quant à l'état d'esprit qui animait les troupes roumaines à la fin de 1942, l'historien ouest-allemand Manfred Kehrigh relève : «Tel qu'il en résulte des rapports confidentiels des militaires de nationalité allemande, les Roumains ne voulaient plus lutter en Russie pour l'Allemagne et pour Hitler !... La troupe et les officiers saisissaient toute occasion pour jurer contre l'Allemagne, pour qualifier Antonescu de fou ; ils exprimaient leur intention de ne plus opposer résistance aux prochaines attaques russes. C'étaient surtout les officiers sympathisant avec l'Angleterre — qui n'en faisaient nul secret d'ailleurs — qui manifestaient cette attitude, se

prononçaient pour le sabotage des ordres et des mesures allemands, espérant une rupture germano-roumaine»<sup>7</sup>.

L'identité d'opinions au sujet des objectifs majeurs du peuple roumain a assuré la solidarité de toutes les composantes de la résistance nationale antifasciste et anti-hitlérienne, la création, le 20 juin 1944, du Bloc National Démocratique. Grâce à cette même identité de vues, les conditions requises furent créées pour parachever le programme de la révolution de libération sociale et nationale antifasciste et anti-impérialiste. L'état d'esprit de l'armée, l'harmonisation parfaite entre ses options et les intérêts du pays ont permis la mise au point, en temps utile, d'un plan militaire d'action et des moyens nécessaires pour le traduire en acte ; l'écrasement des forces allemandes installées dans le territoire sous contrôle roumain et la libération du nord-ouest de la Roumanie en constituaient la colonne vertébrale.

Le 23 Août 1944, après l'arrestation de Ion Antonescu et des membres du gouvernement, dans la proclamation du chef de l'Etat diffusée à la radio, simultanément avec la cessation des luttes et de toute acte hostile «contre l'armée soviétique, ainsi que de l'état de guerre contre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis», avec le déclenchement de la lutte «par tout moyen et tout sacrifice compris» contre quiconque s'opposerait «à notre décision librement adoptée laquelle ne porte atteinte aux droits de personne», il était mentionné : «Aux côtés des armées alliées, en mobilisant toutes les forces de la nation, nous franchirons les frontières imposées par l'acte injuste de Vienne, afin de délivrer notre Transylvanie de l'occupation étrangère»<sup>8</sup>.

A partir même de la nuit du 23 au 24 août 1944, l'armée roumaine engagea les opérations pour chasser les forces allemandes du territoire national et passa à l'exécution d'un ample plan visant à concentrer tous les efforts pour : a) écarter les troupes allemandes du territoire national et empêcher celles-ci de former un front défensif dans les Carpates ; b) récupérer les armées opérationnelles de Moldavie ; c) regrouper ces armées, de même que les forces de l'intérieur, en vue de la campagne en Transylvanie ; d) couvrir cette opération, ainsi que la concentration des armées russes ; e) passer à l'offensive pour libérer le nord de la Transylvanie ; f) parallèlement aux actions diplomatiques, établir les termes de la collaboration avec les forces armées des Nations Unies<sup>9</sup>.

L'armée roumaine et les formations patriotiques de lutte, énergiquement appuyées par la population, délivrèrent par les propres efforts, jusqu'au 31 août 1944, tout le territoire qui se trouvait à ce moment sous l'autorité de l'Etat roumain (environ 150 000 km). Pendant les affrontements insurrectionnels, l'ennemi subit des pertes humaines considérables, soit plus de 60 000 militaires dont 14 généraux et 1 400 officiers ;



S'y sont ajoutées d'immenses quantités d'armement, de moyens de combat et de munitions. Imposant dans des conditions fort difficiles et complexes son contrôle ferme dans les «zones de l'intérieur», l'armée roumaine a également couvert les frontières nationales et la ligne de démarcation temporaire avec la Hongrie horthyste. Faisant ressortir les implications majeures de la victoire de l'insurrection pour l'avenir de la nation, un manifeste diffusé par le C.C. du P.C.R. relevait : «Votre lutte héroïque a écrasé en quelques jours l'occupation des Allemands et de leurs serviteurs dans notre pays (...). Le peuple roumain tout entier appuie entièrement votre noble lutte pleine de sacrifices, puisque votre lutte est celle de l'entier peuple pour la liberté, l'indépendance et une vie meilleure»<sup>10</sup>. Une fois accomplis les objectifs de l'insurrection — le renversement du régime Antonescu, l'instauration d'un gouvernement démocratique, le retournement des armes contre l'Allemagne nazie et contre ses alliés et la liquidation de toute présence ennemie sur le territoire se trouvant sous l'autorité de l'Etat —, des prémisses durables furent créées pour traduire en acte le programme de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste. La principale préoccupation en était de libérer le territoire roumain de l'occupation de la Hongrie horthyste.

En exprimant l'état d'esprit du peuple roumain, le camarade Nicolae Ceaușescu, qui se trouvait alors à la direction de l'organisation révolutionnaire de la jeunesse roumaine, montrait le 1-er septembre 1944, lors d'une assemblée populaire : «La jeune génération de Roumanie est prête à lutter aux côtés de l'armée roumaine et des Nations Unies pour libérer la Transylvanie, jusqu'à la défaite totale de l'hitlérisme»<sup>11</sup>.

Quatre ans après le diktat fasciste de Vienne, le 30 août 1944, le Corps Alpin lança à l'indication du Conseil des Ministres une attaque en direction d'Ilieni — Sfintul Gheorghihe — Odorhei. Cela témoignait une fois de plus de la décision inébranlable de notre peuple de libérer. L'arme à la main, le territoire qu'on lui avait ravi, par force et diktat, le 30 août 1940.

A partir du 5 septembre, les grandes unités roumaines ont stoppé et repoussé l'offensive des groupements de forces hitlériennes-horthystes, en écrasant de la sorte la tentative désespérée de la Wehrmacht d'atteindre à la ligne des Carpates et d'y organiser un système défensif. Dans un ordre du jour émis le 23 septembre, le général I. M. Managarov, commandant de la 53e Armée soviétique, soulignait l'importance exceptionnelle de l'effort militaire roumain qui avait assuré la libre concentration de troupes soviétiques dans le nord et à l'ouest des Carpates. «En stoppant la pression des troupes germano-horthystes, les troupes roumaines ont couvert la sortie des unités

de l'Armée rouge dans la Plaine hongroise /.../.

Confrontées à des conditions dures de regroupement, les unités et les sous-unités roumaines ont fait preuve durant ces luttes d'une vaillance et d'une fermeté exemplaires et se sont hautement acquittées de la noble mission qu'on leur avait confiée»<sup>12</sup>.

Jusqu'au 25 octobre 1944, 28 divisions, un corps aérien, deux brigades d'artillerie anti-aérienne et d'autres unités et formations militaires roumaines, en luttant côte à côte avec de grandes unités soviétiques, ont délivré de l'occupation horthyste l'entier territoire arraché par l'odieuse diktat de Vienne. Faisant état de l'enthousiasme que tous les citoyens du pays manifestèrent en apprenant que la ville de Cluj était libérée, le journal «Dezrobirea» (La Libération) notait dans son numéro du 14 octobre 1944 : «Et si nous fêtons aujourd'hui la libération de Cluj, cela est dû, en premier, à l'acte du 23 Août 1944 /.../. Dans l'ordre du jour no. 77, du 26 octobre 1944, émis par le Ministère de guerre, il était mentionné : «Les contrées et les forêts ancestrales du Maramureș, du Pays d'Oaș et de Crișana retentissent des cris de joie pour la liberté reconquise. Les Roumains de partout, jeunes et vieux, frémissent aux accords des clairons triomphants. Par une lutte juste et par de lourds sacrifices, la Transylvanie est revenue aujourd'hui à la patrie d'où elle fut arrachée»<sup>13</sup>.

Couronnement de la lutte militaire menée par le peuple roumain pour la liberté, l'unité nationale et la justice sociale, la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste déclenchée le 23 Août 1944 établissait les lignes directrices qui allaient jaloner les immenses transformations politico-sociales dans une patrie libre et souveraine.

<sup>1</sup> Nicolae Ceaușescu, *La Roumanie sur la voie de la société socialiste multilatéralement développée*, tome 5, Editions Politiques, Bucarest, 1971, p. 368.

<sup>2</sup> Archives, I.S.T.S.P., quote Ab. XXV-2.

<sup>3</sup> Archives du Ministère de la Défense Nationale, dossier no. 114, f. 70.

<sup>4</sup> Ibidem, fonds 1200, dossier no. 582, f. 8.

<sup>5</sup> Ibidem fonds 304 dossier no. 583 f. 8.

<sup>6</sup> Voir Général-major dr. Ilie Ceaușescu, L'attitude et l'activité du Grand Etat-Major entre septembre 1940—23 Août 1944, hostiles à la politique promue par l'Allemagne hitlérienne en Roumanie, visant à contre-carrer des mesures antipopulaires de la dictature d'Antonescu dans Pages d'histoire militaire du peuple roumain, tomes 5—6, Editions Militaires, Bucarest, 1979, n. 190—238.

<sup>7</sup> Manfred Kenhrig, Stalingrad. Analyse und Dokumentation einer Schlacht, Deutsche Verlags-Anstalt Stuttgart, 1974, p. 473.

<sup>8</sup> Documents relatifs à l'histoire militaire du peuple roumain 23—31 août 1944, Editions Militaires, Bucarest, 1977, document no. 2.

<sup>9</sup> Archives du M. de la Déf. N., fond 948/P, sec-3, dossier no 2722, f. 2.

<sup>10</sup> «România liberă» du 4 septembre 1944.

<sup>11</sup> Ibidem, du 2 septembre 1944.

<sup>12</sup> Archives du M. de la Déf. N., fond 1, dossier no. 238, f. 57.

<sup>13</sup> Ibidem, fonds 948, dossier no. 92, f. 13.



# *L'unité et la fraternité de tous les fils de la patrie dans la lutte pour l'épanouissement et la défense de la Roumanie socialiste*

par le **colonel GHEORGHE ARĂDĂVOAICE**  
docteur en histoire

La solution de la question nationale — en fonction des particularités de chaque Etat, de la structure nationale spécifique — représente une des tâches essentielles que doit assumer la direction de l'Etat en question.

Les circonstances historiques ont conduit à l'établissement sur le territoire de notre patrie de populations d'autre nationalité, populations ayant vécu, travaillé et lutté aux côtés des Roumains. Leur physionomie est différente, aujourd'hui, de celle de leurs ancêtres. Par des efforts communs on a créé la civilisation matérielle et spirituelle unitaire de notre pays. Portant sur cet aspect, Nicolae Ceaușescu dit : «**Au cours des premiers siècles du II<sup>e</sup> millénaire, sur le territoire de notre pays se sont établies des populations d'autre nationalité. Suite au travail et à la lutte communs contre l'oppression et les inégalités, entre tous les fils de la patrie, sans distinction de nationalité, s'est développée une unité fraternelle, s'est créée une force considérable qui assure l'avance ferme de la patrie vers le socialisme et le communisme.**» Dans l'élaboration de sa politique dans le domaine des relations nationales, le Parti Communiste Roumain, prenant pour guide les principes du socialisme scientifique, de l'humanisme révolutionnaire, part du fait que la Roumanie est un Etat national unitaire, l'écrasante majorité des habitants étant Roumains. La situation démographique actuelle en est un témoignage : sur le total de 23 millions d'habitants du pays, 90 pour cent sont Roumains, 10 pour cent sont d'autre nationalité (dont 8 pour cent sont Magyars).

Après la victoire de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste d'août 1944, le Parti Communiste Roumain a milité pour la matérialisation de sa plate-forme politique révolutionnaire qui affirmait l'égalité en droits de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité. Dans le cadre des transformations radicales qui se sont produites dans l'ensemble de la structure de la société roumaine, un des premiers actes révolutionnaires fut l'adoption, le 6 février 1945, du Statut des Nationalités ; tous les citoyens roumains y étaient déclarés égaux devant la loi, jouissaient des mêmes droits civils

et politiques et de diverses libertés.

Le IX<sup>e</sup> Congrès du parti (1965) a marqué une nouvelle étape, supérieure, dans le développement socio-économique de la patrie, dans la promotion de la démocratie socialiste. On a créé des conditions nouvelles pour l'affirmation et la manifestation plénières de tous les citoyens roumains d'autre nationalité que roumaine dans tous les domaines de la vie sociale, on a assuré leur participation active à la direction de la société dans le cadre du système de la démocratie ouvrière révolutionnaire, la consolidation de la cohésion et de la fraternité entre tous les travailleurs, l'unité du peuple entier autour du parti.

Aujourd'hui, suite aux mesures prises par notre parti et notre Etat, aux mutations révolutionnaires produites dans la vie socio-économique et politique du pays, les réalités démontrent de manière significative, comme appréciait le président Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du parti, que la Roumanie est parmi les peu nombreux pays au monde ayant réellement assuré la parfaite égalité en droits de tous les citoyens, sans distinction de nationalité.

La politique du Parti Communiste Roumain dans le domaine des relations nationales est fondée sur la conception novatrice conformément à laquelle ce n'est que dans le cadre du développement général de la patrie, de l'élévation du niveau de civilisation et de progrès du peuple entier, de l'activité d'édification de la société socialiste multilatéralement développée qu'on peut assurer des conditions supérieures d'affirmation à tous les citoyens, y compris à ceux d'autre nationalité que roumaine. Ce n'est que de cette manière que les principes de l'égalité en droits et de l'équité socialiste disposent des conditions matérielles nécessaires à leur traduction dans les faits. La liquidation du retard économique, la consolidation de la propriété socialiste, l'accomplissement des décisions du XIII<sup>e</sup> Congrès du parti visant au développement des forces productives à partir des acquis de la nouvelle révolution technico-scientifique, des résultats enregistrés dans les secteurs de pointe de l'industrie, la réalisation de la nouvelle révolution



agrange, l'épanouissement de la science, de l'enseignement et de la culture socialiste, le perfectionnement des relations sociales sont des facteurs essentiels dans la garantie de la parfaite égalité en droits de tous les citoyens sur les plans les plus divers.

La concrétisation de cette stratégie a permis la transformation de la Roumanie — à l'époque de la construction socialiste, période relativement brève, de seulement 43 ans — d'un pays faiblement développé, éminemment agraire, dépendant des grands trusts monopolistes, en un pays à l'économie dynamique, à l'industrie et l'agriculture en plein essor, à un niveau de vie et de civilisation matérielle et spirituelle toujours plus élevé.

Par l'accomplissement du programme de développement de chaque zone et d'aménagement des agglomérations urbaines et rurales on a assuré le développement harmonieux de toutes les régions de la Roumanie, on a créé des conditions supérieures de travail et de vie pour tous les citoyens. Notamment après la nouvelle organisation administrative-territoriale de 1968 on a mis les fondements du développement socio-économique puissant, équilibré de tous les départements, ce qui a déterminé — par la création de nouveaux emplois, par l'amélioration de la qualification professionnelle et l'élévation du niveau de culture générale — la fixation de la population.

Au cours de la dernière décennie, dans les départements où habitent plus de citoyens roumains d'autre nationalité que roumaine, le rythme annuel de croissance de la production industrielle a été supérieur au rythme moyen annuel : 17,1 pour cent dans le département de Bistrița-Năsăud, 15,4 pour cent dans le département de Covasna, 15,7 pour cent dans le département de Harghita, 22,5 pour cent dans le département de Sălaj (contre 12,7 pour cent). Aujourd'hui, la production industrielle de chaque département de la Roumanie dépasse 10 milliards de lei ; la production globale par habitant sera en 1990 de plus de 80 000 lei.

Rien que dans le département de Covasna on a alloué pour le développement, au cours des deux dernières décennies, plus de 25 milliards de lei ; on y a construit de puissantes plates-formes industrielles à Sfintu Gheorghe, Tîrgu Secuiesc, Întorsura Buzăului ; on y a construit 31 000 appartements, des écoles à des centaines de classes, des jardins d'enfants que fréquentent des milliers d'enfants ; on y a construit des dotations sociales et culturelles, on y a érigé des ouvrages d'art monumental. Le département de Covasna, dont la population représente un pour cent de la population de la Roumanie, est le cinquième département de notre pays pour ce qui est du produit net par 1 000 lei fonds fixes.

D'importantes unités industrielles ont été construites dans le département de Harghita également : une fabrique de tracteurs à Miercurea Ciuc, une entreprise de matrices et pièces de rechange à Odorheiul Secuiesc, une

entreprise d'outillages et de pièces de rechange et une entreprise mécanique à Gheorghieni, une entreprise d'aciers spéciaux à Cristuru Secuiesc, des entreprises métallurgiques à Vlăhița ; par la suite, la production industrielle du département a augmenté plus de 50 fois par rapport à 1950.

Les fonds alloués ces dernières années dans le département du Mureș atteignent 50 milliards de lei ; rien que dans le quinquennat actuel on y a alloué pour le développement 13 milliards de lei. La production industrielle du département en 1948 est réalisée aujourd'hui en seulement sept jours. La ville de Tîrgu Mureș est un grand centre culturel et scientifique, une véritable «ville des écoles» ; il y existe 887 établissements scolaires : dans 471 on enseigne en hongrois et dans 54 on enseigne en allemand ; 108 personnes des 229 qui forment le corps enseignant de l'Institut de médecine et de pharmacie sont de nationalité magyare.

Toutes les localités de la patrie connaissent un puissant essor ; on y crée des conditions de vie supérieures pour tous les travailleurs. Il convient de mentionner en ce sens la commune de Ghimbav du département de Brașov, dont la production industrielle et agricole est de plus de 2 milliards de lei et la commune Salonta du département de Bihor, où la population de nationalité magyare est très nombreuse, commune qui s'est vu récompenser du titre de «Héros de la Nouvelle Révolution Agraire» pour de grandes productions de céréales ; la productivité du travail est à Salonta de 203 000 lei par habitant les revenus moyens annuels dépassant 36 200 lei.

Il convient de mentionner comme particulièrement significative pour la manière dont on a assuré l'égalité en droits de tous les citoyens la participation des travailleurs d'autre nationalité que roumaine à l'exercice du pouvoir politique, à la direction de l'ensemble de la vie socio-économique dans le cadre du système de la démocratie ouvrière révolutionnaire. Ceux-ci sont représentés dans ou font partie de tous les organes de parti et d'Etat, centraux et locaux, organisations de la démocratie et de l'unité socialistes, organes de direction du Front de la Démocratie et de l'Unité Socialistes. Notre système démocratique offre à tous les citoyens roumains de nationalité magyare, allemande, serbe, etc. la possibilité de se prononcer et de prendre des décisions, dans des conditions de parfaite égalité en droits et responsabilités avec les citoyens de nationalité roumaine, dans le cadre des assemblées générales et des conseils des travailleurs des entreprises, du Congrès des travailleurs et d'autres hauts forums démocratiques.

Sur l'initiative du secrétaire général du parti, le président Nicolae Ceaușescu, on a créé les conseils des travailleurs de diverses nationalités ; auprès du C.C. du P.C.R. fonctionnent les conseils des travailleurs de nationalité magyare et allemande ; il existe également 15 conseils des travailleurs ma-



gyars, dix conseils des travailleurs allemands, deux conseils des travailleurs serbes et deux conseils des travailleurs ukrainiens qui fonctionnent dans divers départements.

La composition nationale du parti est conforme à la structure nationale de la population de la Roumanie ; plus de 90 pour cent du total des membres du parti sont Roumains, environ sept pour cent sont citoyens roumains de nationalité magyare, 0,75 pour cent sont citoyens roumains de nationalité allemande et le reste sont citoyens roumains d'autre nationalité. Les organes de direction centraux et locaux du parti comprennent un nombre important de militants provenant des nationalités cohabitantes.

La structure de l'organe suprême du pouvoir d'Etat — la Grande Assemblée Nationale — rend compte elle aussi de la structure nationale de la population de la Roumanie ; sur le total de 368 députés, au cours de la législature actuelle, 27 députés sont de nationalité magyare et cinq de nationalité allemande. Des citoyens roumains d'autre nationalité que roumaine font partie du Conseil d'Etat, du gouvernement roumain, de la direction des organisations de masse et civiques. De même, ils font partie des directions des ministères, des divers organes centraux, des entreprises et des institutions.

La réalisation de la parfaite égalité en droits de tous les citoyens est illustrée également par le développement de l'enseignement dans les langues des nationalités cohabitantes, partie intégrante du système scolaire de notre pays. La Constitution de la Roumanie garantit à tous les citoyens, sans entrave ou discrimination, le droit à l'instruction. La Loi de l'Education et de l'Enseignement prévoit, pour les citoyens roumains d'autre nationalité que roumaine, la possibilité de suivre des cours de tous les degrés dans la langue maternelle aussi. En même temps, on précise le caractère obligatoire et gratuit des dix premières années d'études pour tous les jeunes, sans discrimination. On envisage la généralisation du deuxième niveau du lycée. Les jeunes de nationalité magyare, allemande, etc. disposent d'un ample réseau d'unités et sections d'enseignement de tous les degrés où l'instruction se déroule dans leur langue maternelle : dans 3 200 unités scolaires sur le total de 29 300 on enseigne dans les langues des nationalités cohabitantes ; pour l'enseignement pré-universitaire on imprime 1 369 titres de manuels, dont 555 dans les langues des nationalités cohabitantes.

Pour assurer les possibilités d'affirmation sans limites de chaque jeune dans tous les domaines d'activité on étudie, de manière organisée, le roumain. Chaque citoyen a le droit et la possibilité d'apprendre le roumain — condition sine qua non de l'affirmation multilatérale dans notre société — et, dans le cas des nationalités cohabitantes, la langue maternelle.

Les jeunes ont la possibilité de suivre les cours de l'enseignement supérieur ; ils

doivent passer antérieurement un concours d'admission. Il y a des instituts d'enseignement supérieur où l'on enseigne également en hongrois et en allemand ; c'est le cas de l'Université de Cluj-Napoca, de l'Institut de médecine et de pharmacie et de l'Institut de théâtre de Tirgu Mures, de l'Institut d'enseignement supérieur de Sibiu, d'autres instituts d'autres villes.

Les nationalités cohabitantes bénéficient d'amples possibilités d'utiliser le mot écrit dans leurs langues maternelles ; presque 400 titres d'ouvrages, 52 publications quotidiennes et périodiques, dans un tirage de plus de 100 millions d'exemplaires paraissent annuellement en Roumanie.

Un journal de R. F. d'Allemagne a publié un article d'Alfred Heeke, intitulé «Cela existe à Timișoara seulement — quatre journaux locaux dans quatre langues maternelles pour quatre nationalités». Nous citons un passage, très significatif, de l'article en question : «Le modèle est unique au monde (...) Il est à trouver à Timișoara, ville située dans l'ouest de la plaine du Banat, en Roumanie, et qui a 300 000 habitants. Roumains, Magyars, Allemands, Serbes forment la substance démographique de cette aussi ancienne que moderne métropole culturelle. L'unité des mass-media y est un élément spécifique. Chacune des quatre nations qui y cohabitent de manière pacifique et qui se sont liées d'une amitié créatrice est abonnée à et lit le journal local qui paraît dans sa langue maternelle».

En Roumanie il y a 45 théâtres dramatiques ; neuf de ces théâtres présentent des spectacles dans les langues des nationalités cohabitantes (six en hongrois, deux en allemand, un en yiddish) ; dans notre pays il existe aussi cinq théâtres lyriques dont un présente des spectacles en hongrois. Quatre théâtres de marionnettes des 24 existants présentent des spectacles dans les langues des nationalités cohabitantes (trois en hongrois, un en allemand).

Les travailleurs roumains d'autre nationalité que roumaine participent activement à la réalisation des valeurs spirituelles de notre société, à l'épanouissement de la culture socialiste ; le cadre le plus favorable à la manifestation du talent et des aptitudes créatrices est le Festival national «Hymne à la Roumanie» («Cîntarea României»). Lors de la dernière édition du festival, 191 543 formations et cercles artistiques, comprenant presque 450 000 personnes, sont montés sur la scène ; de ces formations, 11 536 étaient formées d'artistes amateurs d'autre nationalité que roumaine (225 556 artistes amateurs magyars, allemands, serbes, etc.).

Les oeuvres importantes des créateurs issus des nationalités cohabitantes sont partie intégrante de la culture de la Roumanie socialiste ; elles représentent une contribution importante à la consolidation de l'amitié et de l'unité de tous les citoyens roumains, de la cohésion du peuple autour du parti. La mise en valeur et la stimulation des traditions



progressistes de chaque nationalité complètent la vie spirituelle dans la langue maternelle, les modalités d'affirmation multilatérale de la personnalité humaine.

La politique assurant la parfaite égalité en droits de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, favorise le processus d'affirmation et de consolidation de notre nation socialiste, d'homogénéisation sociale, de constitution du peuple travailleur unique de la société communiste. Ce processus objectif, progressiste et irréversible, dirigé par le parti communiste, est fondé sur la consolidation permanente de l'unité et de la fraternité entre les travailleurs — roumains, magyars, allemands, etc. —, entre tous les citoyens de la patrie, sur la communauté d'intérêts et buts fondamentaux, sur la conception révolutionnaire commune de la vie et de l'univers, sur le programme unitaire, élaboré par le parti, de développement ininterrompu de la patrie commune, unique — la République Socialiste de Roumanie.

Notre parti estime que la solution à l'avenir aussi d'aspects de la vie et de l'activité des citoyens roumains d'autre nationalité que roumaine est une exigence interne, un attribut de la souveraineté et de l'indépendance de l'Etat roumain ; à ces aspects on trouve des solutions concrètes en fonction des réalités spécifiques de notre pays, sans l'ingérence de forces politiques ou de divers milieux étrangers. La soi-disant préoccupation pour le sort des Magyars de Transylvanie par exemple est un faux problème et constitue une ingérence inadmissible dans les affaires intérieures de la Roumanie socialiste.

Les données présentées, ne serait-ce que de manière synthétique, représentent une série d'arguments qui attestent indubitablement que dans la Roumanie socialiste l'égalité en droits de tous les citoyens, sans distinction de nationalité, est pleinement assurée, que

la préoccupation centrale du parti et de l'Etat est l'homme, valeur suprême de la société. C'est pourquoi l'effort, digne d'une cause meilleure, de certains milieux de l'étranger de dénaturer à bon escient l'activité de notre peuple, les réalisations obtenues par tous les travailleurs, sont incompréhensibles. Ces milieux agitent sans fondement la soi-disant «question des minorités nationales», qui seraient, dans leur imagination, privées de droits. C'est avec amertume que nous constatons que la participation active et responsable des nationalités cohabitantes à la vie socio-politique de notre pays leur collaboration dans l'esprit de l'unité parfaite avec le peuple roumain, leur intégration toujours plus puissante dans l'effort commun d'édification de la société socialiste multilatéralement développée ne sont pas au goût de certains milieux réactionnaires de l'étranger, qui essaient de les interpréter, de manière calomnieuse, comme une forme de «désintégration» de la physionomie des nationalités, comme un phénomène d'«assimilation». La vérité est que, justement du fait de la création, dans la Roumanie socialiste d'une démocratie réelle, effective, les nationalités cohabitantes non seulement se sentent plus rapprochées de la nation roumaine, plus unies que jamais à celle-ci, mais peuvent également conserver et développer sans entraves leur être ethnique, leur propre identité.

La collaboration et la coopération, l'estime et le respect mutuel, la fraternité et l'unité indestructible sont des valeurs inestimables du peuple roumain, acquises dans la lutte et le travail solidaires de tous les travailleurs pour une vie meilleure et pour la dignité, pour le progrès multilatéral de la patrie commune — la République Socialiste de Roumanie.

*Maximes*

*et*

*pensées*

● *L'union est le seul état politique susceptible d'assurer notre avenir et permettre que le pays acquière l'organisation qu'il attend depuis si longtemps... L'union est ma foi politique, elle est l'objectif qui peut assurer le salut de la nation roumaine... J'ai le devoir d'accomplir l'union, j'ai ce devoir à l'égard de la nation qui m'a élu et de l'histoire envers laquelle je dois avoir une responsabilité.*

ALEXANDRU IOAN CUZA

● *Toute puissance est faible à moins que d'être.*

PROVERBE FRANÇAIS

● *Une intelligence est une bonne chose, deux en sont une meilleure.*

PROVERBE RUSSE



# ROUMAIN—ROUMANIE

par ION TOMA  
docteur en philologie

Le peuple roumain a perpétué son travail, sa lutte et sa création, représentés en faits d'ordre matériel, politique, social, militaire et culturel, des faits que la recherche historique objective, rigoureusement scientifique, n'a pas manqué de mettre en évidence. En témoignent, par exemple, le terme *român* (roumain) et sa famille lexicale : (*limba*) *română* (le roumain), *românesc* (roumain), *românește* (en roumain, à la roumaine), *România* (Roumanie). Une analyse du processus psycho-social et linguistique de genèse et d'évolution de ces termes nous offre des témoignages importants concernant l'évolution du peuple roumain, sa pérennité sur son territoire ancestral, de même que son unité ethno-culturelle, une unité conservée en dépit des vicissitudes historiques qui ont obligé ce peuple à vivre dans plusieurs Etats distincts.

Une vérité affirmée déjà par les vieux chroniqueurs roumains et d'autres pays, et sur laquelle les spécialistes s'accordent, concerne la dérivation du terme *român* du latin *romanus*, dénomination des citoyens de l'empire romain distincts au point de vue politique, juridique et spirituel des autres locuteurs (à partir de l'édit donné par Caracalla en 213, tous les habitants de l'empire pouvaient devenir citoyens romains). La persistance du terme *român* et de la réalité qu'il exprime constitue une preuve péremptoire

de la conscience que l'on avait de l'influence romaine subie par nos aïeux. Des recherches historiques plus anciennes comme de date récente nous aident à tirer au clair les circonstances et les modalités de conservation de ce terme uniquement dans l'une des langues romanes à savoir le roumain. C'est une image d'autant plus nécessaire qu'elle apparaît parfois estompée aux yeux de certains chercheurs étrangers<sup>1</sup>.

Les linguistes ont démontré que l'appellatif *român* est le résultat du développement sémantique et phonétique normal en langue roumaine du latin *romanus*. Pour leur part, les historiens ont fait valoir que ce terme apparaît fréquemment dans les textes roumains les plus anciens<sup>2</sup>, sa fréquence même étant une preuve de notre continuité légitime dans notre foyer ancestral. Le terme *român* apparaît à un certain moment dans le contexte *român-soț* (époux roumain) et, respectivement, *român-creștin* (chrétien roumain)<sup>3</sup>, ce qui atteste des réalités historiques incontestables : les mariages entre citoyens romains et femmes daces, la christianisation des Roumains, plusieurs siècles avant celle des peuples voisins. La notion qu'indique le mot *român* occupe donc une place centrale dans la vie du peuple à toutes les étapes de son développement. Un autre fait éloquent : les atlas et les monographies dialectales

font valoir dans les parlers daco-roumains de l'est et dans le sous-dialecte *fârșerot* de l'aroumain l'existence du mot *român*, résultat naturel de l'évolution phonétique dialectale<sup>4</sup>.

Les explications de la conservation de l'étymon *romanus* seulement en roumain sont nombreuses. En premier lieu, c'est le nom que se donnaient nos aïeux : *români* (Roumains). Persistant au fil des siècles dans leur foyer de tous les temps, les hommes de l'endroit ont perpétué la dénomination ethnique qui exprimait leur latinité et évoquait même l'un des éléments participants à la synthèse daco-romaine. Le terme en question avait également le rôle de distinguer des populations migratrices le peuple autochtone, sédentaire par excellence. Le fait que *român* se soit perpétué dans notre langue indique aussi la vitalité des liens économiques, politiques et culturels des Roumains avec l'Empire Romain d'Orient, dont la civilisation jouissait d'un grand prestige sur nos parages. La conservation du terme dénommant notre ethnie démontre aussi la grande capacité des Roumains d'assimiler les populations allogènes : chez nous, celles-ci n'ont jamais eu de formations étatiques vigoureuses et durables, à même de faire imposer de nouveaux noms de peuples (comme ce fut le cas en France, Normandie, Lombardie). Il faut par ailleurs remarquer le fait que l'usage du mot



*român* a eu dans le langage une telle diffusion qu'il a contribué à la formation d'une riche famille lexicale: (*limba*) *română*, le roumain, désignant la langue dérivée de la variante populaire (*lingua romana*) de la *lingua latina*, la seule en usage après le IV<sup>e</sup> siècle (la langue de la culture étant dans la partie orientale de l'empire romain le grec), l'adjectif *românesc* (roumain) et l'adverbe *românește* (en roumain, à la roumaine), ces derniers étant formés, semble-t-il, dans le latin danubien à l'aide du suffixe autochtone — *esc*<sup>3</sup>.

Compte tenu de la vitalité du terme *român* et de ses dérivés dans la vie et la spiritualité du peuple roumain, il apparaît évident que le terme *România* possède une base directe dans le fonds linguistique de notre peuple. A la vérité, l'appellatif homonyme *românie* („roumanité“) est attesté, à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, bien avant l'apparition du nom propre *România*, utilisé surtout par la génération des révolutionnaires de 1848 dans leur lutte pour l'accomplissement de l'unification politique des Roumains. Le nom propre *România* a désigné tour à tour «le territoire habité par les Roumains» (l'ancienne province romaine et la Dacie libre), «le pays des Roumains» et l'*Etat roumain*<sup>4</sup>, dès la réunification nationale. Pour ce qui est des appellatifs *muntean* (valaque), *moldovean* (moldave), *transilvănean* (transylvain), *bănăţean*, *dobrogean*, *oltean*, *bucovinean*, *maramureşan* (désignant respectivement les habitants des provinces Banat, Olténie, Bucovine, Maramureş), ils expriment, comme on le voit, l'appartenance des Roumains à une certaine zone géographique. Le terme *român* a avec ces termes une relation indestructible, celle du général au particulier. Il est d'ailleurs

aisé de constater qu'ils se réfèrent à des contrées où les Roumains ont vécu depuis des temps reculés, sans discontinuité aucune: la Valachie, la Moldavie, la Transylvanie, le Banat, la Dobroudja, l'Olténie, la Bucovine, le Maramureş<sup>5</sup> etc., où le peuple roumain uni et indivisible poursuit encore son existence. Il n'y a donc pas de peuple valaque, distinct du peuple moldave ou transylvain. Il s'agit d'un seul et même peuple, le peuple roumain, héritier des braves Gétos-Daces et créateur d'une civilisation originale multi-millénaire sur son territoire ancestral. De même que, ailleurs, il n'y a pas de peuple provençal, alsacien, distinct du peuple français. Ou andalou ou castillan, distinct du peuple espagnol.

Pour désigner les Latins de Dacie, puis les Roumains formés par la coexistence entre les Daces et les Romains, les Allemands utilisaient le terme *valah*, *vlah* (*Walach*, valaque) synonyme avec le terme *romain*<sup>6</sup>. Sur l'appellatif respectif on a formé le nom propre *Valahis*, qui a été dénommé au Moyen Age surtout la Munténie, mais, dans bien des documents, les autres pays roumains aussi — la Moldavie et la Transylvanie. (Etienne le Grand parlait de la Valachie comme de l'«*altra Valachia*») —, voire tous les territoires habités par les Roumains<sup>7</sup>. Des dénominations également significatives sont *Româniën-Walachei*, *Vlaho-românesc*<sup>8</sup>.

Dans le vieux poème germanique *Nibelungenlied*, un chevalier venu de la Valachie porte le nom *Rămunc* (= Roumain)<sup>9</sup>.

Il y a donc eu pendant longtemps des noms différents pour la même réalité historique: le peuple roumain et le territoire, le pays, l'Etat où il habite. Nombre de sources médiévales associent le nom

*Dacia* à tout le territoire habité par les Roumains, et les Etats existants sur ce territoire sont nommés *Dacies*, témoignant à l'intérieur et à l'extérieur de l'existence d'une conscience claire de l'unité ethnique du peuple roumain<sup>10</sup>.

La Grande Union accomplie en 1918 fut donc un acte de justice historique, par lequel on rétablissait l'unité entre la réalité ethnique et la réalité territoriale, toute l'évolution du peuple roumain couronnant l'indestructible lien *româno-Românie* (roumain-Roumanie).

<sup>1</sup> *Sextil Puscariu*, *Limba română*. II. Rostirea, *Bucureşti*, 1959, p. 380. *Ştefan Pascu*, *Mircea Musat*, *Florin Constantin*, *Falsificarea constituţei a istoriei sub egida Academiei ungare de ştiinţe*, in „*Forum*“, 1987, no 3, pp. 29–40.

<sup>2</sup> *Eugen Stănescu*, *Premisele medievale ale conştiinţei naţionale româneşti*, in „*Studii*“, 1964, no. 5, p. 977; *Idem*, *Numele poporului român şi primele tendinţe umaniste interne în problema originii şi continuităţii*, in „*Studii*“, 1969, no. 2, p. 189–206.

<sup>3</sup> *Vasile Arvinte*, *Român, românesc, România*, *Studiu filologic*, Editura ştiinţifică şi enciclopedică, *Bucureşti*, 1983.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 47–64.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 80–84.

<sup>6</sup> *Eugen Stănescu*, *Geneza noţiunii de Românie*, *Evoluţia conştiinţei de unitate teritorială în lumina denumirilor interne*, in *Unitate şi continuitate în istoria poporului român*, p. 252–254.

*Nicolae Stoicescu*, *Unitatea poporului român în evul mediu*, Editura Academiei R. S. România, *Bucureşti*, 1983, pp. 148–159.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 182.

<sup>8</sup> *Vasile Machu*, *Semnificaţia denumirii statelor istorice române*, in „*Revista de istorie*“, no. 9, 1975, p. 1324–1326.

<sup>9</sup> *Alexandru Rosetti*, *Istoria limbii române*. I. De la origini până la începutul secolului al XVII-lea. Ediţie definitivă, Editura ştiinţifică şi enciclopedică, *Bucureşti*, 1986, p. 198, 743.

*Alexandru Graur*, *Nume de locuri*, Editura ştiinţifică, *Bucureşti*, 1972, p. 30.

<sup>10</sup> *Nicolae Stoicescu*, op. cit., p. 130–140.

<sup>11</sup> *Vasile Arvinte*, op. cit. p. 69, 196.

<sup>12</sup> *Alexandru Graur*, op. cit., p. 116.

<sup>13</sup> *Nicolae Stoicescu*, op. cit., p. 140–147.



## LE PARTI COMMUNISTE ROUMAIN PROMOTEUR CONSTANT DE LA LUTTE POUR L'INSTAURATION DE LA RÉPUBLIQUE

Continuant et portant à un échelon supérieur les traditions du mouvement démocratique et socialiste de Roumanie, le Parti Communiste Roumain a enrichi de nouvelles significations et formes la lutte contre la monarchie et en faveur de la République, l'a fait s'intégrer dans l'action générale de la classe ouvrière, de tout le peuple roumain visant à «bâtir la société future, qui n'est autre que le communisme». C'est d'ailleurs ce que l'on précisait clairement au premier Congrès du parti, tenu en mai 1921. Faisant ressortir le lien indissoluble entre la monarchie et le régime bourgeois, le parti communiste a œuvré en vue de changements profonds dans la substance politique en Roumanie, a milité pour un Etat républicain démocratique d'un type nouveau, revêtant la forme de la «république populaire» à même «d'assurer à l'intérieur la prise du pouvoir entre les mains du peuple par des mesures économiques et politiques, et à l'extérieur la paix et l'amitié».

Agissant dans les conditions extrêmement difficiles de la terreur bourgeoise, où l'activité communiste était considérée comme un «crime d'Etat», le parti communiste a énergiquement démasqué la monarchie et sa camarilla, en exhortant la classe ouvrière, la paysannerie, les autres catégories sociales exploitées, les soldats compris, à lutter pour éliminer le régime bourgeois et la monarchie, pour bâtir la nouvelle société, socialiste, instaurer la République. A cette fin, une efficacité particulière ont eu les publications «Lupta de clasă» (La lutte de classe), «Scinteia» (L'Étincelle), «Tînărul Leninist» (Le Jeune léniniste) et autres, ainsi que de nombreux périodiques où les communistes ont attaqué les liens entre le roi et les classes exploiteuses, le pillage que ceux-ci exerçaient sur l'avoir national. Les communistes ont mis en évidence la nécessité de lutter «contre la monarchie libérale ou charliste, pour la république, une république de tous les travailleurs». Parmi les articles antimonaarchiques significatifs parus à l'époque dans la presse communiste et dans la presse à influence communiste, mentionnons «Luttez contre la monarchie!», «A bas la monarchie — le pilier de l'exploitation et de l'oppression!», «Vive la république des ouvriers et des paysans de Roumanie!».

Le parti communiste a vigoureusement démasqué l'avènement, en juin 1930, de Charles II au trône en Roumanie et l'instau-

ration, huit années plus tard, du régime personnel dudit monarque; ces événements ont engendré la limitation presque totale des droits et des libertés civiques, voire même de ceux bourgeois-démocratiques. «Contrairement à la volonté des masses populaires — soulignait, en ce sens, le journal „Scinteia“, peu après l'instauration de la dictature royale —, qui se sont prononcées à maintes reprises pour un régime démocratique, pour des parlements librement élus, pour la préservation et le développement des libertés civiques, le roi Charles a formé le nouveau gouvernement d'après soi-même... en bafouant les droits et les aspirations des masses populaires de Roumanie». Parallèlement, le parti communiste a déployé une intense activité pour démasquer les illusions monarchistes que les représentants des classes exploiteuses alimentaient afin de préserver leur domination économique et politique. «Il n'y a pas de rois du peuple — relevait à cet égard, un manifeste du parti, en 1933 *Le roi appartient à la bourgeoisie et aux gros propriétaires fonciers dont il représente et sert les intérêts, intérêts qui sont identiques aux siens*».

Au fur et à mesure que le peuple haïssait davantage le régime de Charles II, les actions à caractère antimonaarchique se multipliaient et s'intégraient dans la lutte générale des forces démocratiques, le P.C.R. à leur tête, pour reconquérir et défendre les droits et les libertés démocratiques et pour améliorer la situation des travailleurs. Ce fut le cas des grandioses manifestations patriotiques antigerrières, antifascistes et antiimpérialistes du 1<sup>er</sup> Mai 1939: rien qu'à Bucarest, plus de 20 000 ouvriers, intellectuels, artisans et d'autres catégories sociales, organisés et conduits par le jeune communiste Nicolae Ceaușescu, ont manifesté en scandant les mots d'ordre du parti communiste: «Vive la liberté!», «A bas la dictature royale!», «Vive la Roumanie libre et indépendante!».

Après l'abdication du roi Charles II, début septembre 1940, et l'instauration de la dictature militaire-fasciste, qui bénéficia à ses débuts de l'appui du nouveau roi, Michel I<sup>er</sup>, le Parti Communiste Roumain n'a cessé de lutter énergiquement pour sauvegarder les intérêts nationaux fondamentaux du peuple roumain, pour renverser le régime Antonescu, faire sortir la Roumanie de la guerre hitlérienne où le peuple roumain avait été poussé



contre sa volonté par l'Allemagne nazie, pour faire adhérer la Roumanie au front des forces anti-hitlériennes. Poursuivant constamment la réalisation du Front National Unique roumain, le Parti Communiste Roumain a également prêté l'attention requise à l'évolution des milieux du palais royal à orientation réaliste. Mécontents de l'attitude d'Antonescu vis-à-vis du roi Michel I<sup>er</sup>, préoccupés de sauvegarder les institutions monarchiques, ces milieux se sont de plus en plus éloignés du régime antonescien, ont accepté les propositions de collaboration avancées par les communistes et ont participé finalement à l'accomplissement de l'acte historique du 23 Août 1944. Pour le parti communiste, cette collaboration fut une question de tactique exigée par la nécessité de créer les meilleures conditions pour écarter le régime Antonescu et faire sortir la Roumanie de la guerre hitlérienne. En tirant au clair le point de vue du parti communiste au sujet de l'institution monarchique, Lucrețiu Pătrășcanu déclarait, à l'été de 1944, au général Constantin Sănătescu, chef de la Maison Militaire et maréchal du Palais Royal: *«Le parti Communiste Roumain est et continuera d'être un parti républicain, mais, en vue de la sortie de la Roumanie de l'Axe et de la fin de la guerre antisoviétique, il entend collaborer avec la monarchie»*. Subordonnée au but majeur — la coalition de toutes les forces nationales —, la coopération temporaire du parti communiste avec la monarchie en ce qui concernait la sauvegarde du pays de la catastrophe a été doublée d'une action constante visant à démasquer et combattre les hésitations du monarque au cours du processus qui préparait l'insurrection.

Suite au déclenchement de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste, la coopération avec le roi a été nécessaire encore pour une certaine période de temps, vu qu'il fallait soutenir — et la Roumanie l'a fait — l'effort de guerre contre l'Allemagne nazie et la Hongrie horthyste à ses paramètres maxima, et vu que les implications des dispositions de la Convention d'armistice, du 12 septembre 1944, limitaient à certains égards la vie d'Etat en Roumanie et l'exercice total de la souveraineté et de l'indépendance nationales. Néanmoins, le cours des événements en Roumanie a été déterminé par la lutte active du peuple roumain, dirigé par le parti communiste, afin d'accomplir de profonds changements démocratiques, révolutionnaires dans le pays. Dans l'intervalle 1944—1947, tous les conflits intervenus entre les forces démocratiques et le roi, dus à la tentative

du monarque de s'opposer à l'évolution vers une démocratie authentique en Roumanie, se soldèrent par la limitation toujours plus sévère des possibilités de la monarchie d'agir. Parallèlement, les succès du peuple roumain dans l'œuvre de rétablissement économique du pays, la victoire catégorique des forces démocratiques aux élections parlementaires du 19 novembre 1946, les positions importantes de la classe ouvrière et de ses alliés tenues dans le premier parlement démocratique de Roumanie dans l'après-guerre, l'effacement des principaux partis bourgeois de la vie politique du pays qui avaient perdu leur influence aux rangs du peuple et leurs sièges dans le gouvernement et le parlement ont sans cesse accru l'influence des forces révolutionnaires en Roumanie, le parti communiste à leur tête, dans les affaires de l'Etat. L'évolution de la situation internationale, l'extension des rapports économiques et diplomatiques de la Roumanie avec d'autres Etats, la signature et la ratification du Traité de paix avec les Nations Unies ont été autant de facteurs qui ont également valu un grand prestige mondial au gouvernement roumain où, le 6 mars 1945, le parti communiste tenait un poids décisif. De même, ces facteurs ont considérablement affaibli l'influence de la monarchie à l'intérieur et à l'extérieur et ont créé les conditions requises pour l'écarter par voie pacifique. En relevant le rôle fort réduit que le roi avait encore à l'automne de 1947, Arthur Gold Lee, son biographe, notait : *«Ses devoirs s'étaient réduits, tout comme ses possibilités d'exercer de l'influence. Bien qu'il continuât de recevoir, deux ou trois jours par semaine, les ministres en audience, ceux-ci limitaient peu à peu l'aire des conversations ou bien rapportaient qu'ils n'avaient rien à discuter»*.

Couronnement de la lutte héroïque du peuple roumain pour la liberté sociale et nationale, pour le progrès et pour une vie meilleure, la proclamation de la République est devenue possible grâce aux profonds changements démocratiques, révolutionnaires enregistrés dans la société roumaine après le 23 Août 1944. **«Toutes ces transformations** — souligne le camarade Nicolae Ceaușescu, secrétaire général de notre parti communiste — **ont été le fruit de la lutte héroïque des masses populaires, de l'activité politique des forces sociales révolutionnaires, démocratiques, patriotiques, au sein desquelles le Parti Communiste Roumain a tenu le rôle principal»**.

**Major ALESANDRU DUȚU**



30 Décembre 1947

## LA ROUMANIE EST RÉPUBLIQUE

La proclamation de la République, le 30 décembre 1947, aboutissement de la lutte des masses populaires, des forces progressistes de la société avec, à leur tête, le Parti Communiste Roumain, s'inscrit naturellement sur les coordonnées du processus révolutionnaire entamé le 23 Août 1944 par le déclenchement de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste. «Le développement du processus révolutionnaire — relève le camarade Nicolae Ceausescu — a conduit au changement radical du rapport des forces dans la société et a réclamé nécessairement la tâche du passage à une nouvelle étape du développement social — la révolution prolétarienne. Par suite de l'annihilation de la résistance acharnée des classes exploiteuses et de leurs groupements politiques, soutenus par la réaction internationale, de l'isolement dans une mesure toujours plus grande de ces forces, on a éliminé du gouvernement les derniers représentants des partis bourgeois, on a aboli la monarchie et proclamé la République Populaire Roumaine»<sup>1</sup>.

À l'automne de 1947, suite au déroulement impétueux de la révolution, on avait créé les conditions objectives et subjectives pour écarter la monarchie de la scène de la vie politique roumaine. Afin d'accomplir ce desideratum national, le Parti Communiste Roumain, à partir de l'analyse du rapport des forces existant dans le pays, nettement favorable à la classe ouvrière et à ses alliés, et de la situation internationale favorable, a mis au point le plan politico-militaire qui devait conduire à la proclamation de la République par la voie pacifique. Adopté par le C.C. du P.C.R. le 29 décembre 1947, ce plan comportait, en général, des mesures politiques (la mobilisation du parti et des organisations de masse pour le jour du 30 décembre 1947, de même que du personnel de la presse et de la radiodiffusion) et des mesures de sécurité (prises par le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Défense nationale : la surveillance des institutions, des dignitaires et des hommes politiques, de même que des points stratégiques de la capitale et de la province ; la mise en état d'alarme des unités militaires de réserve, l'appel du roi et l'établissement de l'audi-

ence pour le 30 décembre, entre 12 et 13 heures au plus tard). Pour la suite, le plan — défalqué par jours et par heures — prévoyait toutes les actions qui allaient se dérouler : la convocation du Parlement, la prise de mesures supplémentaires de sécurité en vue de prévenir les actes de sabotage, la préparation des meetings par entreprises, la mise au point des documents officiels qui devaient être rendus publics le lendemain (l'Acte d'abdication et la Proclamation du gouvernement). Pour l'armée, le plan contenait deux indications spéciales, concernant la transmission du premier Ordre du jour après la proclamation de la République et la prestation du serment de fidélité envers le nouveau pouvoir d'État<sup>2</sup>.

Le 29 décembre 1947 on passa à la réalisation du plan. On prit des mesures de nature à assurer la sécurité des cadres de direction des partis et des organisations démocratiques, des membres du gouvernement et d'autres dignitaires, mesures dont la responsabilité était assumée par les deux départements placés sous la direction directe du parti communiste — le ministère de l'In-

Enthousiaste manifestation organisée dans la capitale à l'occasion de la proclamation de la République





térieur et le ministère de la Défense nationale; les gardes ouvrières armées et les unités militaires se chargèrent de la surveillance des points stratégiques de la capitale et du pays, des centraux téléphoniques, des postes, de la radiodiffusion, de même que d'autres objectifs et institutions importants. En même temps, on mobilisa les organes et les organisations du parti et des jeunes aux sièges respectifs et on convoqua, en session extraordinaire, l'Assemblée des Députés.

Le soir du 29 décembre 1947, après 20 heures, on fit annoncer au roi, qui se trouvait à Sinaia, que le président du Conseil des ministres — le Dr. Petru Groza — lui sollicitait, pour le lendemain, une audience à Bucarest. Le 30 décembre, vers midi, le monarque arrivait dans la capitale, à son palais de l'avenue Kisselef. La rencontre, à laquelle participa également le secrétaire général du P.C.R. — Gheorghe Gheorghiu-Dej — commença vers 12 heures 15. Les deux représentants du gouvernement demandèrent au roi, étant donné les changements politiques, économiques et sociaux survenus en Roumanie, qui se trouvaient en contradiction avec l'institution monarchique, d'abdiquer. Au bout de trois heures de négociations, au cours desquelles le roi tenta d'obtenir un ajournement ou des conditions matérielles plus avantageuses, le roi finit par signer l'acte d'abdication.

Dans l'après-midi du même jour, à 15 h 30, on apportait à la connaissance du Conseil des ministres, réuni en séance, le fait de l'abdication du roi, et on soumettait à l'approbation du Conseil le texte de la Proclamation au pays, par lequel on annonçait la transformation de la Roumanie en République Populaire.

Immédiatement après la fin de la séance du Conseil des ministres, les postes de radio annonçaient au peuple les derniers événements.

Le soir du même jour, l'Assemblée des Députés ratifiait l'abolition de la monarchie et adoptait la Loi no 363 sur la constitution de l'État roumain en République Populaire Roumaine<sup>3</sup>. En même temps, le Parlement décida que, jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, la république fût représentée par un présidium provisoire formé de cinq membres<sup>4</sup>. Le même jour, au milieu des ovations des parlementaires, les membres du présidium prêtèrent serment de défendre les libertés démocratiques du peuple roumain et l'indépendance et la souveraineté de la République Populaire Roumaine.

La Loi no 363 stipulait l'obligation des fonctionnaires publics et des militaires «de prêter, dans le délai de trois jours, serment de fidélité à la République Populaire Roumaine»<sup>5</sup>. Ceux que cette loi visait commen-

cèrent, dès la nuit du 30 au 31 décembre 1947, la prestation du serment envers le nouveau pouvoir d'État. Le présidium provisoire publia un message adressé au peuple où, entre autres, il était dit que, après la liquidation de la monarchie, «aucun obstacle ne s'oppose désormais au développement de notre démocratie populaire, destinée à assurer à tous ceux qui travaillent, avec leurs bras ou avec leur esprit, des villes et des villages, le bien-être matériel et culturel, et qui constitue la caution de la souveraineté et de l'indépendance de notre pays»<sup>6</sup>. À son tour, le gouvernement donna une proclamation adressée aux ouvriers, aux paysans, aux intellectuels, aux officiers, sous-officiers, soldats et aux citoyens, les appelant à la lutte pour défendre et consolider la République Populaire Roumaine, pour intensifier les efforts en vue du développement économique de notre pays<sup>7</sup>.

Les masses populaires accueillirent avec enthousiasme la nouvelle de la proclamation de la République Populaire Roumaine, manifestant, dès le soir du 30 décembre, leurs sentiments de profonde satisfaction et de joie. La totale adhésion de celles-ci à la République populaire, leur ferme décision de la défendre et consolider a constitué un puissant témoignage du caractère profondément démocratique et populaire de cet acte historique national.

Le processus du développement historique, la lutte des masses populaires, dirigées par le parti ont conduit à la réalisation de l'idéal de nos devanciers, à savoir l'édification en Roumanie d'un État nouveau, républicain, où le pouvoir appartient au peuple ouvrier, étant exercé par celui-ci et dans son propre intérêt. «L'instauration de la république dans les conditions où le rôle décisif dans la direction du pays revenait à la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie et les intellectuels, avec les autres masses travailleuses, conduites par le parti communiste, a marqué le passage à la révolution prolétarienne et à l'édification de la société socialiste en Roumanie»<sup>8</sup>.

<sup>1</sup> Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 4, Editura Politică, București, 1970, pp. 381—382.

<sup>2</sup> Arh. I.S.I.S.P., fond 1, dosar nr. 8014, f. 1—3.  
<sup>3</sup> «Monitorul oficial», partea I, nr. 300 bis din 30 decembrie 1947, p. 11 414.

<sup>4</sup> Ibidem.

<sup>5</sup> Ibidem.

<sup>6</sup> «Scinteia», an XVII, nr. 1011 din 2 ianuarie 1948.

<sup>7</sup> Ibidem.

<sup>8</sup> Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 7, Editura Politică, București, 1973, p. 958.



« Ils ont bu de l'eau vive de la liberté totale »

par le capitaine ȘTEFAN PĂSLARU  
docteur en histoire

Relevant les mutations surgies aux plans politique et conceptuel dans l'armée, l'inspecteur général de l'armée pour l'éducation, la

Conséquence directe du changement dans le rapport des forces au plan politique, la nomination, le 23 décembre 1947, comme titulaire au Ministère de la Défense Nationale, d'un membre du Bureau Politique du C.C. du P.C.R. a considérablement renforcé la position des forces démocratiques, a limité les possibilités de manœuvre pour les milieux politiques du palais, parachevant les actions qui ont nettoyé le chemin vers l'abolition de la monarchie.

**OLDFREE** — Demanded \$100,000 for the demolition of the Central Market on condition — along the central street premises across the main intersection have been purchased by the Republic. President Antonio Guzmán de



Bien qu'à la fin de 1947 la monarchie ne fût plus capable d'une résistance efficace, le Parti Communiste Roumain a prêté une attention spéciale dans son plan de mesures à la force militaire du pays. Celle-ci a été appelée à participer de manière directe afin d'assurer le déroulement de cet acte révolutionnaire dans les meilleures conditions. Le 29 décembre 1947, dans la matinée, les communistes responsables de l'armée ont été convoqués au Ministère de la Défense Nationale. Là, on leur fit apprendre des directives visant à garantir la sécurité et l'ordre dans les départements et les garnisons qu'ils avaient en répartition, à renforcer la garde dans les unités militaires, à éliminer immédiatement de l'armée ceux passés comme disponibles, à établir le moyen de contact avec les organes du parti communiste dans les localités respectives; on leur a également remis des enveloppes qu'ils étaient tenus d'ouvrir suite à une certaine consigne<sup>3</sup>. Le 27 décembre 1947, simultanément à la mise en alarme de certaines unités militaires, le Grand Etat-Major a émis des ordres visant, en principal, à contrecarrer les actes hostiles et à prévenir les possibles troubles ou désordres<sup>4</sup>.

Toutes ces mesures préventives et vigilantes se sont avérées opportunes. Le 30 décembre 1947, dans l'après-midi, au moment où l'on décidait du sort de la monarchie en Roumanie, le roi Michel a essayé de tergiverser le plus possible les choses; il voulait, entre autres, faire appel à l'armée ou aux unités de garde. Si, le 6 janvier 1948, en quittant la Roumanie, l'ancien roi n'était accompagné de nul officier de marque — sauf d'une poignée de ses proches —, cela prouvait bien évidemment que les militaires ont été, comme toujours, fidèles à la patrie à laquelle ils avaient prêté serment.

Faisant ressortir le 30 décembre 1947, la position de l'armée, à savoir du côté des forces progressistes, révolutionnaires, conduites par le parti communiste — position qui était une conséquence directe du processus profondément novateur qui caractérisait alors la société roumaine —, le camarade Nicolae Ceaușescu souligne: «au cours du processus révolutionnaire de passage à l'édification de la société socialiste, processus qui a conduit au renversement de la monarchie, l'armée a toujours été du côté de notre parti et elle a tenu un rôle important dans l'entière activité déployée en Roumanie»<sup>5</sup>.

Le serment prêté au pouvoir ouvrier-paysan — acte sans précédent dans l'histoire de l'armée —, qui eut lieu dans une atmosphère festive, a témoigné du profond dévouement de l'armée à la République, de l'enthousiasme et de la conscience civique élevée de tous les militaires. Les assemblées

solennelles organisées dans les principales villes du pays «ont exercé, par la grandeur de la fête, une vive impression sur ceux qui prêtaient serment, aussi bien que sur la population civile»<sup>6</sup> — soulignait-on dans les rapports envoyés à la direction supérieure de l'armée.

En soulignant l'importance exceptionnelle du nouveau serment de l'armée, «Glasul armatei» (La voix de l'armée) montrait dans son éditorial du 2 janvier 1948:

«C'est le premier serment authentique de l'armée roumaine populaire qui l'oblige solennellement et exceptionnellement à défendre toujours le progrès de la République Populaire Roumaine, du peuple roumain, la paix générale»<sup>7</sup>.

Appréciant l'acte du 30 décembre 1947 comme «une des étapes nécessaires pour instaurer le socialisme», les officiers et les sous-officiers estimaient que «la transition de notre pays au stade de République est un grand pas vers le socialisme»<sup>8</sup>.

Par des meetings et des assemblées qui revêurent le caractère de fête populaire, qui furent organisés dans des villes et des villages, dans le cadre de l'armée, les gens ont exprimé leur adhésion totale à la République. A Bucarest, Timișoara, Pitești, Sibiu, Galați, Craiova, Cluj, Buzău, Bacău et dans d'autres localités.

Le dévouement de l'armée à la République et au régime démocratique populaire, illustré par son serment et par les manifestations enthousiastes qui eurent lieu alors, a prouvé — faits à l'appui — que l'institution militaire roumaine avait subi d'importantes mutations, qu'elle avait considérablement changé au point de vue politico-moral. D'autre part, la proclamation de la République a engendré une dynamisation des actions visant à modeler un militaire d'un type nouveau, contemporain des changements qui avaient lieu dans l'entière société roumaine.

<sup>1</sup> Nicolae Ceaușescu România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate. (La Roumanie sur la voie de l'édification de la société socialiste multilateralément développée), vol. 9, București 1974, p. 271.

<sup>2</sup> «Glasul armatei» (La voix de l'armée), l'an III, n° 396 du 3 octobre 1947.

<sup>3</sup> Archives du Ministère de la Défense Nationale, fonds 3570, dossier n° 775, f. 154, 265; Gh. Bejanu, O. Lustig, Cronică în mars (Chronique en marche), Editions militaires, Bucarest, 1974, p. 201.

<sup>4</sup> Arch. M.D.M., fond Microfilms, galet F II f. 1077 c. 248; fonds 3570, dossiers n° 775, f. 288.

<sup>5</sup> Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate (La Roumanie sur la voie de l'édification de la société socialiste multilateralément développée), tome 7, Editions Politiques, Bucarest, 1973, pages 101-102.

<sup>6</sup> Arch. M.D.M., fonds 3570, dossier n° 775, f. 268.

<sup>7</sup> Ibidem, f. 286, 77, 18, 367.

<sup>8</sup> Ibidem, f. 25, 442.





«Hommage» (peinture de Doru Rotaru)

# L'ÉLECTION DE NICOLAE CEAUȘESCU À LA HAUTE FONCTION DE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE — ÉVÉNEMENT CRUCIAL DANS L'HISTOIRE DE LA NATION ROUMAINE

par ȘTEFAN LACHE  
docteur en histoire

28 mars 1974. Un moment que la nation roumaine a inscrit en lettres d'or dans son développement historique ascendant sur la voie de la civilisation et du progrès socialistes et communistes. C'est le jour où la Grande Assemblée Nationale, consacrant par son vote unanime la volonté de la nation entière, a élu le camarade Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du Parti Communiste Roumain, à la plus haute fonction de notre Etat, la fonction de président de la République Socialiste de Roumanie. Cette glorieuse investiture, aux profondes significations sociales et politiques, est une matérialisation des lois historiques du progrès, une illustration du progrès ininterrompu de la société roumaine, dont sont issus des dirigeants-héros. L'élection du camarade Nicolae Ceaușescu, secrétaire général du parti, à la fonction de président de notre pays représente l'aboutissement de l'histoire ininterrompue du peuple roumain, une nécessité objective découlant du rôle du Parti Communiste Roumain de force politique dirigeante, de centre vital de la nation roumaine. L'exercice, par le camarade Nicolae Ceaușescu, de la fonction de président et de la fonction de secrétaire général du parti,

en naturelle fusion, crée le cadre optimal «pour l'union des efforts du parti et du peuple en vue de réaliser avec succès le Programme du parti concernant l'accomplissement des aspirations de notre peuple vers le bien-être et le bonheur».

Le vote de la Grande Assemblée Nationale fut une nouvelle et brillante reconnaissance des mérites éternels du camarade Nicolae Ceaușescu, illustre militant révolutionnaire, patriote ardent, bâtisseur d'un pays nouveau, libre et indépendant.

L'acte historique du 28 mars 1974 est un moment déterminant, essentiel dans l'accélération du progrès économique et social de la Roumanie. Dans les moments solennels du serment, le camarade Nicolae Ceaușescu réaffirmait devant la nation, dans des paroles historiques, sa décision inébranlable de défendre les intérêts suprêmes de la patrie : «Je jure de servir avec dévouement la patrie, d'agir fermement pour la défense de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité du pays, pour le bien-être et le bonheur du peuple entier, pour l'édification du socialisme et du communisme dans la République Socialiste de Roumanie».



L'unité du peuple entier autour du parti, de son secrétaire général, a été illustrée de la manière la plus significative par les messages envoyés au premier président de la Roumanie de toutes les régions du pays. C'est à la même enthousiaste unanimité que, respectant la volonté profonde des communistes, du peuple roumain, la Grande Assemblée Nationale a réélu en 1975, 1980 et 1985 Nicolae Ceaușescu à la fonction suprême de président de la Roumanie socialiste. Ces actes solennels ont concrétisé l'identité d'aspirations et d'idéaux de tous les Roumains, l'unité du parti et du pays, qu'on exprime de manière synthétique par les mots symboliques : le Parti — Ceaușescu — la Roumanie. Leur signification profonde est à retrouver dans les grandes réalisations de la Roumanie socialiste, profondément marquées du sceau de l'époque inaugurée par le IX<sup>e</sup> Congrès du parti et portant l'effigie du président Nicolae Ceaușescu, grande personnalité du monde contemporain, de sa pensée et de sa force créatrices mises au service de la nation roumaine, de la paix et de la collaboration dans l'arène internationale.

Ame issue de l'âme du peuple roumain, communiste incarnant la plus profonde humanité, révolutionnaire à la pensée libérée de dogmes, dirigeant politique sans pareil qui a su revigorer l'esprit révolutionnaire du parti communiste, attaché par toutes ses fibres au peuple roumain, le président de la République Socialiste de Roumanie a lié son nom et son oeuvre prodigieuse à tous nos accomplissements, à tout ce que nous voulons accomplir. L'élection du camarade Nicolae Ceaușescu à la fonction de président de notre pays répond aux nécessités vitales de notre société, à l'exigence objective de l'évolution de la Roumanie sur les coordonnées de la civilisation socialiste.

Les plus de deux décennies depuis que le camarade Nicolae Ceaușescu se trouve à la tête de notre parti et de notre Etat représentent une époque de renouvellements fondamentaux, une époque dont les dimensions, les rythmes dynamiques et les objectifs prévus et matérialisés sont sans pareil dans toute notre histoire. Les forces productives ont connu dans cette période un développement sans précédent ; l'industrie roumaine, moderne et compétitive, est à même de résoudre les problèmes techniques les plus complexes de notre économie ; l'agriculture, l'autre branche fondamentale de notre économie, a connu un ample processus de modernisation ; de profondes transformations révolutionnaires ont eu lieu dans la structure socio-économique du pays ; le revenu national a sensiblement augmenté et le niveau de vie matérielle et spirituelle de la nation entière s'est sans cesse amélioré ; se sont perfectionnées les

relations de production et sociales ; se sont affirmés de manière plénière de nouveaux rapports, d'équité, entre tous les membres de la société. Sous la direction clairvoyante du président Nicolae Ceaușescu on a mis en oeuvre les capacités créatrices, du peuple, son initiative et son esprit révolutionnaire. On a créé un système organisationnel original unique dans son genre, qui assure la participation active, directe de tous les travailleurs à la direction de la vie socio-économique, l'exercice des prérogatives du peuple, véritable maître dans son pays, constructeur conscient de son propre destin.

La conception que s'est faite le dirigeant de notre parti et de notre Etat du passé glorieux du peuple roumain, du rôle de la nation et de l'Etat national indépendant et souverain dans le monde contemporain représente, par sa force patriotique et par sa profondeur scientifique, une véritable leçon d'histoire vivante. Le président Nicolae Ceaușescu a ennobli le sentiment même de notre dignité nationale, a remis dans ses droits un passé glorieux ; la connaissance de l'histoire du peuple roumain est devenue un facteur déterminant de l'éducation patriotique de tous les fils de notre pays.

Particulièrement importante est la conception du président Nicolae Ceaușescu de la problématique du pouvoir, de l'essence et du rôle de l'Etat socialiste, de ses fonctions à l'étape actuelle et dans la perspective de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée et de l'avance de la Roumanie vers le communisme, du rapport entre le parti et l'Etat, entre l'Etat et la société, entre la société et la démocratie. D'ailleurs, l'institution même de la fonction de président de la République illustre le processus constant de développement de notre Etat socialiste, de découverte des modalités les plus adéquates à la direction de la société, d'intensification du rôle des organes suprêmes du pouvoir, d'accentuation du fonctionnement efficient et rationnel de l'ensemble du mécanisme d'Etat, de corrélation judicieuse des fonctions internes et externes des organes suprêmes du pouvoir. En même temps, elle exprime l'expérience roumaine dans le domaine de la direction socio-politique unitaire de la société socialiste et confirme l'application conséquente des principes démocratiques dans l'activité de direction. Il est particulièrement significatif que le président de la République manifeste une préoccupation soutenue pour la consolidation de notre Etat, devenu Etat de la démocratie ouvrière révolutionnaire, pour le perfectionnement de ses organismes centraux et locaux, de manière à ce qu'ils soient organiquement intégrés dans la vie de la société, pour le respect et l'application ferme des lois, pour



la défense de la propriété socialiste, de l'indépendance et de la souveraineté nationales. Dans le Discours solennel prononcé le 28 mars 1974, le président Nicolae Ceaușescu soulignait : «**Il ne faut oublier à aucun moment la nécessité de consolider l'Etat, d'augmenter son rôle d'organisateur dans tous les domaines d'activité, de veiller sans cesse à la consolidation de nos forces armées, d'élever la capacité de défense de la patrie, d'attacher beaucoup d'attention au raffermissement des organes d'Etat, du Ministère de l'Intérieur et de la Justice, afin de pouvoir accomplir les devoirs envers la patrie et le peuple, conformément à la Constitution et aux lois du pays.**».

C'est au Parti Communiste Roumain — accentuait le président Nicolae Ceaușescu — que revient la mission d'agir sans cesse pour le perfectionnement et l'augmentation du rôle de l'Etat, de tous les organismes démocratiques dans tous les domaines d'activité ; devant le parti et le peuple, les communistes ont la tâche de *«mettre tout en œuvre afin que l'Etat, les organismes démocratiques de direction de la société accomplissent à des niveaux toujours plus élevés la mission qui leur revient dans tous les domaines d'activité»*.

Le camarade Nicolae Ceaușescu conçoit et remplit la fonction de président de la République d'une manière nouvelle, révolutionnaire, dialectique ; conformément à cette conception, la fonction de président de la République suppose une haute préoccupation pour le développement de la démocratie socialiste, pour l'intensification de la participation des masses à la direction de la vie socio-politique, pour le perfectionnement de la législation et la consolidation de la légalité, pour le respect des droits et des libertés civils.

Partant du principe que le socialisme est construit avec le peuple et pour le peuple, dans notre pays on a créé, à l'initiative et sous la direction du président Nicolae Ceaușescu, un système démocratique unique en son genre. Dans toutes les unités économiques et sociales fonctionnent des conseils des travailleurs — les ouvriers y représentent 30 pour cent. A l'échelle du pays fonctionnent le Conseil National des Travailleurs et le Conseil National de l'Agriculture. Une fois tous les cinq ans ont lieu des congrès des travailleurs dans l'industrie, dans les domaines de l'enseignement et de la science, de la culture et de l'éducation, dans d'autres domaines d'activité ; ce sont des formes démocratiques qui assurent l'ample et directe participation du peuple à la direction consciente de l'ensemble de la société, à l'édification du nouvel ordre social. C'est à juste titre qu'on affirme que la table de travail

du président Nicolae Ceaușescu est le pays entier. En contact permanent et direct avec le peuple, avec les travailleurs, discutant avec eux sur place, se consultant systématiquement avec les larges masses populaires, le président de la République a instauré dans notre pays un climat de puissante émulation, de haute responsabilité et d'exigence, climat qui favorise l'accomplissement des grands objectifs élaborés par le parti, le progrès de la nation roumaine.

Brillant créateur et promoteur de la politique extérieure contemporaine de la Roumanie, le président Nicolae Ceaușescu a élaboré des concepts et amorcé des actions visant la solution des grands problèmes du monde contemporain. Son ample activité sur le plan international est caractérisée par une vision scientifique, réaliste, profondément humaniste, par la connaissance intime des phénomènes et tendances de la vie internationale ; c'est une conception que définit la haute responsabilité pour le destin du peuple roumain, pour la cause de la paix, du désarmement, de la sécurité, de la détente et de la collaboration entre les Etats.

Jouant un rôle déterminant dans l'élaboration de la politique extérieure roumaine, le président de la Roumanie a déployé et déploie une activité conséquente pour la matérialisation de ses principes ; aussi s'affirmerait-il comme le représentant le plus autorisé de la volonté et des aspirations du peuple roumain. Sous la sage direction du président Nicolae Ceaușescu, la Roumanie entretient des relations d'amitié, de collaboration et de solidarité avec tous les pays socialistes, développe des rapports d'étroite collaboration dans l'esprit de la coexistence pacifique, avec les pays en voie de développement, avec les Etats non-alignés, promeut des rapports de collaboration avec les pays capitalistes développés, participe activement à la division internationale du travail, au circuit mondial de valeurs matérielles et spirituelles.

Son activité consacrée au bien-être de notre nation, à l'accomplissement des grands idéaux de l'humanité a valu au dirigeant de notre parti et de notre Etat, véritable «Héros de la paix», de l'estime, de l'appréciation, du respect sur tous les méridiens du globe.

Le camarade Nicolae Ceaușescu, premier président de la Roumanie, occupe une place de choix parmi les grands fils de la patrie. Sa place est pour toujours parmi les dirigeants les plus éclairés et les plus sages de notre peuple, car il a matérialisé le crédo de Nicolae Bălcescu : «Nous voulons être une nation, une nation puissante et libre, par notre droit et par notre devoir, à notre profit et à celui des autres nations, car nous souhaitons notre bonheur et avons une mission à accomplir dans le monde».



**Vérités  
fondamentales  
de l'histoire  
nationale**

**Les sources  
historiques  
attestent  
que**

**LES HABITANTS DE LA TRANSYLVANIE ONT CONSTITUÉ ET  
CONSTITUENT UNE PARTIE ORGANIQUE DU PEUPLE ROUMAIN  
ET QU'ILS NE SAURAIENT DONC FAIRE L'OBJET  
D'AUCUNE TRANSACTION USURAIRES, D'AUCUNE POLÉMIQUE,  
D'AUCUNE DISCUSSION**

**par le général-lieutenant ILIE CEAUȘESCU  
docteur en histoire**

La Transylvanie, composante intrinsèque de l'espace de formation, d'habitation et de développement ininterrompu du peuple roumain est une vieille province qui définit la partie ouest du territoire de la Roumanie. À l'instar de tout l'espace carpato-danubien-pontique, foyer de permanente habitation, organisation éconómico-sociale et politico-étatique du peuple roumain, la terre de la Transylvanie appartient à la grande zone d'anthropogénèse, et les recherches les plus récentes prouvent que les ancêtres de l'homme actuel habitaient déjà ces contrées il y a approximativement 2 millions d'ans. Dans son évolution, la population des contrées transylvaines est passée, au paléolithique et au néolithique à l'organisation de tribus qui vers le milieu du III<sup>e</sup> millénaire avant notre ère entraient en contact avec les Indo-Européens, donnant naissance à une grande synthèse ethno-linguistique et culturelle ; enfin, l'âge du bronze marquait la constitution, dans tout l'espace carpato-danubien-pontique, le territoire actuel de la Transylvanie compris, du bloc du grand peuple des Thraces, qui selon Hérodote, était «le plus grand de tous les peuples»<sup>1</sup>, après celui des Indes.

Aux IX<sup>e</sup>—VIII<sup>e</sup> siècles avant notre ère se cristallisaient comme ethnies les Géo-Daces, ancêtres des Roumains, la

branche la plus puissante des Thraces. Voilà pourquoi Nicolae Iorga considérait que «Lorsqu'il s'agit de délimiter l'aire de diffusion du peuple roumain par le passé, il convient de montrer tout d'abord quelle fut l'aire de jadis... d'où cette aire initiale des précurseurs du peuple roumain vient-elle sur la carte du Sud-Est européen»<sup>2</sup>. En tant que peuple ayant connu une florissante civilisation matérielle et spirituelle propre, une organisation étatique précoce, aux remarquables dirigeants du pays et de l'armée — dont mentionnons Dromichaites, Burebista, Décéné, Décébaie, ces trois derniers ayant établi leur capitale et leur haut-commandement sur le territoire actuel de la Transylvanie — les Géo-Daces ont bénéficié d'une attention particulière de la part de l'historiographie antique. Ainsi, pas moins de 63 auteurs<sup>3</sup> anciens les présentent aussi bien comme les créateurs et les possesseurs d'une civilisation développée — ce qui leur a permis de participer, aux côtés d'autres peuples, au circuit continental des valeurs — que comme les défenseurs hardis de l'entité ethnique, de leur glèbe et de leur indépendance, affrontant sur leur propre territoire, sans tenir compte des efforts et des sacrifices, les armées des empires les plus grands du temps. Les informations fournies par les sources historiques





Carte représentant l'État dace centralisé et indépendant à l'époque de Burebista (I<sup>er</sup> siècle av. n. ère)



Carte représentant les pays roumains de Valachie, de Transylvanie et de Moldavie au temps des voïvodes Mircea le Grand, Iancu de Hunedoara et Etienne le Grand



Carte représentant l'État roumain réalisé sous le règne glorieux de Michel le Brave (1593—1601) par l'union des pays roumains de Valachie, de Transylvanie et de Moldavie (1600)

mettent en évidence les guerres de défense menées par le peuple géto-dace contre les Scythes, les Perses, les Macédoniens et les Romains. D'ailleurs, l'entrée même des Géo-Daces dans l'univers de l'histoire écrite il y a 2500 ans est liée à

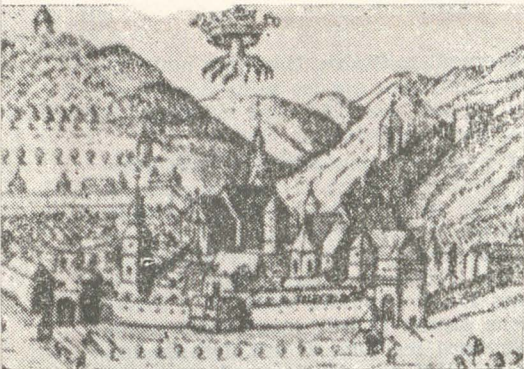
un événement militaire, Hérodote nous informant qu'ils ont été les seuls des Thraces à s'opposer, en 514 avant notre ère, à l'armée perse dirigée par Darius<sup>4</sup>.

C'est avec les Romains que les Géo-Daces ont eu les liens et les contacts les plus longs et sur des plans multiples, approximés à cinq cents ans, mais aussi les affrontements militaires les plus difficiles. On sait que «Entre l'État dace et le grand Empire romain voisin il a existé des liens étroits et de longue durée dans les domaines les plus divers. Néanmoins, par suite de la politique d'expansion menée par les empereurs de Rome, des conflits sont nés entre les deux États, des guerres ont éclaté. Pendant ces durs affrontements armés les Daces ont manifesté leur ferme volonté de préserver leur indépendance et leur intégrité territoriale, de tenir tête à la force militaire la plus puissante de toute l'Antiquité»<sup>5</sup>.

Cela explique pourquoi l'Empire romain tricontinental, bien qu'ayant concentré tout le potentiel militaire dont il disposait contre le peuple géto-dace dirigé par le roi-héros Décébale, n'a pu conquérir, par suite de la guerre de 105—106, qu'une partie du territoire de la Dacie, transformé en province romaine, alors que les deux autres tiers de ce territoire ont constitué ce que l'historiographie appelle la Dacie Grande ou la Dacie Libre. Un fait significatif est que, étant donné l'existence de ressources économiques d'une valeur particulière et d'un facteur démographique autochtone, nombreux et d'une extraordinaire vitalité — nous avons, certes, nommé les Géo-Daces, qui n'ont pas été liquidés, comme le soutiennent les adversaires de la continuité du peuple roumain dans l'espace carpatodanubien-pontique — Rome fut profondément intéressée à mettre en valeur ces ressources avec le concours de la population autochtone ; Trajan lui-même resta longtemps dans l'espace conquis afin de s'occuper personnellement de l'organisation politico-administrative et militaire.

L'intervalle historique auquel nous nous référons a marqué une accentuation de l'entrelacement des civilisations dace et romaine, qui a eu pour conséquence la formation du peuple roumain aux II<sup>e</sup>—III<sup>e</sup> siècles de notre ère, du fait de l'assimilation, par le peuple dace, du latin et de certains éléments de civilisation romaine. Ce processus d'ethnogenèse a eu lieu sur toute l'étendue de l'espace carpatodanubien-pontique, étant favorisé par l'intensité des échanges multilatéraux entre les civilisations dace et romaine tant avant qu'après la pénétration de la domination romaine au nord du Danube.





Les villes, puissants centres commerciaux et culturels, ont apporté une importante contribution au maintien des relations entre les Roumains des deux côtés des Carpates (la ville de Braşov. Gravure d'époque)



Michel le Brave, le voïvode sous le sceptre duquel le pays roumain de Valachie, le pays roumain de Transylvanie et le pays roumain de Moldavie se sont réunis pour la première fois, en 1600 (à gauche)

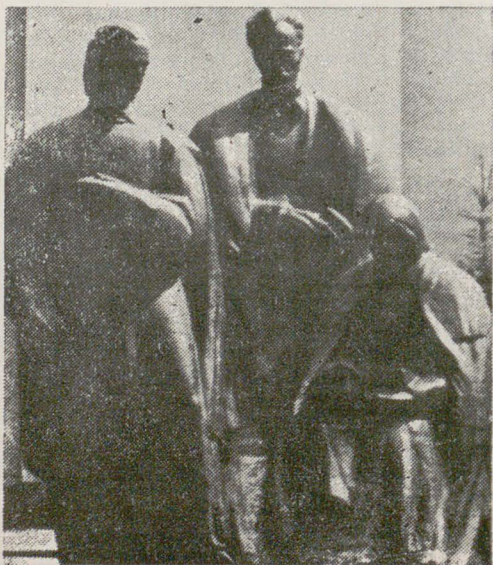


Horea, dirigeant de la révolution des Roumains transylvains de 1784 (à droite)

Le grand historien et archéologue roumain Vasile Pârvan énonçait une conclusion fondamentale de ses recherches scientifiques : «Les guerres de l'empereur Trajan des Romains contre le roi Décébale des Daces furent non pas le commencement, mais la fin de la formation de notre peuple. Les premières semences romaines avaient été jetées à notre Danube deux cents ans auparavant»<sup>6</sup>.

Formé dans des conditions particulièrement complexes, le peuple roumain, héritier des grandes traditions de ses glorieux devanciers, allait accomplir, le long d'une existence de plus de deux mille ans, une destinée historique héroïque, tourmentée et grandiose, se développant et s'affirmant puissamment au

Les représentants de l'École Transylvaine ont apporté, dans leurs écrits, des arguments scientifiques en faveur de l'unité du peuple roumain, de sa continuité sur le territoire de l'ancienne Dacie (groupe statuaire du municipal de Cluj-Napoca: Samuil Micu, Gheorghe Şincai et Petru Maior)



rang des peuples et des nations du monde, étant le seul peuple du Sud-Est européen qui n'est pas venu d'ailleurs<sup>7</sup>, et comptant parmi le peu de peuples du continent qui n'ont jamais changé leur foyer ancestral, défini par les Carpates, le Danube et la mer Noire. De ce fait, toute affirmation relative à la formation du peuple roumain dans d'autres zones géographiques et à sa migration ultérieure dans l'espace carpatodanubien-pontique se trouve en flagrante contradiction avec la vérité scientifique, qui s'appuie sur d'innombrables sources historiques. Pareilles affirmations non fondées et hostiles cachent des intérêts politiques qui visent à «légitimer» des prétentions de domination étrangère sur la terre roumaine et elles ont été et sont mises en circulation par des milieux hostiles au peuple roumain, à la paix et à la coexistence pacifique entre les nations.

L'évolution historique de la Transylvanie a été identique à celle de tout l'espace roumain dans le cadre du processus de réunification de la Dacie, commencé encore avant le retrait des autorités et des légions romaines (271—275) du territoire dace occupé, et amplifié par la suite. Par conséquent, la Dacie devient, dans un intervalle de temps relativement bref, «autonome et chrétienne»<sup>8</sup>. En connaisseur profond de la pluralité des sources et des faits historiques, Nicolae Iorga concluait que «sur la rive gauche du Danube» il y avait vers 400 «la Romanie et ceux qui l'habitent conservent le nom de roumain»<sup>9</sup>. La Transylvanie participe, ayant même le rôle prioritaire, à l'ample et irréversible processus d'organisation politico-étatique du peuple roumain dans le vaste espace carpatodanubien-pontique. Essentiellement conditionnées par le maintien et le développement des traditionnelles commu-



nautés villageoises et territoriales, par les circonstances historiques extrêmement défavorables, sous l'effet des vagues successives des grandes migrations qui ont déferlé comme un ouragan sur le territoire habité des Roumains, les formes d'organisation politico-étatique du peuple roumain, tout comme d'ailleurs d'autres peuples, ont acquis un certain caractère spécifique, s'exprimant au début dans les Romanies populaires, lesquelles se sont unies plus tard dans des voïvodats et des knézats, processus saisissable à partir du Ve siècle de notre ère. Un fait caractéristique est que, dans le cadre de ce processus irréversible qui, dans le cas de la Transylvanie aussi, reposait sur des facteurs objectifs et subjectifs, les Roumains ont déployé deux types de résistance, étroitement liés entre eux — une résistance armée et une résistance ethnique — qui ont abouti tant au maintien de l'espace d'habitation qu'à la préservation de l'entité ethnique; aussi aucune des populations migratrices ne put exercer une influence déterminante sur la physionomie du peuple roumain, ni le disloquer de son foyer ancestral. Autrement dit, les Roumains ont gagné la plus grande et la plus importante bataille de toute leur existence multimillénaire. En ce sens, le secrétaire général du Parti Communiste Roumain prononçait ces paroles pleines d'une profonde signification : **«Aux temps les plus difficiles, nos devanciers n'ont pas quitté la terre où ils sont nés, mais, fraternisant avec elle, avec les montagnes et les plaines, avec les rivières et les bois majestueux, n'ont pas bougé de ces contrées, défendant leur identité, leur droit à une existence libre»**<sup>10</sup>.

Cette réalité profonde a trouvé un puissant écho, a joui et jouit toujours d'appréciations favorables dans l'historiographie internationale. «Les Roumains, écrivait l'historien français A. de Gerando, sont en Transylvanie les habitants les plus anciens. Ils habitaient ce pays et y avaient une principauté à l'époque où les Hongrois avaient étendu leur domination outre monts, dans l'ancienne Dacie»<sup>11</sup>. De même, l'historien hongrois Dr Mihály Horvath, auteur d'une *Histoire de Hongrie* publiée en 1860 à Budapest, aboutit à la conclusion que «Au moment de l'occupation de la nouvelle patrie d'entre la Tisza et le Danube, dans la contrée du Bihor se trouvait Menumurut, qui avait pour sujets les Valaques et les Khazars, et au Banat, le voïvode Glad avait une armée composée de soldats roumains. La Transylvanie proprement dite /le plateau de Transylvanie/ se trouvait sous la direction du Roumain Gelu». Ajoutons ici, parmi les nombreux témoignages étran-

gers concluants sur la continuité du peuple roumain dans l'ancien foyer hérité de ses ancêtres géto-daces et sur le caractère éminemment roumain de la Transylvanie, l'appréciation de l'historien français Albert Arnaud, lequel, en 1936, écrivait que «Le pays où les Roumains vivent aujourd'hui constitue donc leur patrie de toujours»<sup>12</sup>.

Même si, sous le rapport de la construction politico-étatique le peuple roumain n'a pas pu continuer la tradition de l'organisation centralisée à l'échelle de tout l'espace carpatodanubien-ponétique, son caractère unitaire et celui de son espace de vie et de travail n'ont pas été essentiellement affectés pour cette simple raison que la rare harmonie, symétrie et unité de tout l'espace roumain ont eu et ont un puissant impact démographique-ethnique, car elles «ont eu une conséquence naturelle sous rapport ethnique : le peuple qui a habité ce territoire a lui aussi été un peuple unitaire. Le peuple qui habite le centre du territoire roumain, le plateau de Transylvanie, habitera naturellement aussi les régions plus basses qui entourent le plateau. C'est ainsi que ce fut au temps des Gètes et des Daces, c'est ainsi que c'est de nos jours»<sup>13</sup>.

À partir justement de cette unité organique, N. Filipescu, à la veille de la guerre de réunification de 1916—1918, parlait symboliquement de la Transylvanie comme d'une «acropole, un cœur des Roumains», d'où «sont partis les grands esprits du peuple pour réveiller la conscience nationale aux moments d'égarement»<sup>14</sup>. Se référant au programme politique de perspective d'Al. Ioan Cuza, le prince de l'Union de 1859, Al. Papiu-Ilarian écrivait : «Sans la Transylvanie, les Principautés n'ont pas d'avenir, elles n'ont qu'une existence précaire et incertaine. Seule l'union avec la Transylvanie pourra perpétuer l'existence de la Roumanie»<sup>15</sup>. À son tour, Nicolae Titulescu considérait que «la Roumanie ne saurait être entière sans la Transylvanie. La Transylvanie est non seulement le cœur de la Roumanie politique, elle est le cœur de la Roumanie géographique»<sup>16</sup>. Ces conclusions et appréciations expriment très clairement un sentiment d'organicité, transmis d'une génération à l'autre, hérité par la nation roumaine des tréfonds de son histoire, la Transylvanie étant «la scène sur laquelle se sont passés les phénomènes les plus importants d'ordre national»<sup>17</sup> et le laboratoire où est née et s'est cristallisée la conscience nationale roumaine<sup>18</sup>.

Pendant le Moyen Âge et l'époque moderne, le peuple roumain, animé de la



conscience de l'origine commune, des nobles idéaux de l'unité ethnique, linguistique et culturelle et de la volonté d'édifier un seul État, a mené une lutte ininterrompue contre les tendances et les actions du royaume féodal hongrois (jusqu'à la disparition de celui-ci de la carte politique de l'Europe en 1514), des empires ottoman, habsbourgeois et russe, qui visaient à prendre possession de l'espace roumain et à le démembrer. Face à ces agressions répétées au fil du temps notre peuple a bravement résisté, faisant la preuve d'une vitalité historique hors du commun, conservant son identité ethnique et politique, réussissant à maintenir la possession légitime de son foyer ancestral. À retenir, puisque particulièrement significatif, le fait que, à ces luttes, y compris à la lutte armée ont participé, aux côtés des Roumains, d'autres populations, qui, aux premiers siècles du II<sup>e</sup> millénaire de notre ère se sont établies sur le territoire roumain, tels les Hongrois, les Szeklers et les Saxons. Ces populations, qui sont restées vivre ici, au milieu du peuple roumain, ont entremêlé leur destin historique avec le destin de celui-ci, se sont intégrées dans sa vie économique et spirituelle, ont acquis des traits nouveaux, qui présentaient des différences, fondamentales dans certains cas, par rapport au tronc de base. Tout en conservant leur langue et certains éléments spécifiques, elles ont reçu l'empreinte distincte de l'espace roumain dans lequel elles ont vécu des siècles d'affilée, de leurs liens directs et bénéfiques avec le peuple roumain. Intégrées dans l'ensemble du peuple roumain, elles constituent une partie inséparable de celui-ci.

Lorsque, le long de l'histoire, on a tenté, par une politique impérialiste d'expansion et de conquête, d'engager dans d'autres voies l'évolution de ces populations — et, implicitement, celle des contrées transylvaines qu'elles habitent — cette tentative a lamentablement échoué, comme tout fait contraire au cours objectif des événements. Ces écarts du cours naturel de l'histoire ont été rapidement sanctionnés comme hasardés, et corrigés par des luttes acharnées de défense contre l'agression, par des actions révolutionnaires d'ampleur entreprises par le peuple roumain. Les exemples historiques à cet égard sont concluants. Ainsi, les tentatives du royaume hongrois, aux X<sup>e</sup>—XII<sup>e</sup> siècles, d'annexer la terre roumaine transylvaine et d'effacer l'identité de la Transylvanie en tant que pays roumain se sont avérées vaines. En dépit de tout un arsenal de formes et de moyens de conquête, le peuple roumain de Transylvanie, en étroite liaison avec les pays extracarpatiques,

la Valachie et la Moldavie, a résisté avec acharnement durant des centaines d'années, maintenant son identité ethnique et politique. De même, en 1848, lorsque les leaders de la révolution de Hongrie ont tenté d'annexer la Transylvanie, la réaction des Roumains a été immédiate et énergique, sanctionnant par un échec total la nouvelle tentative de conquête.

Néanmoins, en 1867, par suite du dualisme conclu entre les milieux gouvernants de Hongrie et de l'Autriche des Habsbourg, qui conjuguèrent leurs efforts pour consolider la domination sur les peuples de l'Empire bicéphale, la Transylvanie était annexée à la Hongrie. Cette situation, qui contrevenait de manière flagrante au cours naturel de l'évolution historique, n'a duré que 51 ans, jusqu'en 1918, lorsque la Transylvanie s'est définitivement unie avec la mère-patrie, la Roumanie. Pendant tout cet intervalle de 51 ans — pendant lesquels, tout en étant annexée à la Hongrie, la Transylvanie dépendait toujours, dans des problèmes fondamentaux tels ceux de politique extérieure, des finances et de l'armée, du gouvernement central de Vienne de l'Empire des Habsbourg —, le peuple roumain n'a cessé nul instant sa lutte d'affranchissement, qui connaissait des formes des plus diverses, depuis des mouvements revendicatifs de masse (le Memorandum de 1892) et jusqu'à la révolution de libération nationale de 1918, couronnée de succès.

La longue histoire de la terre et du peuple roumains met aussi en évidence d'autres faits significatifs, pleins d'enseignements. On s'est employé, parfois avec une passion pathologique, à dénationaliser le peuple roumain de Transylvanie. On a tenté d'en annihiler — par différentes méthodes — le caractère ethnique ancestral, de changer les dénominations roumaines des lieux pour d'autres, étrangères, afin de faire oublier l'appartenance roumaine légitime de cette terre. Au Moyen Âge, la féodalité hongroise a sans cesse promu une politique de dénationalisation de la classe dirigeante roumaine, pour faciliter l'annihilation ethnique des Roumains; pendant le dualisme austro-hongrois (1867—1918) la magyarisation est devenue le but suprême des gouvernants de Budapest; entre 1940 et 1944, quand la partie nord de la Transylvanie à été arrachée, par une injuste sentence impérialiste, du corps de la Roumanie, pour être annexée à la Hongrie, cette tendance s'est accompagnée de crimes presque sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Jamais pourtant cette politique n'a pu conduire à l'atteinte du but fixé, elle étant mise en échec par l'ample mouvement de résistance du peuple roumain.



En vue d'atteindre leurs visées expansionnistes, les milieux hongrois hostiles au peuple roumain ont tenté d'induire en erreur l'opinion publique mondiale, les gouvernements des différents pays. Par des mémoires et des appels adressés à des organismes internationaux — par exemple, au parlement ouest-européen de Strasbourg — on recourait à des faux et à des actions de désinformation, à des offenses à l'adresse de la dignité du peuple roumain, présentant, sans aucun fondement légal, la situation de Transylvanie d'une manière qui n'était pas conforme à la réalité. Pareilles actions représentent une transgression flagrante de la législation internationale, une ingérence brutale et inadmissible dans les affaires intérieures de la Roumanie.

C'est vrai qu'on n'a pas fait crédit à ces faux. Le lord Francis Newall, membre marquant du Parlement de Strasbourg, déclarait l'été dernier, lors d'une conférence de presse organisée au cours de sa visite en Roumanie : «J'ai pu me convaincre personnellement, une fois de plus, que les Magyars, les Allemands ne sont pas soumis à aucune oppression et, en même temps, qu'il n'y a pas de restriction pour aller à l'église, sans égard à la confession. D'ailleurs, toutes ces «histoires» qui circulent surtout dans les pays occidentaux et même au Congrès des États-Unis, sont complètement dépourvues de tout fondement réel»<sup>19</sup>.

Ces tentatives de mystification grossière de la vérité historique, qui portent atteinte à l'unité du peuple roumain, à son histoire et à sa dignité nationale ont été, sont et seront vouées à l'échec. Cependant, ceux qui en sont les promoteurs ne doivent pas oublier qu'elles ont produit des blessures incalculables par le passé, ont déclenché des conflits militaires dévastateurs, ont engendré des animosités difficiles à guérir. En effet, l'histoire du peuple roumain met en évidence une vérité à valeur de loi : jamais il n'a cédé et ne cédera devant l'agression étrangère, il luttera sans cesse pour défendre son entité ethnique et politique, son unité territoriale.

Une autre vérité à caractère de loi, prouvée par toute l'évolution historique, est le fait que le caractère profondément roumain de la Transylvanie n'a pu, ne peut et ne pourra être changé, quels que soient les moyens par lesquels on tenterait de le faire. De même qu'on ne saurait changer le cours des déroulements historiques placés sous le signe des lois objectives, de la justice et de l'ordre naturel des choses.

Voici pourtant qu'une question naturelle se pose : comment expliquer ces tentatives

de déformation de la réalité historique, que vise-t-on par de semblables atteintes portées à l'histoire et à la vie du peuple roumain, unitaire et homogène dans son foyer ancestral ? La réponse est simple. À l'origine de cette politique reprouvable se trouvent les ambitions de conquête, de domination illégitime de territoires roumains, d'exploitation impitoyable de tous ceux qui y habitent. On sait quelle fut la réponse du peuple roumain dans l'histoire à pareilles tendances impérialistes, on sait aussi quelle graves conséquences ont entraîné les conflits qu'elles ont déclenchés. Les avancer de nouveau signifie non seulement n'avoir rien appris des leçons de l'histoire, mais aussi promouvoir délibérément une politique d'annexion. Or, les promoteurs d'une telle politique oublient, ou ils font semblant d'oublier que les résultats leurs ont toujours été défavorables, qu'ils n'ont pu changer, même en employant la force, l'ordre objectif de l'histoire, que l'avenir ne fera que répéter leurs échecs du passé.

Les faits et les données historiques attestés par les documents prouvent incontestablement que le territoire de la Transylvanie constitue une partie organique, dès les temps les plus reculés, de l'espace dace, ensuite de celui roumain. Étant donné ces réalités, ce n'est qu'avec étonnement, hilarité et compassion qu'on peut suivre les vaines tentatives des so-disant hommes de science ou historiens qui, falsifiant les faits et défiant la vérité historique, s'efforcent de déclencher une transaction honteuse, usuraire, tout comme les courtiers d'autrefois, voulant mettre à l'encan cette vieille et permanente terre roumaine qui est la Transylvanie, de même que ses habitants, comme s'il s'agirait de simples objets.

Maintenant, que le monde se prépare d'achever le II<sup>e</sup> millénaire et d'entrer au III<sup>e</sup>, que la civilisation, la science et la culture ont atteint des sommets dignes de ce temps, ces anachroniques courtiers du XX<sup>e</sup> siècle se placent eux-mêmes en dehors du temps et de la civilisation. Comme de juste, c'est pour le moins avec étonnement et indignation que l'on constate qu'il y a des êtres qui agissent contre le cours naturel du temps, qui s'humilient jusqu'à se disqualifier en tentant des transactions avec des territoires et des populations qui appartiennent à d'autres nations. Ils courent après des utopies, se fondant sur des fantasmes malades et confondant leurs désirs pathologiques avec les réalités immuables. Or, c'est une vérité simple, connue par tous les gens cultivés, honnêtes et corrects, vérité confirmée par la vie et appliquée dans la pratique internationale —, que les territoires et



les habitants des États nationaux libres ne peuvent pas constituer l'objet de marchandages, que pareilles pratiques révisionnistes offensent gravement le sentiment national et constituent une ingérence brutale dans les affaires intérieures de l'État et du peuple respectifs. Pareilles pratiques hostiles, dangereuses, offensatrices, auxquelles certains individus de Hongrie ont recours contre le peuple roumain, utilisant des publications ou même des organismes scientifiques d'État, ne peuvent pas être admises par les gens normaux, ne fût-ce que comme idée. Les coryphées du mensonge et de la falsification de la vérité historique, qui lèsent gravement le sentiment national du peuple roumain, constateront que leur action mesquine est vouée à l'échec et que la vie jètera à la poubelle de l'histoire toute leur «œuvre» de calomnies et de dénigractions concernant les réalités multimillénaires du peuple roumain. Pareilles tentatives d'ignobles transactions, pareilles actions visant l'annexion de territoires étrangers, cette ingérence brutale dans les affaires intérieures de la Roumanie, cette monstrueuse déformation hostile de la réalité actuelle, ce rêve illusoire d'induire en erreur le grand public par différentes actions et par d'autres hypocrisies similaires — tout ceci peut conduire à l'instabilité dans la zone et à déclencher de vaines passions et, par voie de conséquence, les mesures requises afin d'en annihiler l'effet nuisible. Pareilles actions irresponsables engendrent des difficultés et même des dangers pour le peuple hongrois même, auquel on porte des préjugés et que l'on met dans des situations pénibles. Tout le monde sait que le peuple hongrois ne peut pas être d'accord avec les aberrations et les horribles actions de certains éléments en proie à des idées morbides, hostiles à la politique de bon voisinage, d'amitié et de collaboration entre les peuples roumain et hongrois, politique statué dans des traités et dans d'autres documents normatifs bilatéraux et internationaux.

La Transylvanie, cette vieille terre roumaine n'a pas été, n'est pas et ne saurait être sujette à des discussions ou à des polémiques. Le fait même de mettre en discussion, sous quelque forme que ce soit, des problèmes de fond qui représentent des attributs de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de l'intégrité territoriale de l'État roumain, de provoquer et d'entretenir la polémique en marge de ces idées et valeurs constituent des actions profondément hostiles et dangereuses, inadmissibles dans la pratique des relations internationales et de l'esprit du bon voisinage. Pareilles pratiques ne

peuvent qu'avilir et humilier leurs auteurs. La Transylvanie est, elle fut et sera roumaine par la force irrésistible de la vérité historique, par la volonté implacable de la nation roumaine. L'historiographie roumaine, se fondant sur la cité de granit de la vérité historique, démasquera toujours toute tentative de falsifier la réalité concernant l'évolution dans le temps de la vieille terre roumaine de Transylvanie. En même temps, on ne saurait admettre que soit mis en discussion le caractère roumain de la Transylvanie, car cela équivaldrait à mettre en question une loi historique, ce qui est anti-scientifique et contraire à l'objectivité qui doit présider à l'étude historiographique du passé. De semblables discussions, qui n'ont rien à voir avec la science et qui ne serviraient qu'à légitimer les falsificateurs et les dénigreur de l'histoire du peuple roumain, ne seront jamais acceptées par les historiens roumains ; toute sorte de propositions en ce sens représentent autant de tentatives de discréditer la science et, en dernière analyse, de dénigrer notre peuple, son unité et sa dignité nationale.

Pendant les années qui se sont écoulées depuis la victoire de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste d'août 1944, par le travail enthousiaste du peuple tout entier, sous la direction du Parti Communiste Roumain, en Roumanie ont eu lieu de grandes et profondes transformations économiques et sociales, qui ont essentiellement changé l'aspect du pays, ont consolidé l'homogénéité nationale, ont élevé à de nouveaux degrés la conscience de soi de la nation. Dans le processus de l'édification du nouvel ordre social se détache avec prégnance la période inaugurée par le IX<sup>e</sup> Congrès du parti, l'étape la plus fertile de toute l'histoire du pays. La Roumanie d'aujourd'hui se présente comme un pays avec une économie prospère, une industrie dynamique, une agriculture florissante. Une des grandes réalisations de l'édification socialiste dans notre pays est la parfaite égalité en droits de tous les citoyens, sans distinction quant à leur nationalité.

Dans la Roumanie d'aujourd'hui, dynamique et prospère, estimée sur tous les méridiens du globe, un peuple unique, habitant un territoire unitaire, se présente devant le monde contemporain fier de ses glorieuses traditions historiques, prêt à tout moment à défendre ses valeurs fondamentales : l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale.

Les directions fondamentales d'évolution historique de la vieille terre transylvaine mettent en évidence, avec la force de la



réalité, des faits incontestables, le caractère antiscientifique, les visées politiques manifestes de certaines tentatives pseudo-historiographiques de date plus vieille ou plus récente de fabriquer une autre histoire de la Transylvanie. C'est à ce même périmètre des vains rêves d'annexion territoriale que s'inscrit la prétention de certains milieux de l'étranger de s'ériger en «défenseurs» et «porte-parole» des citoyens roumains d'autre origine ethnique. Pareilles prétentions sont inadmissibles, elles contreviennent à toutes les normes de droit international, constituent une offense portée à la nation roumaine, une ingérence brutale dans sa vie. Même les citoyens roumains d'autre origine ethnique ont blâmé le caractère tendancieux et provocateur de pareilles tentatives de briser l'unité de notre nation socialiste. Un des participants à la séance commune des Conseils des Travailleurs de Nationalités Magyare et Allemande, qui s'est tenue le 27 février 1987, soulignait : «Fait surprenant et regrettable, certains milieux et personnalités politiques et scientifiques de certains pays voisins, soutiennent la thèse, incompatible avec la conception révolutionnaire, matérialiste-scientifique, selon laquelle des problèmes des nationalités de tel ou tel pays devraient s'occuper des partis ou des gouvernements d'autres pays»<sup>20</sup>.

Nul n'ignore que de telles tentatives pseudoscientifiques ne servent pas la cause de l'amitié et de l'entente entre les peuples, qu'elles sont destinées à engendrer ou à approfondir les animosités entre ceux-ci, à déstabiliser la situation politico-territoriale actuelle en Europe, cultivant le chauvinisme, la haine nationale et l'incitation à l'agression.

Fabriquer une histoire autre que la vraie a été toujours une entreprise vouée à l'échec, qui a disqualifié ses auteurs, en faisant ressortir les tendances anachroniques à promouvoir la domination d'un peuple sur d'autres peuples et leur attachement à des théories nuisibles telles celles concernant les «races supérieures» ou les «peuples de maîtres». Les ambitions inassouvies de conquête, de prise et possession de territoires étrangers — au service desquelles sont mises de telles sois-disant «histoires» — trouveront toujours une riposte décidée et bien méritée de la part du peuple roumain, la même riposte qu'il a su leur donner tout au long de son histoire.

\*  
\* \* \*

Ainsi donc que tous les faits historiques le prouvent indéniablement, la Transylvanie a été, est et sera une partie insépara-

ble de la terre roumaine ; elle représente une composante organique du patrimoine inaliénable de la nation roumaine. Ne pas reconnaître cette vérité fondamentale c'est défier la science et l'objectivité de celle-ci, tenter délibérément d'offenser la dignité du peuple roumain, de nier son existence historique, unitaire et glorieuse à travers les millénaires.

<sup>1</sup> Herodot, *Istoria*, vol. II, București, 1964, p. 29.

<sup>2</sup> Nicolae Iorga, Originea, firea și destinul neamului românesc, în *Enciclopedia României*, vol. I, București, 1938, p. 34.

<sup>3</sup> Ion Horațiu Crișan, Începutul organizării statale și ostășești la geto-daci, în «*File din istoria militară a poporului român*», coordonator de ediție general-locotenent dr. Ilie Ceaușescu, vol. 11, Editura Militară, București, 1983, p. 13.

<sup>4</sup> Herodot, IV, 93.

<sup>5</sup> Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 14, Editura Politică București, 1977, p. 318.

<sup>6</sup> Vasile Pârvan, Începuturile vieții romane la gurile Dunării, ediția a II-a îngrijită și adăugită de Radu Vulpe, București, 1974, p. 39.

<sup>7</sup> Ion Horațiu Crișan, op. cit., p. 23.

<sup>8</sup> Heliade Rădulescu, Instituțiunile României. Tabel istoric de la Traian până în zilele noastre, Tipografia Heliade și Asociații, București, 1863, p. 24.

<sup>9</sup> Nicolae Iorga, Istoria românilor, vol. II, Oamenii pământului până în anul 1000, București, 1936, p. 77.

<sup>10</sup> Nicolae Ceaușescu, România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate, vol. 24, Editura Politică, București, 1983, p. 14.

<sup>11</sup> A. A. de Gerando, La Transylvanie et ses habitants, Paris, 1845, p. 309.

<sup>12</sup> Albert Arnaud, Nouvelle Europe, Paris, 1936, p. 55.

<sup>13</sup> Constantin C. Giurescu, Istoria Românilor, vol. I, ediția a V-a, București, 1946, p. 1.

<sup>14</sup> N. Filipescu, Pentru România Mare, București, 1915, p. 40.

<sup>15</sup> Revista pentru istorie, arheologie și filologie, 1 (1882), vol. I, p. 134—146.

<sup>16</sup> Nicolae Titulescu, Discursuri, București, 1967, p. 141—144.

<sup>17</sup> Națiunea română, Geneză, afirmare, orizont contemporan, București, 1984, p. 51.

<sup>18</sup> Gh. Platon, Transilvania și conștiința națională a românilor în secolul al XVIII-lea, în «*Memoriile secției de științe istorice*», seria IV, tomul IX, 1984, Editura Academiei R.S.R., București, 1987, p. 61.

<sup>19</sup> «*Lumea*», nr. 24 din 11 iunie 1987.

<sup>20</sup> «*Scinteia*» din 28 februarie 1987.



L'histoire multimillénaire du peuple roumain met en évidence, par la force d'argumentation des faits exemplaires vécus, l'immense importance que l'effort constant de préservation de l'identité ethnique-étatique, de l'unité et de l'indépendance de la patrie présente pour la conservation inaltérée du patrimoine de valeurs du peuple, pour l'affirmation continuelle de ses capacités créatrices.

Offrant un vaste espace de manifestation des ressources combattives du peuple, de son attachement à la glèbe ancestrale et des qualités militaires qui lui sont propres, l'art militaire roumain a fait en même temps ressortir la contribution de certaines personnalités illustres au développement des traditions les plus avancées de la lutte généralisée de défense. Des dirigeants tels Dromichaïtes, Burebista, Décébale, Gelu, Glad, Litovoi, Basarab I<sup>er</sup>, Bogdan I<sup>er</sup>, Vladislav I<sup>er</sup> Vlaicu, Petru I<sup>er</sup> Mușat, Dobrotiță, Mircea le Grand, Dan II, Bogdan II, Étienne le Grand, Iancu de Hunedoara, Vlad l'Empaleur, Petru Rareș, Radu d'Afumați, Ion Voïvode le Preux, Michel le Brave, Radu Șerban, Matei Basarab, Mihnea III, Horea, Tudor Vladimirescu, Avram Iancu etc. ont inscrit à tout jamais leur nom aux annales des grands soulèvements roumains contre la domination étrangère. Quelle que fût l'époque où ils ont déployé leur activité, quels que fussent les adversaires contre lesquels ils ont lutté, ces combattants tenaces faisaient de la défense des grands idéaux de liberté, d'unité et d'indépendance leur devoir suprême. Poursuivant le même but politique fondamental et agissant dans le même espace géographique — le foyer ethno-linguistique du peuple — ils ont contribué, en cumulant les initiatives d'organisation et de direction, par les options stratégiques et les procédés tactique utilisés, à la cristallisation d'un authentique modèle roumain de la guerre généralisée de défense, individualisée par des traits profondément originaux.

La mobilisation générale sous les armes a permis aux armées géto-daces d'atteindre des proportions impressionnantes, de 50 000 à 200 000 combattants, qui n'étaient comparables à l'époque qu'aux chiffres enregistrés dans le monde gréco-romain. Ultérieurement, aux III<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles, le recours à la lutte généralisée de défense a constitué un des facteurs qui ont garanti le succès dans les affrontements avec les populations migratrices, le royaume arpadien de Hongrie et l'Empire mongol. La participation à la résistance de tous les habitants valides — sans distinction d'âge, de sexe et de classe sociale — représentait le fondement du système militaire des États féodaux roumains aux XIV<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles. Appelant sous les armes 40 000 à 60 000 personnes, chacun des trois États médiévaux roumains avait la capacité de recruter des effectifs comparables à ceux des armées des puissances occidentales de l'époque. Par ensemble, la force combattive de la Valachie, de la Moldavie et de la Transylvanie était assez respectée pour tenir à distance, des siècles durant, les Ottomans ou les Habsbourgs.

Mettant en valeur la même tradition de l'organisme défensif roumain, Mircea le Grand, Dan II, Vlad l'Empaleur, Iancu de Hunedoara, Étienne le Grand, Radu d'Afumați, Ion Voïvode ont dressé une muraille infranchissable devant les armées ottomanes, à une époque où l'Empire des sultans — État pluriethnique de dimensions tricontinentales — atteignait à son apogée politique et militaire. À la charnière des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, Michel le Brave remodelait le système militaire par le renforcement de l'élément permanent et la généralisation de l'utilisation de l'armement de feu d'infanterie. Sa réforme explique en bonne partie les résultats exceptionnels obtenus par le prince de la Grande Union de 1600 dans l'organisation de la lutte contre les adversaires extérieurs.

Les XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles ont connu de nouvelles matérialisations du principe de la mobilisation à la lutte de tout le peuple.



Dromichaïtes



Burebista

Grands

chefs

d'armées



**Grands**

**chefs**

**d'armées**

Les révolutions de 1784, 1821, 1848—1849 se sont ainsi accompagnées de la création de forces militaires populaires, composées surtout de paysans. Sous la conduite de commandants d'extraction sociale rurale — Horea, Tudor Vladimirescu, Avram Iancu — les armées paysannes ont affronté d'égal à égal les forces réactionnaires des Habsbourgs, des nobles hongrois et de l'Empire ottoman. L'expérience du «siècle des révolutions» — de même que, d'ailleurs, la prise en considération des traditions plus vieilles de la lutte généralisée de défense — a stimulé le remodelage sur des coordonnées modernes de la force armée dans l'Etat national roumain, dans l'intervalle compris entre 1859 et 1868. Réalisée, principalement, sous le règne lumineux d'Alexandru Ioan Cuza, la démarche de la restructuration des forces nationales de défense — groupées en armée permanente et plusieurs composantes non permanentes et territoriales — allait conduire à la création d'un instrument important de la conquête de l'indépendance absolue et de la réunification.

La rétrospective historique relève que, outre la mobilisation générale des disponibilités propres, dans l'attention des représentants de marque de l'art militaire national se trouvait la préoccupation d'obtenir un équilibre optimum entre les forces dont ils disposaient et les armées d'invasion, qui étaient en permanence supérieures sous le rapport de la force de frappe.

D'innombrables témoignages historiques peuvent être invoqués à l'appui de ce que nous avons ci-haut énoncé. Comme premières exemplifications de notoriété se détachent les actions des Gètes contre les Scythes pendant la guerre de 514 av.n.ère. La stratégie du harcèlement des envahisseurs, appliquée voici plus de 2500 ans par les ancêtres des Roumains, a conduit toujours à des résultats fructueux. Le preuve, entre autres, le denouement des affrontements avec les armées macédoniennes — les premières forces de l'époque — au cours des guerres de défense dirigées par Dromichaïtes à la fin du IV<sup>e</sup> siècle av.n.ère et au début du III<sup>e</sup> siècle de notre ère. L'attrait de l'ennemi dans des zones accidentées ou impropres aux déroulements de grands effectifs et l'attaque par surprise contre celui-ci allaient consacrer, trois siècles plus tard, le triomphe du roi-héros Décébale devant le général romain Cornelius Fuscus dans la bataille de Tapae, en 87 n.ère.

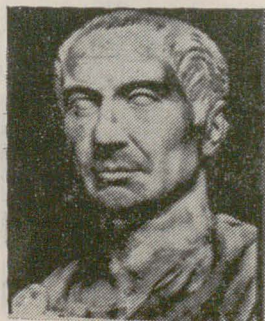
Les grands chefs d'armées du Moyen Âge roumain ont appliqué une stratégie similaire tant contre les armées des royaumes de Hongrie et de Pologne, que contre la «machine de guerre» ottomane. Basarab I<sup>er</sup> à Posada, Bogdan I<sup>er</sup> en 1359—1365, Vladislav I<sup>er</sup> Vlaicu en 1368, Mircea le Grand en 1395 à Rovine, Dan II entre 1421 et 1430, Iancu de Hunedoara en 1441—1442, Vlad l'Empaleur en 1462, Etienne le Grand à Vaslui en 1475, Războieni en 1476, Codrîi Cosminului en 1497, Michel le Brave à Călugăreni en 1595 ont appliqué et perfectionné le modèle devenu traditionnel de la guerre généralisée de défense : harcèlement vigoureux de l'envahisseur, épuisement de ses effectifs, destruction volontaire des provisions dans les zones des opérations, préparation du combat décisif dans des espaces étroits, sur terrain élevé, fermé et accidenté, exécution de l'attaque décisive avec des forces constituées en groupements distincts, sur des directions convergentes, poursuite énergique et anéantissement complet de l'armée d'invasion etc.

L'art roumain de commandement se distingue aussi par l'exécution d'amples manœuvres de caractère offensif, intégrées pour tant dans le système d'actions spécifiques de la guerre populaire de défense. Par ces manœuvres on visait à frapper les envahisseurs dans les points les plus sensibles de leur dispositif, de préférence sur les voies de communication et aux flancs stratégiques. Pareilles manœuvres, qui réclamaient une bonne coordination des groupements de forces, un haut niveau de préparation militaire étaient souvent utilisées dans les efforts de défense engagés dans notre foyer historique.

Burebista, par exemple, dans ses actions de libération de la partie ouest de la Dacie de la domination des Celtes, a entrepris des campagnes d'envergure, avec des armées mobiles d'archers cavaliers et d'infanterie légère, arrivant jusque loin, sur le cours



Décébale



Trajan





Gelu



Basarab I<sup>er</sup>



Mircea le Grand



Iancu de Hunedoara

moyen du Danube et des manœuvres de la même ampleur ont assuré au «premier et le plus grand» des rois de Thrace la victoire dans son action de liquidation de la présence militaire étrangère sur le littoral ouest-pontique, sur l'impressionnant tracé entre Olbia et Apollonia. Son successeur, Décébale, dans la guerre de défense menée contre l'Empire romain en 101—102 a effectué une manœuvre stratégique de flanc, continuée par une téméraire tentative de surprendre les arrières et les communications des forces d'invasion dans l'espace situé entre les Balkans, le Danube et la mer. Étienne le Grand, dans ses campagnes anti-ottomanes, a agi sur des «lignes intérieures» dans la vaste aire comprise entre le Dniestr, les Carpates et le Danube. Mircea l'Ancien, Dan II et Michel le Brave ont déroulé des opérations à caractère offensif sur toute la ligne du bas Danube, entre les Portes de Fer et l'embouchure du Danube. À maintes reprises, les armées roumaines ont forcé le grand fleuve et ont attaqué les bases ottomanes de ravitaillement, transformant le périmètre compris entre le Danube et les Balkans en une zone incertaine pour l'ennemi.

Des stratèges et des tacticiens de prestige, des chefs d'armée illustres dans l'histoire de notre peuple se sont fait en même temps remarquer en tant qu'habiles diplomates. Préoccupés par la défense de la terre ancestrale, par le maintien de l'individualité de l'organisme militaire propre, ils ont identifié les meilleures voies pour se faire des alliés, pour établir des coalitions est ou sud-est européennes contre les royaumes et les empires expansionnistes. Dromichaïtes, par exemple, était estimé par les historiens anciens comme un modèle de sagesse pour la solution de paix adoptée au terme des guerres avec Lysimaque. Burebista a eu recours à des négociations avec Pompée afin de diviser ses adversaires extérieurs. Décébale était célèbre pour son art de se tirer des situations les plus difficiles ; il a réalisé la performance, presque unique dans l'Antiquité est-européenne, d'imposer à Rome un traité partiel défavorable et de constituer une alliance ramifiée contre la «Ville éternelle» dans la partie orientale du continent. Basarab I<sup>er</sup>, Vladislav I<sup>er</sup> Vlaïcu, Mircea le Grand, Iancu de Hunedoara, Étienne le Grand, Michel le Brave ont transformé la diplomatie en un instrument particulièrement efficace de préparation de leurs actions militaires.

Au centre de l'attention de dirigeants de la taille de Mircea le Grand, Iancu de Hunedoara, Étienne le Grand etc. se trouvait l'organisation d'un «indestructible bloc roumain» — une coalition entre la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie — comme noyau d'un vaste système est et sud-est européen de résistance anti-ottomane. À son tour, Michel le Brave a exploité les rivalités entre la Sublime Porte, les Habsbourgs et la Pologne en vue d'assurer les conditions favorables pour passer à la lutte politique et militaire d'édification de l'État médiéval unifié. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les leaders de la révolution roumaine de 1848—1849 ont choisi les solutions diplomatiques-militaires optimales pour s'opposer aux forces réactionnaires du dehors. Le prince régnant Ale-



Vlad l'Empereur



Étienne le Grand



Petru Rareș



xandru Ioan Cuza, leader lui-même du soulèvement populaire de 1848—1849, s'est employé à assurer les conditions politiques nécessaires pour l'affranchissement de la Transylvanie et son union avec la mère—patrie.

La mobilisation des disponibilités humaines et matérielles, l'utilisation des avantages du terrain, la combinaison des manœuvres, l'utilisation de procédés de lutte qui facilitaient la surprise, le recours à la diplomatie afin de réduire les pressions extérieures concentriques doivent être cependant étroitement associés à la mise en valeur du potentiel moral du peuple.

Les qualités des chefs d'armées qui ont vaincu les colonnes d'assaut perses, macédoniennes, celtes, romaines, les armées des royaumes de Hongrie et de Pologne, les forces des empires autrichien et ottoman ont été remarquées à l'époque. Dromichaites et Burebista bénéficiaient d'une grande renommée dans le monde grec ; Décébale était pour Dion Cassius un homme «très habile à dresser des plans de guerre et à les mettre en œuvre, sachant choisir l'occasion pour attaquer l'ennemi et se retirer à temps. Il tendait adroitement des pièges, était un bon combattant... Aussi fut-il longtemps un ennemi redouté des Romains». L'historien Leunclavius considérait le voïvode Mircea le Grand «parmi les chrétiens, le prince le plus puissant et le plus brave». Iancu de Hunedoara était considéré par ses contemporains comme «la lumière du monde» ; aussi sa mort, survenue à Belgrade en 1456 fut-elle ressentie dans toute l'Europe. Pour le Vénitien Matei Murano, Étienne le Grand était «un homme très sage, digne d'éloges et aimé de ses sujets... Les Turcs le craignent beaucoup». M. Bocignoli, de Raguse, voyait en Vlad l'Empaleur «un homme intelligent et extrêmement habile dans les affaires militaires». Horea, dans l'optique de la publication «Politische Journal» était «né pour régner».

Représenté par d'illustres commandants, par des personnalités capables de mobiliser à la lutte, d'organiser et conduire les masses à de difficiles guerres de défense, par des figures de marque du peuple, prêtes à tout moment à consacrer leur vie au but suprême de la liberté, de l'unité et de l'indépendance, l'art militaire national a sans cesse progressé depuis les temps les plus reculés et jusqu'à l'époque moderne. Réceptif à tout ce qui était objectif politique fondamental du peuple, raccordé aux réalités historiques intérieures et aux mutations survenues à l'extérieur, capable d'autoperfectionnement, l'art militaire roumain a atteint dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle un niveau supérieur. À partir de là, par l'effort de toute la nation, des victoires décisives devaient être remportées au cours des décennies ultérieures dans la lutte de libération, d'indépendance et de réunification à Plevna, Rahova et Vidin en 1877—1878, à Mărăști, Mărășești et Oituz pendant la guerre de réunification de 1916—1918, dans l'ample révolution d'août 1944 et dans la guerre antihitlérienne.

**Colonel C. CĂZĂNIȘTEANU**  
**Capitaine VLADIMIR ZODIAN**



Alexandru Ioan Cuza



Avram Iancu



Tudor Vladimirescu



Ioan Voïvode le Preux



Michel le Brave



Constantin Brâncoveanu



Horea



# Grandes batailles du peuple roumain pour la liberté, l'unité nationale et l'indépendance

par le **colonel VASILE ALEXANDRESCU**  
docteur en histoire

Au cours de plus de deux millénaires d'existence ininterrompue dans l'espace carpatodanubien-pontique le peuple roumain a mené une permanente lutte pour sauvegarder son être, pour défendre sa terre ancestrale, pour conserver le droit de décider, en liberté et sans entraves, de son propre avenir. Hérodote, qui, il y a 2 500 ans, mentionnait pour la première fois les Géo-Daces, ancêtres des Roumains, notait qu'ils étaient épris de liberté, résolus de défendre à n'importe quel prix leurs contrées natales. La formation même du peuple roumain, suite à la fusion de deux grandes civilisations de l'antiquité — dace et romaine —, est une illustration de la lutte pour le défense de la liberté et de l'unité ethnique, de l'intégrité du territoire.

Obligés sans cesse à combattre les nombreux et puissants envahisseurs, nos devanciers ont dès le début appris l'art de la guerre du peuple entier, possible et nécessaire dans les conditions où les Roumains menaient des guerres justes, de défense ; c'est ce même caractère juste qui définit les luttes que notre peuple a engagées, en faisant tant de sacrifices, pour reconquérir son indépendance d'Etat, temporairement perdue à cause de l'écrasante supériorité militaire des empires expansionnistes.

Ayant, sans exception, le même contenu et les mêmes objectifs fondamentaux, les guerres de défense menées par les Roumains se sont caractérisées le long des siècles par nombre d'éléments spécifiques, que déterminaient les conditions géographiques, la force de l'ennemi, l'art militaire de l'époque, le niveau du matériel de guerre. L'importance des grandes batailles de notre histoire réside dans leur caractère décisif, dans leurs conséquences politiques et militaires et moins dans la durée des opérations ou dans l'ampleur des effectifs engagés (au moyen âge surtout, il y a eu des campagnes où l'on a livré une seule bataille).

Plusieurs pages auréolées du sacrifice suprême au nom de l'idéal sublime de la défense de la patrie se détachent de l'ample chronique de la prouesse, de l'héroïsme de nos ancêtres, chronique écrite avec le sang de ceux tombés au champ d'honneur.

Le premier grand conflit armé de nos ancêtres géto-daces que mentionnent les sources historiques les opposa en 514 a.n.è. à un corps expéditionnaire persan dirigé

par Darius Ier. 700 000 guerriers se sont heurtés à l'opposition héroïque des «plus vaillants et plus justes des Thraces» (comme qualifiait Hérodote les habitants de ces contrées). Ayant eu recours à des procédés qui allaient devenir traditionnels, étant souvent utilisés pendant deux millénaires et demi (tels le harcèlement permanent de l'ennemi, l'attaque par surprise, le jour ou la nuit, notamment dans les lieux de passage obligatoire), les Géo-Daces ont mis en difficulté la redoutable armée persane, qui avait vaincu toutes les populations reconstruites depuis l'Asie mineure et jusqu'au littoral occidental de la mer Noire.

D'autres conflits retentissants se sont également produits dans l'antiquité sur le territoire habité par nos ancêtres. En 292 a.n.è., une armée d'environ 100 000 soldats, dirigée par Lysimaque, un des généraux les plus fameux d'Alexandre le Grand, devenu roi de Thrace, a envahi le territoire au nord du Danube habité par les Daces. Le roi Dromichaïtes a utilisé contre le redoutable ennemi la tactique des «terres incendiées» : elle consistait dans l'organisation d'une défense tenace sur des alignements successifs ; les troupes macédoniennes étaient en permanence harcelées, empêchées de se ravitailler, conduites dans des pièges. «Vaincu en Thrace par Dromichaïtes et obligé à se rendre avec toute son armée» (Plutarque), Lysimaque aurait exclamé, à l'issue de sa désastreuse campagne : «O, dieux ! pour de menus plaisirs me voilà esclave, moi qui étais roi !»

La création du premier Etat dace centralisé et indépendant sous la direction de Burebista, au milieu du Ier siècle a.n.è., a permis la consolidation militaire des Géo-Daces dans l'espace carpatodanubien-pontique ; cela représentait une garantie de leur liberté et

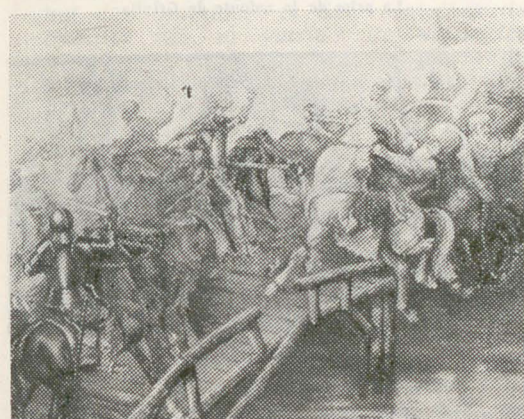


La bataille de Rovine





La bataille de Baia



La bataille de Călugăreni

de leur indépendance. Les habitants de ces contrées ont fourni d'héroïques efforts pour arrêter l'expansion romaine au nord du Danube ; l'acharnement des conflits allait croissant. Il faut citer, à cet égard, la grande bataille de Tapae (87 n.è.) : l'armée du roi Décébale s'y est opposée aux troupes que le général Cornelius Fuscus dirigeait vers Sarmizegetusa. Surveillant de près les mouvements des légions ennemies et bénéficiant de l'appui permanent de la population, l'armée de Décébale les a sans cesse harcelées ; on a utilisé les formes et les moyens spécifiques de la guerre populaire de défense ; on a organisé des embuscades, on a dressé des pièges, on a attaqué par surprise, afin de causer aux Romains des pertes aussi élevées que possible, de les démoraliser, de ralentir leur avance. Au moment opportun, lorsque les forces armées romaines se trouvaient dans le défilé des Portes de Fer de Transylvanie, le roi dace a déclenché l'attaque décisive. La plupart des envahisseurs ont été tués ; l'imprudent Cornelius Fuscus même y a laissé sa vie.

La campagne de 87 n.è. a consisté dans une seule bataille. Le royaume dace et l'Empire romain ont ensuite engagé dans le conflit décisif des effectifs considérables. La première guerre (101—102) a compris trois campagnes et «couvert», dans ses étapes suc-

cessives, de vastes territoires. L'armée du vaillant roi Décébale a utilisé toutes les tactiques traditionnelles, combinant la défense et la contre-attaque vigoureuse ; les Daces se sont acharnement opposés aux envahisseurs, nullement impressionnés par leur supériorité numérique et technique.

La puissante contre-offensive lancée par Décébale au Bas-Danube (où l'on a ouvert un deuxième front, destiné à diminuer la pression ennemie dans la zone des monts d'Orăştie) a totalement enlevé l'initiative aux Romains. Le plan de grande envergure stratégique du roi dace, plan digne du talent des commandants les plus illustres de l'antiquité, est considéré dans l'histoire militaire du peuple roumain comme la première manœuvre stratégique conçue et réalisée à l'échelle de tout l'espace carpatodanubien-pontique. La bataille du plateau d'Adamclisi fut la plus sanglante de toutes les batailles entre les Daces et les Romains ; les pertes furent très élevées. Selon Dion Cassius, l'empereur Trajan même a déchiré ses vêtements pour panser les blessures de ses soldats.

Le moyen âge roumain aussi a mis en lumière la lutte permanente de notre peuple pour sauvegarder son être, pour défendre la liberté et l'unité du sol ancestral. Les premières formations étatiques, «romanes populaires», knézats ou voïvodats, constituées à l'époque des migrations, les Etats féodaux centralisés indépendants — Valachie, Moldavie, Transylvanie — créés ultérieurement sur tout le territoire de l'ancienne Dacie ont assuré le cadre socio-politique ayant permis la concentration des énergies du peuple entier en vue de la défense, par des efforts communs, contre les invasions étrangères.

Des siècles durant on a défendu l'indépendance l'arme à la main ; la participation du peuple entier à la guerre de défense a représenté l'unique et la plus efficace modalité d'anéantir les agresseurs ou de les chasser au-delà des frontières. Un élément commun aux grandes batailles du moyen âge a été la préoccupation des voïvodes roumains, vaillants et habiles commandants militaires, de mettre en valeur les avantages du terrain. La fameuse bataille de Posada (1330) en est un exemple significatif : l'armée de Valachie, dirigée par Basarab Ier, y a écrasé l'armée de Charles Robert, roi de Hongrie. Après avoir occupé le banat du Severin, celui-ci avait avancé en Olténie repoussant les propositions de paix, avançageuses, faites par le voïvode roumain. Se retirant délibérément devant les envahisseurs, les Roumains ont une fois de plus eu recours à la traditionnelle méthode de destruction par le feu des régions que ceux-ci devaient traverser ; ils les ont ensuite attirés dans un défilé des monts Loviştei, choisi d'avance et consolidé. L'armée du roi de Hongrie a été écrasée par les avalanches de rochers et de troncs d'arbres, par la pluie



de flèches que décochaient les archers roumains ; le texte et les images de la *Chronique peinte de Vienne* en sont un témoignage éloquent. La victoire obtenue à Posada ne fut pas seulement un succès militaire ; Basarab I<sup>er</sup> a rejeté la suzeraineté hongroise et la Valachie est devenue indépendante.

Le peuple roumain a dû mener une longue série de guerres afin de défendre son indépendance d'Etat contre l'expansion ottomane. Au cours des deux dernières décennies du XIV<sup>e</sup> siècle, l'armée roumaine dirigée par Mircea le Grand a plusieurs fois vaincu les janissaires et les spahis de Bajazet : l'armée roumaine formée d'environ 10 000 soldats a obtenu une retentissante victoire à Rovine (1394), contre les troupes ottomanes et celles des vassaux balkaniques du sultan, troupes presque cinq fois plus nombreuses. «Ce fut une grande bataille ; le ciel était assombri de la multitude des flèches», notait une chronique contemporaine qui soulignait la décision des Roumains de défendre leur indépendance, en dépit de leur infériorité numérique.

La lutte des pays roumains pour défendre leur liberté connut l'apogée au XV<sup>e</sup> siècle. C'est en lettres d'or que les noms de grands voïvodes tels Iancu de Hunedoara, Vlad Tepeș et Etienne le Grand sont inscrits dans l'épopée du peuple roumain ; à la tête de leurs armées, ils ont défendu l'indépendance de leurs pays menacés par les royaumes et les empires voisins. Etienne le Grand, qui a régné 47 ans, a mené nombre de guerres de défense, contre les Tartars (à l'est), les Ottomans (au sud), le royaume polonais (au nord) et le royaume hongrois (à l'ouest). Chaque bataille — dont l'unique raison était la défense du sol ancestral — a apporté des éléments nouveaux à la conception at au déroulement des opérations militaires. A Baia par exemple, en 1467, les envahisseurs hongrois ont été surpris pendant la nuit et écrasés. A Vaslui, en 1475, l'armée ottomane a été attirée sur un terrain marécageux. Dans l'impossibilité de manoeuvrer, elle a été attaquée de front par les fantassins et des flancs par les cavaliers.

La première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle a marqué l'instauration de la suzeraineté ottomane sur les trois pays roumains mais également le début d'une nouvelle époque de luttes acharnées pour la reconquête de l'indépendance d'Etat, temporairement perdue.

Il convient de mentionner, parmi les grandes batailles que les Roumains ont livrées afin de briser le vasselage, celles dirigées par Jean le Brave, voïvode de Moldavie (1572—1574) et notamment par Michel le Brave, voïvode valaque qui a réalisé pour la première fois l'union des trois pays roumains. Véritable modèle d'art militaire, la bataille de Călugăreni (1595) a une fois de plus illustrée la vérité que des troupes inférieures numériquement peuvent combattre avec succès l'envahisseur si l'habileté et la



La prise de la redoute de Grivița



La bataille d'Oituz

fermeté du commandant fusionnent avec l'amour du sol ancestral et l'esprit de sacrifice des combattants.

Les Roumains ont accompli leurs aspirations vers la liberté et l'indépendance après plus de trois siècles d'efforts, de préparatifs et de combats. Le sang des héros tombés dans les grandes batailles livrées à Plevne, Rahova et Vidin, pendant la guerre d'indépendance (1877—1878) a scellé la proclamation de l'indépendance d'Etat de la Roumanie (9 mai 1877). De nouveaux sacrifices ont été faits pour la libération des territoires roumains se trouvant toujours sous domination étrangère. C'est pour l'accomplissement de l'idéal de l'unité nationale que l'armée roumaine est entrée dans la première guerre mondiale ; entre 1916 et 1918 elle a livré des batailles dont l'ampleur n'avait jamais été égalée auparavant. Les batailles de Mărăști, Mărășești et Oituz (été, 1917), opérations aux conséquences particulièrement importantes des points de vue militaire et politique, sont inscrites en lettres d'or dans le livre de la prouesse de notre nation. Les victoires de l'armée roumaine, aux amples échos internationaux, ont garanti l'existence de notre Etat, ont augmenté la confiance du peuple en la victoire finale, en la libération de sous la domination étrangère de tout l'espace ethnique roumain, en l'union de tous les fils de la nation en un seul Etat unitaire et indépendant, but suprême de la lutte et des sacrifices de nos devanciers.



## MONUMENTS À NOS LUTTES

par **FLORIAN TUCA**

docteur en histoire

«Les monuments — disait Nicolae Iorga — sont l'histoire vivante de la nation». C'est une appréciation qui exprime une vérité évidente; que représentent, en fait, les monuments qui ennoblissent aujourd'hui des centaines et des centaines de localités de la patrie? De véritables chroniques en bronze et en pierre de notre histoire. C'est également par leur intermédiaire qu'on restitue et glorifie les moments de référence de notre histoire multimillénaire, le courage et la prouesse des fils du peuple roumain, leurs sacrifices dans la lutte juste et inlassable pour la défense du sol ancestral, pour la liberté sociale, pour l'indépendance, pour l'unité nationale-étatique.

L'érection de monuments qui évoquent et immortalisent les mémorables moments de l'histoire de la nation, qui glorifient les illustres hommes d'Etat et les héros de notre peuple est depuis toujours, chez les Roumains, un acte de profonde piété, par lequel on rend hommage aux faits de ceux qui, à des époques des plus difficiles, ont situé par-dessus tout les idéaux permanents de la liberté, de l'unité et de l'indépendance de la patrie. Les plus de 3 000 monuments, obélisques, bustes et autres monuments commémoratifs de Roumanie rendent hommage à la résistance légendaire contre de redoutables ennemis des combattants dirigés par Burebista et Décébale, à la prouesse et au dévouement de ceux ayant formé la «grande armée» et l'«armée restreinte» dans les batailles où les stratèges et les dirigeants politiques des Roumains furent Gelu, Glad, Menumorut et Dobrotici, Dragoș et Bogdan, Basarab Ier, Mircea le Grand, Iancu de Hunedoara, Vlad Tepeș, Jean le Brave, Etienne le Grand, Michel le Brave, tant d'autres voïvodes, à ceux ayant participé aux rudes combats de la guerre d'indé-

pendance (1877—1878), à la première guerre mondiale, à l'épopée de la révolution d'août 1944, à la guerre antihitlérienne. Les monuments immortalisent les soulèvements populaires pour la liberté sociale et nationale, pour l'unité: l'émeute de Bobilna (1437), la grande révolte des paysans dirigée par Gheorghe Doja (1514), la révolution populaire dirigée par Horea, Cloșca et Crișan (1784), la révolution dirigée par Tudor Vladimirescu (1821), la révolution bourgeoise-démocratique de 1848, parmi les dirigeants de laquelle il convient de mentionner Nicolae Bălcescu, Avram Iancu, Mihail Kogălniceanu, Eftimie Murgu.

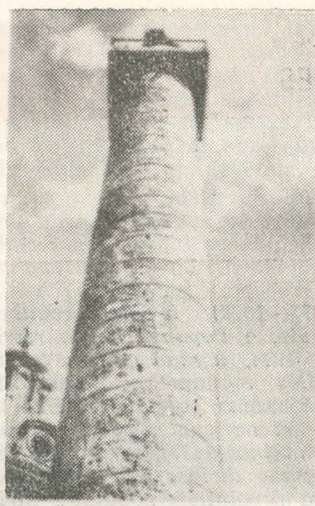
Devant les monuments érigés en Roumanie on entend le mugissement des luttes de Tapae, d'Adamclisi ou de Sarmizegetusa, de Posada ou de Rovine, de Baia ou de Podul Inalt, de Călugăreni ou de Șelimbăr, les voix des révoltes dirigés par Horea, les appels vibrants de la proclamation de Tudor, les paroles d'un patriotisme ardent prononcées par Nicolae Bălcescu, le grondement des canons à Grivița ou à Plevén, la colère des paysans révoltés en 1907, la devise et le serment («On n'y passera pas!») qui a animé les soldats à Oituz et à Mărășești, le tumulte des actions entreprises par les forces de l'insurrection en 1944, le tourbillon des attaques et contre-attaques des troupes roumaines à Oarba de Mureș et à Carei, à Debrecen et à Budapest, à Rožňava, Zvolen et Kromeriz, dans tant de localités que l'armée roumaine a libérées pendant la guerre antihitlérienne. Nous présentons ci-dessous quelques-uns des nombreux monuments historiques qui se dressent majestueux dans les villes et les villages de notre patrie ou qui ont été érigés sur le territoire d'autres pays, monuments qui évoquent la prouesse des Roumains.

**ADAMCLISI. «Tropaeum Traiani».** Le monument a été érigé sur les lieux où, en 102 n.è., les Géo-Daces avaient affronté l'armée romaine. Il a été construit entre 108 et 109 n.è., sur l'ordre de l'empereur Trajan. Le monument a une importance particulière pour notre histoire. Il constitue un symbole de la hardiesse, de la bravoure et de l'esprit de sacrifice, de l'unité de pensée et d'action de nos ancêtres géo-daces dans leur lutte pour la défense de la terre qu'ils habitaient, de l'indépendance et de la liberté de la Dacie.

Le Monument d'Adamclisi







La Colonne Trajane de Rome

Le monument d'Adamclisi est une reconstitution réalisée à partir de données fournies par les fouilles archéologiques effectuées dans la région. La restauration a été achevée en 1977 ; le même an, à Adamclisi a eu lieu une cérémonie enthousiaste : en présence de Nicolae Ceaușescu, président de notre pays, on a intégré dans le patrimoine culturel national le monument le plus ancien érigé par nos prédécesseurs sur le territoire de la Roumanie. Sur la plaque de marbre apposée sur le monument on a gravé l'inscription suivante : «En présence de Nicolae Ceaușescu, président de la République Socialiste de Roumanie, le monument Tropaeum Traiani reconstitué sur les fondements de l'édifice érigé par les Romains en 109 n.è., a été intégré dans le patrimoine culturel national, comme témoignage à travers les millénaires de l'histoire glorieuse du peuple roumain».

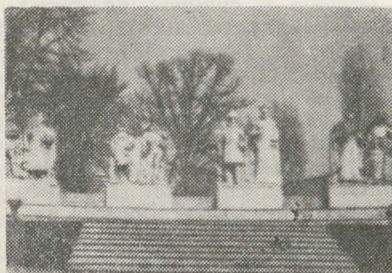
**ROME. Colonne Trajane.** La colonne Trajane se trouve dans le Forum de Trajan. Elle a été érigée en 113 n.è. par le grand architecte et sculpteur Apollodore de Damascène, à la mémoire des victoires des armées romaines sur les Daces. La colonne Trajane a une inestimable valeur pour l'histoire du peuple roumain. Les scènes gravées en marbre permettent de reconstituer, dans son véritable ampleur, le long et rude conflit entre les Daces et les Romains, conflit ayant eu lieu il y a presque 2 000 ans. On peut y distinguer, parmi des sculptures devenues célèbres, le roi-héros Décébale, résolu et vaillant, l'empereur Trajan, imposant, des centaines de personnages daces et romains engagés dans une lutte sans merci ; on peut admirer aussi des fortifications, d'autres constructions militaires des Daces et des Romains, les armes qu'utilisaient les combattants des deux armées.

Par les événements qu'elle rappelle, par sa valeur d'authentique source historique, la colonne Trajane représente un témoignage fondamental de la vie de nos ancêtres. Elle met en relief la prouesse légendaire des Daces dans la lutte pour la défense de leurs contrées, pour la liberté et l'indépendance.

**ZALAU. Buste de Gelu.** Œuvre du sculpteur Pavel Mercea, le buste de bronze a été dévoilé le 1er novembre 1971. Gelu fut un des dirigeants les plus importants des formations politiques féodales se trouvant sur le territoire de la Transylvanie, ancienne terre roumaine. Gelu porte la couronne de voïvode ; de son attitude se dégagent de la force, de la dignité, de l'intelligence. Gelu tient dans ses mains une épée, symbole du pouvoir et de la décision du dirigeant de l'Etat roumain intracarpatique de défendre, à la tête de ses braves soldats, sa liberté et son indépendance.

**IAȘI. Panthéon des voïvodes.** Le monument impressionnant tant par ses dimensions et sa valeur artistique que par le message qu'il transmet aux générations actuelles. Quatre groupes de statues représentant huit illustres voïvodes des Roumains sont placés en arc de cercle. Les huit voïvodes sont Dragoș et Alexandre le Bon, Etienne le Grand et Michel le Brave, Jean le Brave et Petru Rareș, Vasile Lupu et Dimitrie Cantemir.

**ALBA IULIA. Monument de Horea, Cloșca et Crișan.** Le monument se dresse devant la troisième porte de la forteresse d'Alba Iulia, là où les trois martyrs de la révolution populaire de 1784 ont été emprisonnés et



Le Panthéon des voïvodes érigé au centre du municipe de Iași (Sculpteurs : Ion Jalea, Constantin Dimitriu-Birlad, Eftimie Birleanu et Ion Dămăceanu)



Buste monumental de Gelu érigé dans le municipe Zalău (sculpture de Pavel Mercea)



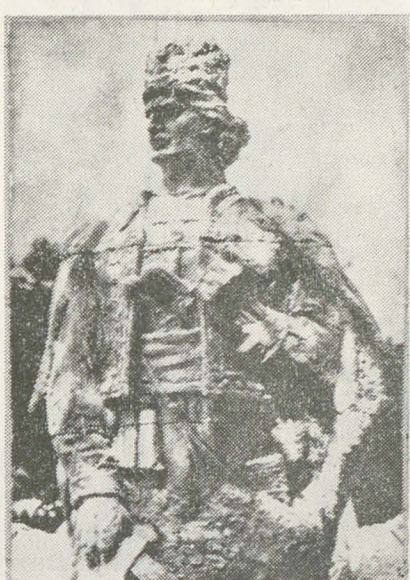
soumis à d'atroces supplices. Le monument est impressionnant. Le soubassement massif, formé de deux parties, soutient une colonne de granit ayant 22,5 mètres de haut, sur laquelle est apposé un bas-relief; le bas-relief présente une scène symbolique: Horea, Cloșca et Crișan parlant aux paysans révoltés. De l'autre côté de la colonne il y a une statue en pierre blanche: la Victoire, ailée.

**SLATINA. Statue de Tudor Vladimirescu.** La statue immortalise l'organisateur et le dirigeant de la révolution sociale et nationale de 1821. La statue présente Tudor le traditionnel bonnet oltenien sur la tête, les pistolets à la ceinture et l'épée à la main droite; le sculpteur a voulu souligner ses qualités de commandant militaire. Sur la façade du socle il y a l'inscription: «Tudor Vladimirescu, 1821», expression de la reconnaissance des descendants pour le héros qui a donné sa vie pour briser le joug de la domination étrangère, pour affirmer les droits nationaux du peuple roumain.

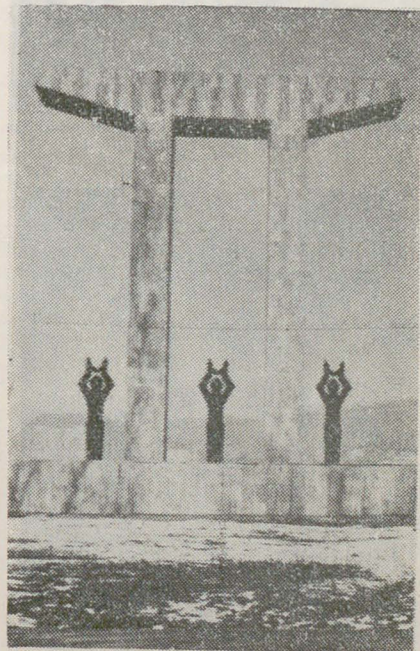
**BLAJ. Bustes de révolutionnaires et de représentants des lumières en Roumanie.** Les 24 bustes de révolutionnaires de 1848 et de représentants des lumières en Roumanie se trouvent sur le Champ de la Liberté; une immense assemblée y a exprimé la volonté, l'aspiration permanente des Roumains de Transylvanie: «Nous voulons nous unir au pays!» Les bustes ont été dévoilés le 17 mai 1973, en présence de Nicolae Ceaușescu, dirigeant de notre parti et de notre Etat, à l'occasion du 125<sup>e</sup> anniversaire de la révolution. Le long d'une allée appelée «Allée des révolutionnaires» il y a les bustes, réalisés par des artistes représentatifs de la sculpture roumaine contemporaine, de personnalités de premier rang ayant participé à la révolution de 1848 dans les trois pays roumains et de représentants de marque de la culture roumaine en Transylvanie: Gheorghe Șincai, Petru Maior, Alexandru C. Goleșcu-Negru, Eftimie Murgu, Sándor Petöfi, George Barițiu, C.A. Rosetti, Timotei Cipariu, Andrei Mureșanu, Mihail Kogălniceanu, Vasile Alecsandri, Alexandru Ioan Cuza, Avram Iancu, Nicolae Bălcescu, Simion Bărnuțiu, Gheorghe Magheru, Ion Heliade Rădulescu, Costache Negri, Alexandru Papiu-Ilarian, Cezar Bolliac, Stephan Ludwig Roth, Ioan Inocențiu Micu (Klein).

Cet ensemble commémoratif est conçu comme un véritable «Panthéon de l'histoire nationale».

**FOCȘANI. Monument de l'Union.** C'est le monument commémoratif le plus représentatif de notre pays; il est consacré au mémorable événement de 1859. Le monument domine la Place de l'Union, impressionnant par ses significations, ses dimensions et sa valeur artistique. Le soubassement est octogonal et a trois marches. Un obélisque (16 mètres de haut) de béton armé sur lequel on a appliqué des plaques de granit rouge se dresse sur un socle cylindrique. Un ample relief en bronze se trouve autour du socle; y sont représentés des moments importants de l'Union. Un registre représente le voïvode Alexandru Ioan Cuza et ses principaux collaborateurs, le paysan Ion Roată, élu député, et une scène où un paysan de Valachie et un paysan de Moldavie se rencontrent devant une borne qui autrefois séparait les deux pays; dans un autre registre il y a l'impressionnante «ronde de l'Union»; le troisième registre présente des scènes historiques, à 85 personnages. Sur une des



Statue de Tudor Vladimirescu du municipe de Slatina (détail; création du sculpteur Vasile Blendea)



L'ensemble monumental «La Gloire» érigé à Blaj (auteur: Ion Vlasiu)

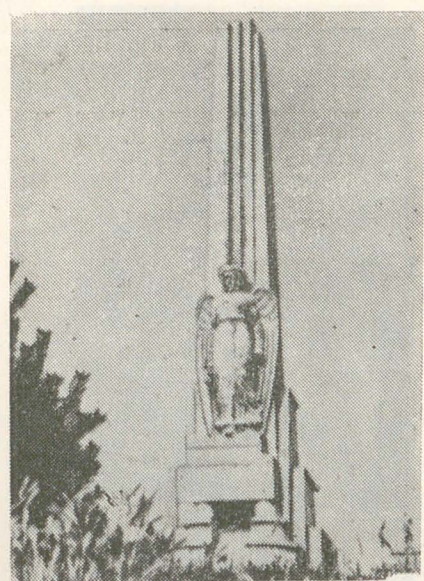


faces de l'obélisque il y a une plaque de bronze, ayant la forme d'un écu, sur laquelle il est gravé : «Union des Principautés Roumaines, 1859».

**GRIVIȚA. Mausolée des héros roumains et de la guerre d'indépendance.** Il a été érigé en 1902 à la mémoire des combattants roumains qui, à l'été et à l'automne de 1877, ont lutté avec un dévouement exemplaire sur les champs de bataille au sud du Danube ; des centaines et des centaines sont tombés au champ d'honneur, pendant les assauts héroïques des redoutes de Grivița 1, Grivița 2, d'autres fortifications. Le mausolée ressemble à un donjon. Des murailles droites et massives, en pierre, forment des ossuaires ; y sont déposés les ossements de ceux ayant versé leur sang pour conquérir l'indépendance d'Etat de la Roumanie et pour appuyer la lutte pour l'indépendance du peuple bulgare. Dans le mausolée, sur un frontispice, il y a une inscription : «Le nom de celui qui lutte vaillamment est immortel». A côté, sur une dalle en pierre, il est gravé, en roumain et en bulgare ; «A la mémoire de la bataille victorieuse du 30 août et des luttes du 31 août, du 6 septembre et du 7 octobre 1877». Ces jours-là, les soldats roumains ont combattu les Ottomans avec une prouesse devenue légendaire. Selon certaines sources, plus de 3 000 soldats et officiers roumains ont été tués par les plombs et les shrapnels ou percés dans les charges à la baïonnette devant ou dans les fossés des redoutes de Grivița. Des milliers y ont été blessés. Nombre de noms de soldats sont gravés sur les plaques commémoratives du mausolée.

**BUCAREST. L'Arc de triomphe.** Le monument respecte le modèle classique, à une seule ouverture. L'Arc de triomphe de Bucarest est en béton armé, recouvert de plaques de granit de Deva. Réalisé initialement en bois et recouvert de stuc (1922), il a été refait entre 1935 et 1936, d'après le projet de l'architecte Petre Antonescu. L'arc est décoré de nombreux bas-reliefs et médaillons dus à des sculpteurs roumains réputés tels Ion Jalea, Corneliu Medrea et Constantin Baraschi. Une bande ornementale de feuilles de laurier fait le tour du monument, sous la corniche. Sur la façade de l'arcade on a inscrit, dans des bordures ornées, les noms des localités où, pendant la guerre pour la réunification de la patrie, les Roumains ont livré de rudes combats contre les ennemis : «Cerna, Jiu, Olt, Dragoslavele, Neajlov, Oituz, Mărăști, Mărășești, Râzbare, Vrancea, Muncel, Coșna». Sur la façade de l'arc on a gravé des mots rendant hommage à tous ceux ayant milité et lutté pour le parachèvement, en 1918, de la Grande Union : «Gloire à ceux qui, par les lumières de leur esprit et la force de leur âme, ont préparé l'unité nationale» et «Gloire à ceux qui, par leur prouesse et par leur sacrifice, ont réalisé l'unité nationale».

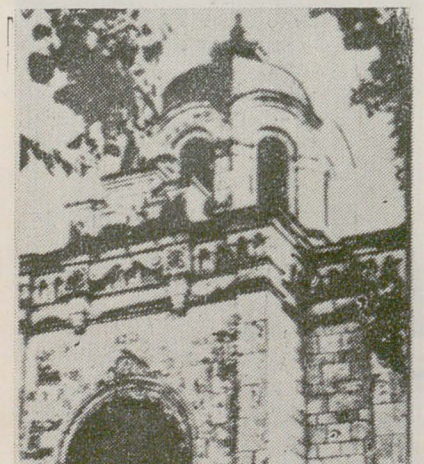
**MOISEI. L'ensemble commémoratif aux patriotes du Maramureș.** Les 12 piliers, très hauts, réalisés initialement en bois, ensuite en pierre par Vida Gheza, réputé sculpteur de la ville de Baia Mare, et disposés circulairement, à la partie supérieure représentant diverses expressions humaines, se dressent sur les lieux où, le 14 octobre 1944, les horthystes ont bestialement tué 29 patriotes roumains. Ceux-ci s'étaient ouvertement opposés aux envahisseurs et avaient appuyé sous diverses formes les luttes libératrices que le peuple roumain



Le Monument de Horea, Cloșca et Crișan d'Alba Iulia. Détail. Auteurs : Iosif Fekete (Ion Negrulea) et Octav Mihăițan



Relief sur le Monument à l'Union du municipe de Focșani (auteur : Ion Jalea)



Le Mausolée construit à Grivița (R. P. Bulgare) à la mémoire des soldats roumains



avait déclenchées le 23 Août 1944. Dans la conception du sculpteur, les 12 piliers-statues représentent les mois de l'an : les habitants du Maramureș, tous ceux qui passent par ici doivent «se rappeler chaque mois de l'an et chaque jour du mois», selon les propos de Vida Gheza, ce qui s'est passé à Moisei à l'automne de 1944.

Sur une dalle de pierre se trouvant au centre de l'ensemble commémoratif on a gravé l'inscription suivante : «Sur ces lieux, 29 patriotes du Maramureș, combattants pour la libération de la patrie de sous la domination fasciste, sont tombés en 1944, fusillés par les occupants hitlériens et horthystes».

**BUCAREST. Monument aux héros de la patrie.** Le monument se dresse, majestueux, sur l'esplanade de l'Académie Militaire, impressionnant par ses dimensions et son message. Sur le socle parallélépipédique il y a trois personnages, un fantassin (au centre), un aviateur et un matelot (représentant les principales armes de l'armée roumaine à l'époque de sa glorieuse participation à la guerre anti-hitlérienne). Des deux côtés du groupe statuaire il y a deux hémicycles aux bas-reliefs évoquant des moments de référence de la lutte bimillénaire du peuple roumain pour l'unité, la liberté et l'indépendance, pour la défense du sol ancestral : les luttes de Tapae, la bataille de Rovine, l'émeute de Bobilna, la bataille de Podul Înalt, l'entrée victorieuse de Michel le Brave dans la ville d'Alba Iulia, la révolution populaire dirigée par Horea, Cloșca et Crișan, la révolution dirigée par Tudor Vladimirescu, la révolution de 1848, la conquête de la redoute de Grivița 1 dans la guerre d'indépendance de 1877—1878, la grande révolte révolutionnaire de 1907, la bataille de Mărășești, les luttes des cheminots en février 1933, des moments significatifs de l'épopée de la révolution d'août 1944, des aspects de la collaboration militaire roumano-soviétique pendant la guerre anti-hitlérienne, le retour victorieux des troupes roumaines après l'anéantissement de l'Allemagne hitlérienne.

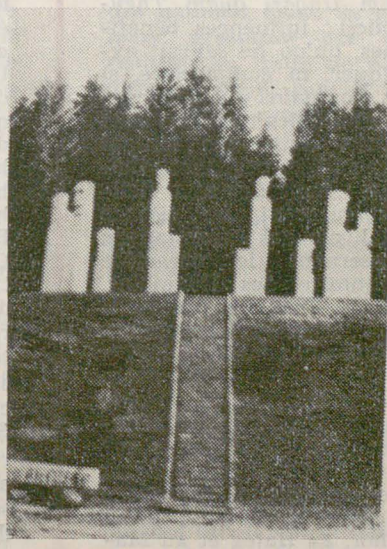
Sur le socle du groupe statuaire on a gravé en lettres dorées l'inscription suivante : «Gloire aux soldats roumains, héritiers des traditions héroïques ancestrales, inébranlables combattants contre le fascisme, pour la liberté et l'indépendance de la patrie !» Le monument a été dévoilé le 17 août 1957.



Le Monument aux héros de la patrie (créati collective)



L'Arc de Triomphe de Bucarest (réalisé par un groupe de sculpteurs)



Le complexe monumental de Moisei (auteur: Vida Geza)



(Suite de la page 58)

discussions est passé. Le droit des nations non hongroises à s'organiser librement est une question internationale et une question d'honneur pour toute l'humanité»<sup>16</sup>. Reproduisant des passages de la *Déclaration*, *The New York Times* (numéro du 19 octobre 1918) décrit aussi la réaction des parlementaires hongrois : «Une discussion extrêmement orageuse s'est engagée dans la Chambre hongroise entre le groupe de députés roumains et la majorité hongroise, suite à la déclaration lue par le député Alexandru Vaida au nom du Comité National». Un «formidable tumulte»<sup>17</sup> a d'ailleurs éclaté dans le parlement de Budapest, déterminé par l'attitude énergique et claire des Roumains. Appréciant que «la paix future donnera aux peuples le droit de disposer d'eux-mêmes» la *Gazette de Lausanne* (du 1<sup>er</sup> novembre 1918) considérait que ceci «donnerait», en premier lieu, «la liberté aux Tran-

sylvains de s'unir avec la Grande Roumanie» et ceci d'autant plus qu'ils avaient manifesté «en plein parlement hongrois»<sup>18</sup> leur résolution de se séparer définitivement d'avec l'Autriche-Hongrie. Un rigoureux commentaire sur les efforts des Roumains transylvains de se libérer de la domination étrangère était publié dans le journal *The Times* du 25 février 1919 : «Le 12 octobre 1918, les Roumains de Transylvanie, du Banat et d'autres régions... ont proclamé le droit à l'autodétermination nationale, contestant par ailleurs au gouvernement hongrois le droit de représenter leurs intérêts nationaux à la Conférence de paix»<sup>19</sup>.

Document politique représentatif, la *Déclaration de autodétermination nationale* du 12 octobre 1918 a été estimée par l'opinion publique roumaine et étrangère à sa juste valeur. Elle était le produit d'un moment important de l'histoire des luttes de nos devanciers pour l'indépendance et l'unité nationale.

## CIVILISATION ROUMAINE, CIVILISATION UNIVERSELLE

(Suite de la page 67)

confession les Hongrois et les Saxons de Transylvanie (*tam Ungari quam Theutonici*) ; influences bénéfiques, qu'on ne saurait expliquer, ni comprendre, si les Roumains avaient vraiment été des nomades sans patrie, ainsi que tentent d'accréditer certaines «théories» nouvelles aux vieilles racines ! Le silence total sur des informations concernant le caractère sédentaire des Roumains, informations qui proviennent justement des milieux cultivés hongrois des XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles (le poète Bálint Balassa, le chroniqueur Samosközi, l'historien-prince Kemény) ; sur certains témoignages de la vie spirituelle orthodoxe découverts depuis peu au Bihor, au Hateg et au Maramures ; l'assertion tendancieuse concernant le

rôle «capital» de la Réforme dans les milieux roumains (on oublie, semble-t-il, que deux seulement, sur les trente-cinq écrits imprimés par Coresi contiennent des échos protestants !) ; la mise en évidence de la valeur esthétique et historique de «l'art des pères roumains» (!) ; la discrétion dont on entoure une personnalité humaniste de la taille du Roumain Mihail Halici de Caransebeș, arrivé à l'Extrême Occident, possesseur d'une bibliothèque de large respiration culturelle ; l'interprétation dénaturée des sources idéologiques de la conception historique de Șincai — auteur sévèrement censuré par les autorités hongroises —, ce sont là autant d'exemples de déformation tendancieuse du passé culturel roumain.

Un des ancêtres de l'historiographie universelle, le Latin Tacite, affirmait il y a près de deux mille ans que l'histoire doit s'écrire avec probité, sans haine et sans partialité, *sine ira et studio*.

Jugeant en toute franchise, impartialement, leur passé historique, les historiens roumains savent que, par delà toute interprétation partisane, la place et le rôle de leur peuple sur la scène du monde, acquis par des faits de politique et des faits de culture, sont respectés par tous les historiens de bonne foi. Par tous ceux qui, respectant le passé de n'importe quelle civilisation, reconnaissent chaque fois la voix distincte de la dignité et du patriotisme qui confère, une fois de plus, à toute culture nationale, l'universalité.



(Suite de la page 64)

lait accomplir la Conférence de paix. D'autant plus que la Roumanie y présentait, en vue de la reconnaissance officielle par ce forum international, les décisions historiques de son peuple, proclamées de manière solennelle et définitive dans les assemblées des représentants des larges masses populaires, assemblées organisées à Kichinev, Cernăuți (Czernewitz) et Alba Iulia. Voilà pourquoi la conférence de Paris n'a pas dû créer elle-même un Etat roumain unifié. C'était un fait à accomplir par l'action du peuple roumain même. La conférence a été appelée à consacrer juridiquement le nouveau statut territorial et politique de la Roumanie par la reconnaissance du principe de l'autodétermination nationale. C'était la reconnaissance d'un fait accompli, comme il fut le cas également en 1859 et 1877, que le peuple roumain attendait de la communauté internationale.

Aussi la Conférence de paix de Paris n'allait-elle pas faire des «cadeaux» à la Roumanie, mais devait-elle consacrer une exigence fondamentale du droit historique; elle s'était affirmée avec tant de force que même les adversaires les plus acharnés de notre peuple durent comprendre cette loi de l'histoire. C'était pour la réalisation de cette exigence que la Roumanie était entrée en guerre, transformant sa participation militaire en une lutte du peuple entier. C'était justement pourquoi les grandes puissances ne pouvaient pas ignorer l'état

de choses en cette partie de l'Europe, où des Etats nationaux unitaires avaient été édifiés sur les ruines des anciens empires. L'historien français Pierre Renouvin, dans son *Histoire des relations internationales*, arrive à la conclusion que la destruction de la monarchie bicéphale était accomplie avant la signature, par le gouvernement de l'empire, le 3 novembre, de l'armistice de Villa-Giusti. Cet effroulement avait été déterminé par la volonté des peuples et la Conférence de paix de Paris ne faisait rien d'autre qu'en enregistrer les résultats. Ces réalités, expression de la volonté et de la lutte révolutionnaire des peuples pour l'édification d'Etats nationaux unitaires, ont marqué de leur sceau le contenu des pourparlers.

Le programme de la Conférence de paix convoquée au début de 1919 à Paris n'était égalé, quant à son importance pour le destin des peuples, par aucun congrès ou conférence antérieurs. La paix devait empêcher, dans l'intérêt de toutes les nations, toute possibilité d'hégémonie politique, économique ou militaire, assurer l'application des principes d'autodétermination nationale, déterminer la reconnaissance des Etats récemment constitués.

Dans la perspective de l'histoire, les grands accomplissements du peuple roumain en 1918 et leur reconnaissance suite aux décisions de la Conférence de paix mettent davantage en évidence le fait que la Roumanie n'a pas figuré parmi ceux ayant profité d'une paix réalisée par la

bienveillance des vainqueurs, que le hasard de la victoire apporte dans une guerre, que l'Union fut l'expression vive, dynamique de la volonté de la nation roumaine, des aspirations séculaires d'un peuple décidé de vivre uni, libre et indépendant sur le sol ancestral où il s'était formé. Relevant les circonstances historiques du parachèvement de ce processus, le président Nicolae Ceausescu montrait: **«L'évolution des événements historiques montre de la manière la plus catégorique que l'Union ne fut pas le fruit du hasard, la conséquence d'une simple conjoncture favorable ou d'accords conclus à la table des négociations, mais le résultat de la lutte décisive des masses les plus larges du peuple, un acte de profonde justice nationale, la réalisation d'une concordance à caractère de loi entre la réalité objective et les droits inaliénables du peuple, d'une part, et le cadre national exigé de manière pressante par ces réalités. Le traité de paix ultérieurement conclu n'a fait que consacrer l'état de choses existant, la situation créée suite à la lutte des masses populaires de Roumanie et de Transylvanie, de tout notre peuple».**

L'édification de l'Etat national unitaire roumain a créé le cadre national et socio-économique pour l'essor de la Roumanie moderne, a marqué le passage de notre pays à une étape nouvelle de son évolution, étape caractérisée par le progrès des forces productives et l'accélération du développement capitaliste.



*Une exigence pressante;*

## CHAQUE CITOYEN DOIT CONNAITRE ET DÉFENDRE L'HISTOIRE NATIONALE

par le **major MIHAIL E. IONESCU**  
docteur en histoire

C'est son histoire qui définit la place et le rôle spécifiques d'un peuple parmi les peuples du monde, qui marque d'un sceau indélébile sa physionomie et l'individualise dans le cadre du genre humain. L'histoire d'un peuple est la somme de ses luttes et de ses aspirations, de ses souffrances et de ses bonheurs; elle consacre son périmètre d'existence et de civilisation, relève de manière pregnante son évolution. L'histoire est le legs le plus précieux des devanciers, la source vive dans laquelle on puise aux moments difficiles, le phare qui guide le présent et l'avenir.

Un peuple n'existe pas en dehors de son histoire. Sans histoire, sans connaître son passé, un peuple est dépourvu de coordonnées fondamentales; son individualité dans le cadre de l'humanité est difficile, sinon impossible, à découvrir. *«Comment serait un peuple qui ne connaîtrait pas son passé, son histoire, qui ne l'honorait pas et ne lui rendrait hommage? Ne serait-il pas comme un enfant sans parents et qui se sent égaré dans le monde?»*, demandait le président Nicolae Ceaușescu.

L'histoire d'un peuple fonde sans possibilité de contestation ses droits d'être lui-même, unique et non divisé dans ses contrées ancestrales; ses

droits sacrés sur la patrie où il s'est formé et où il a sans cesse vécu; ses droits légitimes sur le sol où reposent ses devanciers. Rien ne peut ébranler ces droits que bâtit l'histoire réelle, l'histoire que mettent au jour les chroniques, le sol même de la patrie. D'implacables arguments de ces droits sont les pages d'or de l'histoire même, qui présentent, dans la lumière limpide de la vérité, les faits de civilisation, les luttes pour la défense du patrimoine ancestral, les créations culturelles, les profondeurs de l'âme du peuple.

L'histoire d'un peuple est son bien le plus précieux, est un bien de l'humanité entière. C'est un bien inestimable de chacun des membres du peuple respectif; c'est leur devoir de la respecter et de lui rendre hommage, de l'aimer comme ils aiment leur propre être, de la défendre contre tout sacrilège. Elle appartient en totalité à son peuple, parachève la personnalité de celui-ci, consolide sa fierté patriotique et sa volonté de continuer les faits des prédécesseurs.

L'appartenance de chaque individu à l'histoire de sa patrie — ce qui engendre le noble sentiment du patriotisme — n'est pas le fruit de simples héritages génétiques. Elle est consignée et se développe chaque jour, dans les cornues

formatrices qui sont la famille et l'école, dans le creuset éducatif que représente la vie de la nation. On appartient réellement à sa patrie lorsqu'on connaît profondément son histoire, ses grandes personnalités, les événements cruciaux de son passé, sa géographie où tous parlent le même langage. On appartient à sa patrie non seulement lorsqu'on connaît son histoire, mais lorsqu'on l'aime avec des sentiments débordants qui définissent l'attachement profond et immuable. Cicéron écrivait que «nous aimons notre père et notre mère, nos enfants, nos parents, nos amis; ces sentiments se confondent et fusionnent dans l'amour de la patrie». On appartient à sa patrie lorsqu'on aime et on défend son histoire, ses vérités fondamentales, les victoires et les grandeurs de son passé, ses crêtes et ses creux. Ne pas défendre l'histoire de la patrie, en permanence et contre quiconque essaierait de la souiller, c'est abdiquer le devoir fondamental du patriotisme. «S'élever contre son père est un sacrilège, écrivait Platon; mais ne pas respecter sa patrie est beaucoup plus».

L'histoire glorieuse du peuple roumain, son grand passé fait partie intégrante de son présent et de son avenir, s'est toujours identifiée avec les



faits de chaque génération. En ont profondément témoigné nos ancêtres, à des moments des plus difficiles, lorsque les envahisseurs ont voulu s'emparer tant de notre territoire que de notre histoire même. Il y a 2 500 ans, les Gétos-Daces furent — comme montre Hérodote — les seuls de notre continent à s'opposer l'arme à la main à la monstrueuse invasion du roi persan Darius I<sup>er</sup>. A l'époque du roi-héros Décébale, ils ont voué à leur patrie — dans les luttes contre les légions romaines — un «hymne d'amour comme les peuples ont rarement voué à leur patrie menacée» (Vasile Pârvan). A l'orageux moyen âge, tant de générations de Roumains ont formé un obstacle infranchissable chaque fois qu'on menaçait leur liberté, l'unité de la patrie. Le digne refus de Menumorut, au X<sup>e</sup> siècle, de «céder de la terre» aux envahisseurs étrangers formulant d'insolentes prétentions était fondé sur la profonde connaissance des droits inaliénables du peuple roumain sur le sol ancestral, droits que certifiait l'histoire même. Les paroles prononcées en 1657 par le voïvode Gheorghe Ștefan au moment où on lui conseillait d'abandonner sa patrie que menaçait une invasion ottomane, illustrent de la manière la plus significative l'amour du sol ancestral qui caractérise les Roumains: «mieux vaut être dévorés par les chiens de notre pays qu'errer ailleurs». Voilà des paroles que rappelait dans un célèbre discours prononcé au Parlement en 1916, presque trois siècles après, à une époque où les envahisseurs voulaient occuper tout notre territoire, le grand historien Nicolae Iorga, des paroles qui allaient animer le peuple entier dans sa lutte contre

des souffrances et des échecs passagers, qui allaient consolider sa volonté de lutter jusqu'au bout pour le triomphe de sa liberté et de son unité.

La terre roumaine s'identifie avec l'histoire roumaine, l'histoire roumaine avec les faits des prédécesseurs. **«Considérez notre passé — montrait le président Nicolae Ceaușescu; notre peuple s'est formé et affirmé dans des conditions très difficiles de travail et de lutte. On pourrait affirmer qu'il n'y a pas de lopin de terre qui ne fût trempé des larmes et du sang de nos ancêtres. Mais triomphant d'immenses difficultés, faisant le sacrifice suprême lorsqu'il était besoin, nos devanciers ont mis tout en oeuvre pour la défense de l'existence, de la liberté et de la dignité de notre peuple, pour la grandeur de notre nation, pour son développement sur la voie du progrès et de la civilisation».**

Connaître l'histoire de la patrie, les raisons profondes ayant guidé les faits de nos devanciers, leur vie et leur lutte est chose naturelle pour tous les habitants de notre pays. Une formule célèbre souligne une vérité impérieuse: méditer à l'histoire de la patrie, c'est se préparer pour la défendre. Méditer aux faits du grand roi Burebista, ayant conduit il y a plus de 2 000 ans à la création d'un des Etats les plus puissants de l'antiquité; connaître les glorieuses luttes que menèrent nos ancêtres géto-daces à l'époque de Décébale, la résistance des «romanies populaires» au haut moyen âge; penser continuellement à l'importance de la formation de l'Etat et de sa défense, à l'époque de Basarab I<sup>er</sup> ou Mircea le Grand, Etienne le Grand, Iancu de Hunedoara ou Vlad Țepeș, Petru Rareș

ou Michel le Brave; vibrer en contemplant la beauté des monuments que nos devanciers ont érigés des siècles durant — voilà ce que signifie connaître l'histoire de sa patrie, s'identifier avec l'histoire roumaine qui accueille à chaque pas et accompagne partout chaque membre de notre peuple, émanant de chaque lopin de terre où l'on parle la langue héritée des ancêtres.

Défendre l'histoire de sa patrie est donc une nécessité organique, signifie défendre soi-même. Défendre l'héritage sacré de nos parents, défendre l'histoire qu'ils ont écrite et que nous continuons d'écrire est le devoir de chaque habitant de la terre roumaine, de chaque citoyen, sans distinction d'origine ethnique. Riposter aux attentats à notre tumultueuse et glorieuse histoire, aux tentatives de dénaturer ses significations et ses vérités, c'est défendre le devenir infini de la patrie, l'être indestructible du peuple roumain. Chaque citoyen de notre patrie, quelle que soit son origine ethnique, se définit soi-même et définit le peuple roumain dans son ensemble par son appartenance totale à notre histoire multimillénaire.

D'autant plus pressant est ce devoir — issu de notre identité historique même — lorsque l'histoire roumaine est dénaturée lorsqu'on nie l'identité historique de ses bâtisseurs, leurs droits légitimes sur le sol où ils ont vécu, travaillé et lutté. Aucun citoyen de la patrie ne saurait être indifférent lorsque des soi-disant historiens s'obstinent à forger — d'après des plans fantaisistes, qui cachent la convoitise insatiable de territoires de ceux les ayant payés — un autre passé à l'une ou à l'autre des parties de notre pays. L'histoire, la plus récente



même, a montré combien nuisibles sont, à l'entente entre les peuples, ces faux scientifiques. De pareils artifices, n'ont-ils pas échauffé l'esprit de ceux ayant perpétré les horreurs d'Ip, de Trâsnea et de Moisei ? De pareils artifices, ne sont-ils pas devenus de véritables religions du chauvinisme, nourrissant d'ambitieuses envies de conquête ? Il ne faut pas oublier que ces pseudo-histoires se « fondent » sur des faux grossiers, sur la négation de documents authentiques — on nie par exemple, sans aucun fondement, la chronique du notaire anonyme du roi hongrois Bela —, sur l'interprétation tendancieuse de nombre de sources historiques.

La récrudescence à l'étranger de tentatives pareilles — par leur truchement les soi-disant historiens essayent de priver le peuple roumain de son histoire glorieuse, d'annexer notre histoire à d'autres peuples — souligne une fois de plus la nécessité d'un essentiel devoir de conscience des citoyens : connaître, aimer, défendre l'histoire de la patrie.

Devoir de conscience qui suppose l'honnêteté, la droiture et la combativité de chaque membre de notre grande collectivité socialiste. Honnêteté dans le jugement de l'image dénaturée que les malveillants essayent d'accréditer du passé de notre pays,

image aux « emballages » trompeurs, prétendument scientifique. Droiture qui signifie protestation contre toute dénaturation de la vérité, n'importe quand et n'importe où cela se produise. Combativité qui suppose le rejet de toute attitude passive concernant de pareilles dénaturations, l'unanimité dans l'anéantissement de toute affirmation calomnieuse et blessante à l'adresse de notre passé.

Démontrer le caractère profane et non fondé de ces tentatives n'est pas seulement un acte de nettoyage culturel, mais également un acte de défense des valeurs de notre civilisation, partie intégrante du patrimoine de l'humanité.

## HISTORIA, MAGISTRA VITAE

par le **colonel GHEORGHE TUDOR**  
docteur en histoire

Par un consensus mutuel, on estime que *Historia est vitae magistra* \* ou, encore, que *Historia est oculus mundi* \*\*. Les deux syntagmes définissent ainsi, clairement et complètement, le rôle et la place de l'histoire dans la civilisation des peuples en tant que science humaniste ou, selon l'expression de Nicolae Iorga, la plus humaniste des sciences. « *L'histoire, Messieurs, nous font savoir les auteurs les plus célèbres* — soulignait Mihail Kogălniceanu en 1843 — *consiste à narrer et à présenter, en respectant la vérité, les événements de la gent humaine : elle est le résultat des âges et de l'expérience* »<sup>1</sup>. En 1933, dans sa leçon inaugurale au Collège de France, *Examen de conscience d'une histoire et d'un historien*, Lucien Febvre qualifiait l'histoire de science de l'homme, du passé des hommes<sup>2</sup>.

L'histoire plurimillénaire du peuple roumain met en évidence le fait que, en tant qu'école de la vie et de l'activité humaine, l'histoire a la faculté d'emmagasiner et d'offrir aux générations dans leur succession un

inépuisable trésor d'enseignements, conclusions et expérience. « **La Roumanie**, montre le camarade Nicolae Ceaușescu, **attache une haute attention aux problèmes de son histoire, étant donné que celle-ci est étroitement liée à tout le processus de développement du peuple, ensuite de notre nation, de l'État national** »<sup>3</sup>. « **Combien grand doit être notre intérêt pour l'histoire nationale**, affirmait Mihail Kogălniceanu devant les étudiants de Iași en 1843, **j'aime croire que vous le comprenez tout aussi bien que moi. Elle nous montre les événements, les faits de nos ancêtres, en fait les nôtres aussi, puisque nous en sommes les héritiers** »<sup>4</sup>. À son tour, Nicolae Bălcescu écrivait que « **Le sort de nos parents prépara le nôtre, leurs institutions sont le fondement de nos institutions** »<sup>5</sup>.

Les dimensions et la vocation de l'histoire en tant qu'école de la vie et de l'activité

\* *L'histoire est l'école de la vie*

\*\* *L'histoire est l'œil du monde*



humaines sont aussi particulièrement concluantes dans la sphère des relations entre les peuples, entre les pays et les nations. Dans le message adressé aux participants au XV<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques, qui s'est tenu en août 1980 à Bucarest, le camarade Nicolae Ceaușescu montrait que «Dans le cadre de toute la politique de notre État socialiste, nous nous proposons de faire en sorte que la recherche historique nationale soit mise au service de la cause de l'entente et du bon voisinage, de l'amitié et de la collaboration entre les peuples, de la paix et de la sécurité internationale»<sup>6</sup>. Voilà pourquoi il nous faut «tout mettre en oeuvre pour que l'histoire devienne une puissante arme de l'amitié et de la solidarité entre les peuples, dans la lutte pour le socialisme, pour la paix et la collaboration internationale»<sup>7</sup>.

Néanmoins, le rôle et les fonctions de l'histoire en tant que *magistra vitae* ne se dévoilent pas automatiquement ; au contraire, ils sont mis en évidence par ceux qui, au long des millénaires, ont assumé la noble mission d'être ses serviteurs et interprètes ; c'est grâce à eux que les générations qui se sont succédé à travers le temps ont pu connaître et utiliser bénéfiquement le trésor d'enseignements et de conclusions qu'elle offre si généreusement. Par conséquent, la présentation de l'histoire comme une école de la vie et de l'activité humaine a été et elle est fondamentalement conditionnée par la tenue civique et éthique des chercheurs, par la compréhension de la responsabilité d'offrir à la postérité la vérité et rien que la vérité. Dans cet ordre d'idées, nous nous sentons obligés de mentionner ici le dicton de Tacite (55—120), selon lequel l'histoire doit s'écrire *sine ira et studio*<sup>8</sup> (sans haine et parti pris). Il s'agit là d'un concept extrêmement important et précieux pour l'étude et l'élaboration de l'histoire en tant que science humaniste, concept qui date depuis près de 2 000 ans. Dans l'ouvrage *Histoire et vérité*, par exemple, l'auteur affirme que «L'histoire, en tant que discipline scientifique, doit tendre à communiquer la vérité objective»<sup>9</sup>.

L'école historique roumaine bénéficie en ce sens de principes et d'orientations méthodologiques d'une grande valeur théorique, formulés par le secrétaire général du parti, lequel précise que «La valeur d'une histoire vraiment scientifique consiste dans la présentation objective des faits, dans leur interprétation juste, l'histoire devenant ainsi un miroir de la conscience de soi du peuple, des classes, concentrant l'expérience de vie et de lutte des masses et des dirigeants»<sup>10</sup>.

Il ne faut cependant oublier nul instant qu'il a existé et, malheureusement, il existe encore dans différents pays des historiens

qui se sont fait une habitude de falsifier, dénaturer et dénigrer l'histoire d'autres peuples, des historiens qui écrivent, par exemple, que lors du retrait des Romains sous Aurélien, en 271—275, tout le peuple qui s'était formé par la coexistence dacoromaine, le peuple roumain, aurait quitté la Dacie. Voilà pourquoi, le camarade Nicolae Ceaușescu souligne que «Par son essence, l'histoire est une science révolutionnaire. Les historiens devront donc eux-aussi militer en se situant sur des positions révolutionnaires et donner une riposte ferme, scientifique, matérialiste-dialectique, aux tentatives de certains historiens de l'étranger qui s'efforcent — dans leur incapacité et, je ne veux pas les offenser, mais peut-être certains d'entre eux aussi par ignorance — de démontrer que sur ce territoire il y eut un vide. Ce n'est pas ici qu'il y eut un vide, mais, peut-être, dans la conscience de ces historiens, qui, se mettant au service d'intérêts étrangers à leurs nations et à leurs peuples, servant les intérêts de la politique impérialiste, de domination, tentent aujourd'hui, comme par le passé, d'envenimer et de désunir les travailleurs de différentes nationalités»<sup>11</sup>.

Les vertus conceptuelles de l'histoire en tant que haute école de la vie et de l'activité humaine sont d'ailleurs pertinemment relevées par le rôle qu'elle joue dans le dévoilement de l'activité de ceux qui se sont fait un credo et une préoccupation de la contestation des droits du peuple roumain, de falsifier et de dénaturer à bon escient et de mauvaise foi le passé de celui-ci, de lui contester les mérites remarquables au développement de la civilisation universelle. C'est, par exemple, avec une profonde amertume et une forte indignation que nous constatons que l'historiographie hongroise actuelle manifeste une préoccupation obsédante, de la passion et de la haine dans ses efforts de dénaturer, falsifier et dénigrer l'histoire du peuple roumain. Traversée et dominée par une crise de plus en plus accentuée, l'historiographie hongroise se réfugie dans des faux et des dénaturations — par endroits aux teintes d'essence fasciste et horthyste, qui tentent de revitaliser des «idées» et des «thèses» depuis longtemps fétées, force arguments à l'appui, à la poubelle de l'histoire —, tentent d'identifier et de remettre en circulation jusqu'aux épaves et aux résidus de la théorie réactionnaire de la discontinuité du peuple roumain dans son foyer ancestral, tout cela pour atteindre un seul et unique objectif politico-stratégique : créer, dans l'espace carpatodanubien-pontique, un vide démographique «prêt» à accueillir une population migratrice, celle hongroise notamment, à une époque où en Europe non seulement il n'y avait plus de taches blanches ou de zones non peuplées,



mais l'organisation étatique, sous des formes des plus diverses, était déjà achevée. D'ailleurs certains ouvrages d'auteurs hongrois, écrits dans un esprit d'objectivité scientifique reconnaissent, ainsi qu'il est montré dans une *Histoire de Hongrie* parue en 1901, que «Les ancêtres des Hongrois n'étaient pas un peuple sédentaire. Ils s'occupaient surtout de la chasse et de l'élevage, vivaient sous des tentes, errant d'un pâturage à l'autre. Ils se nourrissaient de ce que leur donnaient leurs troupeaux, les bois et les rivières. Leurs animaux domestiques étaient le chien et le cheval... Leur écriture consistait dans des signes entaillés sur un bâton... Les ancêtres des Hongrois étaient païens»<sup>12</sup>. Aujourd'hui, le lecteur constate contrarié que cette singulière préoccupation de contrefaire l'histoire roumaine s'est officialisée jusqu'au niveau de l'Académie des Sciences de Budapest et même au delà d'elle, qu'on en est parvenu à nier, toujours davantage et de manière de plus en plus évidente des chroniques hongroises, bien que très peu nombreuses, et jusqu'aux considérations et aux conclusions correctes relatives à l'histoire du peuple roumain, notamment de la Transylvanie, que nombre d'historiens hongrois avaient antérieurement émises. Ceci étant, nous jugeons comme parfaitement justifiée la conclusion de l'auteur de l'*Histoire des Roumains du Banat* parue en 1904, lequel, après avoir examiné les chroniques hongroises, anciennes et modernes, conclut significativement : «A juger objectivement, il nous faut reconnaître plus d'amour de la vérité chez les anciens historiens hongrois que chez bon nombre de ceux modernes. Les vieux temps sont passés et les mœurs ont changé. Des raisons politiques ont fait naître des moyens de lutte étrangers au domaine de l'histoire, où vérité et justice vont mettre en balance les faits passés et prononcer leur jugement là-dessus»<sup>13</sup>. Un fait «nouveau» dans le cadre de l'action ample et diversifiée de falsification et de contamination de l'histoire, de dénigrement de la nation roumaine est que les historiens hongrois, promenant la superbe du nomade conquérant, se sont permis, en plein âge socialiste, de radiographier, selon une vision propre, le passé du peuple roumain — c'est là un cas unique dans l'histoire universelle — et d'émettre des considérations, par une optique déformée mais présidée par des intérêts politiques, sur les moments les plus importants de l'histoire de la Roumanie. Un fait qui nous semble pour le moins étrange est que, dans la caractérisation des événements et des personnalités de notre peuple, les historiens hongrois n'ont pas recours, comme il serait naturel et comme l'éthique professionnelle le réclame, à l'historiographie roumaine, alors

que l'on sait que les historiens autochtones disposent d'une pluralité de sources, qu'ils connaissent mieux les causes et la signification des moments et des événements. Ou, comme le chroniqueur Ion Neculce affirme à juste titre, «Ce sont toujours les autochtones qui savent mieux que les étrangers»<sup>14</sup>.

Les exigences éthiques dans l'étude et surtout dans l'élaboration de l'histoire sont d'autant plus grandes que celle-ci est considérée par excellence une science de l'homme, de l'existence, de l'activité et de la lutte des peuples, aspects rapportés, sous une perspective temporelle, à une diversité de milieux, de conditions et de circonstances. L'appel à l'historiographie nationale, et notamment aux dernières réalisations et conclusions de la recherche historique dans la caractérisation des événements les plus importants, s'impose d'autant plus que ce n'est qu'ainsi que la vie d'un peuple, l'histoire du territoire respectif et de ses gens d'hier et d'aujourd'hui peuvent être entendues sous un jour vrai. Il existe, dans le monde des historiens, un consensus général sur le fait que leur responsabilité augmente lorsqu'ils se proposent d'étudier les moments et les événements les plus importants de l'histoire d'autres pays et peuples, d'écrire là-dessus, en caractérisant et en présentant les dimensions nationales et universelles, de même que le rôle et la place de leurs grandes personnalités dans le déroulement de ces événements. Sous ce rapport aussi, le peuple roumain bénéficie du privilège d'avoir été connu et apprécié dans l'historiographie universelle dès le temps de ses ancêtres géto-daces ; aussi trouve-t-on chez 63 auteurs antiques des références à leur ethnie, à leur civilisation et à des faits dignes de leur renom.

Brouillés avec la psychologie d'une approche correcte et avec la pratique de l'utilisation avec discernement des sources et des documents historiques — qui, la plupart des fois, sont complètement ignorés, en vertu du raisonnement qu'il doit être ainsi ou que tout le monde doit le croire — les historiens hongrois se sont relancés, ces derniers temps, dans une campagne d'assertions offensantes concernant toute l'histoire du peuple roumain, de dénigrement de ses remarquables personnalités, qui ont représenté et exprimé la conscience nationale et se sont distinguées lors d'événements qui constituent autant de moments de référence de son histoire. Quelle autre interprétation pourrait-on donner aux assertions et aux efforts nullement occasionnels de l'historiographie hongroise, qui s'évertue constamment à «démontrer» la discontinuité d'habitation du peuple roumain dans le «bassin carpatique», d'où, comme un corollaire, on avance la thèse de l'immigration en Transylvanie, de l'existence d'une pluralité de nationalités



dans la forteresse naturelle des Carpathes, le faux ordre de l'établissement étant : Hongrois, Szeklers, Saxons et, enfin, — à une époque que les historiens hongrois laissent expressément sous le sigle de l'incertitude (du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècles) — les Roumains. C'est avec une profonde amertume qu'on voit les historiens hongrois émettre la thèse de facture raciste, foncièrement réactionnaire, que tant du point de vue ethnique que du point de vue du niveau de développement économique, socio-politique et culturel, les Roumains, «tolérés» sur les terres des «maîtres» en Transylvanie, auraient été toujours inférieurs, d'où, prétend-on, le souci permanent de la couche dirigeante hongroise, dès l'époque de Saint Etienne et jusqu'à la période «progressiste» du dualisme austro-hongrois de les élever par la culture, de les rendre utiles à leur «patrie d'adoption», ce qui vise à accréditer l'idée fautive du retard du peuple roumain et de sa prétendue inaptitude au progrès culturel. Tout lecteur et, à plus forte raison, tout spécialiste de bonne foi se rendra compte et comprendra le caractère nuisible, difficile à qualifier de ces conceptions et pratiques qui représentent autant d'attaques ouvertes à l'adresse du peuple roumain, une atteinte évidente portée à l'intégrité territoriale de la Roumanie socialiste, promouvant ouvertement et officiellement la thèse du démembrement politico-géographique et territorial de l'Etat national unitaire socialiste roumain.

Combien loin sont allés les historiens hongrois dans leur campagne de dénigrement, de falsification et de dénaturation de l'histoire du peuple roumain, c'est ce qui ressort également de la manière dont ils présentent l'acte du 23 Août 1944. Ainsi, ce qui pour le prestigieux quotidien français «Le Figaro» (le numéro du 30 août 1944) signifiait ni plus ni moins qu'une «révolution politico-militaire», ce qui pour le peuple roumain et l'historiographie internationale fut un événement qui a abrégé d'au moins 200 jours la durée de la Seconde Guerre mondiale, ce qui pour le peuple roumain a inauguré une étape nouvelle dans l'histoire de la patrie et a ouvert la voie vers l'accomplissement des ses aspirations à la justice et à la liberté, vers la conquête de l'indépendance et de la souveraineté nationale, n'est, pour les historiens hongrois, qu'une décision prise par le roi Mihai pour garder son trône !

Un regard panoramique sur les fonctions et les ressorts de l'histoire en tant qu'école de la vie attire sévèrement notre attention sur le caractère nuisible, voire, à beaucoup d'égards, extrêmement dangereux, par la démarche des soi-disant historiens, qui vise en fait à mystifier la vérité, à falsifier et à déformer la réalité, à la contaminer. La conclusion logique — qui se dégage de la simple présentation sommaire des «thèses»

et des «idées» néfastes que les historiens hongrois fabriquent et répandent avec tant de zèle, de passion et de haine — est que parmi ceux qui écrivent l'histoire il y a malheureusement aussi des gens brouillés avec l'éthique professionnelle, avec les exigences les plus élémentaires du comportement de l'historien, qui profanent la science historique et tentent de porter atteinte à son statut.

C'est toujours l'histoire, avec son rôle de *magistra vitae*, qui a démontré et démontre que, objectivement, elle dispose d'un potentiel probatoire qui ne peut être annihilé, que la somme des hérésies abritées par l'historiographie hongroise ne saurait annuler ni diminuer les réalités actuelles de Roumanie, l'histoire d'un peuple dont les racines sont profondément implantées, impossibles à disloquer, dans l'espace carpato-danubien-pontique. C'est comme si on tentait d'empêcher le jour de succéder à la nuit ou inversement. Nous «avons une histoire merveilleuse — montre le camarade Nicolae Ceausescu — nous pouvons être fiers de ce que le peuple roumain, nos devanciers ont accompli»<sup>10</sup>.

<sup>1</sup> Mihail Kogălniceanu, *Cuvînt introductiv la Cursul de istorie națională* (24 noiembrie 1843), în *Pagini din gîndirea militară universală*, vol. 11, Editura Militară, București, 1935, p. 368.

<sup>2</sup> Apud Alexandru Dușu, *Dimensiunea umană a istoriei*, Editura Meridiane, București, 1986, p. 5.

<sup>3</sup> Nicolae Ceausescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 21, Editura Politică, București 1981, p. 97.

<sup>4</sup> Mihail Kogălniceanu, *Cuvînt introductiv la cursul de istorie națională* (Iasi, 24 noiembrie 1843), în *Pagini din gîndirea militară românească, 1821-1916*, Editura Militară, București, 1969, p. 39.

<sup>5</sup> Nicolae Bălcescu, *Scrieri militare alese*, Editura Militară, București, 1957.

<sup>6</sup> Nicolae Ceausescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 20, Editura Politică, București, 1981, p. 339.

<sup>7</sup> Nicolae Ceausescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 13, Editura Politică, București, 1977, p. 73.

<sup>8</sup> Publius Cornelius Tacitus, *Opere*, vol. I, Editura Științifică, București, 1958.

<sup>9</sup> Adam Schaff, *Istorie și adevăr*, Prefață Alexandru Boboc, traducere din limba germană Alexandru Boboc și Ion Mihăilescu, Editura Politică, București, 1982, p. 6.

<sup>10</sup> Nicolae Ceausescu, *România pe drumul dezvoltării construcției socialiste*, vol. 1, Editura Politică, București, 1968 p. 338.

<sup>11</sup> Nicolae Ceausescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 19, Editura Politică, București, 1980, p. 414.

<sup>12</sup> Ludovic Mangelor, *Istoria Ungariei*, ediția a II-a, corectată și amplificată, partea primă, Librăria Ciocru, Brașov, 1901, p. 11.

<sup>13</sup> George Popoviciu, *Istoria românilor bândăfeni*, Lujoi, 1904, p. VI.

<sup>14</sup> Ion Neculce, *Letopisețul Țării Moldovei*, ediție îngrijită de Iorgu Iordan, Editura Minerva, București, 1975, în «Cartea Croniclelor», Editura «Junimea», Iași, 1986, p. 385.

<sup>15</sup> Nicolae Ceausescu, *Cuvîntare rostită la adunarea în care a fost ales membru titular și președinte de onoare al Academiei Republicii Socialiste România*, în «Scînteia» din 12 iulie 1985.



Une pratique nocive de l'historiographie révisionniste :

## LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE DU PEUPLE ROUMAIN

par LADISLAU GYÉMÁNT  
docteur en histoire

L'affirmation vigoureuse, au XVIII<sup>e</sup> siècle, des luttes d'émancipation sociale et nationale du peuple roumain — qui a toujours été, en dépit des frontières politiques temporaires qui le divisaient, un peuple unitaire dans sa propension à un développement libre et autonome sur sa terre ancestrale — est une réalité historique confirmée. Le programme politique roumain, formulé une première fois dans les mémoires d'Inochentie Micu pendant la première moitié du siècle, trouve une cristallisation parfaite dans le *Supplex Libellus Valachorum*, en 1791 — document représentant un véritable couronnement de la lutte politique et nationale roumaine dans la Transylvanie du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

La réponse négative des classes privilégiées transylvaines et de la cour impériale de Vienne au programme politique roumain représenté par le *Supplex* n'a nullement signifié la fin des débats sur les revendications roumaines ni celle de l'exposé des arguments étayant ces revendications. Dans les conditions où la discussion des problèmes majeurs relatifs à la situation d'un peuple ne pouvait plus être contenue dans le cadre étroit des chancelleries et des cabinets officiels, un appel est lancé devant un forum infiniment plus vaste — celui de l'opinion publique scientifique et politique européenne<sup>2</sup>. L'argumentation du *Supplex* est axée sur les preuves historiques de l'ancienneté, de la continuité, de l'antériorité du peuple roumain par rapport aux populations allogènes, installées relativement tard sur le territoire roumain. La question des origines a été un thème favori de ceux qu'attirait la recherche de l'histoire, et ceci dès l'époque de l'humanisme. L'œuvre de Dimitrie Cantemir, plus particulièrement, est celle où l'on trouve formulé le point de vue sur l'origine, l'ancienneté et la continuité des Roumains sur cette terre, point de vue utilisé par Inochentie Micu pour justifier le légitime programme roumain, le même qui sera la clé de voûte de la conception de la génération de l'Ecole Transylvaine promotrice du *Supplex*. Ces vérités historiques ont eu leur écho et se retrouvent aussi dans des ouvrages

dus à des chercheurs avisés de la réalité d'Europe centrale et du sud-est.

En 1771, dans son étude sur les Etats formés en Europe après la chute de l'empire romain, d'Anville affirmait l'origine nord-danubienne des Roumains, vivant constamment dans leur foyer ancestral, même après le retrait d'Aurélien. Cet ouvrage servit de source à une œuvre fondamentale, l'histoire de la décadence de l'empire romain, publiée par Edward Gibbon entre 1776 et 1781, où l'on soutenait également la continuité de notre peuple sur son foyer ancestral après 271—275. Les nombreux éléments latins de la langue roumaine et la conscience de l'origine dacoromaine sont, de même, des arguments éloquents en faveur d'une telle descendance<sup>3</sup>. Le même argument est souligné par un connaisseur des réalités du Banat, Franz Grisslini, lequel se réfère, dans un livre publié en 1779 à Vienne, à la parenté entre la langue des Roumains et l'italien et les autres langues romanes<sup>4</sup>.

En opposition avec ces points de vue basés sur l'analyse scientifique des sources et des réalités, Franz Sulzer s'attache, dans une histoire de la Dacie transalpine publiée en 1781—1782 à Vienne, à falsifier l'histoire, lançant l'hypothèse selon laquelle les Roumains, issus d'un mélange des colons romains du sud du Danube avec les autochtones thraces et avec les Slaves, parleraient une langue romano-slave où ce dernier élément serait prédominant. Ceux qui parlaient cette langue ne seraient venus au nord du Danube que vers la fin du XII<sup>e</sup> s. et aussi plus tard, après l'invasion des Tartares en 1241. Cette construction avait en réalité une signification plutôt politique que scientifique, s'efforçant de justifier la situation constitutionnelle-juridique des Roumains de Transylvanie, exclus de l'exercice des droits politiques<sup>5</sup>. Tout aussi anachroniques sont les 53 notes de Joseph Karl Eder accompagnant une édition du mémoire roumain parue à Cluj en 1791. La conception d'Eder n'est pas loin des opinions de Sulzer sur l'origine des Roumains, leur prétendue immigration tardive dans le nord du Danube, le doute sur la crédibilité d'Anonymus concernant les for-



mations politiques roumaines existantes en Transylvanie à l'arrivée des Hongrois. Les points de vue d'Eder reçoivent une réplique très aiguë dans l'«Allgemeine Literatur Zeitung» de Jena et Leipzig, où les notes au *Supplex* sont considérées un ouvrage très peu honorable pour son auteur<sup>6</sup>.

Le débat ne s'arrête pas au niveau de la principauté de Transylvanie : bientôt, un intérêt prononcé pour la problématique en discussion se fait sentir aussi dans des milieux larges de l'opinion publique du dehors de cette province. Un tel centre où l'on enregistrait des préoccupations pour les problèmes roumains est Göttingen, où, dès 1782, le professeur Michael Hissmann, originaire de la Transylvanie, rédige un compte-rendu critique du livre de Sulzer, soutenant l'idée de l'origine latine et de la continuité des Roumains au nord du Danube<sup>7</sup>. En 1791, un historien réputé en son temps, August Ludwig Schlözer, aborde dans sa revue «Staatssanzen» la question de l'origine des Roumains. Sa prise de position détermine les Saxons de Transylvanie à lui commander l'élaboration d'un ouvrage d'histoire critique des Saxons. Schlözer accepte, et, utilisant les documents mis à sa disposition par des personnalités représentatives de la culture saxonne de l'époque, fait paraître entre 1795 et 1797 les trois volumes de l'ouvrage respectif. Selon lui, les Roumains sont les plus vieux habitants des contrées transylvaines, représentant les descendants des anciens Daces romanisés, qui ont survécu en Dacie à toutes les vicissitudes des temps et y ont été trouvés par les autres peuples établis là plus tard.

Dans la décennie qui s'est écoulée entre l'élaboration et la présentation du *Supplex*, plusieurs points du vue prennent contour lors du débat polémique engagé au sujet de l'argumentation historique du mémoire. Ces positions sont axées sur la question de l'origine, de l'ancienneté et de la continuité des Roumains de Transylvanie car, selon la conception du droit historique, dominante encore en ce temps-là, c'étaient là des raisons essentielles pour le maintien, respectivement la contestation et la modification des structures socio-politiques et juridiques existantes. L'acceptation de l'idée que les Roumains sont les plus vieux habitants de la Transylvanie, ayant une origine romaine, s'étant maintenus sans interruption sur leurs terres, y étant antérieurs à tous les autres habitants de la principauté, impliquait la reconnaissance du caractère injuste et abusif du système installé ultérieurement, l'injustice de leur exclusion de la vie politique.

Après l'apparition des notes critiques formulées par Eder en 1791, on élabore deux ouvrages roumains lesquels, reprenant avec de nouveaux arguments la conception historique du mémoire, s'attachent à démanteler point par point l'échafaudage des théories adverses<sup>8</sup>. Le point de vue roumain y

est enrichi en tant que base documentaire, argumentation et interprétation dans l'œuvre historique des illustres représentants de l'Ecole Transylvaine — Samuil Micu, Gheorghe Șincai, Petru Maior et Ion Budai-Deleanu, au cours des trois décennies qui ont suivi le mouvement du *Supplex*. La problématique roumaine s'affirme ainsi dans l'opinion contemporaine, l'ampleur de la discussion, les domaines variés où les points de vue s'affrontent, l'extension géographique du débat, pratiquement au niveau du continent entier, créant une atmosphère où il n'était plus possible de nier l'existence d'une question roumaine. Les controverses animées, d'ordre historique, philologique, ethnographique, juridique, prenant souvent un tour érudit, s'étendant d'autres fois dans la sphère de la presse politique courante, font percevoir à la conscience publique, à l'opinion de Transylvanie, des Principautés, de l'empire des Habsbourg, d'autres pays européens, l'urgence et la légitimité du règlement des problèmes roumains dans le cadre plus large du processus d'émancipation des peuples se trouvant dans la phase de cristallisation des nations modernes. On crée ainsi le fondement spirituel, l'atmosphère propice à la relance, par tous les moyens, de la lutte pour l'accomplissement des objectifs nationaux, et on inaugure une époque de grandes accumulations sous l'aspect de la conscience nationale, qui préparent la révolution éclatée au printemps de l'an 1848.

Le débat sur la problématique roumaine de Transylvanie s'est poursuivi avec intensité durant les près de deux cents ans qui séparent l'âge du *Supplex* de nos jours. L'objectivité scientifique que réclame une approche historique des faits a été poussée, plus d'une fois au deuxième plan par des tendances qu'engendraient des orientations et des intérêts se rattachant à la politique courante. Un exemple récent en est la soi-disant *Histoire de Transylvanie* éditée en 1986 à Budapest, dans les pages de laquelle sont rééditées une partie des thèses évoquées par nous ci-dessus, s'attachant à nier l'ancienneté, la continuité et la priorité du peuple roumain de Transylvanie, à présenter de manière erronée le statut des Roumains au moyen âge et, en étroit rapport avec ce point, la légitimité du mouvement national roumain des XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles. Ce mouvement étant décrit comme un «rêve hégémonique basé sur le droit historique» opposé à «l'idéal humain d'un Etat multinational», et le mouvement réformiste nobiliaire faisant, au contraire, l'objet d'une apologie, on a ainsi ouvert la voie à la vision erronée de la révolution roumaine de 1848 en Transylvanie comme une simple «émeute pro-Habsbourg».

Les résultats des recherches historiographiques roumaines, en commençant par la monographie fondamentale rédigée par David



Prodan, de l'Académie, sur le *Supplex* et le processus de formation de la nation roumaine moderne, démontrent, faits à l'appui, la parenté étroite des mouvements d'émancipation des Roumains de Transylvanie et des révolutions socio-politiques, des évolutions démographiques de la patrie-mère, assurent une réponse aux problèmes aigus soulevés par la crise implacable des structures féodales anachroniques et par le processus général de parachèvement du processus de formation et d'affirmation des nations (conçues en un sens moderne), enregistré dans le Sud-Est et le centre de l'Europe. Evidemment, contester ceci représente une falsification de l'histoire multimillénaire du peuple romain, une action nocive qui n'a rien en commun avec la présentation objective de la vérité historique.

Quant aux falsifications, aux négations, aux interprétations tendancieuses de certaines vérités fondamentales de l'histoire du peuple roumain, elles prouvent le caractère non fondé et anachronique de l'historiographie révisionniste. Il est clair qu'on a recours à une pratique nuisible, contraire au bon voisinage et au rapprochement entre les peuples.

Les tentatives des classes privilégiées de Transylvanie d'éviter une explosion révolutionnaire par des réformes limitées, dont la condition était que la majorité roumaine de la principauté renonce à son identité et à sa langue, se sont avérées dépourvues de toute chance de réussir, l'échec de la réglementation des relations entre les paysans et les latifondistes, à la veille de l'an 1848, parallèlement à la légifération du hongrois

en tant que langue officielle, ont ouvert directement la voie à la révolution qu'avaient déjà annoncée les prophétiques paroles d'Avram Iancu : «Ce n'est pas avec des arguments philosophiques et humanitaires que vous convaincrez ces tyrans, mais avec la lance de Horea».

A la lumière de ces évolutions et résultats des recherches plus récentes, la révolution de 1848 apparaît comme un processus objectif découlant des réalités économiques sociales, politiques et culturelles de la période qui l'a précédée, comme un couronnement naturel de la lutte menée par le peuple roumain pour la défense et pour l'affirmation de son entité nationale.

<sup>1</sup> Cf. David Prodan, *Supplex Libellus Valachorum*, Editura Științifică și Enciclopedică, București, 1984.

<sup>2</sup> Emanuel Turczynski, *Konfession und Nation. Zur Frühgeschichte der serbischen und rumänischen Nationsbildung*, Düsseldorf, 1976, p. 230.

<sup>3</sup> „Siebenbürgische Quartalschrift“, 1790 I, 3 p. 283—312; Aurel Decei, Dan A. Lăzărescu, Quelques problèmes de l'histoire des Roumains dans les ouvrages historiques étrangers, in „Revue Roumaine d'Histoire“, 1978, p. 4. 713.

<sup>4</sup> Franz Grisslini, *Versuch einer politischen und natürlichen Geschichte des temesvarer Banats*, I, Vienne, 1779, p. 213—262.

<sup>5</sup> Franz Josef Sulzer, *Geschichte des transalpinischen Daciens*, II, Vienne 1781, p. 6—60, 271—275.

<sup>6</sup> „Allgemeine Literatur Zeitung“, 1797, no 338 p. 202 ; 1798, 53, p. 417—422.

<sup>7</sup> Carol Göllner, *Der Einfluss der Göttinger Universitäten auf Aufklärungsphilosophie in Rumänien*, in „Revue des études sud-est européennes“, 1969, 4, pp. 602—603.

<sup>8</sup> August Ludwig Schlözer, *Kritische Sammlungen zur Geschichte des Deutschen in Siebenbürgen*, III, Göttingen, 1797 p. 638—641, 664—667.

<sup>9</sup> Iosif Pervain, *Studii de literatură română* Editura Dacia, Cluj, 1971, p. 157—178.

## VAINES TENTATIVES DE FALSIFIER L'HISTOIRE DE LA ROUMANIE

par **FLORIN CONSTANTINIU**  
docteur en histoire

Considérant l'histoire — dans sa signification d'investigation du passé — comme «le produit le plus dangereux de la chimie du cerveau», Paul Valéry essayait d'argumenter son affirmation en posant qu'elle «ne nous apprend rien et justifie tout». Cette dure condamnation est si inattendue — c'est une des formules paradoxales habituelles de Paul Valéry — que chacun se rend compte

de son subjectivisme. La formule est cependant juste non pas pour l'histoire, mais pour la pseudo-histoire, dont l'objectif est la falsification du passé à diverses fins politiques. Au lieu de chercher la vérité dont la connaissance rapproche les nations et représente une source d'estime réciproque, la pseudo-histoire forge des contre-vérités. En effet, la pseudo-histoire est le produit dangereux



de la chimie du cerveau qui ne nous apprend rien et justifie tout.

Dans l'historiographie roumaine s'est cristallisée au fil des années une véritable tradition du militantisme, de la lutte contre les interprétations tendancieuses d'événements ou aspects du passé de notre pays. Les ouvrages de nos grands chroniqueurs — Miron Costin et Constantin Cantacuzino entre autres — renferment des pages mémorables concernant les dénaturations de l'histoire de la Roumanie. Dans son ouvrage *De neamul moldovenilor* consacré à l'origine et à l'unité des Roumains, Miron Costin soulignait les graves responsabilités de ceux assumant, par leurs «inventions», la falsification de l'histoire. «Qu'ils rendent compte de ces insultes. Ce n'est pas une plaisanterie que d'écrire des insultes à l'égard d'un peuple, car l'écriture est une chose qui dure éternellement. Il est difficile de supporter quelque insulte qu'on se voie adresser un jour quelconque ; alors que dire d'une insulte éternelle ? Je vais rendre compte de tout ce que j'écris»<sup>1</sup>. C'est là une remarquable formulation des grandes responsabilités morales et politiques de la reconstitution et de l'interprétation du passé. A son tour, Constantin Cantacuzino dénonce dans son ouvrage *Istoria Țării Românești* les gens «mal intentionnés» préoccupés de «minimiser les choses, de diffamer ses habitants (de la Valachie — n.d.a.) et de forger des calomnies à leur égard»<sup>2</sup>.

Depuis ces grands chroniqueurs, l'historiographie roumaine a dû combattre des falsifications et des dénaturations du passé de notre pays, falsifications et dénaturations dont le but, politique, fut — et l'est toujours — facilement décelable. L'exemple le plus représentatif est la contestation de la continuité des Daco-Romains et des Roumains au nord du Danube et, partant, la contestation du caractère d'ancestrale terre roumaine de la Transylvanie.

Les connotations politiques de la «controverse» sur la continuité des Roumains dans l'espace carpatodanubien-pontique sont facilement identifiables si l'on remonte jusqu'à l'origine du débat.

Les soi-disant questions controversées de l'histoire de notre peuple — sa continuité dans l'espace carpatodanubien-pontique, son unité ethnique, la constitution de l'Etat national unitaire, le rôle des Roumains dans l'histoire universelle — sont en fait de faux problèmes, des problèmes créés artificiellement, afin de servir des buts politiques, pour mettre en doute ou nier les droits du peuple roumain à habiter son territoire national, son existence multimillénaire légitime dans l'aire de l'ancienne Dacie. S'il n'y avait pas eu de raisons politiques de «maintenir ouverts les dossiers de ces controverses», elles auraient disparu depuis longtemps de l'historiographie.

Nous avons affirmé que remontant aux origines des discussions sur la continuité des Daco-Gètes au nord du Danube on peut constater l'étroite association de la recherche historique et de la politique. Pendant la 1<sup>ère</sup> moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, Inochentie Micu invoquait, à l'appui de sa demande d'accorder aux Roumains de Transylvanie l'égalité en droits avec les «nations politiques» de la province (Magyars, Szekler, Saxons), trois réalités fondamentales : les Roumains étaient les habitants les plus anciens de la Transylvanie ; ils étaient les plus nombreux, par rapport à la population des nationalités cohabitantes ; ils supportaient la plupart des charges publiques<sup>3</sup>. Les arguments fournis par Inochentie Micu sont devenus le noyau du programme politique de la lutte d'émancipation nationale qu'ont livrée les Roumains transylvains. Les adversaires de ces actions ont essayé au fil des années d'annihiler la force persuasive des susdits arguments. Si Inochentie Micu avait invoqué l'ancienneté des Roumains en Transylvanie, les ennemis des droits de ces derniers et, ensuite, de l'Union de la Transylvanie à la Roumanie ont essayé de la nier ; ils affirmèrent qu'à l'arrivée des Hongrois en Transylvanie, il n'y avait pas de population roumaine à l'intérieur de l'arc des Carpates ; et cela justement parce que les habitants de la Dacie romaine seraient tous passés au sud du Danube sous l'empereur Aurélien ; ils seraient revenus au nord du Danube après quelques siècles, en tant que pâtres nomades, suivant leurs troupeaux. Ce n'est qu'après l'instauration de l'autorité royale hongroise en Transylvanie que les Roumains y seraient arrivés !

S'il n'y avait pas eu d'intérêts politiques de raviver sans cesse des théories pareilles, elles auraient disparu depuis longtemps, lors de la présentation d'arguments historiques, archéologiques, linguistiques, ethnographiques, logiques accumulés par la recherche historique objective au cours des décennies d'investigation.

Au cours de deux siècles, la négation de la continuité des Roumains au nord du Danube, notamment en Transylvanie, est devenue une forme d'action politique : on contestait les frontières roumaines, on minait l'intégrité territoriale de la Roumanie. La publication «Carpathian Observer», éditée par le soi-disant «Committee of Transylvania» de Rochester (Etats-Unis) — qui déploie une intense activité révisionniste — a publié un supplément intitulé «Transylvania and the Theory of Dace-Roman-Rumanian Continuity» ; la discussion sur la continuité des Roumains y relève des rapports étroits entre histoire et politique. Les organisateurs de ce «Committee of Transylvania» sont adversaires du Traité de Trianon, qui a reconnu l'Union de la Transylvanie à la Roumanie, union votée le 1<sup>er</sup> décembre 1918, à Alba



Julia, par la Grande Assemblée Nationale. Ils se donnent la peine de convaincre l'opinion publique internationale des «graves injustices» dont la Hongrie aurait été la victime suite aux décisions du susdit traité. Et, pour contester les droits du peuple roumain quant à la Transylvanie, ils ont recours à l'arsenal vétuste des falsifications de l'histoire (dans le supplément mentionné on reproduit un article de 1886 où l'on affirme que la langue roumaine est née en... Dalmatie !). Divers procédés de manipulation des faits historiques, d'interprétation tendancieuse des sources sont utilisés à des fins politiques manifestes.

La falsification de l'histoire revêt diverses formes ; elle est illustrée parfois par des formes violentes, dans des textes où abondent les insultes à l'adresse du peuple roumain. C'est le cas de l'ouvrage *Histoire démythifiée de la Roumanie* (Paris, 1979) de l'émigrant hongrois László Árpád, dont la haine pour les Roumains est évidente à chaque page. La falsification est parfois déguisée en recherche «scientifique», prétendument objective, comme si elle n'avait rien à voir avec les préoccupations politiques. C'est le cas de l'ouvrage *Erdély története* (Budapest, 1986), rédigé par un collectif d'historiens hongrois et publié par les Editions de l'Académie des Sciences de la Hongrie. En dépit de l'affirmation que leur recherche est fondée sur le matérialisme historique, les auteurs reprennent toutes les thèses de l'ancienne historiographie hongroise, d'orientation nationaliste, chauvine, y compris celles de la période du régime horthyste, afin de nier que la Transylvanie est une ancestrale terre roumaine, partie intégrante de l'Etat roumain.

Il est surprenant de constater les coïncidences parfaites entre les vues sur la Transylvanie des émigrants hongrois aux Etats-Unis, au Canada et en Europe occidentale, qui ne cachent pas leurs options politiques (l'extrême droite) et des chercheurs d'un pays socialiste, qui affirment avoir pour guide le matérialisme historique !

Les actions de ceux qui falsifient l'histoire du peuple roumain ne visent pas seulement la question de la continuité : il y a des ouvrages où l'on nie l'unité ethnique des Roumains, en soutenant que sur le territoire de l'ancienne Dacie vivent deux peuples romans : il y a des ouvrages où l'on affirme que l'Etat national unitaire roumain «est une union artificielle de territoires hétérogènes, née de la générosité de l'Entente» ; il y a des ouvrages où l'on affirme que les Roumains n'ont jamais été capables, au cours de leur histoire, de faits d'importance européenne ou universelle<sup>4</sup>.

C'est la force de la vérité historique que l'historiographie roumaine oppose à tous ces falsificateurs de l'histoire de notre peuple. Dans la lutte contre les «inventions» et les

«insultes» qui se sont abattues au cours des siècles sur notre passé, l'allié le plus puissant de notre historiographie fut la vérité. Il est très significatif que, pour soutenir leurs thèses, les ennemis de la continuité et de l'unité du peuple roumain ont dû avoir recours et doivent avoir recours à des dénaturations et à des falsifications. Il suffit de dire la vérité historique pour défendre les intérêts supérieurs du peuple roumain ; il n'y a pas de contradiction entre ces intérêts et la vérité. Les historiens roumains ne doivent pas discrediter leurs grands chroniqueurs ; ce fut et c'est toujours le cas du notaire anonyme du roi Bela, «coupable» d'avoir écrit que les tribus magyares arrivées en Transylvanie y avaient trouvé les Roumains organisés en duchés.

La falsification de l'histoire est source de méfiance et de tension dans les rapports entre Etats, entre peuples. L'histoire est ainsi détournée de sa noble mission de guider l'humanité (elle est la *magistra vitae*). «Dans les conditions internationales actuelles — affirmait le président Nicolae Ceaușescu — l'obligation et la responsabilité les plus hautes des historiens sont de tirer de l'immense trésor d'expérience accumulé le long des millénaires, en étudiant le développement de la société, les événements historiques, des enseignements et des conclusions, d'enrichir l'activité présente et future d'enseignements et de conclusions visant l'avance des peuples sur la voie de la civilisation, la paix et le progrès de l'humanité entière»<sup>5</sup>.

La paix et le progrès de l'humanité — voici les idéaux à la réalisation desquels devraient apporter leur contribution les chercheurs, tout ceux qui, violant les principes de l'éthique professionnelle, falsifient l'histoire, causent de graves préjudices aux efforts de liquider les sources de tension et de conflit de la vie internationale, d'instaurer des relations de confiance, d'estime et de collaboration entre tous les Etats de notre planète, si éprouvée. Les falsificateurs de l'histoire doivent comprendre que leur activité est stérile du point de vue scientifique et nuisible du point de vue politique.

<sup>1</sup> Miron Costin, *Opere*, ed. P. P. Panaitescu, București, 1958, p. 243.

<sup>2</sup> Stolnicul Constantin Cantacuzino, *Istoria Țării Românești*, in *Croniciari munteni*, ed. M. Gregorian, vol. I, București, 1984, p. 8.

<sup>3</sup> Pour l'action politique d'Inochentie Micu, voir D. Prodan, *Supplex Libellus Valachorum*, ed. a 3-a, București, 1984, p. 151 et passim. Keith Hitchins, *The Idea of Nation. The Romanians of Transylvania*, București, 1985, p. 41-56.

<sup>4</sup> Cf., par exemple, Attila Kovari, *The Antecedents of Today's National Myth in Rumania, 1921-1965*, Jerusalem, 1983, Ferenc Feher et Agnes Heller, *Hungary 1956 Revisited*, London, 1983.

<sup>5</sup> Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul construirii societății socialiste multilateral dezvoltate*, vol. 20, Editura Politică, București, 1981, p. 336.



# Athènes: LES COLLOQUES DE LA COMMISSION INTERNATIONALE D'HISTOIRE MILITAIRE (16—31 août 1987)

par le major MIHAIL E. IONESCU  
docteur en histoire

Sous l'égide de la Commission Internationale d'Histoire Militaire, dans la capitale de Grèce se sont tenus, du 16 au 31 août 1987, les travaux de deux colloques d'histoire militaire. Le premier de ces colloques — le XII<sup>e</sup> dans la succession de ceux patronés par la Commission Internationale d'Histoire Militaire — a abordé le thème «Les insurrections nationales dans les pays des bassins maritimes de la mer Méditerranée et de l'océan Atlantique, 1789—1921». Des historiens de 25 pays de tous les continents ont participé aux plénums dans le cadre desquels 21 communications ont été présentées. On y a examiné, à partir des faits déroulés dans l'intervalle pris en considération, les différents aspects des processus révolutionnaires dans les espaces nationaux respectifs, ce qui a donné lieu à une approche comparative de ce phénomène historique majeur dans l'évolution des diverses nations. Aussi a-t-on fait ressortir certaines similitudes et différences en ce qui concerne les forces sociales qui ont participé, qui ont initié et dirigé les révolutions nationales; le rôle de l'organisme militaire dans le déroulement de celles-ci, les conséquences sur le système éducationnel de l'armée et sur sa composition sociale, les modalités révolutionnaires de mener la guerre et l'impact

de celles-ci sur l'art militaire du temps etc. En même temps, les communications présentées ont mis en évidence l'attitude des grandes puissances à l'égard du déclenchement et du déroulement des différentes révolutions nationales du XIX<sup>e</sup> siècle, de même que les degrés d'unité du «front intérieur» pendant la période révolutionnaire.

La Commission Roumaine d'Histoire Militaire était présente à ce colloque par la communication Le siècle des révolutions d'émancipation nationale et sociale dans l'histoire moderne de la Roumanie (auteur: le général-lieutenant Ilie Ceaușescu, docteur en histoire). S'étayant sur un riche et vaste matériel documentaire, l'auteur a mis en évidence, des arguments à l'appui, les caractéristiques fondamentales de l'intervalle 1784—1877 dans l'histoire nationale, le définissant comme «le Siècle des Révolutions». Débutant par la révolution populaire dirigée par Horea, Cloșca et Crișan dans le pays roumain de Transylvanie et ayant pour limite chronologique supérieure le fait essentiel de la consécration de l'indépendance d'État de la Roumanie moderne, cet intervalle prouve que, dans l'accomplissement du programme national roumain d'émancipation nationale, la révolution a représenté le levier essentiel.

Le deuxième colloque était une première dans le déroulement des réunions internationales d'histoire militaire. Intitulé «Le premier colloque d'histoire navale», il était consacré aux débats concernant un segment distinct de l'histoire militaire, à savoir l'évolution dans le domaine naval. Le thème général des débats — auxquels participaient des représentants des commissions nationales de 24 pays — a été: «L'introduction des machines à vapeur dans la propulsion des navires des flottes militaires nationales». Au point de vue scientifique, on a relevé des aspects notables de l'évolution des flottes militaires de différents États au siècle dernier, de même que des aspects caractéristiques du déroulement des opérations navales à l'époque de généralisation des machines à vapeur dans la propulsion des navires de guerre. La communication roumaine intitulée: L'importance et le rôle de la flotte militaire dans l'opinion des facteurs de décision de Roumanie (1859—1916) (auteur: le commandant Mihail E. Ionescu, docteur en histoire) a fait ressortir l'effort massif que l'État roumain avait fourni pendant l'intervalle en question — parallèlement à d'autres priorités réclamées par la modernisation des structures étatiques — pour édifier une flotte militaire capable d'assu-



rière la sécurité des frontières maritimes du pays.

Au cours du déroulement des travaux des deux colloques se sont également tenues les séances de travail du bureau directeur de la Commission Internationale d'Histoire Militaire (président : le professeur français A. Corvisier). Pendant ces séances on a établi le thème général de la Conférence Internationale d'Histoire Militaire qui se tiendra dans le cadre du XVII<sup>e</sup>

Congrès International des Sciences Historiques (Madrid, 1990). À la proposition de la commission nationale espagnole on a accepté le thème «L'influence de la pensée militaire sur le mode de déroulement de la guerre aux cinq derniers siècles»; il reste que les réunions internationales des années 1988 et 1989 précisent en grandes lignes le cadre des débats scientifiques en marge de ce généreux sujet.

Les institutions officielles du pays hôte — le ministère de la Défense, le ministère de la Culture, l'état-major de la Marine, la Commission Grecque d'Histoire Militaire — ont assuré un cadre adéquat de déroulement des travaux, qui ont, sans nul doute, marqué un véritable pas en avant vers la connaissance historique dans des domaines de référence. C'est là une preuve de la nécessité des contacts entre les historiens.

## Le trésor monétaire de Vadu (XV<sup>e</sup> — XVII<sup>e</sup> siècles), remarquable découverte archéologique

Le trésor découvert le 9 septembre 1987 dans la forteresse d'Armanul Negru (Karaharman), village de Vadu, commune de Corbu, département de Constanța permet aux fouilles archéologiques entreprises par le Centre d'Etudes et Recherches d'Histoire et Théorie Militaires sur la bande littorale comprise entre le lac de Sinoe et le cap de Midia d'ouvrir des horizons nouveaux aux possibilités de reconstituer la vie aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles dans les contrées baignées par la mer Noire.

Longtemps considéré comme le lieu où se dressait la fameuse Histria — jusqu'à ce que le Français Ernest Desjardins, dans sa mission archéologique au Bas-Danube (1868) ait exploré les monumentales ruines se trouvant près de Karanasuf (aujourd'hui Histria), les fouilles inaugurées en 1914 sous la direction de Vasile Pârvan confirmant cette identification — le village de Vadu est resté jusqu'à l'époque de la seconde guerre mondiale seulement un endroit où l'on avait découvert accidentellement des sculptures et des inscriptions antiques. De ces dernières, il convient de mentionner le célèbre décret d'Apaturios à l'honneur d'Aristagoras : le décret évoque l'époque de Burebista, lorsque les Gètes étaient «maîtres de la région et du fleuve»<sup>1</sup> jusqu'à Histria. Des révélations historiques n'allaient pas manquer dans les années à suivre non plus ; c'est toujours à Vadu qu'on a découvert la splendide tête de marbre supposée de l'empereur Antonin le Pieux (138—161). Une fois reprises les recherches à Histria (1949), le collectif du grand chantier

archéologique (l'académicien Emil Condurachi et ses collaborateurs) a dirigé son attention sur le village de Vadu également ; les fouilles qu'on y a réalisées (1952) ont mis en évidence la diversité du matériel archéologique, depuis l'époque archaïque et jusqu'au bas Moyen Age<sup>2</sup>. On y a confirmé l'existence et le développement, sur le plateau appelé Gyaurköy, d'un village datant du premier âge du fer ; on y a découvert des huttes préféodales et modernes ; puis le village de Vadu n'a plus suscité d'intérêt archéologique spécial.

Une inscription que Grigore Tocilescu a découverte dans le village même et publiée en 1884 et une autre découverte faite dans les ruines d'une courtine à Histria ont conduit à l'identification à Vadu de l'antique Vicus Celeris, agglomération rurale ainsi appelée d'après le nom du fondateur d'une villa, au I<sup>er</sup> siècle n.è.<sup>3</sup>, aux environs de laquelle allait prospérer le vicus.

Ce qui suivit resta longtemps trouble. Le regretté professeur Radu Vulpe remarquait en 1938 qu'«à part les différentes études à caractère surtout historique — dont il convient de mentionner en premier lieu les remarquables ouvrages des MM. N. Iorga, N. Bănescu, Gh. I. Brătianu — on n'a fait aucune recherche spéciale sur les vestiges du passé plus récent et assez obscur de la Dobroudja»<sup>4</sup>. Mais un nouveau pas allait être fait une fois parue l'étude de Teodor Mateescu, reconstitution fondée sur des sources écrites de la ville disparue de Karaharman (Armanul Negru)<sup>5</sup>.

Le chantier archéologique de Vadu — inauguré à l'été de 1981 par le Centre d'Etudes et Recherches d'Histoire et Théorie Militaires (chercheur : Sergiu Iosipescu) et le Musée d'Histoire nationale et archéologie de Constanța (chercheurs : G. Custurea et C. Cheza) — allait relever, dans les campagnes communes de 1981—1983 des deux institutions, la complexité du thème de recherche dans les conditions de la frontière maritime et de son





Le collectif du site archéologique de Vadu

habitat spécifique. L'étude de la région par des photos prises de l'avion, avec l'appui de la Direction Topographique Militaire, et des périégèses, un nouveau examen critique des sources ont permis tant la restitution du paysage géographique antique et moderne de la région<sup>6</sup>, que l'orientation des fouilles.

Orientées à l'aide de photos prises de l'avion, les fouilles ont mis au jour tant les entrepôts situés sur le bord de l'ancien chenal navigable que les fondements de la forteresse de Karaharman (Armanul Negru). Construite de blocs de calcaire et même de parties de temples transportées de Histria, la forteresse reproduit fidèlement le château central de Cetatea Albă, fondée par Etienne II, voïvode moldave.

Comprenant peu à peu toute la région circonvoisine, les recherches de Vadu ont démontré la continuité de la présence des habitants d'Armanul Negru, à l'époque de la domination ottomane.

Le trésor monétaire datant des XIV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles découvert le 9 septembre 1987 à Armanul Negru témoigne de l'ampleur des échanges commerciaux qu'on y effectuait. La quantité d'or — 612 grammes (176 monnaies), avant le nettoyage — et d'argent — plus de 1 kg (71 monnaies) — constitue un premier indice. C'est la diversité des monnaies qui a constitué une véritable révélation : presque 150 sequins vénitiens, 47 thalers espagnols, 17 ducats d'or et 23 thalers émis par les villes et les duchés du Saint Empire romain germanique, cinq ducats d'or des Provinces-Unies (Pays-Bas), une monnaie d'or émise en Bourgogne et seulement sept ducats ottomans. Le grand nombre de monnaies vénitiennes — Venise était une grande puissance maritime à l'époque — illustre l'importance que revêtaient au XVII<sup>e</sup> siècle les relations des ports de la mer Noire avec le bassin méditerranéen. L'affluence en Dobroudja des monnaies d'or provenant de Venise, des Pays-Bas, de Nürnberg, de Francfort, d'autres villes du Saint Empire romain germanique a une grande importance pour l'histoire de la Roumanie. C'est par le port d'Armanul Negru qu'exportaient leurs produits les pays roumains, eux-mêmes une étape essentielle dans le commerce international sur le Danube vers la mer Noire. Le trésor découvert à Vadu fournit des explications des phénomènes économiques de l'époque de Constan-

tin Brîncoveanu, des rapports avec l'Italie, avec Venise notamment. Il met également en évidence le mécanisme des grands dépôts de Constantin Brîncoveanu à Zecca (Venise), capital mentionné dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle aussi.

De même, la découverte confirme l'appréciation — considérée jusqu'ici comme surprenante — du moine Emilio Portelli d'Ascoli Piceno conformément à laquelle Armanul Negru («Carà arman») était le port principal du littoral occidental de la mer Noire<sup>7</sup>.

L'importance historique de la découverte ne doit pas ombrer la valeur numismatique et artistique du trésor. La plupart des monnaies ont été émises après la révolution que connut la technique de la frappe : au début du XVII<sup>e</sup> siècle, les cylindres et les matrices ont remplacé le martelage. Il faut y ajouter l'influence, toujours plus manifeste, du baroque : une rare maîtrise caractérise la réalisation des effigies. Les sequins vénitiens «standardisés» constituent une série monotone — y sont représentés presque tous les doges depuis Nicola da Ponte (1578—1585) jusqu'à Alvise Contarini (1676—1684) ; les ducats et les thalers émis dans le Saint Empire romain germanique reproduisent les portraits d'empereurs contemporains à Alexandru Lăpușeanu. Michel le Brave, Matei Basarab, Mihnea III, Șerban Cantacuzino. Sur les monnaies des Provinces-Unies datant de la même époque, époque de la première union des pays roumains (1600) et des luttes de Radu Șerban (1602—1611) et Matei Basarab il y a un fantassin en armure, l'épée à la main gauche et les éclairs à la main droite, représentation symbolique de la guerre d'indépendance contre l'Espagne. Le trésor de Vadu est un véritable échantillon de la gravure aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles, un témoignage iconographique de premier rang de l'histoire européenne ; à la valeur de l'or s'ajoutent la valeur historique et archéologique, la valeur numismatique et la valeur artistique des monnaies. Aussi le trésor découvert le 9 septembre 1987 à Vadu acquiert-il une importance de premier rang dans le patrimoine culturel du peuple roumain.

<sup>1</sup> Inscriptiile din Scythia Minor, vol. I. ed. Dionisie M. Pippidi. București, 1983, p. 141, 142.

<sup>2</sup> Santierul Histria, in «SCIV», IV, 1—2/1953, p. 145—146.

<sup>3</sup> Vasile Părvan, Histria, VII. Inscriptiile găsite în 1916. 1921 și 1922 în «AARMSt», s.III, t.II, 1928, p. 78, 79—81 ; Radu Vulpe, Histoire ancienne de la Dobroudja, in La Dobroudja, Bucarest, 1938, p. 196.

<sup>4</sup> Radu Vulpe, op. cit., p. 39—40.

<sup>5</sup> Tudor Mateescu. Une ville disparue de la Dobroudja — Karaharman, in «Tarih Enstüsü Dergisi», 20, 1971, p. 297—343.

<sup>6</sup> Sergiu Iosipescu. Dans la mer Noire pendant l'antiquité et le moyen âge, en louchant à la recherche de l'ancienne bouche sud du Danube, in «Revue Roumaine d'Histoire», XXI, 2/1982, p. 283—302.

<sup>7</sup> Andrei Pippidi. Călători italieni în Moldova și noi date despre navigația în Marea Neagră în secolul XVII, in «AIIAI», XXII, 2, 1985, p. 614—616.



## HISTOIRE MILITAIRE DU PEUPLE ROUMAIN,

tome IV,  
Editions Militaires,  
Bucarest, 1987

L'historiographie roumaine connaît un nouveau et remarquable événement éditorial, un authentique acte de culture : la parution aux Editions Militaires du quatrième tome de l'**Histoire militaire du peuple roumain**.

Le quatrième tome, les tomes antérieurs ont été réalisés sous l'égide de deux institutions scientifiques prestigieuses : la Commission Roumaine d'Histoire Militaire et le Centre d'Etudes et Recherches d'Histoire et Théorie Militaires. Les auteurs forment un prestigieux collectif de spécialistes coordonné par le réputé historien général-lieutenant Ilie Ceaușescu, docteur en histoire.

Conçu et réalisé dans l'esprit des idées comprises dans le Programme du Parti Communiste Roumain, des principes novateurs que renferme l'œuvre du président Nicolae Ceaușescu, le tome présente et examine l'évolution complexe du phénomène militaire roumain entre 1784 et 1878, période qui peut être appelée à juste titre, dans l'histoire du peuple roumain, «le siècle des révolutions» de libération sociale et nationale.

L'ouvrage se fait remarquer en premier lieu par sa documentation riche et variée ; aux documents

connus et inédits de l'époque, aux articles de journaux s'ajoutent des ouvrages, études, articles, notes, etc. publiés le long des années et que les auteurs mettent à profit lors de l'interprétation compétente de l'évolution de l'armée roumaine, des traits spécifiques de l'effort militaire fourni par le peuple roumain pour la réalisation de ses idéaux de progrès et de liberté nationale.

Les grands événements qui jalonnent l'évolution du phénomène militaire roumain dans la période historique considérée font partie intégrante des traditions de lutte du peuple roumain et s'inscrivent de manière directe dans l'effort permanent des générations antérieures pour la libération sociale et nationale, pour la justice, la liberté, l'indépendance et l'unité. La période qu'examine l'ouvrage justifie pleinement la dénomination de «siècle des révolutions» de libération sociale et nationale ; le contenu du processus révolutionnaire que connut cette époque réside dans la nécessité de réaliser étape par étape le programme de la lutte de libération sociale et nationale, élaboré et poursuivi avec esprit de suite dans la période antérieure.

L'ouvrage commence par la présentation des significations historiques de la révolution populaire de 1784 de Transylvanie, dirigée par Horea. Cloșca et Crișan ; c'est l'événement qui a inauguré le «siècle des révolutions». Ce soulèvement a mis en évidence la crise organique de la société féodale, la nécessité de transformations économiques et sociales, de changements conformes au droit du peuple roumain

de se développer dans son propre cadre national.

L'examen du caractère social, national et militaire du soulèvement des paysans roumains transylvains démontre de manière significative que le mouvement en question a été organisé, qu'il a été préparé du point de vue psychologique, qu'il a eu un programme et une armée de dizaines de milliers de paysans, enrichissant la pratique militaire nationale de nombreux éléments spécifiques de la guerre de tout le peuple et annonçant les principes de la doctrine militaire nationale.

Dans les décennies suivantes, jusqu'en 1821, la vie militaire roumaine s'est caractérisée par l'existence, aux côtés des forces militaires créées sur l'initiative des voïvodes et des troupes armées des cours principières et seigneuriales, de formations populaires organisées d'habitude suivant des critères territoriaux ; il convient de mentionner dans ce sens les *plăeși, potecași, paștiri*, etc.

L'ouvrage attache une attention particulière à la Révolution de 1821 dirigée par Tudor Vladimirescu, moment important dans la lutte pour conquérir la liberté nationale et la justice sociale, pour briser le joug étranger, pour affirmer les droits légitimes du peuple roumain.

Adoptant les objectifs fondamentaux de la révolution de Horea — qui affirmait, comme le montre Nicolae Bălcescu, «les droits de la nation roumaine et le programme politique et social des révolutions futures» — la révolution dirigée par Tudor a créé, comme une nécessité pressante, son propre instrument militaire : l'«Assemblée du peuple».



L'armée de la révolution, formée de membres de différentes couches sociales, ayant donc une ample base sociale, organisée suivant des principes modernes, était dotée de matériel de guerre satisfaisant ; elle était formée des corps principaux de l'époque : infanterie, cavalerie, artillerie, éléments de génie et de services. Instruites, disciplinées, les troupes dirigées par Tudor Vladimirescu, conscientes et animées de la volonté d'accomplir la mission libératrice qui leur revenait, ont représenté le bras armé de la révolution, une force redoutable dans l'évolution des événements. Vaincue suite à l'intervention militaire étrangère, la révolution de 1821 n'a pas pu réaliser ses objectifs sociaux et nationaux.

Dans la période qui suivit, la génération de 1848 — formée dans l'esprit de la révolution de Tudor, dominée par la personnalité de celui-ci, devenu symbole national —, les forces patriotiques roumaines ont milité avec esprit de suite pour l'organisation et le renforcement de l'armée, appelée à reconquérir les «libertés anciennes» : l'union et l'indépendance et à participer au progrès général du pays.

L'ouvrage souligne le fait que les pays roumains, bien que se trouvant sous le contrôle sévère des Empires ottoman et russe, ont réussi à éviter la transformation de leurs armées en des troupes auxiliaires de l'une ou l'autre des armées des grandes puissances ; l'armée roumaine a peu à peu acquis de l'individualité. Dans la période antérieure à la révolution de 1848, l'institution militaire roumaine a connu un important processus de développement : on est parvenu à cristalliser graduellement un organisme militaire à caractère national accentué qui est devenu une présence active dans la vie de la société roumaine.

Cette partie de l'ouvrage présente et examine la création d'organes de commandement propres : l'état-major de l'armée, l'Administration Centrale (le futur Ministère de la Guerre), l'état-major princier et le Conseil militaire ; c'est dans cette même période qu'augmentent les effectifs de l'infanterie et de la cavalerie, qu'on crée de nouveaux corps de l'armée : artillerie, armée de mer, pompiers, qu'on inaugure le service sanitaire et qu'on pose les fondements de la justice militaire. Ces mesures se sont accompagnées de la réorganisation des formations militaires territoriales : les *dorobanți*, *cordonași* et *potecași* en Valachie et les *slujitori* et *plăeși* en Moldavie. Des attributions similaires à celles des formations territoriales des Principautés Roumaines avaient les régiments de gardes-frontières de Transylvanie, dont quelques-uns étaient formés exclusivement de Roumains.

Provoquée par des conditions similaires, proclamant des objectifs communs, la Révolution roumaine de 1848—1849 a eu un caractère unitaire dans tous les trois pays roumains ; au centre des événements révolutionnaires il y avait des objectifs sociaux et nationaux qui intéressaient les catégories sociales les plus diverses, qui correspondaient aux aspirations vers l'affirmation indépendante de la nation roumaine. Ces événements ont mis en pleine lumière l'immense potentiel révolutionnaire du peuple, sa réceptivité aux idées fondamentales du progrès social, la puissante affirmation de la conscience de l'unité nationale.

Dans ce cadre, les auteurs ont consacré un ample espace à la présentation et à l'examen du rôle de l'armée, armée qui a constitué un facteur important dans le déroulement de la révolution. Par conséquent, aux côtés de

l'armée régulière, on a créé des structures militaires organisées d'après le critère territorial — régiments de *panduri* et *volintiri* en Valachie, gardes nationales, formées surtout en Transylvanie —, structures qui réunissaient la plupart des forces à même de mener une guerre populaire de défense.

L'armée a fait ses preuves pendant la révolution. S'opposant à une armée ottomane d'invasion, la garnison de Bucarest a écrit, à l'occasion de la lutte du 13/25 septembre 1848, une page glorieuse de prouesse dans le livre des traditions de lutte du peuple et de l'armée roumains. Dans les Monts Apuseni, les soldats-payans dirigés par Avram Iancu ont organisé la résistance active contre les forces réactionnaires étrangères ; ce fut une des épopées les plus dramatiques de l'histoire des luttes des Roumains pour l'émancipation sociale et nationale.

La Révolution roumaine de 1848 a été réprimée par les forces armées des Empires ottoman, des Habsbourg et russe ; le dernier à avoir été vaincu fut Avram Iancu, dans les Monts Apuseni.

Les grands idéaux de la Révolution roumaine de 1848—1849, pour lesquels avaient lutté de larges masses du peuple roumain, allaient être matérialisés après une décennie ; le 24 janvier 1859, par l'«acte énergique de la nation roumaine entière» on a jeté les fondements de l'Etat national moderne, par l'union de la Moldavie avec la Valachie.

L'ouvrage souligne les modifications quantitatives et les transformations qualitatives produites dans le domaine militaire après 1859 ; c'est à cette époque qu'on a créé, sur des bases modernes, le système militaire national. L'unification à l'échelle nationale de l'organisme militaire, la modernisation de l'ar-



mée, la création d'un système complexe de défense des frontières ont sensiblement contribué à renforcer la surêté et à augmenter le prestige de l'Etat roumain. L'armée a participé de manière active à toutes les grandes actions sociales et politiques, a appuyé le programme de réformes d'Alexandru Ioan Cuza, exerçant une influence bénéfique sur tous les domaines de la vie économique, sociale, politique et culturelle.

L'union des Principautés Roumaines, ainsi que les réformes à caractère bourgeois-démocratique qui suivirent ont créé des conditions nouvelles, favorables à l'accélération du développement du pays. Dans ce contexte, la nécessité de conquérir l'indépendance d'Etat était pressante. L'idéal tant chéri a été réalisé en 1877, par la lutte héroïque de l'armée roumaine.

Les huit chapitres consacrés par l'ouvrage à la guerre d'indépendance de 1877—1878 présentent et examinent minutieusement les préliminaires politiques et militaires de la guerre pour l'indépendance totale d'Etat, les actions antérieures à la campagne proprement dite, la contribution de l'armée roumaine à la conquête de Plevén et de la région de Vidin, la reconnaissance internationale de l'indépendance de la Roumanie.

Le grand acte historique de la conquête de l'indépendance fut l'expression de la volonté de liberté du peuple roumain entier, volonté illustrée par l'héroïsme populaire, par le dévouement de tous ceux qui ont participé aux luttes, qui sont tombés au champ d'honneur. L'unanimité de la participation du peuple, animé de l'amour de la patrie et de la liberté, à la guerre d'indépendance a été relevée dans toute sa grandeur par les mémorables

faits d'armes des dorobanți, roșiori, călărași et artilleurs roumains ayant inscrit des pages glorieuses d'héroïsme dans les batailles de Grivița, Rahova, Plevén ou Smârdan.

On met en évidence le puissant écho de la guerre d'indépendance parmi les Roumains habitant les provinces sous domination étrangère. Des volontaires de Transylvanie et de Bucovine ont passé les frontières courant des risques afin de joindre les troupes roumaines, de contribuer au grand effort économique et militaire visant la conquête de l'indépendance. Cela illustre tant l'adhésion des masses à l'idéal de l'indépendance que l'espoir du parachèvement prochain de l'unité nationale. La participation des Roumains des provinces encore soumises à la domination étrangère «à la guerre d'indépendance, sous le drapeau roumain a constitué une page impressionnante de solidarité nationale dans la réalisation d'une des aspirations les plus grandes de notre peuple entier», soulignait le camarade Nicolae Ceaușescu, secrétaire général de notre parti.

Le dernier chapitre de l'ouvrage tire les conclusions; ce sont des conclusions remarquables par leur caractère novateur. La qualité de l'ouvrage est augmentée par les nombreux schémas, cartes, photos, graphiques, etc.; une bibliographie sélective, un glossaire qui réunit des termes de spécialité, une liste d'abréviations et un index général complètent le tome.

Réalisé avec rigueur scientifique, l'ouvrage s'impose par la richesse des informations et des idées, par sa conception et sa structure, par l'ample perspective de l'examen de l'histoire militaire du peuple roumain, par l'objectivité et la finesse des analyses. Il offre aux

lecteurs les dimensions de l'héroïsme qui caractérise notre histoire nationale et qui confère au peuple roumain la distinction de la dignité et du courage, de hautes vertus morales prouvées le long des siècles dans l'effort permanent pour l'affirmation des idéaux de justice, liberté et indépendance.

**NICOLAE PETREANU**

Professeur d'université  
docteur en histoire

## 1918 CHEZ LES ROUMAINS DOCUMENTS INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

La parution des six volumes de documents réunis sous le titre **1918 chez les Roumains. Le parachèvement de l'unité nationale-étatique. Sa reconnaissance internationale\*** constitue indiscutablement un remarquable événement de l'édition, une réalisation authentique de l'historiographie roumaine actuelle. L'ouvrage, paru sous l'égide de la Direction Géné-

\*) 1918 la români. Desăvîrșirea unității național-statale a poporului român. Documente externe, vol. I, (1879—1916), vol. II (1916—1918), Bucureștii 1983; Desăvîrșirea unității național-statale a poporului român. Recunoașterea ei internațională 1918. Documente interne și externe, vol. III, (august 1918—iunie 1919), vol. IV (iulie 1919—octombrie 1919), vol. V (noiembrie 1919—ianuarie 1920), vol. VI (februarie 1920—decembrie 1920), 1986.



rale des Archives de l'État, est élaboré par un vaste collectif de chercheurs et collaborateurs, coordonné par les historiens Mircea Muşat, Ion Ardeleanu et Vasile Arimia. Le rapide épuisement des volumes des rayons des librairies est une preuve concluante de l'intérêt vif, permanent, des lecteurs de notre pays, y compris des spécialistes, à l'égard des documents historiques, surtout de ceux qui se rattachent aux moments essentiels de la tourmentée histoire multi-millénaire du peuple roumain.

Fruit d'une activité impressionnante déployée dans les archives, les bibliothèques et les musées de notre pays et de l'étranger afin d'identifier, choisir, transcrire, corriger et unifier sous rapport thématique les documents, l'ouvrage comporte un total de 922 pièces, publiées en ordre chronologique, pour la plupart inédites, reproduites en original et dans leur traduction roumaine. Ont été étudiés et choisis des documents provenant d'Angleterre, Autriche, Belgique, Suisse, France, R. F. d'Allemagne, R. D. Allemande, Italie, R.S.F. de Yougoslavie, R. P. Polonaise, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Turquie et R. P. Hongroise, de même que de notre pays. Il convient de remarquer que c'est pour la première fois que l'on publie intégralement, dans la littérature roumaine de spécialité, les textes des conventions d'armistice dans lesquelles la Roumanie fut, directement ou indirectement, impliquée entre 1918 et 1919, les traités de paix avec l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie et la Turquie, le traité des Minorités et le Pacte de la Société des Nations — documents officiels à caractère et valabilité internationaux, d'une importance cardinale pour les destins du peuple roumain

dans les années qui ont fait suite à la première conflagration mondiale.

L'importance particulière des six volumes de documents 1913 chez les Roumains, qui totalisent près de 4 000 pages, réside dans le fait que, dans la plupart des cas, ils représentent l'opinion officielle des différents États, notamment européens, la reconnaissance de la justesse de la cause du peuple roumain et des efforts qu'il a fournis, après la conquête de l'indépendance absolue d'État, pour accomplir son idéal le plus haut : la création de l'État roumain unitaire. Les documents — ceux de provenance étrangère, qui sont dans leur majorité des rapports et du courrier diplomatique appartenant à des chefs d'État et de gouvernement, à des ministres, des diplomates, des personnalités militaires, des correspondants de presse etc. — prouvent une fois de plus, à côté des documents intérieurs, que la création de l'État national roumain unitaire en 1918 est l'œuvre historique et héroïque des masses populaires, de tout le peuple roumain, étant le résultat naturel de ses aspirations, de ses efforts et de sa lutte multiséculaire.

Le contenu des documents met en évidence le fait que l'édification de l'État national unitaire a été la résultat d'un long processus, des luttes successives livrées par plusieurs générations, des efforts de toute la nation roumaine. Le caractère juste de cette grandiose réalisation a été, est et sera démontré par sa durabilité, car pour les Roumains, l'acte de 1918 a répondu à une nécessité objective du développement historique. Les Roumains n'ont demandé ni la permission ni l'appui des grandes puissances européennes pour réaliser leur idéal, ils n'ont pas attendu que la diplomatie interna-

tionale ou la Conférence de paix de Paris décident de leur sort; ils ont agi eux-mêmes, ont fait ce qu'ils leur semblait nécessaire de faire. «Le déroulement des événements historiques — souligne le camarade Nicolae Ceauşescu — démontre de la manière la plus catégorique que l'Union a été non pas l'effet du hasard, le fruit d'une simple conjoncture favorable ou des ententes survenues à la table des négociations, mais le résultat de la lutte décisive des masses les plus larges du peuple, un acte de profonde justice nationale, la réalisation d'une concordance objective entre, d'une part, la réalité objective et les droits inaliénables du peuple et, d'autre part, le cadre national réclamé par ces réalités. Le traité de paix ultérieurement conclu n'a fait que consacrer l'état de fait existant, la situation créée par suite de la lutte des masses populaires de Roumanie et de Transylvanie, de notre peuple tout entier».

En parcourant les textes des documents inclus dans les volumes 1918 chez les Roumains on éprouve un sentiment de légitime fierté nationale : les luttes du peuple roumain pour l'édification de l'État national unitaire ont été reconnues par les générations du temps, par des personnalités politiques et diplomatiques, de même que par la Conférence de paix, qui les a consacrées par des traités internationaux; le peuple roumain n'a rien reçu de la part des grandes puissances, réunies à la table des négociations à la fin de la première conflagration mondiale.

Les volumes I—II et III—IV bénéficient, sous la signature des coordonnateurs de l'édition, d'études introductives consistentes — précieux guide, permettant aux lecteurs de mieux comprendre les événements historiques de l'année révo-



lutionnaire 1918 —, de même que d'un ample indice alphabétique de personnes, localités et événements, de la liste des documents, en roumain et anglais, d'une riche et significative iconographie. Il est difficile, sinon injuste ou impossible d'établir lequel des 922 documents est le plus important, le plus riche de significations historiques, car chacun d'entre eux possède sa valeur distincte et, par l'ensemble de l'ouvrage, ils donnent une image unitaire des immenses efforts fournis par le peuple roumain pour édifier l'État national unitaire et le faire reconnaître sur le plan international.

Outre les conventions d'armistice, avec leurs implications sur la Roumanie et les traités de paix, signalons quelques autres documents : **18**, le Rapport du consul général britannique à Budapest, Sir Arthur Nicolson, sur la situation politique en Transylvanie (1891); **70**, le Rapport de O. Czernin adressé à L. Berchtold, sur l'état d'esprit en Roumanie et la politique austro-hongroise visant à attirer celle-ci de son côté (Bucarest, 8 janvier 1914); **237**, la Convention militaire conclue entre la Roumanie et les Puissances de l'Entente, sur les conditions d'entrée de la Roumanie en guerre (Bucarest, 1916, août 4/17); **316**, le Rapport du général feldmaréchal August von Mackensen, adressé à Wilhelm II, exprimant la conviction que l'armée roumaine se trouvait en un état de discipline ferme (1917, décembre 18/31); **442**, le Télégramme de Saint-Aulaire mentionnant le droit de la Roumanie à réaliser ses aspirations nationales (1918, décembre 13/26); **670**, la Proclamation du Commandement des troupes roumaines de Transylvanie adressée à la population de Budapest (1919, août 5); **695**, Compte rendu attestant la distri-

bution de nourriture, provenant de la ration des soldats roumains, à 400 enfants et personnes invalides (1919, août 20, Budapest); **816**, Discours prononcé par Ion I. C. Brătianu à la Séance de l'Assemblée des Députés sur la politique de la Roumanie pendant la guerre et la Conférence de paix (1919, décembre 16); **832, 833, 834, 835, 836, 857, 883**, Mémoires de la délégation roumaine à la Conférence de paix concernant les droits des Roumains et la légitime reconnaissance internationale de l'État roumain unitaire (1919—1920); la Décision du Conseil Suprême Allié où l'on affirme que les principales Puissances Alliées se prononcent en faveur de la réunification de la Bessarabie avec la Roumanie (1920, mars 3, Londres); **921**, Étude sur la continuité de l'élément roumain en Bessarabie (1920).

«L'histoire — soulignent les coordonnateurs de l'édition — a été une seule, les faits sont des faits et ils ont été tels que les présentent les documents du temps. Ils permettent de dégager des conclusions pour l'avenir, faisant ainsi de l'histoire un miroir qui reflète la vérité, un moyen de connaissance mutuelle et de rapprochement entre tous les peuples de notre planète». **1918 chez les Roumains. Documents intérieurs et extérieurs** constitue, sans nul doute, une éclatante victoire de l'historiographie roumaine contemporaine, un précieux trésor pour l'investigation complexe et toujours plus approfondie de l'un des moments cruciaux de l'histoire multimillénaire du peuple roumain — l'édification de l'État national unitaire en 1918.

Lieutenant-colonel  
AUREL PENTELESCU

## LA RÉPUBLIQUE CHEZ LES ROUMAINS IDÉAL ET ACCOMPLISSEMENT,

Editions Militaires,  
Bucarest, 1987

À la veille du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'événement crucial du 30 décembre 1947, les Éditions Militaires ont fait paraître un nouvel ouvrage traitant d'un thème généreux : l'accomplissement d'un des idéaux fondamentaux de la nation roumaine — la République. Les deux cents pages de l'ouvrage, riches en informations et en commentaire d'interprétation, écrites avec rigueur, forment un livre de référence, utile pour tout chercheur se penchant sur la problématique respective. L'ouvrage recompose un véritable fresque du devenir de l'idéal de la République, de l'accomplissement de cet idéal et des transformations révolutionnaires qui se sont produites sur les terres des Carpates et du Danube dans les années qui ont passé depuis la proclamation de la République.

Les masses populaires ont lutté déjà à partir du moyen âge pour une forme de gouvernement démocratique, pour la justice et la liberté sociales. Les idées républicaines se sont développées et ont acquis des expressions qualitativement supérieures dans le contexte de l'apparition et de la cristallisation des rapports capitalistes, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle. La pensée socio-politique républicaine — souligne l'auteur — est entrée dans une phase nouvelle, supérieure, pendant et après la révolution



de 1821, conduite par Tudor Vladimirescu, pour lequel «la patrie, c'est le peuple, et non pas la clique des oppresseurs». Des personnalités marquantes de la vie publique roumaine ont soutenu et propagé la nouvelle forme de direction et d'organisation de la société (Ioan Codru-Drăgușanu, Dimitrie Filipescu, Nicolae Bălcescu, Simion Bărnuțiu, C. A. Rosetti, Al. Candiano-Popescu, le général Nicolae Golescu, Al. Beldiman, Gh. Panu, C. Mille, N. D. Cocea), de même que des artistes et écrivains (dont Ion Luca Caragiale, George Cosbuc, Octav Băncilă, Tudor Arghezi, etc.).

Le mouvement ouvrier et socialiste accorda une attention particulière au desideratum de l'instauration de la République : celui-ci figurait au programme du Parti Social-Démocrate des Ouvriers de Roumanie. L'auteur signale que dans le programme du premier parti politique de la classe ouvrière de Roumanie étaient également inscrites des mesures relatives au travail éducatif dans les rangs des soldats, la caserne y étant conçue comme un laboratoire, comme une école de formation de la conscience révolutionnaire des militaires. Un moment historique d'une importance essentielle pour l'élévation sur un échelon supérieur, décisif, des traditions révolutionnaires se fondant sur l'idée républicaine fut représenté par la création, en 1921, du Parti Communiste Roumain — continuateur des plus avancées traditions révolutionnaires du peuple roumain. L'auteur met en lumière la position élastique qui fut celle du parti communiste dans ses actions consistant à attirer les cadres militaires du côté des forces progressistes, révolutionnaires. Dans des circonstances particulièrement graves, au moment où la situation internationale évoluait rapidement vers le déclenchement

d'une nouvelle conflagration mondiale, les appels du Parti Communiste Roumain à l'unité pour la sauvegarde des intérêts du pays résonnaient comme la voix authentique de la conscience nationale. L'auteur souligne puissamment l'appréciation particulière que le parti accordait à l'activité révolutionnaire du camarade Nicolae Ceaușescu, à sa vision et à son discernement politiques, à son dévouement ardent à la cause de la liberté de la patrie, à son courage, sa fermeté et son intransigeance révolutionnaires.

En vue d'attirer l'armée aux rangs des composantes de la résistance nationale antifasciste, le parti communiste a déployé une activité intense, agissant notamment, comme le souligne l'auteur, sur deux directions d'action principales : clarification idéologique des masses de militaires, d'une part, et, d'autre part, contacts directs ou par le truchement de personnalités politiques bourgeoises, avec des cadres supérieurs de l'hierarchie militaire qui se prononçaient pour la réalisation des desiderata nationaux. La politique adoptée par le Parti Communiste Roumain à l'égard de l'armée dans les moments décisifs de la préparation de la révolution d'Août 1944 avait pour fondement l'appréciation, juste, que l'armée était liée aux intérêts vitaux de la nation et tenait compte de l'état d'esprit antifasciste et antihitlérien qui existait chez les militaires.

Après *L'évolution de l'idée de République chez les Roumains*, l'ouvrage continue par trois grands chapitres, disposés dans un ordre logique et se complétant l'un l'autre : Le premier, intitulé *L'intégration de l'armée dans l'ensemble des transformations révolutionnaires de la société dans la période ayant précédé l'instauration de la République* (23 Août 1944

— décembre 1947), traite de l'événement cardinal dans la vie de la société roumaine représenté par la révolution d'Août 1944, de la présence de l'armée dans les actions déployées pour l'instauration du gouvernement du 6 mars 1945, ainsi que de l'amplification du processus de transformation de l'armée après cet événement. Le chapitre *Significations politiques et militaires de la proclamation de la République* est structuré comme il suit : préliminaires de la proclamation de la République ; le plan du P.C.R. pour l'abolition de la monarchie ; le serment solennel prêté par l'armée à la République et l'écho au rang des militaires. La dernière partie de l'ouvrage traite des *Mutations qualitatives survenues dans la vie de l'État roumain et de l'armée dans les années de la République*. On y analyse l'évolution de l'armée dans les années de la république populaire, des profondes transformations révolutionnaires accomplies dans le contenu et l'essence de l'État dans la période inaugurée par le IX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Roumain, de l'évolution de l'armée roumaine dans la période inaugurée par le IX<sup>e</sup> Congrès et de la conception du camarade Nicolae Ceaușescu relative au rôle et à la place de l'armée dans la société socialiste roumaine.

Il convient de remarquer, en conclusion, la richesse et la qualité de la documentation de l'auteur — reflétée dans un riche appareil critique —, qui constitue des fondements solides de l'ouvrage, ainsi que la concision et la clarté — traits essentiels pour un ouvrage scientifique — qui servent au mieux l'objectif du livre : celui d'informer et d'éduquer ses lecteurs.

MIRCEA SOREANU



## LE GÉNÉRAL BERTHELOT ET LA ROUMANIE\*

Les mémoires du général Henri Berthelot — chef de la mission militaire française en Roumanie pendant les années de la participation de notre pays à la Première Guerre mondiale — ont été publiés cette année pour la première fois, grâce à l'initiative du prestigieux historien américain Glenn E. Torrey, professeur à l'Emporia State University — Kansas.

L'auteur de l'édition — éminent spécialiste et connaisseur des problèmes de l'histoire roumaine, notamment de la période de la participation de la Roumanie à la Première Guerre mondiale\*\* — ne s'est pas proposé de publier intégralement les mémoires du général français, se limitant aux séquences liées à l'activité de celui-ci en qualité de chef de la mission militaire française en Roumanie.

Les mémoires sont précédés d'une remarquable étude introductive à caractère biographique, qui présente au lecteur, outre le portrait physique-psychique du général français, une série de traits essentiels de la personnalité militaire du personnage, même en France. Pour réaliser ce livre, l'auteur américain a consulté non seulement les archives et

les bibliothèques des États-Unis, mais aussi celles de France et de Roumanie ; il a parlé avec des parents du général français et a inclus dans l'ouvrage une partie de sa correspondance.

Les missions du général Berthelot en Roumanie ont comporté deux phases successives : octobre 1916 — mai 1918 et octobre 1918 — mai 1919,

Se trouvant en permanence au milieu des événements, aux côtés de la direction politique et militaire de l'État roumain et de son armée, ayant la tâche de conseiller et d'assister l'armée roumaine, le général Berthelot a connu directement les événements politiques et militaires par lesquels sont alors passés l'armée et le peuple roumains. Le général surprend dans ses mémoires le repliement de l'armée roumaine vers la Moldavie à l'automne de 1916 et l'établissement du front sur la ligne Galați — Nămolova — Mărăști — Mărășești — Oituz ; la réorganisation de celle-ci, la participation aux glorieux combats de l'été 1917, qui se sont soldés par la victoire des troupes roumaines. L'offensive de Mărăști a commencé avec succès le 25 juillet 1917, lorsque la II<sup>e</sup> Armée roumaine, placée sous la commande du général Averescu, et la IV<sup>e</sup> Armée russe ont avancé de 15 km à l'intérieur du dispositif ennemi, sur un front large de 30 km, mais un ordre télégraphique du général Kerenski a arrêté cette avance, suspendant toutes les actions de l'armée russe sur le front. Dans cette situation, les troupes allemandes et autrichiennes ont lancé leurs offensives à Mărășești et Oituz. Au cours de combats sans précédent et extrêmement difficiles, qui ont duré jusque vers la fin d'août 1917, les troupes roumaines ont réussi à arrêter l'offensive germano-autrichienne et à maintenir l'alignement sur le front de Moldavie.

Le général Berthelot a très bien saisi les conditions politiques et militaires qui ont conduit à la conclusion de la «paix» entre la Roumanie et les Puissances centrales, par suite de la conclusion de la paix entre celles-ci et l'Union Soviétique.

La rentrée de la Roumanie en guerre à l'automne 1918 et la dénonciation du traité de paix avec les Puissances centrales ont conduit à la reprise de la mission du général Berthelot en Roumanie. Ses mémoires présentent suggestivement et avec une grande force évocatrice, outre les aspects militaires des événements de Roumanie, l'effervescence et l'enthousiasme des masses populaires du pays et de Transylvanie engagées dans les actions qui visaient à l'accomplissement de l'unité nationale. Dans toutes les villes transylvaines par lesquelles il passait, le général français était accueilli par les Roumains dans une atmosphère de fête : de grandes assemblées civiques, des chansons et des danses populaires ; les gens dansaient la ronde de l'union dans la rue ; les Roumains transylvains manifestaient leur désir de s'unir avec le pays.

Les mémoires du général Berthelot présentent une importance particulière pour les chercheurs et les historiens qui étudient ce moment mémorable de l'histoire du peuple roumain — le parachèvement de son unité nationale dans le cadre des frontières de son territoire vieux de plus de 2500 ans.

Le livre est heureusement complété d'un groupe de photos et d'un autre de cartes, judicieusement choisies, de même que d'une liste présentant la composition nominale de la mission militaire française en Roumanie.

Lieutenant-colonel  
ANGHEL FILIP

\* Glenn E. Torrey, General Henri Berthelot and Romania, New York, 1987.

\*\* Glenn E. Torrey, Romania's Entry into the First World War: The Problem of Strategy, in The Emporia State Research Studies, XXVI, 4, Spring, 1978 ; Idem, Romania in the First World War 1914-1919 ; An Annotated Bibliography, in The Emporia State Research Studies, XXIX, 4, Spring, 1981.



The work of President Nicolae Ceaușescu about two of the historic achievements of the Romanian people: the Great Union of 1918 and the proclamation of the Republic on December 30, 1947. Foreign testimonies about the unitary evolution in the ancestors' hearth. ● Historical roots and premises of the Romanians' Great Union in 1918 ● The Dacian people and State in contact with the big civilizations of the antiquity. ● „We are here from times of yore!“: The making of the Romanian people. „The Romanian language is my motherland“ ● The political organization of the Romanian people in the 3rd-9th centuries ● The settling down of foreign populations on the Romanian territory and their integration in the Romanian people's socio-economic life ● Hungarian historiography about chronicler Anonymus ● The setting up of the independent Romanian feudal states ● The Romanian people's ceaseless struggle for the defense of independence and the achievement of political unity ● The making of the Romanian centralized state in 1600 ● Revolution — the way for accomplishing the Romanian society's social and national progress in the modern epoch ● The dramatic situation of the Romanian people in Transylvania during the Hungarian occupation; The same inhuman aims pursued through ever more feral methods and means ● Oradea, October 12, 1918: The Declaration of national independence ● „The Great Union“ in 1918: The will and victory of the entire Romanian nation ● Internal and international significance of the Great Union. Millenary interferences: Romanian civilization-world civilization ● The removal of Hitler domination and the liberation of Romania's north-western part ● The unity and brotherhood of all the homeland's life. ● 1947 - 1987. Res publica... ● Fundamental truths of national history. Historical sources testify that Transylvania's territory and inhabitants have always represented organic part of the Romanian people, hence they cannot be subject to any usurious deals, to any polemics, either to any discussions ● Great army commanders ● Great battles of the Romanian people for liberty, national unity and independence ● The Monuments of Struggle ● Maxims and thoughts about union and unity ● Attitudes: Stringent necessity: every man must be a keen connoisseur and firm defender of national history. „Historia magistra vitae“: Noxious practices of Revisionist historiography: the distortion of the Romanian people's history. Futile attempts to distort the Romanian history ● Historians in dialogue. From the activity of the Romanian Commission for Military History ● History book.

Произведения товарища Николае Чаушеску относительно двух исторических событий румынского народа: Великое объединение 1918 года и провозглашение Республики 30-ого декабря 1947 года ● Иностранные свидетельства об едином развитии румынского народа на земле предков ● Корни и исторические предпосылки Великого Объединения румын 1918 года ● Дакийский народ и дакийское государство в контакте с цивилизациями античного мира ● «Мы здесь с древних времен». Образование румынского народа: «Румынский язык — моя родина» ● Государственно — политическая организация румынского народа III—IX веков ● Поселение иностранных населяний на румынской территории и их интегрирование в социально — экономическую жизнь румынского народа ● Венгерская историография о летописце Анонимус ● Образование румынских феодальных независимых государств ● Постоянная борьба румынского народа... ● Революция — путь о существования социального и национального прогресса румынского общества в современной эпохе ● Трагическое совпадение: дуализм и хортизм — оккупация и террор: Драматическое положение румынского народа в Трансильвании в период венгерской оккупации; Те же бесчеловечные цели, преследуемые всё более ожесточёнными методами и средствами ● Орда 12 октября 1918 года: Заявление о национальной независимости ● Великое Объединение 1918 года: воля и победа всей румынской нации ● Внутреннее и международное значение Великого объединения ● Тысячелетние интерференции: румынская цивилизация, мировая цивилизация ● Устранение гитлеровского господства и освобождение северо-западной части Румынии ● Единство и братство всех сынов родины ● Неразрывная связь: румын ● Румыния ● 1947—1987 гг.: «Республика — всеобщее дело» ● Фундаментальные истины национальной истории: Исторические источники свидетельствуют о том, что территории и жители Трансильвании были и есть неотъемлемой частью румынского народа, то-есть они не могут быть предметом никакой сделки, poleмики, или дискуссии ● Великие полководцы ● Великие сражения румынского народа за свободу и национальное единство и независимость ● Памятники борьбы ● Крылатые слова и выражения об объединении ● Отношения. Острая необходимость: каждый человек — хороший знаток и твёрдый защитник национальной истории. «Historia magistra vitae»; Вредная практика ревизионистской историографии: фальсификация истории румынского народа ● Напрасные попытки фальсификации румынской истории ● Историки в диалоге ● Из деятельности румынской комиссии военной истории ● Историческая книга

● Das Werk des Genossen Nicolae Ceaușescu in Bezug auf zwei historische Verwirklichungen des rumänischen Volkes: Die Grosse Vereinigung von 1918 und die Ausrufung der Republik vom 30. Dezember 1947 ● Ausländische Belege über die einheitliche Entwicklung des rumänischen Volkes auf der Uralterscholle ● Die historischen Wurzeln und Voraussetzungen der Grossen Vereinigung der Rumänen von 1918 ● Das dakische Volk und der dakische Staat in Verbindung mit den grossen Zivilisationen der Antike ● „Wir sind hier seit jeher!“ Die Bildung des rumänischen Volkes. Die rumänische Sprache ist meine Heimat ● Die politische staatliche Organisation des rumänischen Volkes in den Jahrhunderten III—IX ● Die Niederlassung fremder Völkerschaften auf dem rumänischen Territorium und deren Integration in das ökonomisch — soziale Leben des rumänischen Volkes ● Die ungarnische Geschichtsschreibung über den Chronisten Anonymus. Von der Anerkennung zur Verleugnung. ● Die Bildung der unabhängigen rumänischen Feudalstaaten... ● Der ununterbrochene Kampf des rumänischen Volkes für die Verteidigung der Freiheit und die Verwirklichung der politischen Einheit. Die Gründung des zentralisierten rumänischen Staates von 1600 ● Die Revolution — der Weg zur Durchführung des sozialen und nationalen Fortschrittes der rumänischen Gesellschaft in der Neuzeit ● Eine tragische Synonymie: Dualismus und Horthismus — Besetzung und Terror. Die dramatische Lage des rumänischen Volkes aus Transsilvanien während der ungarnischen Besetzung. Dieselben unmenschlichen Zwecke, verfolgt mit den immer grausameren Methoden und Mitteln ● Oradea, der 12. Oktober 1918: Die Erklärung der nationalen Unabhängigkeit ● Die grosse Vereinigung von 1918: der Wille und der Sieg der ganzen rumänischen Nation ● Die innere und internationale Bedeutung der grossen Vereinigung ● Tausendjährige Wechselwirkungen. rumänischer Zivilisation, universale Zivilisation; die Beseitigung der Hitlerherrschaft und die Befreiung des nordwestlichen Teils Rumäniens ● Die Einheit und Brüderschaft aller Söhne des Vaterlandes... ● Die unzertrennbare Verbindung: Rumäne — Rumänen ● 1947—1987. Res publica ● Die Einheit und Unabhängigkeit ● Die Denkmäler des Kampfes ● Gedankensplitter und Denker über die Vereinigung und Einheit ● Stellungnahmen. Eine zwingende Notwendigkeit jeder Mann — gründlicher Kenner und entschlossener Verteidiger der Nationalgeschichte. „Historia magistra vitae“. Ein schädliches Verfahren der revisionistischen Geschichtsschreibung: die Fälschung der Geschichte des rumänischen Volkes; Vergebliche Versuche der Fälschung der rumänischen Geschichte ● Historiker im Gespräch. Aus der Tätigkeit der Rumänischen Kommission für Militärgeschichte ● Das Geschichtsbuch:





Rédacteurs :

- ALESDRU DUȚU
- JEAN GHELIUC
- MIHAIL E. IONESCU
- ION JIANU
- ILIE MANOLE
- NECULAI MOGHIOR
- IOAN TALPEȘ
- GHEORGHE VARTIC

Maquette

et mise en page :

- CONSTANTIN DUMITRESCU

Couverture :

- GHEORGHE CĂLĂRAȘU

Illustration :

- GHEORGHE CHIRU
- VIRGIL ULIERU

